

LE MARIAGE PAR ARMAND HAYEM ...

Armand Lazare Hayem



Broadway
-YORK.

304.3

H32

COLUMBIA COLLEGE LIBRARY.



MADISON AVENUE.

NEW YORK.



LE
M A · R I A G E

788

IMPRIMERIE TOINON ET C^e, A SAINT-GERMAIN.

LE MARIAGE

PAR
ARMAND HAYEM

Homo sum et nihil humani a me alienum puto.

La raison n'a pas moins de découvertes utiles
à faire dans le monde moral que n'en font, dans
le monde physique, ses plus heureux scrutateurs.

(CABANIS, *Rapports du physique et du moral
de l'homme.*)

Ouvrage ayant obtenu une mention honorable de l'Institut
(*Académie des sciences morales et politiques.*)



PARIS
LIBRAIRIE ACADEMIQUE
DIDIER ET C^e, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES AUGUSTINS, 35

1872

Réserve de tous droits.

PRÉFACE

Je ne me doutais pas qu'en écrivant ce livre, il y a trois ans, j'allais fournir à l'avance une partie des causes qui expliquent la plus cruelle défaite et la plus sanglante discorde qui aient encore humilié la France.

Tout le monde aujourd'hui est d'accord sur le mal et sur son origine. — Mais pour en être convaincus combien ont dû en mesurer toute la profondeur ?

Ni la faiblesse de nos armées, ni l'impéritie de leurs chefs, ni les fautes des hommes d'État, ni la précipitation des événements ne

127652

sont des causes suffisantes pour expliquer un tel désastre.

Si les armées allemandes n'avaient remporté sur nous que des victoires militaires, la fortune de la France serait vite réparée. Mais c'est la victoire d'une société sur une autre, d'une civilisation sur une autre, d'une grande famille humaine sur une autre grande famille humaine plus divisée, moins nombreuse, moins laborieuse. Le mal n'est pas seulement dans les rangs des soldats, il est dans les rangs de la société même, il est dans la famille.

Pourquoi cette race, aujourd'hui détestée, s'est-elle montrée si forte? Pourquoi ses enfants couvrent-ils les deux tiers des continents? Pourquoi la puissance de l'Angleterre, race germanique; de l'Amérique, race germanique; de l'Allemagne, aujourd'hui le cœur de l'Europe?

En Amérique, en Asie, en Afrique même, combien trouvez-vous d'Allemands pour un

Français? — A qui appartiennent les grandes usines, le haut commerce, les hauts emplois, les fonctions publiques, l'influence morale et politique? A des Allemands, à des Anglais, à des hommes de cette race germanique qui menace aujourd'hui les derniers champions de la race celto-latine?

Sans doute l'ethnologie, l'histoire, la législation, la politique sont là pour expliquer cet étonnement. Mais le fait de la nature, qui a partout établi entre les choses des rapports simples, est encore plus saisissant : — Chez les peuples de race germanique, les hommes sont presque tous mariés et ils ne sont point malthusiens.

C'est par la famille, et par conséquent par le mariage, que les peuples se préparent.

Si l'on embrasse l'histoire des peuples modernes, on remarque que la supériorité et l'influence sont à ceux qui réunissent ces trois conditions : la possession de la terre, le nom-

bre, la discipline, c'est-à-dire l'unité dans le gouvernement, la religion, l'éducation.....

Il semble que les temps nouveaux ne permettent plus le rayonnement d'un tout petit peuple sur les autres, comme fut autrefois le rayonnement du peuple grec sur le monde civilisé.

L'esprit n'a rien perdu de ses droits. Mais l'art ne gouverne plus les peuples. A la force, au nombre appartient la domination. — C'est la loi des temps nouveaux.

Il y a chez le peuple vaincu une tendance à imiter le peuple vainqueur. — C'est un des fruits de la conquête.

Saurons-nous imiter l'Allemagne en ce qu'elle a de meilleur ? Car il ne suffit pas de vouloir, et il faudrait avoir soin de lui laisser ses défauts.

Ne le cachons pas, ayons le courage de le dire : les mœurs des Allemands, qui sont loin d'être irréprochables, valent cependant mieux

PRÉFACE

que les nôtres. Chez eux, la famille est plus fortement constituée, les mariages sont plus nombreux, et chose grave, le chiffre des naissances par mariage excède deux et trois fois le même chiffre chez nous.

En France, la population est à peu près stationnaire; en Allemagne elle double en moins de soixante ans. Cela est connu. Mais cela ne saurait être trop répété.

Il y a encore une considération.

Chez nous, pour trouver une famille nombreuse il faut descendre chez le paysan, chez l'ouvrier. — Le peuple seul se reproduit.

Chez nos voisins, ce sont les plus illustres maisons, ce sont les rois et les princes qui donnent l'exemple des plus nombreuses familles.

L'histoire des peuples, l'histoire d'Angleterre particulièrement, atteste un rapport constant entre l'influence sociale et politique et le nombre des enfants.

PRÉFACE

Tout l'Orient autorisait la répudiation de la femme stérile, et Rome honorait les pères qui donnaient le plus de citoyens à la patrie.

En ce siècle de lumières, le bourgeois de Paris, le bourgeois des grandes villes, se voit-il deux héritiers? il se plaint, il s'apitoie, il s'alarme. Que sera-ce quand le bambin qui naîtra sera destiné au service militaire obligatoire? Le nombre des enfants, par famille, pourra baisser encore!

Et pendant ce temps, l'ouvrier, le paysan peuple les ateliers et les champs.

Vienne la moindre crise, viennent des élections générales, un plébiscite. De quel côté est le nombre? Qui l'emporte? Qui gouverne?

Dans un pays de suffrage universel, quelle est la plus grande puissance, si ce n'est le nombre?

Le suffrage universel devrait rendre la bourgeoisie anti-malthusienne. — Sur vingt

électeurs, nous comptons quatorze paysans et ouvriers.

Mais la bourgeoisie n'entend rien, ne sait rien. Elle est absorbée et perdue dans le peuple qui aspire au gouvernement, qui l'a pris déjà et le reprendra.

ARMAND HAYEM.

Saint-Gratien, 16 novembre 1871.

INTRODUCTION

Quelle question plus importante fut jamais posée à l'attention du moraliste et du législateur?

Comment l'homme et la femme s'uniront-ils? Quels devoirs et quels droits nouveaux résulteront pour eux de cette union? Sur quelle assise morale s'établira la famille? A quelles conséquences sociales conduira la constitution de la famille?

On sent que de quelque manière que seront résolus ces problèmes, ils se lient étroitement au développement et au progrès de l'espèce humaine, et qu'il n'est pas indifférent de leur donner telle solution plutôt qu'une autre. C'est qu'en effet, à lui seul, le mariage contient en germe la société humaine. Par les enfants, il donne naissance à la famille qui, à son tour, donne naissance à la société. Si bien que l'on peut dire que l'organisation

de la société dépend de celle de la famille, qui dépend elle-même de celle du mariage.

Plus le mariage sera sévèrement établi comme la seule règle morale du rapport des sexes, plus il sera pratiqué sérieusement et avec le respect religieux dû à un engagement solennel; plus le degré de moralité de la société tout entière se trouvera élevé. Si bien, qu'on pourra mesurer, et au nombre des mariages et à la manière dont ils sont observés, le développement moral d'une société d'hommes. Cette question du mariage est donc par-dessus tout une question de haute morale humaine.

C'est aussi une question religieuse. Car l'homme sent le besoin de prendre Dieu à témoin d'un engagement aussi solennel: et il recherche pour les sentiments nouveaux éclos dans son âme, une consécration supérieure qui réponde à leur élévation et à leur noblesse. Quel que soit d'ailleurs le cérémonial employé et sans contrarier, en aucune manière, les croyances particulières, cette sanction sacramentelle qui fait du mariage un acte religieux en même temps qu'un acte social, ne peut que relever le caractère de l'institution comme un signe inaltérable du respect que lui gardent les hommes.

Comme la société n'est, à proprement parler, qu'une collectivité d'êtres humains groupés par familles et qu'il résulte de cet ensemble des rapports

nombreux dont la réglementation fait l'objet propre de la loi ; le mariage devient nécessairement à la fois une question sociale et une question légale. Quel acte humain entraîne donc plus d'effets divers et de plus importants ? — Le mariage marque l'âge vrai de l'homme. Il affirme sa responsabilité par le poids dont il la charge. Il crée pour l'homme ce sentiment, qui est le secret de sa force, la raison de son dévouement, la joie et la récompense de ses sacrifices : la paternité. Il reproduit l'homme par l'enfant et jette ainsi le défi à la mort. — L'homme éternisé devient dieu et prouve la perfection de ce monde. — Quoi de plus grand ?

Si, maintenant, jetant les yeux sur la société au milieu de laquelle je vis, j'observe avec méthode les phénomènes qu'elle me présente, si j'essaie de pénétrer la cause de ces phénomènes et que cette étude me découvrant plus de misères que de grandeurs, plus de sujets d'affliction que de sujets d'orgueil, pourvu qu'elle ne m'ait point arraché du cœur l'espérance, m'attache à la recherche des moyens les plus propres à réformer les vices et à combler les défauts de cette société : Quel soulagement peut-être pour les hommes et, dans tous les cas, quelle lumière pour mon esprit ?

Est-ce que le mariage est universellement pratiqué parmi nous ? Est-ce qu'à côté des enfants légitimes,

nous ne trouvons pas des enfants sans famille, les enfants naturels? Est-ce que la proportion des premiers avec les seconds n'est pas un chiffre accablant pour notre moralité? — Est-ce qu'entre ceux qui les contractent, les unions sont toujours heureuses? — Est-ce que deux êtres qui se croyaient nés pour s'unir, n'aperçoivent pas quelquefois, après qu'ils sont unis, que la mort leur serait plus tolérable qu'une existence commune prolongée plus longtemps? — Est-ce qu'il ne peut pas arriver qu'après s'être séparés une première fois, ne pouvant supporter la solitude et n'ayant pas le droit de contracter une autre alliance, ils se réunissent de nouveau? — Combien de pères sans enfants? — Et combien d'enfants sans pères? — Combien de mères abandonnées? — Enfin, combien demeurent célibataires par impuissance, par scrupule ou par égoïsme?

Sait-on les raisons de tout cela? — Sait-on pourquoi l'homme ne consacre point les liens qu'il a contractés avec une femme? Pourquoi il laisse déclassés des êtres qui sont ses enfants et qui ne peuvent manquer de lui être chers? — Pourquoi il abandonne parfois la mère et reconnaît pourtant les enfants? — Pourquoi il veut rompre les liens sacrés d'un mariage? — Pourquoi cette séparation lui devient souvent plus cruelle qu'aucune douleur?

— Pourquoi les enfants en souffrent ? — Pourquoi enfin, là où la nature avait tout préparé pour l'harmonie, je ne sais quelle force, qui ne doit dépendre pourtant que de nous, assemble tout pour la désunion ?

Il existe dans notre société des misères dont il faut déchirer le voile courageusement, des profondeurs qu'il faut pénétrer résolument. — Ce sera notre tâche. — Nous croyons qu'il est plus utile de signaler le mal en tentant de le combattre, que de livrer à nos juges des résultats d'érudition ou des considérations de sentiment sur une matière aussi vitale ; surtout dans un temps où le témoignage d'une satisfaction injustifiée pourrait passer pour une complaisance servile. — Le plan que nous suivrons est donc arrêté dès à présent. — Après avoir établi que le mariage est l'expression la plus élevée et la plus morale du rapport des sexes, nous aborderons aussitôt la question sociale, celle qui touche à tous les intérêts et devant laquelle s'effacent les distinctions d'hommes et de classes. — Nous rechercherons et nous exposerons les causes des faits que nous aurons dévoilés. Nous interrogerons les mœurs, les lois, les croyances, les préjugés, les secrètes influences des conditions économiques et pathologiques de l'existence humaine, enfin la littérature : Trop heureux si, après ce travail, nous pouvons

trouver dans le fruit de nos études, ou dans les inspirations de nos sentiments d'humanité, un soulagement à tant de misères, un remède à tant de maux, une réforme à tant de lois !

LIVRE PREMIER

DU MARIAGE. — SON PRINCIPE, SON BUT, SA MORALITÉ. —
SUPÉRIORITÉ DU MARIAGE MONOGAME
SUR TOUTES LES AUTRES FORMES D'UNION
DES SEXES.

I

Je suppose un certain nombre d'hommes et de femmes vivant ensemble : voilà une société.

Dans quel rapport l'homme et la femme s'uniront-ils ?

L'état de nature n'existe point pour l'homme, pas plus que pour les animaux domestiques. Il existe à peine pour quelques animaux sauvages que l'instinct porte à une vie solitaire : car les animaux sauvages qui se réunissent, soit pour protéger leurs petits, soit pour la chasse en commun, vivent tout à fait à l'état de société. L'homme de J.-J. Rousseau

est donc une pure imagination ; et comme l'homme à l'état de nature ne se peut concevoir, que l'état de société est le seul véritablement naturel, je n'ai pas lieu de rechercher de quelle manière l'homme et la femme pourraient s'unir dans un état imaginaire.

— Sans doute, quelques coins de la terre se trouvent encore habités aujourd'hui par des êtres humains que la civilisation n'a pu atteindre. Pour ces êtres-là, il y a aussi un état de société, très-primitif assurément, mais cependant très-réel : c'est au moins un père et une mère avec leurs enfants, c'est-à-dire la famille. Il n'y a qu'un nombre infime d'exemples, fort contestables, d'hommes ou de femmes ayant vécu à l'état sauvage, c'est-à-dire dans l'isolement absolu. Pour les êtres humains qui vivent par familles ou par groupes, tout m'incline à croire que l'union de l'homme et de la femme, toute de hasard à l'origine, dut se fortifier et se prolonger, jusqu'à la mort, sous l'influence de conditions extérieures tout à fait propres, telles que l'isolement, par exemple, qui rend la présence d'un semblable plus chère au cœur humain. Là, le besoin, pour l'homme, de pourvoir à l'entretien de sa famille, la joie de protéger des êtres plus faibles que lui, joie qui augmente sa tendresse pour eux ; le respect et l'affection dont le protecteur se trouve naturellement entouré, ont dû créer pour l'homme et pour la femme des

droits et des devoirs que la loi a naturellement consacrés dans notre état de civilisation.

L'homme a cela de propre qu'il est le seul des animaux maître non-seulement de la reproduction de son espèce, mais du choix de sa compagne. Tandis que les animaux s'éloignent en général de leur compagne après s'être accouplés avec elle, l'homme s'attache à la sienne, il la nourrit, il la protège. — A quel sentiment obéit-il ? — On répond que c'est à l'amour. — Si l'on considère l'amour subjectivement, c'est un sentiment durable, aussi éternel que le cœur humain. Mais si on considère l'amour objectivement, est-il bien le sentiment qui nous attache d'une manière constante à la compagne que nous avons choisie une première fois ? Subjectivement, l'amour est immense, ardent, éternel. Objectivement, l'amour est borné, incohérent, mortel. — Aussi, ceux qui ont aperçu cette différence n'ont-ils pas fait de l'amour le lien, durable autant que la vie, de l'union de l'homme et de la femme ; et Proudhon a répondu avec hardiesse : Ce n'est plus l'amour, c'est la conscience.

De là toute une théorie du mariage.

Les philosophes varient de définition sur l'amour. Proudhon nous dit : « L'amour est un mouvement des sens et de l'âme, qui a son principe dans le rut, fatalité organique et répugnante, mais qui, transfi-

guré aussitôt par l'idéalisme de l'esprit, s'impose à l'imagination et au cœur comme le plus grand, le seul bien de la vie ; un bien sans lequel la vie n'apparaît plus que comme une longue mort (1). » Balzac écrit : « L'amour n'est peut-être que la reconnaissance vive de notre âme pour la source de nos plaisirs. » Il est moins poétique que Proudhon et fait presque de la sensualité le principe de l'amour. Je pourrais citer vingt définitions de l'amour. Toutes insistent, avec plus ou moins de force et de grâce, sur le rapport qui existe entre notre personne et ce que Balzac appelle, si bien, la source de nos plaisirs. D'un autre côté, tous les auteurs qui traitent de la matière (et combien s'en sont mêlés !) reconnaissent que l'amour est de sa nature incertain, inconstant, que son objet est essentiellement la variété.

Ce ne peut donc pas être l'amour qui soit le principe d'une union durable entre l'homme et la femme. L'amour détermine l'union, mais il est impuissant à la maintenir, et, comme un dieu enfant qui ne sait pas user de son pouvoir, il fait et défait son ouvrage.

Sera-ce la conscience ? Sera-ce simplement la volonté libre ? On sent tout de suite que la question posée dans ces termes ne peut recevoir une solution

(1) P.-J. Proudhon, *De la Justice dans la Révolution et dans l'Église*.

équivoque. Si l'amour est la règle de l'union des sexes : comme l'amour défait autant d'unions qu'il en noue, il n'y a point d'union constante possible par l'amour, à moins que l'on ne reconnaisse à l'amour une vertu qu'il n'a pas ; mais alors quelle serait la valeur d'une pareille théorie ? Si c'est la conscience, au contraire, ou la volonté, qui est la règle de l'union des sexes et qui maintient l'union de ceux que l'amour a réunis, il y a une union de l'homme et de la femme supérieure à l'amour, qui est son principe, et au temps, qui est sa condition : cette union, pour fixer les idées, je l'appelle, dès à présent, le mariage.

II

La situation de l'homme et celle de la femme dans la société ont été l'objet de toutes sortes d'observations.

La situation de la femme a particulièrement intéressé, de tout temps, les philosophes et les législateurs. Par sa faiblesse naturelle, la femme est toujours demeurée et demeurera certainement, malgré toute émancipation, dans une certaine dépendance de l'homme. Chez les Hindous, la femme était très-

respectée. On lit dans les Védas : « Celui qui méprise une femme méprise sa mère. » « L'homme n'est complet que par la femme, et tout homme qui ne se marie pas dès l'âge de la virilité doit être noté d'infamie. » Et cette belle parole : « La femme est l'âme de l'humanité (1). » C'est dans la même pensée que Proudhon écrit : « La femme est la conscience de l'homme personnifiée (2). »

Ainsi c'est une manière de l'homme de se compléter que de s'unir à la femme. Sur ce point, les Védas et Proudhon sont d'accord. Chez les peuples sémitiques, et particulièrement chez les Hébreux, la femme était considérée comme supérieure aux esclaves du maître, mais elle ne lui était pas moins subordonnée. En Grèce, les femmes avaient plus de liberté que chez nul autre peuple, mais aussi la famille n'y existait que de nom. A Rome, la femme était considérée comme une fille de son mari. Dans le mariage *in manu*, le père vendait sa fille (3). « En vendant sa fille, le père transférait au mari tous les droits qu'il avait sur elle; le mari pouvait donc la vendre à son tour. Tel était notamment le droit des anciens

(1) L. Jacolliot, *La Bible dans l'Inde*. Voir aussi : *La Femme dans l'Inde antique*, par M^{lle} Clarisse Bader, et les travaux de M. Burnouf : *Essai sur le Vêda*, etc...

(2) P.-J. Proudhon, *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*.

(3) Ulpien, L. I, § 8, *De acquirenda vel amittenda possessione*.

Germanis, si nous en croyons le plus savant investigateur des antiquités germaniques (1). Mais il convient d'ajouter que dès leur entrée dans la vie civilisée on voit tous les peuples répudier cet usage barbare. Manou l'abolit dans l'Inde, Moïse en Palestine, Romulus en Italie, les Chinois eux-mêmes ne l'ont conservé que dans des cas exceptionnels (2). »

Cet usage, en effet, existait partout dans l'antiquité, et d'ailleurs les règles qui gouvernaient les rapports de l'homme avec la femme étaient presque les mêmes chez tous les peuples anciens.

Les Hébreux, sous le régime de la polygamie, possédaient autant de femmes qu'ils en pouvaient nourrir. Et cependant la femme était protégée chez eux par une législation pleine de charité ; à l'encontre de ce qui est généralement admis.

La fille vendue par son père comme esclave était confiée, et non livrée, au maître.—Moïse recommandait à celui-ci toutes sortes de ménagements à son égard. Le maître devait respecter la personne de son esclave. Cependant, si après un certain temps, le maître s'abandonnait à sa passion pour elle, l'esclave devenait sa femme au même titre que les

(1) Jacob Grimm, *Rechtsalterth.*

(2) Paul Gide, *Etude sur la condition privée de la femme dans le droit ancien et moderne et en particulier sur le sénatus-consulte velléien.*

autres (1). — Le père de l'épouse que l'Hébreu choisissait n'était point payé, ce que l'on a appelé improprement, *le prix de la virginité* (2). Mais il recevait simplement des présents du maître de sa fille à l'occasion de son entrée dans la maison. Les femmes n'étaient point dotées ; et le souci de maintenir la plus grande égalité possible dans les fortunes aussi bien que dans les personnes avait conduit, comme on sait, le législateur à ordonner au frère survivant d'épouser la veuve de son frère mort sans enfants, afin de lui susciter des héritiers qui devaient empê-

(1) La femme juive ne pouvait devenir esclave que par la volonté de son père. (Exode, xxi, 7.) En l'acceptant pour esclave, le maître s'engageait tacitement à l'épouser ; il pouvait lui donner pour mari son fils aîné s'il ne voulait pas la prendre pour lui-même. Ne l'ayant vendue que par misère, le père devait racheter sa fille dès qu'il le pouvait, à moins qu'elle ne fût âgée de plus de douze ans, auquel cas étant majeure, son père ne devait ni la vendre, ni la marier contre son gré. Enfin, le père ne devait vendre sa fille qu'à ceux dont elle pouvait devenir l'épouse légitime. (Kiddousch, I, c. — Maïmon, I, c. II, 11, 12.)

(Voir : Zadoc-Kahn : — *L'Esclavage selon la Bible et le Talmud.*)

La loi de Moïse a su faire la part des faiblesses humaines et céder aux exigences du temps. Tout en se montrant opposée à la polygamie, elle la tolérait ; tout en mettant des entraves au divorce, elle l'autorisait ; et pleine de répugnance pour l'esclavage, elle sut par la pratique et les recommandations les plus charitables pour le temps, faire de l'esclavage hébreu, si mal connu et si dénaturé, une sorte d'institution de domesticité et d'organisation de la polygamie qui n'a rien de comparable avec l'esclavage des autres peuples anciens et particulièrement avec celui des Romains, lequel donnait au maître droit de vie et de mort sur ses esclaves.

(2) Victor Hennequin, *Introduction historique à l'étude de la législation française.*

cher l'accroissement de la fortune des collatéraux.

Chez les Gaulois « les femmes jouissaient en général de moins de considération que chez les Germains. Le mari avait sur elles droit de vie et de mort et lorsqu'on les soupçonnait d'un attentat à la vie de leur époux, un tribunal de famille, composé des parents du mari, pouvait sans l'intervention du magistrat, les soumettre à la même torture que les esclaves (1). » — Les Gaulois possédaient à l'égard de la femme les mêmes lois à peu près que les Romains, c'est-à-dire que la femme y était aussi absolument à la merci du mari, qui était son père, son juge et parfois son bourreau. Les Germains, seuls avec les Hébreux, nous offrent, de bonne heure, l'exemple d'un peuple plus pénétré du sentiment de l'humanité à l'égard de la femme ; et ce respect de la femme se rencontre chez eux avec une austérité de mœurs très-grande et une sévérité dans le mariage qui a frappé Tacite. « Dans ce pays, nous dit-il, les mariages sont sévères ; on n'y rit point des vices, corrompre et céder à la corruption ne s'y appellent pas élégance et bon ton. Mais les plus sages des tribus germaniques sont celles où les femmes ne se marient que vierges, et où on ne leur permet qu'une fois l'espoir

(1) Giraud, *Essai sur l'histoire du droit français au moyen âge.*

et le vœu d'être épouses. Ainsi les femmes ne peuvent avoir qu'un mari comme elles n'ont qu'un corps et qu'une âme, afin que leur pensée ne voie rien au delà et qu'elles aiment dans leur mari, non le mari, mais le mariage. » Singulière philosophie et singulière pratique que celle qui fait aimer, dans le mari, le mariage, et qui montre bien toute la force que les Germains prétendaient donner à l'institution. Par ce côté, dont la moralité est saisissante, les Germains élèvent le mariage, d'un premier bond, à la hauteur de la monogamie. C'est chez les peuples où la femme est respectée que le mariage se trouve le plus fortement constitué.

III

Par la place qu'elle occupe dans la société, par la manière dont elle est traitée, la femme marque l'importance de l'institution du rapport des sexes dans chaque civilisation, elle sert au mariage, pour ainsi parler, de dynamomètre. — Tantôt la femme s'assied seule au foyer de l'homme et écoule son existence avec lui ; le plus souvent elle partage sa place avec d'autres femmes de la même condition : Ici règne la monogamie et là la polygamie. — On peut affirmer qu'à l'origine, tous les peuples, sans en

excepter un seul, sont polygames comme ils sont polythéistes. La nature leur offre la variété, la multiplicité, toutes sortes d'images confuses, premier reflet de la création dans l'âme humaine. Ils inclinent, sans hésitation et sans mesure, à l'adoration de toutes les images de la force, ils personnifient ce qui est inerte ; et, sans effort, passent de la contemplation à l'anthropomorphisme. — Ne sachant pas encore ce qu'est leur âme, suivant les élans de leurs passions, éprouvant le besoin de se faire servir et sentant toute la supériorité que leur donne la force sur la femme, les hommes des premiers âges durent nécessairement être polygames, comme ils étaient polythéistes. Ce n'est qu'après plusieurs révélations religieuses et les évolutions philosophiques de la pensée à travers des siècles de ténèbres, que la morale, venant à se constituer de plus en plus en gagnant à une même opinion un plus grand nombre d'esprits, le mariage pourra, comme toutes les institutions sociales, se rapprocher de l'expression supérieure de la justice. Ces institutions sociales ont eu leur principe dans les religions, c'est-à-dire dans des croyances toutes faites et non raisonnées. Mais le mariage, en même temps que toutes les institutions du même ordre, est devenu une question de morale, c'est-à-dire de spéculation philosophique. Et c'est par des arguments tout rationnels et tout

scientifiques que nous devons établir la supériorité du mariage monogame sur le mariage polygame.

Il est si vrai que le mariage a été, peut-être plus qu'aucune autre, une institution religieuse, que de notre temps même, le prophète Brigham Young a fait de l'union de l'homme et de la femme une prescription de la religion. « Se soustraire au mariage, dit-il, c'est négliger l'obligation la plus sacrée qui soit imposée à l'homme, c'est commettre le péché (1). » De telle sorte que le mariage est la première loi religieuse des Mormons. Et il est remarquable que cette obligation sacrée soit imposée à une secte d'hommes chez qui la polygamie est non-seulement permise, mais en honneur. Ce sont les pontifes, les gens riches qui possèdent le plus de femmes, de trois à sept, en général, et la considération qui s'attache à ces personnages semble s'accroître à proportion du nombre de leurs femmes. Ceci confirme que pour les Mormons, de même que pour beaucoup de peuples, la femme est un objet de luxe, une superfluité, une distinction de la richesse et du rang.

Chez les Romains, le mariage était le privilège de la femme riche. Celle qui s'appelait *justa uxor*, la femme légitime, était presque toujours une patri-

(1) Hepworth Dixon, *La Nouvelle-Amérique*. — Voir aussi le *Far-West*, par M^{me} Olympe Audouard.

cienne. Une loi des XII tables défendait aux patriciens de s'allier avec les plébéiens. Les femmes du peuple, les plébéiennes se contentaient du concubinat ; les étrangères, de l'usucapion. Le mariage noble, le seul respecté s'appelait *confarreatio*. Le mariage plébéien s'appelait *coemptio*. L'*usucapio*, était la possession d'un an et un jour, après lequel temps, l'homme pouvait abandonner ou épouser la femme avec laquelle il avait vécu jusque-là. Si ces distinctions, qui sont toutes de droit, n'ont pas été les mêmes dans la législation de tous les peuples anciens ; dans le fait, elles ont existé partout et existent encore comme un mal endémique dont notre société est loin de guérir. Le pauvre, l'ouvrier se trouve tenu à distance du mariage par la misère ; et le riche corrompu, dégradant le mariage jusqu'à la prostitution, ajoute à sa femme légitime autant de maîtresses qu'il peut en entretenir.

Il n'y a pas de matière sur laquelle la morale soit plus changeante. L'Église elle-même, dont le dogme est fixé aujourd'hui, est, à l'origine, pleine d'incertitude et d'hésitation à l'égard du rapport des sexes. Elle n'aime point la femme bien qu'elle ait cherché à relever sa condition, chez les Romains, en intervenant dans la législation sur les successions et sur le divorce et en essayant de faire prévaloir, dans une certaine mesure, le droit naturel sur le droit écrit.

« La femme est une méchante bourrique, dit saint Jean de Damas, un affreux ténia qui a son siège dans le cœur de l'homme, fille du mensonge, sentinelle avancée de l'enfer, qui a chassé Adam du Paradis : indomptable Bellone, ennemie jurée de la paix. » Saint Jean Chrysostome, saint Jean Chrysologue, saint Augustin, saint Antonin, saint Bonaventure, saint Jérôme, saint Cyprien, etc... ont tous sur la femme une opinion à l'avenant (1).

On croit qu'après cela ils vont conseiller le célibat. Loin de là. Saint Paul, « que le démon de la chair colaphyse, » trouvant une société corrompue qu'il faut redresser par de fortes institutions, va préconisant le mariage. Après tout « mieux vaut épouser que brûler. » Et comme la fornication est générale et qu'à un tel mal il faut un prompt remède, l'apôtre écrit : « Mais à cause des fornications, que chaque homme ait sa femme et chaque femme son mari. » Plus tard, l'Église va recommander le célibat, après avoir délibéré dans un concile fameux si la femme est un animal doué d'une âme (2). Mais

(1) Longtemps la pensée des chrétiens demeura incertaine sur le mariage et parfois même elle fut contradictoire. Ainsi, tandis que les Pères se montraient si rigoureux à l'égard de la femme, Robert d'Arbrissel fondait un monastère où les hommes devaient obéir aux femmes.

(2) Le Concile de Mâcon qui eut lieu à la fin du vi^e siècle et dont parle Gorini.

lorsqu'au ^{xii}^e siècle Grégoire VII, par des raisons de haute diplomatie ecclésiastique, va faire du célibat des prêtres une loi de l'Église romaine, il rencontrera la résistance de tout le clergé qui alors vivait dans le concubinage. A ce moment la morale de l'Église paraît se fixer et elle n'est point éloignée de celle des *Sakers* (ou *Trembleurs*), de la Nouvelle-Amérique, qui vivent avec leurs femmes dans un *mariage spirituel* (1); ce qui est une singulière manière de comprendre l'amour et peut-être la plus sommaire pour couper court aux tentations de la chair qui tourmentait si fort les apôtres.

On s'explique mal jusqu'ici toutes ces différences.

Chez les Égyptiens, s'il faut en croire Hérodote, la polygamie existait, à l'exception de la Basse-Égypte, qui devait la monogamie à son voisinage avec la Grèce. Quant à la Haute-Égypte, elle était polygame, et Diodore, qui voyagea après Hérodote et nous trompe moins que lui en général, nous apprend que la polygamie était permise à tout le monde, si ce n'est aux prêtres qui devaient se contenter d'une seule femme. Pourquoi une seule femme? Et quelle idée les Égyptiens avaient-ils donc sur la femme et sur le mariage?

Toutes les questions qui ont la femme pour

(1) Hepworth Dixon, *La Nouvelle-Amérique*.

centre et pour objet : le mariage, la virginité, la pudeur, la séduction, l'adultère, etc..., ont reçu et reçoivent encore, suivant les peuples, des solutions opposées. Il n'y a peut-être par de sujets sur lequel la morale des peuples accuse mieux les différences qui les distinguent. A Rome les filles publiques, les prostituées avaient un sacerdoce, elles gardaient le feu sacré et servaient dans le temple de Vénus. Chez les Japonais les courtisanes sont honorées. Les deux sexes se baignent ensemble et nus. Les pères prostituent leurs filles à bail, et les marient ensuite d'autant plus facilement (1). Dans le Cambodge, toute fille qui se marie est envoyée, pour être déflorée, chez un bonze qui reçoit, pour ce service, de très-riches présents (2). Chez les Hébreux, au contraire, le mari soupçonneux avait le droit de faire lapider sa femme, non pas seulement lorsqu'elle avait commis l'adultère, mais simplement lorsqu'elle ne pouvait fournir la preuve qu'elle était vierge avant le mariage. Chez les Romains, la femme adultère était punie de mort. Enfin, chez les Esquimaux et les Lapons, on m'assure que c'est une injure, pour celui dont vous avez été l'hôte, que de refuser l'offre qu'il ne manque jamais de vous

(1) Schlieman, *La Chine et le Japon*.

(2) Casson, *Religion de la Chine*. (*Histoire universelle des religions*, par Buchon.)

faire de coucher avec sa femme ! Exemples qui prouvent que la femme, et avec la femme, le mariage, sont partout considérés sous un angle moral absolument variable.

IV

Comment retrouver la raison morale du mariage dans ce labyrinthe de mœurs contradictoires ? Cette raison d'ailleurs est-elle unique ? Et si nous l'avons découverte, qui nous assure que cette raison soit la seule morale et la seule vraie ? Chez les Hindous, la femme est honorée et le mariage est tout près d'être considéré comme un devoir religieux. A cet égard, les Mormons de Brigham Young sont animés du même esprit biblique, de la même foi ; et pour eux aussi le mariage est une obligation sacrée. Chez les Romains, le mariage est un privilège aristocratique comme chez les Hébreux ; mais la raison du mariage chez les Hébreux paraît plus religieuse, et chez les Romains plus juridique. Aux yeux de l'Église, le mariage est un moyen recommandable pour échapper à la fornication. Ce n'est que beaucoup plus tard que l'Église nous présente dans la monogamie la forme supérieure du mariage comme réalisation objective de l'union spirituelle du Christ avec elle.

De toutes ces raisons, laquelle pèse le plus dans la balance de la morale ? J'avoue que le choix m'embarrasserait, bien que la raison qui nous montre dans le mariage une obligation sacrée me paraisse sinon la plus vraie, du moins la plus acceptable.

Mais je n'ai que faire de choisir parmi d'aussi insuffisantes raisons. On sent que la raison profonde de cette grande institution : le mariage, est quelque chose de supérieur, d'essentiellement moral, d'infiniment subtil, de tout à fait intime et que la pensée ne peut atteindre d'un premier essor.

Un esprit s'est rencontré cependant qui, après avoir fouillé le problème dans tous les sens, a trouvé au mariage une expression morale des plus élevées : la justice. Il a considéré l'union de l'homme avec une seule femme comme la plus conforme à la dignité virile et il a placé dans la conscience de l'homme le dépôt sacré de la foi conjugale. C'est la conscience qui serait, suivant Proudhon, la raison profonde que nous cherchons.

Pour éclairer la discussion, demandons-nous quel est le but du mariage. Proudhon répond sans hésiter : « De l'aveu de tout le monde et à ne le considérer que du dehors, le mariage a pour but de pourvoir à ces trois grands intérêts : l'amour, la femme, la progéniture. » • C'est, ajoute-t-il, l'opinion unanime des auteurs ; elle résulte de toutes

les lois et de toutes les coutumes; et il ne paraît point que les premiers instituteurs du mariage aient eu dans l'esprit une autre idée (1). » Est-il bien exact que le mariage ait pour but de pourvoir à ces trois grands intérêts : l'amour, la femme, la progéniture ?

Si nous suivons Proudhon, il nous est impossible de répondre. Car l'amour auquel il veut ici que le mariage pourvoie, il le met à la fin tout à fait hors le mariage, affirme que le but de nos passions n'est aucunement la possession de l'objet désiré et condamne l'homme marié à aimer toutes les femmes dans une seule : ce qui est pour lui la véritable solution de ce difficile problème. — Est-il plus fidèle à ses prémisses à l'égard de la femme ? A la vérité, il trouve que « dans l'opinion de tous les peuples, le mariage est institué principalement en vue de l'intérêt de la femme et que sous le double rapport de l'économie et de l'amour, l'homme perd à cet engagement plus qu'il ne gagne (2). » Il est d'accord en cela avec les philosophes et les écrivains de toutes les opinions, et lorsqu'il affirme que par le mariage la femme est déclarée « membre du corps social » il ne dément aucun de ces philosophes et de ces écrivains, qui de près ou de loin se rapprochent de son

(1) P.-J. Proudhon, *De la Justice dans la Révolution et dans l'Eglise*.

(2) P.-J. Proudhon, *Ibid.*

opinion en établissant le mariage sur le besoin de protection qu'éprouve la femme : « De ce seul fait qu'elle est plus faible que l'homme, il résulte évidemment que cette faiblesse doit être compensée par un droit et qu'elle ne peut devenir mère sans y consentir. A quelle condition ce droit sacré doit-il être garanti ? A la condition que la société intervienne pour consacrer et stabiliser le mariage. C'est la nature qui oblige la mère à prendre soin de l'enfant ; il faut que la loi oblige le père à prendre soin de l'enfant et de la mère (1). » Est-ce à dire que, dans l'opinion de M. Jules Simon, le sentiment paternel et le sentiment conjugal n'aient point de place dans le cœur de l'homme et qu'ici la loi doive faire l'œuvre de la nature ? Où serait alors la moralité du mariage ? Et ne se rencontre-t-il pas des mères dénaturées comme il se rencontre de mauvais pères et de mauvais maris ? Évidemment la pensée de M. Jules Simon n'est pas celle-là. Il veut dire simplement que la faiblesse de la femme doit être compensée par un droit que la loi garantit et qui s'appelle le mariage. — M. Michelet ne pense pas autrement. « La cérémonie, la solennité, la publicité, dit-il, sans nul doute, sont excellentes. Mais le fond de la chose c'est l'âme. Comme le disent les juris-

(1) Jules Simon, *Le Devoir*.

consultes romains : mariage c'est consentement, l'acte de la volonté, de la liberté qui se donne. Donation mutuelle des cœurs, mais sacrifice surtout de la plus faible qui, remettant au plus fort âme et corps, ne réservant rien, livre tout, risque tout, aux chances de l'avenir (1). » Enfin, M. Hennequin va plus loin encore, en quelque manière, lorsqu'il écrit : « Quand les lois se perfectionnent, la faiblesse de la femme suggère, au lieu du mépris, la protection... (2). »

Ainsi, pour ces philosophes, la femme est un être faible, dont l'homme est le protecteur naturel, et en s'associant cet être incapable, par le mariage, en même temps que l'homme lui donne une place dans la société, il commet un acte plein d'une généreuse charité. C'est à cela que peut se résumer la philosophie du mariage pour les auteurs que j'ai cités et je n'ai trouvé nulle part, à la vérité, de théorie qui mérite plus de m'arrêter ; si ce n'est toutefois chez Proudhon. Ce qui distingue la théorie de ce puissant dialecticien, ce n'est pas qu'il ne considère la femme comme un être faible, à qui le mariage seul donne entrée dans la société, nous venons de voir qu'en cela il est d'accord avec M. Jules Si-

(1) J. Michelet, *L'Amour*.

(2) Victor Hennequin, *Introduction historique à l'histoire de la législation française*.

mon, M. Michelet, M. Hennequin et avec le plus grand nombre des écrivains; mais c'est qu'au lieu de donner pour principe au mariage un sentiment de charité, il lui donne pour principe la justice elle-même. Par là, Proudhon fait de la conscience humaine le lien supérieur des époux et il fait rentrer du même coup le mariage dans le droit. Voilà le côté excellent de sa théorie. En fondant, en effet, le mariage sur la charité, sur la condescendance de l'homme à l'égard de la femme, sur le sacrifice de la force à la faiblesse, on place de fait le mariage hors le droit. Dès l'instant que le mariage est une affaire de pur sentiment, il échappe à la justice et par conséquent à la loi. La théorie de Proudhon étant plus sociale, plus juridique, l'attention que nous y portons est justifiée. Lorsqu'il affirme la conscience et la justice devant le mariage, Proudhon a raison et se montre conséquent. Mais pourquoi concède-t-il la faiblesse de la femme, son infériorité sociale, son besoin d'une protection garantie par la loi? C'est là que la contradiction apparaît.

Où le mariage est un devoir de charité, tout au moins une affaire de sentiment qui n'oblige pas plus que la pitié, par exemple; où le mariage est le milieu nécessaire de l'action de la conscience humaine, une nécessité d'existence, un complément de vie, le devoir le plus libre, mais le plus indéniable. Alors la

femme est notre égale, elle a les mêmes droits que nous ; et la même loi qui nous la fait rechercher, par l'effet naturel d'une conscience incomplète et insouviée, la porte aussi vers nous.

Le troisième intérêt auquel le mariage doit pourvoir est la progéniture. Proudhon, étant parti d'un principe de justice, a bien fait de placer cet intérêt le dernier. Il est clair que ce n'est pas à la progéniture que le mariage doit pourvoir, avant tout, il doit être la dernière et la plus élevée des satisfactions de conscience que l'homme recherche en ce monde. Cependant est-ce que la reproduction n'est pas un fait énorme ? Est-ce que l'homme, parce qu'il est le maître de la reproduction de son espèce, comme je l'ai fait remarquer, a le droit de se soustraire et d'échapper à l'acte de reproduction ? Est-ce que l'on ne peut point considérer cet acte comme un devoir, puisqu'il dépend de nous de l'accomplir ou de nous y soustraire, et que sa conséquence n'est rien moins que la conservation ou la disparition de l'espèce tout entière ? Sous ce point de vue, la question se pose dans ces termes : Quel est le mode le plus moral d'union entre l'homme et la femme en vue de la reproduction ? — Un mode moral de reproduction ? Qu'est-ce que ce peut être ? Est-ce que tous les modes de reproduction ne seront point moraux s'ils sont effectifs ? Nous voilà engagé, et de plain pied, sur le

terrain des unions libres. Il ne suffira plus d'affirmer que le mariage a pour but de pourvoir à ce grand intérêt : la progéniture, il faudra établir que c'est la seule forme d'union des sexes qui remplit ce but ; ce qui ne présente point grande difficulté si l'on prend garde que le mariage étant le seul lien qui attache l'homme et la femme par la conscience, par le respect des conventions, par le droit ; c'est le seul qui, garantissant aux enfants l'assistance d'un père et d'une mère, assure en même temps la constitution de la famille.

Mais il faut prouver aussi que le mariage n'est pas une limite à la progéniture. Car s'il limitait la progéniture, il ne pourrait l'avoir pour but. Or il est d'observation scientifique que les femmes qui se livrent au commerce de plusieurs hommes produisent peu ou point d'enfants. Ce sont donc les unions qu'on est convenu d'appeler libres, bien qu'elles soient le plus souvent les plus asservissantes, qui font obstacle à la reproduction et non point le mariage qui n'est jamais infécond que par l'effet d'une corruption sur laquelle nous aurons à revenir.

En résumé, le mariage qui a pour but, suivant Proudhon, de pourvoir à l'amour, à la femme et à la progéniture, est démontré ne pourvoir complètement qu'à la progéniture. — Il ne peut, dans le système de Proudhon, pourvoir sans contradiction

à l'amour et à la femme. A l'amour, parce que Proudhon finit par le repousser comme le poison du mariage; à la femme, parce qu'il établit son union avec l'homme sur le principe de la justice et non sur celui de la charité. Le mariage pourvoit, au contraire, tout à fait à la progéniture; d'un côté parce qu'il assure aux enfants, par la constitution de la famille, les soins de l'existence; de l'autre, parce qu'il est le seul mode de reproduction limité par l'effet de la nature et à la fois la plus féconde des unions.

V

Sortons maintenant de la théorie de Proudhon et essayons de dégager l'opinion qui nous est propre. Le mariage, à nos yeux, ne peut avoir pour fin unique l'amour. La raison en est que l'amour est un sentiment dont la mesure et l'objet sont essentiellement variables et dont la direction nous échappe complètement. Si l'amour doit être la cause déterminante du mariage, et nous verrons qu'elle ne peut pas être la seule, l'amour ne peut recevoir du mariage une satisfaction constante. C'est méconnaître la nature de l'âme humaine que de faire de l'amour un sentiment fixe dans son objet et dans son in-

tensité, et de prétendre que le mariage a pour but d'y satisfaire. Si notre jugement pouvait ici nous égarer, l'expérience de chaque jour le redresserait bientôt. Je n'ai pas besoin de démontrer pourquoi l'amour est un sentiment variable. Il est variable parce qu'il est toujours déterminé en nous par la beauté, qu'elle soit physique ou morale, et que la beauté étant de sa nature altérable, passagère et diminuée après qu'elle s'est communiquée, l'amour suit, de tous points, les variations de la beauté absolument comme l'ardeur du soleil celles des saisons. Je dois dire cependant que l'amour peut parfois emprunter à l'idéalisme une grande force de constance. C'est par un effet de l'idéalisme que s'explique la surprise que nous causent quelquefois, dans le monde, les maris qui sont restés épris de la beauté de leur femme alors que cette beauté est passée.

Il est naturel que l'homme comme la femme soit guidé dans son choix par l'amour. L'amour est la règle naturelle des unions. Si elle n'est pas toujours suivie, c'est qu'à l'amour s'ajoutent, en général, des considérations toutes morales et toutes sociales dont je n'ai pas à parler à présent. Après le mariage, il est constant que l'amour s'affaiblit et qu'après avoir accompli sa révolution bienfaisante dans le ciel bleu des premiers enchantements, il disparaît radieux et encore plein de lumière à

l'horizon de la vie humaine au moment que Dieu a marqué pour le silence des passions. Un sentiment plus noble encore s'il est possible, l'amitié, succède à l'amour, mais il faut remarquer que cette amitié n'a rien de comparable à celle qui naît ordinairement entre les hommes ; c'est un sentiment plus constant que l'amour, plus ardent que l'amitié et qui fait vraiment sentir, à ce moment, aux époux, toute la moralité du mariage. « Quand on répète que l'amour est remplacé, à la fin, entre les époux, par une solide amitié, on veut dire seulement que les sens s'apaisent ou s'épuisent : car l'amour conjugal conserve tous les autres caractères de l'amour... N'en médisons pas, ne le dédaignons pas. Il n'y a sans lui ni bonheur, ni dignité du foyer domestique (1). » — Je le veux bien. Et c'est convenir avec nous que l'amour n'est point la raison unique du mariage et qu'en outre il est moral que cela ne soit pas.

La femme ?

Est-ce que le mariage pourroit davantage à ce second intérêt ? Que Proudhon l'ait cru un moment, je l'ai expliqué en relevant la contradiction. L'erreur est due certainement à la distinction, mal observée et mal établie, de la condition de la femme par rapport à celle de l'homme. La civilisation, le milieu où

(1) Jules Simon, *Le Devoir*.

nous vivons font illusion. C'est parce que nous voyons la femme ignorante, soumise et subordonnée en apparence, toujours révoltée et dominante en réalité, faible et sans droits tandis qu'elle possède tous les droits sur notre cœur, que nous faisons à la femme une condition particulière. En croyant lui créer une condition suffisante, bien qu'inférieure à nos yeux, nous lui donnons en fait toutes sortes d'avantages. L'égalité, au moins devant le mariage, serait une solution si simple ! C'est parce qu'elle est faible que nous devons la protéger, c'est parce qu'elle n'a pas d'existence sociale, ni légale hors le mariage, qu'il est charitable, qu'il est moral que nous épousons : autant de raisonnements incomplets. Il est vrai qu'aujourd'hui les mœurs ont fait à la femme honnête cette situation, que, si elle ne trouve pas de mari, il ne lui reste qu'à choisir entre le célibat qui est contre nature, ou la prostitution qui est contre la morale. Si c'est à cause de cette situation que la femme n'a d'existence sociale ni légale hors le mariage, et si c'est nous, les hommes, qui avons créé cette situation, c'est nous qui sommes hors la morale et le droit. Et alors, loin de faire entrer dans la morale et dans le droit la jeune vierge que nous épousons, c'est nous qui y entrons par la grâce de son union avec nous. Grave problème où les plaies saignantes de la société entr'ouvrent leurs

profondeurs ! Ce n'est pas le moment de le résoudre. En l'abordant sans y pénétrer, nous faisons sentir toute l'étendue du mal. En face de lui nous devons appuyer nos principes :

— La femme devant le mariage est l'égale de l'homme. Si la femme se complète par l'homme, l'homme se complète par la femme. Devant la société, la femme sans mari n'existe pas, le mari sans femme ne doit point exister davantage. Si la société reconnaît une autre union pour l'homme que le mariage, elle doit la reconnaître pour la femme. Il ne s'agit point de débattre si la femme est inférieure à l'homme au point de vue intellectuel, moral, scientifique, politique ; mais si elle lui est inférieure devant le mariage (1). Peut-il résulter de son infériorité intellectuelle, ou morale, ou physique même, une inégalité devant le mariage ?

J'admets que la femme est inférieure à l'homme physiquement, ce qui n'est pas contesté (2), intel-

(1) « ... Les maris sont supérieurs aux femmes... » dit textuellement le Koran. (Sou'ra 2. v. 228, trad. Kasimirski.) — Voir sur les Arabes le très-curieux ouvrage du docteur G.-W. Freytag. (*Ei-leitung in das studium der Arabischen sprache.*) — « Ils considéraient la femme avec dédain... », p. 201.

(2) D'après M. Michel Lévy, la femme à aucun âge ne paraît capable d'exercer une pression mécanique équivalente à celle de son poids. Avant la puberté, le rapport de la force physique entre l'homme et la femme est de 3 à 2 ; aussi les enfants sont-ils à l'égard les uns des autres comme s'ils n'avaient point de sexe. Après la

lectuellement, en ce sens que la faculté d'abstraire des idées et d'observer les faits scientifiques, juridiques et politiques, manque presque à toutes les femmes, moralement parce que la charité se substitue chez elle à la justice. Peut-elle être diminuée pour cela en face du mariage ? Dans le ménage passe encore ; il est trop clair que la femme y tiendra toujours le second rang : mais devant le mariage ? — De quoi sert donc à l'homme sa supériorité en face de la femme lorsqu'elle se présente à lui pour être épousée ? Qu'abdique l'homme, et qu'abdique la femme ? L'homme enchaîne sa liberté ? Qu'est-ce que cela veut dire ? Il ne se répandra plus, ne se prostituera plus : est-ce là perdre sa liberté ? N'est-ce pas plutôt la reconquérir ? La femme se livre sans retour, sous la protection de la conscience de l'homme et sous celle de la loi ? En quoi est-elle exposée ? Pesez les forces de l'un et celles de l'autre, les avantages de l'un et ceux de l'autre, faites abstraction des conditions misérables où languis-

puberté, le rapport s'élève et l'homme distance la femme comme 9 distance 5.

C'est vers l'âge de 9 à 10 ans que l'homme commence à avoir assez de force manuelle pour pouvoir se tenir suspendu pendant quelques moments. Et la loi du 22 mars 1841 permet d'envoyer l'enfant dès huit ans à l'atelier !

Le maximum de la force manuelle correspond à l'âge de 30 ans ; à soixante, l'homme redescend à la force de sa quinzième année.

(Voir Michel Lévy. *Traité d'hygiène publique et privée*, 1869.)

sent aujourd'hui l'homme et la femme et la morale avec eux, et vous reconnaîtrez que devant le mariage l'homme et la femme sont absolument égaux. C'est parce qu'ils sont égaux que le mariage est l'expression de la justice dans le rapport des sexes. S'ils étaient inégaux, le mariage en relevant l'un ou l'autre serait une charité à l'égard de l'un des deux. Mais ils sont égaux, ils s'équivalent, se complètent comme les deux parties d'un même tout : et s'ils réalisent par le mariage, en eux et hors d'eux, la justice, c'est qu'en s'unissant ils créent un droit supérieur où chaque partie s'abrite grandie et satisfaite. Ainsi le mariage n'a point pour objet de pourvoir à la femme plutôt qu'à l'homme, par la raison très-simple que la femme et l'homme sont égaux devant le mariage. — Sont-ils égaux en fait? Car c'est là le point capital. Je répondrai plus complètement à cette question lorsque je m'occuperai des mœurs et des lois et que je rechercherai l'influence qu'elles peuvent avoir sur le mariage. Pour le moment, je dis que si l'homme et la femme ne sont point absolument égaux devant le mariage, par suite des conditions que les mœurs ont créées pour l'un et pour l'autre; en vérité, ils tendent chaque jour davantage à l'égalité, et que cette tendance est conforme à la justice. Je ne suis point de ceux qui font de la femme l'égale de l'homme sans restriction. La

femme n'a pas été créée notre égale par la nature parce qu'elle n'a point la même destination que nous. En tant qu'être humain, elle a incontestablement les mêmes droits que l'homme comme elle a aussi les mêmes devoirs. En tant qu'être social, elle a des droits sinon inférieurs du moins différents, parce qu'elle a aussi des devoirs d'un tout autre ordre. Je ne crois pas qu'on puisse sérieusement contester ces vérités. Mais de là à induire que la femme n'est rien sans le mariage et que l'homme est tout hors le mariage, que loin d'être relevé comme la femme par le mariage, il est au contraire diminué par lui, qu'ainsi la femme gagne tout et l'homme perd tout au mariage : ce qui placerait l'homme devant le mariage dans l'infériorité ; il y a toute la différence de la vérité à l'erreur. Je sais bien que la véritable place de la femme est au foyer domestique, qu'elle ne peut se développer tout entière qu'à l'abri du lien nuptial et sous la protection de l'homme, qu'elle n'est rien par elle-même, que l'homme pour ainsi dire l'engendre socialement. Cette vérité est parfaitement sentie par la femme elle-même. J'entendais dire à une honorable mère de famille, modèle de vertu conjugale et de douceur maternelle : « La femme est un zéro devant lequel il faut une unité. » Cette parole est admirable de bon sens. En effet, si l'homme est un et la femme zéro, l'homme

et la femme unis sont bien réellement dix. La femme n'est donc rien hors le mariage ; je le veux bien. — Mais l'homme qu'est-il à son tour ? Sans la femme les plus belles facultés de son âme demeurent inertes. L'homme ne sent sa force qu'en l'exerçant, et sa force ne se développe tout entière que devant la femme et devant la famille. L'énergie des travaux les plus pénibles, le courage devant les dangers les plus menaçants, les joies les plus pures de la vie lui viennent de sa femme et de ses enfants. Comme il travaille pour les nourrir et les développer ! Comme il se plaît à protéger la faiblesse de sa compagne et à soutenir les premiers pas de l'innocente enfance ! Quelle joie dans la peine, quel sourire dans les larmes ! L'homme marié travaille comme deux, comme trois ; cela est prouvé, tous les économistes l'attestent. Sa moralité s'élève, les vertus qui placent le père de famille et le citoyen à la hauteur de ses devoirs imposants s'épanouissent soudainement en lui sous l'influence bienfaisante de l'affection conjugale et de l'amour paternel. — Pourquoi le jeune homme recherche-t-il la femme ? Pourquoi prend-il une maîtresse quand il ne peut prendre une épouse ? C'est un besoin de l'âme aussi puissant qu'aucune force naturelle. Est-ce que le soleil qui mûrit le grain de pollen, est ce que la fleur qui le laisse échapper, est-ce que le vent qui le

porte comme par instinct sur le pistil, est-ce que le temps qui permet à la chaleur de faire son œuvre, est-ce que toutes ces forces ne sont pas égales devant la nature, est-ce que l'une pourrait servir sans l'autre? L'homme sans femme est un radical sans terminaison. Aussi la puissance magnétique qui attache l'homme à la femme est-elle quelque chose de supérieur à l'amour et à la conscience même. L'homme seul est un être incomplet. La femme seule est un être incomplet. L'homme et la femme réunis : voilà l'image de l'humanité. Quel groupe et quelles pensées il réveille! L'art qui veut représenter la famille, la cité, la création elle-même, n'a qu'à nous montrer un homme avec sa compagne. Ce couple est une unité; cette unité renferme le monde.

La raison encore une fois de tout cela, si ce n'est l'amour, si ce n'est la conscience?

VI

Nous allons la découvrir bientôt en revenant aux rapports de la religion avec l'institution du mariage et en montrant combien la monogamie est supérieure à toutes les autres formes d'union des sexes.

Chez tous les peuples, le mariage fut un sacrement avant d'être une institution civile. L'union des sexes

pour être valable aux yeux de Dieu et des hommes avait besoin d'être consacrée par le prêtre. « Brahma a créé le mariage, lisons-nous dans les Védas, en créant l'homme et la femme pour la reproduction de l'espèce humaine. Aussi pour rappeler l'œuvre divine, l'union des sexes pour être valide doit-elle être consacrée par les prières du prêtre. »

Le mariage donnait lieu partout à des cérémonies imposantes. — Chez les Grecs et chez les Romains, ces cérémonies avaient lieu au foyer domestique. — Les Grecs accomplissaient la cérémonie du mariage en trois actes. — Le premier se passait devant le foyer du père (ἐγγύσις); le troisième devant le foyer du mari (τέλος); le second était le passage de l'un à l'autre (πομπή). — Les Romains possédaient aussi une cérémonie en trois actes, à peu près les mêmes. Au premier acte (*traditio*), la jeune fille quittait le foyer sur le consentement de son père qui avait seul le droit de lui permettre de quitter le foyer domestique. Le second acte était la conduite solennelle de la jeune fille à la maison de son époux (*deductio in domum*). Le troisième acte, son entrée dans la maison où elle partageait, avec son époux, devant les pénates du foyer marital, le gâteau de fleur de farine (*panis farrens*). C'était la cérémonie de la *confarreatio*. — Quand les époux se séparaient, ils repoussaient le pain au lieu de le partager. Et que l'on remarque

jusqu'à quel point les Romains respectèrent le mariage, du moins pendant les premiers siècles; le divorce lui-même donnait lieu à une cérémonie, et l'assistance d'un prêtre y était nécessaire (1). Si l'on observe, avec attention et avec impartialité, l'histoire du mariage romain, on est amené à reconnaître que la force de l'institution, si elle ne fut pas longtemps dans les cérémonies mêmes, se trouva au moins dans l'idée religieuse qui y était attachée. C'est à dater du moment où le mariage romain devint de sacrement, simple contrat par consentement mutuel, que le mariage perdit du respect qui l'entourait et tomba peu à peu jusqu'au concubinat et à la fornication. — On sait que sous Auguste le mariage était si généralement abandonné et la société si menacée d'une décomposition dernière par l'abus du divorce, par la prostitution et jusque par la pédérastie, que cet empereur, pour sauver l'institution et retenir un moment la décomposition sociale, dut donner un titre légal au concubinat en imposant aux concubinaires presque les mêmes obligations qu'aux époux : et c'est le moyen que propose encore Proudhon pour relever parmi ses contemporains l'institution dégradée du mariage indissoluble. — Cependant le divorce fut inconnu à Rome pendant cinq cent vingt ans, et le premier

(1) Fus'el de Coulanges, *La Cité antique*.

qui divorça encourut le blâme universel, quoiqu'il donnât une excellente raison, la stérilité le sa femme. « C'est que dans l'opinion de nos ancêtres, la foi conjugale doit l'emporter même sur le désir si légitime d'avoir des enfants (1). » Ce qui honore Rome encore davantage c'est que ses révolutions eurent pour point de départ des attentats à la pudeur des femmes. Le renvoi des Tarquins et l'établissement de la République suit et venge l'outrage fait à Lucrèce. La mort d'Appius Claudius et la chute des décemvirs suit et venge l'attentat contre Virginie. Je relève de nouveau le fait, bien que cela ait été fait déjà, parce qu'il nous montre la vertu romaine dans toute son expansion et dans toute sa justice, et que chacun y peut admirer ce qu'a de grand et de noble la pratique sacrée de l'institution du mariage chez un peuple vertueux et dans un temps de liberté. — Si le christianisme s'était levé sur le monde romain à ce moment-là, il serait devenu païen. — Le christianisme tira toute sa force de la corruption des mœurs et de l'avilissement des caractères aux derniers jours de l'empire. Le mariage n'était plus qu'un nom pour déguiser la promiscuité devenue générale; toute religion, tout symbolisme, tout respect

(1) V. Maxime. — C'est, sans doute, de M. Carvilius Ruga que V. Maxime veut parler. Ce citoyen avait dû se séparer de sa femme qu'il adorait, sur l'ordre des censeurs, parce qu'il leur avait promis de donner des enfants à la République.

avaient disparu. L'Église dut avoir quelque peine à restaurer le mariage par le sacrement. Elle n'osa d'abord lutter ouvertement contre une pratique aussi générale du divorce et du concubinat; l'appui et les efforts d'un Théodose le Jeune et d'un Justinien n'y suffirent pas. Bien que M. Troplong, s'appuyant sur Tertullien, affirme que « la bénédiction nuptiale fut certainement dans les mœurs de la primitive Église, » il s'empresse d'ajouter : « Toutefois cette doctrine de l'Église que le mariage est dans le sacrement, ne s'est formulée que très-tard dans les lois des empereurs chrétiens. Une constitution de Théodose le Jeune de 428 paraît même reproduire le principe du droit des prudents : que le mariage est parfait par le seul consentement, sans contrat de dot, sans pompe nuptiale, sans solennité (*aliquæ nuptiarum celebritas omittatur*) (1). » — La religion nouvelle, toutefois, comprit combien la réforme était urgente, et malgré son goût pour le célibat, elle réussit à restaurer le mariage par l'idée du sacrement. Cette restauration même montre combien l'homme et surtout la femme sont naturelle-

(1) L. 3. C. Théod. De Nuptiis. Junge 1. 6. C. Theod. De Tironibus. — Troplong, *De l'Influence du christianisme sur le droit civil des Romains*. — Voir sur le mariage religieux : *Le Mariage chrétien*, par Monseigneur l'évêque d'Orléans, 1868. (Chapitre de la Bénédiction nuptiale.) — *L'Encyclopédie méthodique*. (Article de l'abbé Bergier.) — La *Théologie morale* du cardinal Gousset, etc.

ment disposés à mettre de recueillement sérieux, de religieux respect dans l'acte du mariage.

Aucune cérémonie certainement ne fut plus propre à entretenir et à grandir cette disposition que celle du culte actuel. La jeune fiancée entre dans le temple aux sons de l'orgue et aux chants des chœurs, elle traverse la foule et vient s'agenouiller sous la voûte qui lui apporte les échos des mille voix d'un orchestre céleste qui parle de Dieu, de son époux, de son bonheur, de l'inconnu. Quels sentiments doivent alors traverser son cœur ? Par un mouvement nerveux elle serre la main de son fiancé comme pour se rattacher plus fortement à lui. Elle sent qu'elle se donne pour la vie, elle abandonne son âme et ne retient plus à elle que ce qu'il lui faut de force pour faire battre son cœur ! Quelle est la jeune fille assez corrompue pour ne point s'être sentie transportée à ce moment ; et quelle est la fille de joie qui, dans cet appareil, ne se croirait pure ! C'est sans doute sous l'influence de ces idées que M. Michelet s'écrie : « Jeune homme..., ceci, c'est de la religion, de la pure, de la vraie. Si tu trouvais ceci un amusement, un sujet de plaisanterie... j'aime mieux que tu ries à la mort de ta mère. — Au mariage, ton bonheur est immense, mais combien sérieux (1) ! »

•(1) Michelet, *L'Amour*.

Oui, c'est de la religion et la religion la plus naturelle, la plus sensée, la plus droite. — Son principe nous est connu, sa fin nous est connue aussi. — Encore un pas et nous allons en posséder toute la philosophie.

Lorsque Condorcet s'avisa d'écrire : « Il est nécessaire de séparer de la morale les principes de toute religion particulière. Il est important de fonder la morale sur les seuls principes de la morale (1), » le besoin se faisait sentir de dégager la morale de la religion et de la fixer en dehors d'elle. C'est ce que fit la révolution française par la constitution de l'état civil. Le mariage se trouva ramené à un contrat (2).

A partir de ce moment, toute idée religieuse est écartée. Tandis que le mariage ne valait que par la consécration religieuse, il ne vaudra plus que par celle de la loi civile. Celle-ci n'interdit pas le mariage religieux, mais elle le rend facultatif.

Cette révolution amena dans le mariage une plus grande sévérité. L'Église ne pouvant plus bénir le mariage qu'après la loi civile, la situation des époux fut de fait régularisée, et la morale commença de se fixer en dehors du sacrement. Suivant aveuglément

(1) Condorcet, *Rapport sur l'instruction publique*.

(2) E. Laferrière, *Essai sur l'histoire du droit français*.

les inspirations ardentes de sa tendance prosélytique plus forte chez l'Église catholique que chez toutes les autres, celle-ci bénissait toutes les unions sans souci de l'âge ni de la situation respective des époux. Elle sanctifiait, à la vérité, de la sorte, beaucoup d'unions impures; mais comme il ne résultait de cette sanctification aucune obligation civile pour les époux et qu'après les avoir élevés si haut, l'Église les abandonnait ensuite à la promiscuité, le niveau de la moralité publique s'était abaissé et les abus du sacrement ne se comptaient plus malgré l'ordonnance de 1539 qui avait appelé le fonctionnaire laïque à côté du prêtre dans l'acte du mariage (1). Il ne peut donc plus être question uniquement de sacrement. La religion ne suffit plus seule au mariage. Où trou-

(1) • Le mariage avait perdu sa nature de contrat pour devenir exclusivement, dans les lois du xvi^e siècle, un sacrement. Le sacrement avait absorbé l'acte civil, depuis le Concile de Trente et l'Ordonnance de Blois de 1579. L'Assemblée constituante fit la séparation du principe civil et du principe religieux qui entrent dans l'union conjugale. Sans nier la sainteté du sacrement chrétien, sans violenter les consciences et interdire la bénédiction nuptiale, elle replaça les choses dans l'état naturel et primitif que réclamait la société. Les actes de l'état civil des personnes étaient ainsi entièrement livrés au ministère ecclésiastique et cela malgré même le vœu de l'ordonnance de 1539 qui avait appelé un fonctionnaire laïque à concourir à l'acte du ministre de la religion. — Le mariage et l'état des personnes sont la base de la société civile et politique : c'est donc à celle-ci qu'il appartient d'en déterminer les lois et preuves.

La Constitution de 1791 pose les principes dans toute leur simplicité. La loi ne considère le mariage que comme contrat civil...

(E. Laferrière, *Essai sur l'histoire du droit français*.

verons-nous sa sanction si ce n'est dans une morale supérieure à la religion elle-même ? A peine de voir le mariage tomber en désuétude et la société en dissolution, comme à Rome après que le mariage y avait perdu son caractère de sacrement pour devenir un simple contrat civil, il faut établir l'institution sur des principes si inébranlables et l'entourer d'une grandeur morale si éclatante, que toute déclamation contre elle ne soit que sophisme et toute violation de ses lois un crime.

« Par quel droit le mariage est-il régi ? »

Ne nous empressons pas de dire avec M. Demolombe : « Beaucoup d'auteurs répondent, par le droit naturel, par le droit des gens et par le droit civil. Je répondrai tout simplement pour mon compte, que le mariage en France est régi par le Code Napoléon (1). »

Cette réponse est, en effet, très-judicieuse et engage peu son auteur. Nous examinerons plus tard si le Code civil, expression de la morale, a bien compris l'institution du mariage et si ses lois sont toutes en harmonie avec les besoins du cœur humain et les nécessités sociales. Pour l'instant, je veux chercher

(1) Merlin, *Rép.*, t. VIII. V^o *Mariage*, p. 32. — Proulhon, t. I, p. 374. — Duranton, t. II, n^{os} 2, 4. — Demante, *Programme*, t. I, n^o 169.

à constituer la moralité du couple conjugal et établir la supériorité du mariage monogame.

L'Église tire la monogamie de l'image mystique de l'union du Christ avec elle. « L'union des époux, dans un même amour et dans une même chair, doit être la vivante image de l'union du Verbe avec la nature humaine et avec son Église dans le mystère de l'incarnation. Or Jésus-Christ est monogame; il n'a épousé qu'une seule Église et il ne saurait divorcer avec elle : *Ecce ego vobiscum sum omnibus diebus usque ad consummationem sæculi* (1). » D'où le R. P. Hyacinthe conclut, avec l'Église, à l'unité et à l'indissolubilité du lien conjugal. Mais cette symbolique, dénuée de sens positif, ne peut suffire au philosophe ni au législateur, et force nous est de chercher ailleurs. Il nous semble qu'un regard jeté sur les peuples et sur leur histoire éclairera mieux l'esprit.

(1) Le R. P. Hyacinthe, *La Famille*. (Conférences à Notre-Dame.)

VII

J'ai déjà remarqué, et je crois mon observation exacte, que les peuples, aux premiers âges historiques, avaient pratiqué d'une manière à peu près générale la polygamie, par la même raison qu'ils avaient professé, pour religion, le polythéisme. Le fait pourra être expliqué diversement. Je pense, pour ma part, qu'il faut en chercher la raison dans les conditions de développement imposées à l'esprit humain.

Le monde offre un ensemble d'objets et de faits que le cerveau humain n'a pu débrouiller et dont il n'a pu saisir le sens qu'après des siècles de développement. Tout est analysé autour de nous; les rapports des choses, à l'abord, sont innombrables. Dès que l'esprit s'applique à l'observation, il trouve aux choses des rapports plus simples, synthétise et tend à l'unité. La trace de cette marche méthodique de l'esprit humain est dans l'histoire même des sciences. D'autre part, il existe un rapport constant entre le degré d'avancement des sciences et la vivacité des croyances religieuses. Ce rapport établit que les croyances religieuses varient en raison inverse du développement des sciences. Il n'y a rien à en in-

duire contre la morale ; les sciences n'ont ni pour but ni pour effet de la déprécier, et si jamais proposition fausse fut avancée, c'est celle-ci : que le progrès des sciences conduit au matérialisme. Au contraire, le progrès des sciences conduit à la rectitude du jugement, à l'indépendance de la pensée, à la maturité de la raison humaine ; et en plaçant dans la main des philosophes l'arme pacifique et régénératrice des méthodes scientifiques, il nous conduit plus sûrement à la vérité morale, de toutes, la plus difficilement saisissable.

L'esprit humain avance donc irrésistiblement ; et à travers son passage du composé au simple, du concret à l'abstrait, de la pluralité à l'unité, il s'élève à des vérités nouvelles. C'est une erreur de jugement qui est le principe de toutes les folies et de tous les crimes. Cela est consolant pour l'avenir des sociétés : car le but des législateurs est indiqué, c'est à former des cœurs droits et des jugements sains qu'ils doivent s'appliquer.

Nous trouvons donc la polygamie en même temps que le polythéisme chez les peuples anciens. Les Égyptiens étaient polygames. Les Hébreux mêmes furent polygames pendant un temps. Mais ils s'affranchirent bientôt. Le culte de Jehova l'emporta sur le culte de Baal et des faux dieux ; Israël conçut le Dieu unique, l'enseigna au monde et disparut, ré-

pendant à travers les peuples la pratique sacrée de la monogamie et du monothéisme (1). En général, tous les peuples de l'Orient pratiquaient la polygamie.

Aujourd'hui, il reste près de nous un pays, la Turquie, et une terre française, l'Algérie, où la polygamie est encore pratiquée ; si bien que ce qui est moral ici se trouve considéré comme immoral plus loin ; spectacle qui, sans doute, a inspiré à Voltaire cette réflexion : « N'épouser qu'une seule femme est un devoir local. » — Mais est-ce que cela prouve quelque chose contre la morale ? Elle n'est pas la même chez tous les peuples ! — Qui le nie ? — Il suffit de la plus légère attention pour reconnaître que la polygamie répond à un état de civilisation tout à fait propre. Ainsi, avec la polygamie, la famille n'existe pas. Ce qui rend particulièrement difficile la colonisation de l'Algérie, par la civilisation de l'Arabe, c'est que l'Arabe étant à proprement parler sans famille, il devient comme insaisissable. Maintenant la civilisation turque ou arabe est-elle supérieure à la civilisation des peuples indo-européens ? C'est demander précisément si la monogamie est supé-

(1) La polygamie n'était pas d'institution religieuse chez les Hébreux. Elle était tolérée « à cause de la dureté de leurs cœurs » dit l'Écriture. Mais les prophètes recommandaient partout le mariage avec une seule femme et les Hébreux se rallièrent à cette prescription d'une manière définitive.

rieure à la polygamie. Aux yeux d'un Français, d'un Anglais, d'un Allemand, cela ne fait point question. Cependant le Turc et l'Arabe ont leur religion, leur morale, leurs lois.

Quand je disais tout à l'heure que les peuples anciens avaient été polygames en même temps que polythéistes, je n'avais pas la prétention d'affirmer une vérité absolue et de tous les temps, j'énonçais simplement un rapport historiquement vrai : et pour preuve, je reconnais que le Turc et l'Arabe, qui sont polygames, sont monothéistes.

Il entre donc encore d'autres éléments dans ce sujet. Et rien n'est mieux fait que cette remarque pour montrer que, comme il arrive ici pour la polygamie, la monogamie doit avoir son principe et sa philosophie en dehors de la religion. — A quels signes peut-on reconnaître la supériorité de civilisation d'une société? A son principe de gouvernement, au degré d'égalisation des fortunes, au respect pour les femmes, à l'état des sciences, des arts et de l'industrie. Sous le rapport du gouvernement, de l'égalisation des fortunes, du respect aux femmes, des sciences, des arts et de l'industrie, l'Orient peut-il supporter la comparaison avec l'Occident, la Turquie avec la France? Nous avons vu que le temps de la grandeur de Rome avait été aussi celui où le citoyen était libre et la femme respectée.

Ce qui s'est produit pour Rome s'est produit pour les autres peuples, à l'exception peut-être de la Grèce qui ne connut jamais le respect pour la femme. Lucien nous montre la légèreté des Grecs dans leurs amours. L'histoire nous montre la Grèce égarée par l'amour libre, livrée à la passion de l'art, amenée au culte de l'idole humaine et à la confusion des sexes : l'*hétaira* ou courtisane partageant la couche des philosophes, les adolescents imberbes corrompus par l'amour des vieillards, un petit foyer de grandeurs et de misères infectant Rome et le monde, enfin sauvé par les Barbares.

De nos jours, la morale essaie de se constituer sur la question du mariage. — Dans quel sens ? — Je ne me hasarderai pas beaucoup en affirmant que c'est dans le sens du mariage unitaire ou monogame. C'est dans le même sens que la morale se constitue chez tous les peuples occidentaux et en Amérique même, malgré l'exemple déjà cité des Mormons.

Existe-t-il une règle morale sûre en cette matière ? Je n'hésite pas à répondre : oui, certainement. Mais cette règle est encore flexible. Disons tout de suite en quoi elle consiste. Elle consiste d'abord dans l'enseignement tiré de l'histoire des peuples anciens et de celle des peuples modernes. Nous distinguons deux courants de civilisation parfaitement opposés. L'un qui va à l'affranchissement des hommes, à l'in-

dépendance politique, à l'égalisation des fortunes, à un respect plus grand pour la femme, à une observation plus scrupuleuse des contrats, à la monogamie, à la constitution plus homogène et plus sévère de la famille, etc... Ce courant de civilisation est représenté par la plus grande partie des peuples occidentaux de race celte, germanique ou slave. L'autre qui va à l'esclavage, à la subordination sous toutes les formes, à l'inégalité sociale, à l'asservissement de la femme, au privilège de caste, à la polygamie, à l'anéantissement de tous liens entre les individus... Celui-là est représenté par la Turquie, une grande partie de l'Asie, certains continents d'Afrique et d'Amérique. Cette règle morale consiste encore dans l'ordre établi par la nature elle-même. Cet ordre n'est pas immédiatement perceptible : c'est de lui que j'aurais dû parler en premier si j'avais voulu arbitrairement manquer à la marche habituelle de l'esprit qui ne découvre les phénomènes naturels de l'ordre moral qu'après tous les autres. Les lois de la nature ont cela de particulier qu'elles sont invariables ; et si l'on veut juger sainement, dans quelque ordre de connaissances qu'on se place, c'est toujours à ces lois qu'il faut rapporter nos observations et nos idées. Nous ne nous demandons point si l'homme doit vivre dans l'eau. Pourquoi cela ? Parce que l'homme

possède des poumons qui lui permettent de respirer l'air atmosphérique, mais nullement l'air dissous dans l'eau, lequel ne peut être absorbé que par les branchies qui sont l'appareil respiratoire propre aux poissons. Pourquoi donc nous demandons-nous si l'homme doit posséder plusieurs femmes ou si la femme doit posséder plusieurs hommes? La conséquence peut paraître forcée, elle n'est pourtant que précise. Interrogeons, en effet, l'ordre établi par la nature.

S'il naissait deux ou trois fois autant de femmes que d'hommes, la polygamie serait la loi établie par la nature pour l'union des sexes. S'il naissait deux ou trois fois autant d'hommes que de femmes, la polyandrie serait la loi naturelle de l'union des sexes (1). Les hommes et les femmes naissent-ils dans cette proportion? — D'une année à l'autre la différence numérique entre les naissances masculines et les naissances féminines est à peu près nulle. Depuis 1817 jusqu'à 1860, soit pendant 44 années, la totalité des enfants nés en France comprend 21,847,422 garçons et 20,619,904 filles : ce qui donne en faveur des garçons un excédant d'un seizième (2). D'autre part la population de la France

(1) Ce que j'avance est si vrai qu'un grand esprit, Montesquieu, avait pensé pouvoir expliquer la polygamie en Orient par la disproportion entre le nombre des hommes et celui des femmes.

(2) Annuaire du Bureau des Longitudes. (1862.)

comprend 19,052,988 individus du sexe masculin et 19,015,079 du sexe féminin (1). Il naît donc et il existe à peu près autant d'hommes que de femmes. Cette observation, qui est générale, nous conduit à formuler cette loi : Les hommes et les femmes naissent par couple. Dès lors l'union de l'homme et de la femme par couple est indiquée par l'ordre même que la nature a mis dans les naissances. La polygamie ou la polyandrie est manifestement un désordre. Il semble cependant qu'il y ait des exceptions à la loi que nous venons de reconnaître et que la nature les ait créées comme pour rendre sensible l'incertitude de la morale et attester l'impuissance de la raison à en préciser les règles. — Les États-Unis, par exemple, comptent un excès de population masculine de 730,000 hommes. A Washington, particulièrement, on trouve quatre hommes pour une femme. En Californie, on trouve trois hommes pour une femme ; dans le Nevada, huit hommes pour une femme ; dans le Colorado, une femme pour vingt hommes.

J'emprunte ces chiffres au livre intéressant, déjà cité, de M. Dixon qui s'en alarme pour la moralité de cette partie du monde : et cette inquiétude est parfaitement justifiée (2). — Mais cet excès de popula-

(1) Statistique générale de la France. (1866.)

(2) Hepworth Dixon, *La Nouvelle-Amerique*.

tion masculine, qui n'est du reste aux États-Unis que de 5 pour 100, ne s'explique-t-il pas en grande partie par l'émigration qui amène toujours plus d'hommes que de femmes? M. Dixon l'admet. A l'origine, les populations très-nomades qui cherchaient racine à travers l'immense territoire du nouveau continent, durent certainement répandre, dans les diverses colonies qu'elles établirent, un nombre de femmes égal à celui des hommes, mais d'une manière irrégulière. Ainsi, la population noire indigène compte, au contraire, un léger excédant de femmes.

Que conclure de ces faits?

On pourrait croire que dans la Nouvelle-Amérique un excès de population masculine, d'ailleurs très-localisé, fait de la polyandrie la règle d'union des sexes imposée par la nature; mais comme, outre les explications précédemment fournies, il résulte de tous les chiffres que nous avons recueillis, que le nombre des hommes et celui des femmes est presque partout le même et que l'excès, tantôt du premier nombre sur le second, tantôt du second sur le premier, est toujours un chiffre négligeable; comme la vieille Europe qui ne reçoit pas d'émigrés est loin de présenter les écarts de population entre les sexes qui se rencontrent dans les nouvelles contrées de l'Amérique, nous sommes fondé à dire que la loi la plus générale, la plus visiblement certaine de l'u-

nion des sexes est, de par la nature, le mariage d'un seul homme avec une seule femme. — Établir qu'un homme peut posséder plusieurs femmes ou qu'une femme peut posséder plusieurs hommes, c'est aller contre le vœu de la nature avec laquelle, en fin de compte, la morale tombe toujours d'accord. Dès qu'il existe autant d'hommes que de femmes, si quelques-uns en possèdent plusieurs à la fois, ils en privent les autres : et voilà, de toute nécessité, la prostitution organisée. Ainsi la polygamie a pour conséquence nécessaire la polyandrie qui est la prostitution. Il est aristocratique que quelques-uns aient plusieurs femmes, et que le reste des hommes en manque, et l'on conçoit, dans ce cas, la nécessité pour ces derniers de partager entre eux les femmes qui restent, et quelquefois celle de leur voisin.

L'égalité veut que chaque homme possède une femme et chaque femme un homme.

Ainsi l'observation historique qui nous montre dans la monogamie le signe d'une civilisation et d'une morale supérieures, l'observance de la loi de proportion établie par la nature elle-même, tels sont les deux premiers éléments découverts par l'analyse qui fait de la monogamie la règle morale certaine de l'union des sexes. A ces deux éléments, dont le premier correspond à un premier degré d'analyse et le second à un degré plus élevé, vien-

nent s'ajouter les éléments déjà découverts, c'est-à-dire l'amour et la conscience.

Nous la possédons maintenant dans sa complexité nécessaire, cette raison du mariage : ce n'est pas l'amour seul, ce n'est pas la conscience seule, ce n'est pas l'observance d'une loi naturelle seule ; mais tout cela à la fois. La raison souveraine, établie et démontrée par l'analyse psychologique et historique, c'est l'amour, c'est la conscience, c'est l'obéissance à la loi de Dieu. Voilà le mariage : œuvre d'art sculptée par l'amour sur le marbre de la conscience.

VIII

« Les femmes sont communes, c'est la loi de la nature, disait à Diogène un débauché qui avait été surpris en adultère. Diogène lui répondit : « Les viandes qu'on sert à table sont communes d'abord ; mais dès que les portions sont faites et distribuées, tu aurais perdu toute pudeur et toute honte, si tu allais prendre la part de ton voisin sur son assiette (1). » Diogène était-il sage ? Épicète, qui a reproduit ses paroles, n'en fait pas doute. Il a établi

(1) Épicète, *Maximes*.

contre Platon, contre Chrysippe, la moralité du mariage, et en cela il s'est montré un des plus dignes représentants de la morale stoïcienne. Cette morale que la Grèce avait enseignée à Rome, et que Rome enseigna au monde, était sensée et humaine entre toutes. Supérieure, comme l'a si victorieusement prouvé M. J. Denis (1), à la morale chrétienne qu'elle a précédée, inspiratrice, et cause sans doute, de la révolution morale que quelques-uns mettent encore à l'avoir du christianisme ; c'est à elle, c'est à Zénon et à Épictète qu'il faudrait renvoyer, même à présent, les demi-savants et les quarts de philosophes qui se mêlent d'écrire sur la matière. — Bien que Chrysippe ait soutenu comme Platon la communauté des femmes et qu'il fût stoïcien, la morale stoïcienne la plus acceptée préconise le mariage unitaire.

Ce sera sans doute une tâche éternelle que de réfuter, contre les épicuriens et les sophistes de tous les temps, la théorie de la liberté des unions qui ne se distingue de celle de la communauté des femmes que par une nuance de sentiment. Dans le fait, les théoriciens de la liberté des unions n'ont jamais eu grand succès, et le bon sens et la droite conscience de l'humanité, plus forts que

(1) J. Denis, *Histoire des théories et des idées morales dans l'antiquité*.

tous les systèmes, ont prononcé contre eux. Aussi il semblerait presque que ce soit perdre son temps que de discuter leurs idées. Je pense cependant qu'il faut discuter toutes les idées, qu'en principe il faut les accepter toutes, sans exception, sauf à les condamner après examen, si on en peut démontrer l'erreur ou la vanité.

L'idée de la liberté des unions est tout à fait soutenable, et je ne crois pas qu'on devrait considérer le mariage comme la forteresse inexpugnable de la famille et de la société, tant qu'en face d'elle resterait debout une imposante théorie. Ce n'est pas que je prétende renverser de fond en comble le fragile édifice du système des unions libres : je viens de dire que le problème serait éternellement agité. Mais si je porte dans ma main le flambeau de la vérité, je dois éclairer l'édifice et montrer qu'il est vide.

Le grand ennemi du mariage, ce n'est pas la polygamie, c'est la liberté des unions. Et d'abord, comment ce nom sacré de liberté se trouve-t-il là ? Et par quelle culbute de la pensée a-t-on pu en faire un argument contre le mariage ?

Je vais prendre à partie l'ouvrage d'un auteur récemment condamné. Car, c'est un procédé que je crois sûr que de s'adresser à un livre sérieux, qui résume la science passée, pour réfuter une erreur que des arrêts de tribunaux sont impuissants à dissiper.

Dans son livre intitulé : *Religion, Propriété, Famille*, M. Naquet établit d'une manière bien simple la liberté des unions. Deux modes de reproduction existent : 1^o la sélection naturelle ; 2^o la sélection artificielle. Le meilleur mode de sélection naturelle est l'amour. Si l'amour est réciproque, l'accouplement se produit dans les conditions les plus favorables ; les produits de l'accouplement sont beaux, satisfaisants, tels que les doit souhaiter un directeur de haras humains.

Mais l'amour est inconstant de sa nature, bien que M. Naquet admette que la variété des dispositions affectives puisse rendre l'amour constant chez les uns, inconstant chez les autres. Étant inconstant, comme l'amour doit présider à tous les accouplements, à peine de voir l'espèce se dégrader par un excès de population qui amène des épidémies lesquelles, à leur tour, enlèvent les plus faibles, faisant ainsi de la mort, qui ne laisse que les forts, le meilleur instrument d'équilibre pour la population et d'amélioration pour l'espèce : l'amour donne non-seulement le droit mais impose aux hommes « le devoir » de rechercher de nouveaux sujets pour un second, un dixième et un centième accouplement. — L'amour possède un titre plus considérable encore à la préférence de M. Naquet. C'est suivant lui le moyen le plus moral de limiter la population dont le

débordement futur est le point noir de l'humanité. Et comment cela, je vous prie? « C'est qu'il y a un rapport inverse entre le plaisir qu'éprouve la femme pendant la copulation et la facilité avec laquelle elle est fécondée. Plus le plaisir est grand, moins elle est prolifique (1). » Beaucoup d'hygiénistes affirment le fait, M. Michel-Lévy notamment dans son *Traité d'hygiène* et le professeur Naquet, qui doit s'y connaître, loin d'y contredire, en fait le fondement d'une partie de sa théorie. Je ne discute pas le fait qui peut être d'observation exacte, ni le moyen parce que j'aurais à y revenir. Je poursuis la discussion sans l'embarrasser. — Pour s'accoupler sous la seule inspiration de l'amour autant de fois que le besoin le commande et avec autant de sujets que la passion leur en fait aimer, il faut à l'homme et à la femme une liberté absolue. Arrivé là, vous imaginez que la liberté est suffisamment justifiée par l'amour compris de la sorte et que le système se soutient tel quel. — L'auteur ne vous fait point l'honneur de vous croire si perspicace. Au lieu de se borner à dire : l'homme et la femme ont le droit de s'unir et de se quitter suivant le caprice de la passion, sans souci l'un de l'autre et sans souci des enfants, ce qui mettrait tout en commun; il plaide la cause, déjà gagnée

(1) Alfred Naquet, *Religion, Propriété, Famille*.

aux yeux de ses lecteurs, de la liberté des unions en la fondant sur la liberté d'association; et le voilà conduit à reparler du mariage on ne sait pourquoi.

Le mariage est une association. Toutes les associations doivent être libres. Donc le mariage est libre : c'est-à-dire qu'il n'existe point. Tel est le syllogisme. — Sommes-nous convaincus? — Poursuivons. — Comme l'homme possède non-seulement le droit mais le devoir de quitter, de par l'amour, une femme pour une autre, il n'a point à s'inquiéter des enfants : ils incombent à la mère. La paternité est supprimée. Mais (ici la logique gâte les choses) la mère ne peut élever ses enfants et travailler en même temps. Et M. Naquet ne peut pas laisser mourir de faim les petits nouveau-nés qu'il a si fort exposés. L'État enverra donc des bons de pain, force gâteaux et quelque argent avec cela, à son épouse malheureuse et fidèle; la paternité étant transférée à l'État, qui trouve que les philosophes abusent un peu de sa capacité et de sa puissance.

Ce serait tout, si le professeur Naquet n'insistait point. Mais il a, autant qu'aucun, le travers des logiciens qui ne s'arrêtent devant leurs déductions que lorsqu'elles les contredisent. Il lui échappe donc une phrase que je dois encore relever; après quoi je le tiendrai quitte pour le moment. « Tant que toutes

les charges familiales incomberont au père, le mariage sera de fait indissoluble, malgré toutes les lois qu'on pourra faire pour qu'il ne le soit pas. La liberté de se séparer n'existera même pas pour les amants librement unis (1). » Peut-on plus mal défendre sa cause ? Peut-on montrer davantage qu'on en désespère ? — Apparemment pour vous, les charges familiales n'incombent pas au père. Vous les faites incomber à la mère d'abord, et comme vous sentez l'absurdité, vous les rejetez bien vite sur l'État que vous déguisez, à votre façon, en père de famille. Est-ce raisonner ? — Pourquoi la mère ? Pourquoi l'État ? Tout cela est absolument arbitraire. Et j'en suis charmé. Car vous êtes amené à reconnaître que si les charges de la famille incombent au père, le mariage est indissoluble ; et vous n'avez rien dit, vous n'avez pas donné une raison qui prouve que ces charges ne doivent point lui être attribuées. Vous ne vous contentez pas de cette déclaration et vous affirmez que la liberté de se séparer n'existerait même plus pour les amants librement unis. N'est-ce pas que vous sentez, autant que moi et comme moi, que la conscience est plus forte ici que vos paralogismes ? Le fait seul d'avoir écrit ce que je viens de reproduire démontre claire-

(1) Alfred Naquet, *Religion, Propriété, Famille*.

ment, qu'au fond, vous ne croyez pas plus que moi à votre système. Voulez-vous me dire, en effet, pourquoi le mariage serait indissoluble si les charges de la famille incombait au père, puisque dans votre système vous les avez attribuées à la mère, sans songer pour cela à rendre le mariage indissoluble ? Alors les charges mises au compte de la mère ne suffiraient pas à rendre l'union indissoluble, et mises au compte du père elles suffiraient ? La raison encore une fois ? — C'est bien que vous reconnaissez à l'homme une conscience qui lui fait un devoir de ne point abandonner sa femme, de ne point laisser mourir de faim ses enfants : et, j'ose le dire, le droit de repousser pour cela avec noblesse tout autre concours, surtout celui de votre théorie. C'est sa fierté, au père de famille, d'élever ses enfants ; c'est sa récompense de les voir grandir, sous son regard, avec ce qu'il leur a donné ! Quelle puissance pourrait s'opposer à sa dignité de père ; et que valent les raisonnements en face d'une telle force morale ? Vous l'avez si bien senti que l'amant vous a suffi. Et en même temps que vous avez confirmé ma thèse, vous avez ruiné la vôtre. Car que peut-il rester maintenant de vos unions libres, dès le moment que vous avez enchaîné l'amant par la conscience, que vous l'avez attaché à une compagne envers qui il se sent obligé et que vous l'avez

retenu dans les mailles serrées de l'amour paternel ?

Allez-vous attaquer, contre Michelet et contre Proudhon, le mariage un et indissoluble ? — Vous avez essayé de réfuter Proudhon par-dessus tout. Vous avez soutenu, contre lui, l'égalité de la femme et de l'homme. Vous nous avez fait considérer avec raison que chacun d'eux apportait dans la société un élément nécessaire et que la femme par ses facultés affectives, par sa charité, par sa constance dans les affections du cœur, par sa patience dans le détail des choses, rendait autant de services que l'homme par ses facultés actives, par son sentiment de la justice, par sa puissance de création, par la force de son jugement. Et puis vous refusez à la femme l'affection durable de celui que l'amour lui a fait préférer et le moyen d'exercer cette faculté qui est la sienne : aime avec constance ; et, bien que vous ayez fait de la femme notre égale, reconnaissant qu'elle ne peut, à la fois, élever ses enfants et travailler, vous chargez l'État, c'est-à-dire nous, d'un soin et d'une dépense que vous avez commencé par nous interdire. Vos unions libres sont les moins libres de toutes. Vous n'avez pas vu que les obligations qui suivent les rapports de l'homme et de la femme et la naissance des enfants, laquelle crée la mère et crée la famille, que ces obligations enchaînent, par la conscience, ce que vous appelez la

liberté de l'homme. Cette liberté, pour vous, serait le droit de se soustraire aux devoirs les plus sacrés. Vous n'avez pas compris que ces obligations sont les mêmes pour tous les hommes, que la loi sanctionne ou non leur union ; et qu'ainsi le mariage n'est qu'un nom dont la société décore ceux qui se sont engagés à accomplir les devoirs prescrits par la nature même.

Proudhon, que vous ne savez point lire, a cherché à la justice un organe. Comme la vue a un organe, comme l'ouïe a un organe et la pensée un organe, ainsi, s'est-il dit, la justice doit posséder un organe vivant et fonctionnant. Et il a fait du couple conjugal l'organe de la justice. Pouvait-il démontrer mieux la grandeur de l'institution ? En montrant le couple conjugal comme l'embryon de la société et en faisant de cet embryon social l'organe même de la justice, il a jeté sur le mariage l'éclat d'une majesté incomparable. Avouez donc que vous n'entendez rien à l'âme humaine, rien à la morale, rien à la société ; et concluez avec Michelet, avec Proudhon, avec tous les philosophes, que l'abus de la logique et le silence de leur âme n'a point égarés, à la moralité supérieure du mariage un et indissoluble. Je vous propose, pour forme de conclusion, la phrase suivante que vous ne pourrez réfuter. Je l'emprunte à un livre de morale pour tous auquel je vous renvoie :

« Quand même le mariage ne serait qu'un moyen offert aux parents pour reconnaître leurs enfants et aux enfants pour reconnaître leurs parents, cela suffirait pour le rendre digne de notre respect. Car, l'homme n'a pas le droit d'abandonner ses enfants, comme l'autruche abandonne ses œufs sur le sable du désert (1). »

(1) Ad. Franck, *La Morale pour tous*.

LIVRE DEUXIÈME

DE L'INFLUENCE DES MŒURS, DES CONDITIONS SOCIALES
ET PATHOLOGIQUES DE LA VIE HUMAINE,
DES LOIS ET DE LA LITTÉRATURE
SUR LE MARIAGE.

CHAPITRE PREMIER

ÉTAT GÉNÉRAL STATISTIQUE DU MARIAGE

I

Un peuple vit par ses mœurs et meurt par ses mœurs. — Pour les sociétés passées, la législation nous enseigne les mœurs. Pour la société présente, les mœurs nous expliquent la législation. Il n'y a point d'idées, point de croyances dans les mœurs qui ne se retrouvent dans la législation, ou tout au moins dans l'interprétation que les hommes en font par leurs jugements.

C'est parce que les Hébreux sous leurs rois, les Romains sous la République, les Germains au milieu de leurs forêts, pratiquaient le mariage avec austerité et considéraient l'adultère comme un crime, que la législation sur le mariage était chez eux très-sévère et l'adultère puni de mort. C'est parce que le mariage était tombé en désuétude à Rome et que le concubinat y était devenu en honneur, qu'Auguste lui donna un titre légal. C'est lorsque la pratique du divorce fut devenue générale qu'elle trouva dans la loi des facilités nouvelles.

Avant que de passer à l'examen d'une législation et que de se hasarder à y proposer des modifications, il est donc nécessaire d'interroger les mœurs et de rechercher par quel côté elles peuvent être réformées. Alors seulement commence l'œuvre du législateur. — Le spectacle que nous offre l'Europe, depuis le commencement du siècle, serait à lui seul une preuve suffisante. Il n'est pas un progrès dans la législation qui n'ait été auparavant dans les idées et dans les mœurs. Il n'est pas une liberté qui n'ait été, longtemps avant, réclamée par l'opinion publique : en politique, la vérité de ce que j'avance est plus sensible encore. — Le rôle naturel du législateur est de n'accorder que le droit réclamé, parce que c'est le seul dont le peuple saura user. — De quoi servirait une harpe entre les mains de celui

qui n'en connaîtrait point les harmonieux secrets ? Aussi, le rôle du législateur dans la société moderne est-il nécessairement un rôle de second ordre. C'est aux philosophes, c'est aux savants et aux artistes, qui forment l'opinion et la poussent en avant, qu'appartient le premier rôle ; et plus nous posséderons de liberté de penser et d'écrire, plus cette distinction s'accusera. Le législateur arrivera à ne devoir plus qu'enregistrer la volonté du peuple ; la tribune sera en dehors du Corps législatif, et nos députés n'auront même plus de discours à faire. Quelle simplification !

Ainsi, je m'adresse aux mœurs tout d'abord, et je demande si elles font obstacle au mariage ou si elles y encouragent. La statistique va me fournir une première réponse en me permettant d'établir, pour ainsi dire, l'état moral de la France au point de vue du mariage.

II

Comment se répartit notre population ?

La statistique générale de la France pour 1866 compte 37,751,857 habitants.

Sur ce nombre, 19,529,483 sont célibataires ;

15,396,525 sont mariés ; 2,829,849 sont veufs (1). Si l'on ajoute le nombre des gens mariés à celui des veufs, on obtient 18,226,374, chiffre qui se rapproche beaucoup de celui des célibataires des deux sexes. La population se trouve donc partagée, à peu près également par moitié, entre les gens mariés ou l'ayant été et ceux qui ne le sont point : Et cependant, la population majeure est de beaucoup supérieure à la population mineure (2) !

On a trouvé qu'en France il y avait un mariage pour 123 habitants. Ce chiffre est un peu plus élevé que la moyenne trouvée pour les 14 principaux États de l'Europe, laquelle est de 1 sur 133,3 (3).

L'Angleterre figure pour un chiffre plus élevé que celui de la France ; on y compte 1 mariage sur 121 habitants (1832-38). Cet avantage est attribué, en partie, au nombre des adultes. La France possède moins d'adultes que l'Angleterre, et ce sont les

(1) Célibataires de tous âges du sexe masculin.....	10,024,028
Célibataires — — féminin.....	9,501,405
Mariés.....	7,707,738
Mariées.....	7,688,792
Veufs.....	967,111
Veuves.....	1,862,738
Total.....	37,751,857

(Statistique générale de la France. 1866).

(2) La population majeure est de 20,599,180 et la population mineure est de 14,270,207, soit à peu près les deux tiers de la population majeure. (*Annuaire du Bureau des Longitudes*, 1869.)

(3) *Statistique de la France*, par Maurice Block, 1840-50.

adultes qui forment la plus grande proportion des gens mariés (1).

Ainsi, sur 100 individus, il y en a de 21 à 25 ans : 83,62 qui sont garçons, 16,03 qui sont mariés et 0,35 veufs ; tandis que de 40 à 45 ans : 82,12 sont mariés, 4,45 sont veufs, et, 13,43 sont garçons.

De tous les pays, c'est la Russie qui présente la plus forte proportion de mariages. Je ne veux point passer sous silence un résultat si notable, ni essayer d'échapper aux conséquences qu'on en pourra tirer contre nous. Tandis que nous trouvons, en France, un mariage pour 123 têtes, et en Angleterre un pour 121 ; on compte en Russie un mariage pour 49 têtes (2). C'est le pays où l'on se marie le plus. Je ne saurais dire l'état des mœurs dans la Russie moderne, n'ayant pas encore voyagé chez les Russes ; mais cette proportion considérable des mariages, 1 sur 49, place incontestablement la Russie au premier rang des sociétés au point de vue qui nous occupe. Si ce n'est pas la terre de la liberté politique, c'est bien celle de la liberté du mariage ; et l'exemple de cette partie du monde nous convainc, tout au moins, que ce n'est point à réclamer plus de liberté

(1) Pour une même proportion, on compte en Angleterre, 17,871 adultes de 20 à 30 ans, et 16,346 seulement en France. — A. Legoyt. — *Statistique* de Maurice Block.

(2) *Statistique de la France*, par Maurice Block. 1854.

qu'il faut nous appliquer pour arriver à nous marier en plus grand nombre.

La moyenne générale des mariages en France était de 279,175 par année (1). En 1865 le nombre total des mariages, 299,242, a dépassé cette moyenne de beaucoup (2). Il ne faut pas en induire toutefois que le nombre des mariages tende à augmenter en France, pas plus qu'en Europe, d'une manière régulière. Jusqu'en 1850, il y a eu oscillation d'une période à l'autre. En France, oscillation entre le chiffre de 1 mariage sur 127 (1831-35), à 1 mariage sur 124 (1841-45); et de 1 sur 121 (1841-45) à 1 sur 128 (1846-1850).

En Prusse, le rapport des mariages à la population est descendu de 1 sur 88 en 1816, à 1 sur 109 en 1849; et cependant en Prusse la population double après 69 ans, tandis qu'en France elle ne double qu'après 128 années (3)! La tendance à

(1) Pour une période de 5 ans. — *Statistique de Maurice Block*. 1854.

(2) *Annuaire du Bureau des Longitudes*. 1869.

(3) La France vient au septième rang, parmi les peuples de l'Europe, pour le doublement de la population.

En Angleterre, la population double en	49 ans.
En Norvège,	— en 54 ans.
En Saxe,	— en 59 ans.
En Prusse,	— en 69 ans.
En Belgique,	— en 82 ans.
En Suisse,	— en 101 ans.
En France,	— en 128 ans.
En Autriche,	— en 172 ans.
En Bavière,	— en 185 ans.

Remarquons, en passant, que ces résultats n'infirmant en rien la

l'augmentation des mariages n'était donc point franchement accusée avant ces dernières années, et les plus récentes statistiques ne nous donnent pas encore lieu de nous féliciter. Car, si le nombre des mariages tend généralement à augmenter, celui des naissances, par mariage, tend à diminuer. — Ainsi le nombre moyen des naissances par mariage, qui était en France de 3,22 pour la période de 1844 à 1845, est tombé à 3,20 de 1845 à 1850; ce qui donne une diminution de 0,62 pour 100. — En Belgique, cette diminution a été plus sensible; en Angleterre, s'il fallait en croire la statistique de M. Maurice Block, elle aurait atteint le chiffre énorme de 3,24 pour 100. Mais la proportion me paraît exagérée et je ne donne le chiffre que sous toutes réserves.

La diminution du chiffre des naissances, par mariage, peut être attribuée, entre autres causes dont nous parlerons bientôt plus longuement, au nombre des mariages au-dessous de 20 ans. — L'Angleterre et la Belgique comptent une proportion relativement assez élevée d'hommes et de femmes mariés au-dessous de 20 et de 21 ans (1). Mais ce n'est pas

précision de la loi de Malthus. Car il avait établi non pas que la population double tous les 25 ans, mais simplement qu'elle tend à doubler, dans cet espace de temps, lorsque rien ne fait obstacle à son accroissement.

(1) Sur 10,000 mariages :

En Angleterre, 238 mariés et 1,133 mariées de moins de 21 ans;

En Belgique, 272 — 952 — — —

Statistique de Maurice Block. 1860.

là évidemment la grande cause de l'infécondité des mariages. Si la fécondité des mariages paraît être en raison inverse de l'âge des époux au-dessous de 20 ans, cela est le fait de la nature. Or, c'est entre 40 et 45 ans qu'on compte le plus de gens mariés et pour ceux-là, certainement, l'infécondité n'est plus le fait de la nature, mais le fait de l'homme.

C'est entre garçons et filles que se passe le plus grand nombre des mariages. Les veufs se remarient assez fréquemment; les veuves plus rarement (1). Enfin, pour compléter ce tableau de l'état statistique du mariage, la plus grande durée des mariages est de 10 à 20 ans (2); et le nombre des mariages est

(1) Sur 10,000 mariages :

On compte 7,930 mariages	entre garçons et filles;
— 550	— entre garçons et veuves;
— 1,100	— entre veufs et filles;
— 400	— entre veufs et veuves.
1,500 veufs	contractent un second mariage.
950 veuves	— — —

Dictionnaire statistique de Maurice Block. 1860.

(2) Durée des mariages :

Mariés	1 an.....	20
— de 1 an à 5 ans.....		473
— de 5 ans à 10 ans.....		772
— de 10 ans à 20 ans.....		1,029
— de 20 ans à 30 ans.....		384
— de 30 ans à 40 ans.....		108
— de 40 ans à 50 ans.....		22
	54 ans.....	
Durée inconnue.....		10

(Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale en France pour l'année 1867.)

notablement plus considérable dans les grandes villes que dans les campagnes (1).

(1) A Paris.....	1	mariage sur 111 habitants.
En France.....	1	— sur 123 —
A Londres.....	1	— sur 104 —
En Angleterre.....	1	— sur 121 —
A Berlin.....	1	— sur 101 —
En Prusse.....	1	— sur 112 —

Dictionnaire statistique de Maurice Block. 1860.

CHAPITRE II

NOS MŒURS.

LA PROSTITUTION. — LA SÉDUCTION. — L'INCESTE.

QUE LE RESPECT POUR LA FEMME EST UN DES PREMIERS ÉLÉMENTS
DE LA PAIX ET DU BONHEUR PUBLICS.

EFFETS DE LA PROSTITUTION SUR L'HOMME.

I

Comment expliquer un pareil état de choses ? Pourquoi si peu de mariages ? Pourquoi si peu de naissances ? — La raison de ces faits n'est pas simple.

La jeune fille n'est-elle pas faite pour être séduite ? Le séducteur n'est-il pas assuré de l'impunité ? Son crime n'est-il point considéré comme une conquête ? Le mot même n'a-t-il point passé dans la langue ; et la langue, n'est-elle pas le monument le plus vivant des civilisations ? — La conquête est enviée, le séducteur flatté. Il devient l'amant et puis le lâche qui abandonne celle

qu'il a séduite. La jeune fille abandonnée devient prostituée; la prostituée devient misérable : la misérable meurt de la misère. Lorsque la honte ne conduit point à l'infanticide et le lâche calcul à l'avortement, l'excès de la souffrance précipite au suicide.

L'homme imite l'homme; l'enfant suit son père. L'exemple le sollicite, la faiblesse de tous excuse la sienne. La fille n'est plus respectée par son père, la sœur par son frère, la mère par son fils. Chacun vole à son prochain, qui lui revole à son tour, l'honneur. — L'homme lui-même, ne sentant plus sa dignité, dans la nuit que la perversité a fait descendre sur nous, cherche l'homme pour sa passion éteinte : et le trouve! — La race pourrie se déprime hâve et trébuchante comme l'ivrognerie.

Pour se marier, le jeune homme attend. — Quoi? — L'âge du mariage? — Non. — L'étude, le cabinet, la position qui procure la dot. Pour amasser la dot, le père de famille ne s'abaisse-t-il pas aux turpitudes, quand la fille ne se prostitue pas pour la gagner?

Pendant ce temps que fait le jeune homme? Il travaille. A quoi? — A se détruire. Pour gagner de la patience, il prend la femme de la rue, il prend la femme du voisin. — Le célibat entretient la prostitution, et l'adultère le célibat.

Et les enfants? — Qui songe à eux? — Ils sont

l'esclavage de la femme et la ruine de l'homme. Le père évitera d'en avoir, et la mère en souffrira! — Il n'y a plus ni père, ni mère. — Mieux vaut jouir que peiner : et le mariage sans enfants ravale l'institution au concubinage.

Le vice ne connaît plus ni classe, ni foyer. A travers tous, il circule comme un virus. Le mal part du cerveau pour étouffer le cœur. Sûr du concours d'une littérature agioteuse, à l'agonie, il s'envenime et empoisonne. A qui manque le vice, on l'inocule comme la variole ; et le pauvre dit au riche : Je t'imiterai.

Le monde, pour vivre heureux, ferme son cœur et ses oreilles : il aime ses aises plus que la morale, a ses usages et se pardonne tout. Il ouvre ses bras et ses salons au séducteur, à l'adultère, au père qui ne sait point reconnaître ses enfants ; et laisse la fille séduite, la femme trompée et le bâtard, aux abois, couverts de boue dans le ruisseau. — La misère monte comme un flot. La honte s'éteint comme une flamme qui n'a plus rien à consumer. Le crime devient une combinaison de fortune. Mais la Bourse hausse. Qui oserait se plaindre !

Moi : et je vais dire mes motifs : Car tout a sa raison et s'explique, la nuit et le jour, le mal et le bien, le vice et la vertu. — La raison de la maladie morale qui menace de devenir endémique dans l'humanité,

se compose d'une série de causes qui se servent tour à tour les unes aux autres d'effets et de causes.

II

La première qui apparaît, parce qu'elle n'est que l'effet le plus en relief de causes plus profondes : c'est la prostitution.

Qu'un homme grave ait pu écrire un livre digne d'attention, composé de deux volumes de 700 pages chacun sur un pareil sujet, c'est assurément là un signe qui vaut les autres, de l'importance du mal et de la nécessité d'y remédier. — J'avoue que la lecture du livre de M. Parent-Duchâtelet m'a fait saigner le cœur. Que de misères, que de vilenies ! Il me semblait que ma pensée était égarée par le rêve. Je croyais assister à la chute des anges de Floris, et voir les flancs de la société s'ouvrir sous la griffe déchirante de mille monstres humains. — Grâce pour la femme ! Grâce pour la dignité humaine ! — Où est la femme dans la prostituée ? Et où est la prostituée ? — Elle est là, autour et au milieu de nous : dans la famille ! Que va-t-il rester maintenant de la famille ?

La prostitution est sans éducation et sans prin-

cipes. Elle croît comme l'herbe dans les rues, rude et indocile; elle échappe même à la police qui cherche pourtant à la tailler en coupe réglée. Elle n'a de préjugés que pour l'argent; de temples que pour lui sacrifier, de tendresses que pour ce dieu.

Qu'un romancier la coiffe d'un bonnet rouge; et là voilà révolutionnaire comme la misère, sur la brèche, l'étendard de la liberté à la main, le chant de la victoire sur les lèvres. — Elle descend de là pour soigner les blessés, sans sentir que, par cette besogne, elle se garde encore des victimes. — Honteuse, elle se replie dans ses carrefours, et ne se montre plus que la nuit à l'heure où le haillon reprend l'éclat d'un habit de fête, où la pâleur s'empourpre, mais où le front n'a plus de rougeur. Sans connaissance et sans conscience, elle va tant qu'on la tolère. Il n'y a pour elle ni bons ni méchants, ni jeunes ni vieux, ni beaux ni laids, ni sains ni malades : il y a la misère. — Qu'est la pudeur, ce décor de l'âme, cette supériorité de la femme? Un mot. — La virginité? Une naïveté stupide. — Le respect? Une gêne. — La maternité? Une impuissance et une horreur! — Qu'est son âme? Une bave! — Sa religion? Un rire! — Son langage? Une injure! — C'est d'elle que le scepticisme a fait son organe. Elle aime tous les hommes et ne croit à rien. La mort seule lui impose,

parce qu'elle est toujours près de la mort ; et que la mort est sans pitié.

III

La prostituée n'a pas d'âge. M. Parent-Duchâtelet a trouvé inscrites à la Préfecture de police des filles de 10 à 12 ans. — Sait-on combien Paris possède de prostituées ? — Cinquante mille (1) ; sans compter celles qui ne se font point connaître. C'est une légion d'affamées allant Misère en tête ! Syphilis est à la suite du cortège. — Dans le cas le plus favorable, une fille malade se rencontre sur 88 (2). Combien de jeunes gens une seule empoisonne-t-elle ! Que de sangs corrompus ?

La fille des champs, née pour le mariage et la maternité, cette liberté de la femme, quitte sa mère et gagne la ville voisine. Elle est à charge à sa famille ou bien elle s'est fâchée avec elle, a suivi de mauvais conseils, a été entraînée. Parfois elle s'est abandonnée ; une promesse de mariage l'a trompée, elle craint que sa faute soit découverte, ne peut plus vivre dans cette pensée. Un matin, la pauvre enfant s'enfuit, laissant son honneur meurtri dans le che-

(1) 1854.

(2) Parent-Duchâtelet, *De la prostitution dans la ville de Paris*.

min. — La ville : c'est l'inconnu, l'espérance. On y doit vivre si heureusement ! Elle arrive, frappe à la porte des fabriques : Point de travail. Il faut vivre cependant, et le plus honnêtement possible, racheter sa faute : on veut toujours racheter la première. — La pauvre paysanne se fera servante au besoin. Mais n'est point servante qui veut. Mon Dieu ! Pourquoi tant de monde pour si peu de places ? — La jeune fille passera : la prostituée reste.

Ailleurs, la modeste vierge est instruite, elle sait ses devoirs ; mais le goût du luxe la tourmente, la curiosité de l'inconnu la passionne, les romans l'affolent : le séducteur n'a qu'à se présenter. — Simplicité niaise, ignorance, faiblesse, paresse, luxure, romantisme, faux dieux de la raison, fausses idoles du cœur, irréligion de la famille, prostitution de la pensée, cupidité basse, noire jalousie ; vous aidez à la misère, première mère de cette fille bâtarde, à la face impudique, au ventre difforme, aux mains tendues, qui s'appelle la fille des rues : comme si ce n'était pas assez de la misère ! — En connaît-on bien toutes les tortures ? Ceux que la misère a poursuivis n'ont pas écrit ; ils sont morts et leur voix s'est perdue, comme le mugissement plaintif du lion mourant de faim dans le désert. — La misère ! C'est la grande cause ! C'est le grand mal ! — On a dit que l'oisiveté était la mère de tous les vices. Cela n'est

pas. La fortune sait toujours se créer des occupations. C'est la misère qui porte le poids écrasant de cette maternité de vices. Le prostitution est fille de la misère. — C'est la mère qu'il faut étouffer et non l'enfant.

Tant que le jeune homme devra attendre jusqu'à près de trente ans pour se marier, tant que l'ambition, l'amour du gain facile, la recherche d'une dot, feront, avec la soif de jouir, le fond des aspirations de la jeunesse en quête d'une épousée ; tant que les préjugés et les besoins factices ne permettront pas plus de mariages d'amour, tant que la femme sera asservie au caprice du passant par l'insuffisance de son salaire et l'entraînement général, tant que l'inégalité exagérée des fortunes ne laissera point de situation entre la richesse provocatrice et la misère antihumaine ; la prostitution au lieu de diminuer ira croissante.

Sans doute, comme le dit J.-J. Rousseau, un jeune homme vierge de vingt ans serait l'être le plus aimable de la nature. Mais le jeune homme, le plus souvent, n'attend pas jusqu'à cet âge ; et les physiologistes, Cabanis le premier, s'accordent à reconnaître que la continence est cause de maladie et que l'être ne pouvant vouloir sa destruction, tous ceux qui le peuvent échappent à la continence. La société sous ce rapport est irréformable, à moins qu'on ne

la transforme en un vaste cloître. Mais la société peut guérir de ses préjugés et peut guérir de la misère. Pour cela il faut de la générosité, point d'égoïsme ; de l'indépendance d'esprit, point de superstitions ; de la tolérance, point de haine d'églises ni de castes, ni de classes ; du désintéressement, de la charité, point d'hypocrisie. La misère est un mal dont la société doit guérir à moins que bientôt elle ne se dévore. La fortune était le privilège ; aujourd'hui c'est le bien-être. La bonne conscience, la bonne conduite, le bon travail doivent y mener et tous, pour y atteindre, doivent trouver la route ouverte.

Je rêve d'une toute petite société libre et heureuse, où chacun se gouvernerait suivant les règles d'une morale vraiment humaine et universellement admise. Les fortunes seraient médiocres ; mais tout le monde vivrait à l'aise. Les jeunes gens suivraient le vœu de la nature et le sentiment de leur cœur dans le choix de leur compagne. On n'apprendrait point là les belles choses que nous savons : mais l'enfance y serait élevée dans le respect de tous les droits, dans la pratique de tous les devoirs ; et les pères y recueilleraient plus tard les bienfaits de l'éducation qu'ils auraient reçue eux-mêmes et qu'ils auraient donnée, à leur tour, à leurs enfants. Croyez-vous qu'on connaîtrait dans

ce petit monde le nom de prostituée? — Donnez donc un père et une mère à la prostituée, donnez-lui encore de l'instruction, autant que possible, de l'ouvrage, assez d'ouvrage; un peu de bien-être, l'exemple d'un bon ménage, les joies de la famille, l'espoir de la maternité : la prostituée sera l'honnête fille. Quelle est donc celle qui, avec tout cela, ne se respecterait pas et livrerait son nom et celui de sa famille à la honte (1)?

(1) La prostitution n'avait chez les anciens rien de comparable à ce qu'elle offre parmi nous.

Chez les Hébreux, la *Quadischoth* était une étrangère. Elle parcourait les villes pour exercer son métier, et comme elle répandait autour d'elle l'idolâtrie, à laquelle elle était consacrée, Moïse, pour préserver son peuple du fléau de l'idolâtrie qu'il redoutait plus que la femme, avait condamné la quadischoth à la mort par le bûcher.

Chez les Grecs, l'*hétaïra*, était une véritable dame de compagnie; les plus grands philosophes s'honoraient de son commerce. Le goût du bel esprit, le besoin de plaire, la vie en public, avaient ravalé la femme mariée au rang de l'esclave et mis l'*hétaïra* en honneur. C'est à l'époque de la décadence que, l'idéalisme égarant de plus en plus la raison commune, les Grecs furent conduits aux amours socratiques et à la pédérastie. Chez les Romains, les filles qui servaient dans le temple de Vénus s'offraient aux hommes.

On comprend que dans l'antiquité, la prostitution dût présenter un tout autre phénomène que chez nous. Elle n'avait pas chez les Hébreux, chez les Grecs et chez les Romains la même origine, la même cause génératrice. Tandis que l'idolâtrie, l'idéalisme fruit du dérèglement de l'art, une certaine dissolution des mœurs étaient les causes ordinaires de cet effet; chez nous c'est, d'un seul mot, la misère. Aussi, une certaine égalité des fortunes, qui se rencontre à l'origine des anciennes sociétés, les a-t-elle longtemps préservées du fléau qui nous décime. Et le meilleur moyen de tuer chez nous la prostitution serait-il une plus grande égalisation dans les fortunes, une vie plus simple et moins d'égoïsme.

IV

Il y a, je le sais, le séducteur, bête fauve, chacal en quête de l'innocente antilope, dont il faudrait débarrasser le bois. — En atteignant le séducteur, atteindra-t-on la prostituée ? Et comment atteindre le séducteur ?

— Lycurgue faisait mourir celui qui avait déshonoré une fille. A Onondaga, le séducteur est puni de la prison. Au Lac Salé, il est puni de mort (1) : fait curieux à côté de la polygamie. Chez d'autres peuples, il est condamné à épouser la fille qu'il a séduite ; contre-sens dont la jeune fille, que le législateur veut évidemment relever, doit être le plus souvent victime. En Europe, en Angleterre et en Allemagne particulièrement, le séducteur paie une amende, une indemnité, épouse parfois ; en un mot, se tire d'affaire sans qu'il en coûte ni à sa liberté, ni à sa vie. Lequel vaut le mieux de tous ces systèmes ? Emprisonner, aujourd'hui, serait peupler les prisons, endetter l'État. On aurait fait des prisonniers, mais non des hommes. Condamner à mort serait cruel. Forcer au mariage serait absurde. Faire payer ne rend point l'honneur.

(1) Voir Hepworth Dixon, *La Nouvelle-Amérique*.

Et cependant, séduire, sous promesse de mariage surtout, c'est un crime. Mais opprimer le faible, tromper la confiance d'un ami, livrer son honneur sont aussi des crimes : la loi ne les punit point. Punir le séducteur est affaire à la conscience et au mépris public : Qui peut se passer de l'estime de soi-même et de ses semblables ? Pour l'homme de cœur, la mort est plus supportable que le mépris ; et tout sentiment n'est pas, d'ordinaire, éteint dans l'âme d'un séducteur.

Le respect de la femme est un des premiers éléments de la paix et du bonheur publics. Si j'avais à faire une loi sociale, j'y inscrirais au premier rang le respect pour la femme. Le respect pour la femme s'apprend comme la morale. Tout cela est affaire d'éducation, question d'habitude dans les rapports sociaux. On arrive à respecter la femme d'autrui, la fille du voisin, comme on respecte sa sœur ou une parente. La manière dont certains peuples ont considéré les rapports des sexes entre proches parents et particulièrement entre frère et sœur, en est aussi une preuve.

Le mariage entre frère et sœur était interdit par la loi égyptienne. Et cependant, Bossuet nous l'apprend, après Hérodote et Diodore de Sicile, plusieurs rois d'Égypte se marièrent avec leurs sœurs. — Ils avaient une excuse, sans doute : ils étaient rois. Mais

les rois ne font pas la morale comme ils font la mode.

Chez les Hébreux, Moïse avait interdit le mariage non-seulement entre le frère et la sœur, mais entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu, comme notre code civil (1), qu'il avait même dépassé en multipliant les cas de prohibition.

Il était réservé à notre siècle de voir une secte d'hommes fonder une religion et une société nouvelles sur l'observation ou plutôt sur la parodie de la Bible.

Loin d'interdire le mariage à certains degrés de parenté, les Mormons ne connaissent point l'inceste. M. Dixon dans son livre, *la Nouvelle-Amérique*, si plein d'observations intéressantes et vraiment philosophiques, nous apprend que rien n'est plus commun au Lac Salé que de voir un homme épouser la veuve de son frère, ou même la mère et la fille. — Un saint nommé Wal a épousé sa sœur consanguine, alléguant l'exemple de Sahra et d'Abraham. — Brigham Young, le successeur du prophète Joseph Smith, fondateur de la secte, soutient cette morale en face des dissidents. Car il y a des dissidents, et ceux-ci vont jusqu'à s'élever contre la polygamie. Le schisme dure encore. — C'est un fait très-digne d'attention que l'ignorance de l'inceste chez une société d'hommes vivant de notre temps. On

(1) Articles 162-163 C. C.

peut l'expliquer par l'imitation inintelligente de la vie patriarcale, par le fanatisme puritain des Mormons. On n'aura pas dit pourquoi l'inceste est condamnable ? J'aurais voulu éviter d'en parler. Mais si j'ai honte de le faire, je n'ai point la faiblesse de taire la vérité, et je déclare que nous vivons côte à côte avec des familles où l'inceste est pratiqué sous toutes les formes et avec le cynisme le plus outrageant pour la morale dont le reste de notre société s'efforce de respecter les règles. J'ai l'assurance qu'un nombre toujours trop grand de jeunes filles entre dans les hôpitaux pour y accoucher des œuvres de leurs frères et quelquefois de leur père ; quand ce n'est point pour y guérir des maladies vénériennes que les malheureuses tiennent de ces lâches (1). — Vous parlez de Sodome et de Gomorrhe, vous parlez de pédérastie. Parlez donc de Paris, de Londres, de New-Yorck, parlez donc aussi de l'inceste ; étalez vos

(1) Il y a des mères qui prostituent leurs filles. J'en ai rencontré dans les maisons centrales que j'ai visitées : mais elles ne sont point toutes là.

Voici maintenant des faits, à ma connaissance, que je donne pour authentiques.

Une fille de onze ans est entrée à l'hôpital enceinte des œuvres de son père.

Une autre jeune fille a été conduite à la visite de l'hôpital par sa mère : et comme, après examen, le médecin constatait qu'elle était atteinte d'une urétrite, la mère répliquait que sa fille ne pouvait tenir cette maladie que de son père.

Il y a deux ans, la Cour d'assises de l'Aisne condamnait une femme pour viol sur son fils âgé de sept ans. Cette femme était veuve et de condition aisée.

hontes, découvrez vos plaies, et, s'il vous reste encore quelque pudeur, plongez d'une main courageuse le fer rouge et le fer purificateur dans cette morsure du vice enragé. — L'expression de mon langage ne trahit-elle point mon indignation ? Et mon indignation, qui ne la partage ?

Oui, les Mormons n'ont pas l'idée de l'inceste ou plutôt ils s'en rient. Oui, suivant la Bible et toutes les théogonies, la création de l'espèce humaine, si elle a pour origine un couple unique, suppose nécessairement l'union du frère et de la sœur entre enfants de ce premier couple. — Mais quoi ? Les Mormons auraient-ils découvert la vraie morale ? La Bible prise à la lettre, les théogonies qui expliquent le monde par la création sortie d'un premier couple humain, sont-elles des codes de morale plutôt que les monuments impérissables des premiers efforts de la pensée cherchant à donner un sens au monde ?

Avant que les hommes fussent en état de les découvrir, des raisons toutes physiologiques avaient fait du mariage entre frère et sœur une union antinaturelle ; et plus les sociétés se sont civilisées, plus les rapports des familles entre elles ont porté l'amour des jeunes gens en dehors de leurs foyers et démontré à tous les yeux qu'il n'y a pas, en morale, de règle plus sûre que la rigoureuse observation des lois de la nature. — La connaissance de ces lois doit

faire le fond de l'éducation et de l'instruction des hommes. C'est en s'habituant à les observer qu'ils apprennent à les connaître, et ils en sentent alors toute la grandeur et tous les avantages. Pour faire respecter la femme, la mère, la sœur, la fille : il faut l'éducation, l'instruction par l'exemple et l'exemple par l'observation religieuse des lois de la nature où est écrit le droit, d'une main surhumaine. — Pour rendre général le respect pour la femme, si utile au bien commun, pour faire des hommes vertueux ; préparez donc une génération respectueuse du droit.

— Car ce manque de respect pour la femme, à quoi tient-il encore ? À une disposition morale, partout répandue, qui fait que le droit n'est pas assez respecté. Or, l'éducation du respect, encore un coup, n'est possible que par l'exemple. Respectez le droit du mari, le droit du père de famille, le droit que la jeune fille possède sur sa personne, et vous aurez fait plus contre l'adultère, la séduction et l'inceste, que toutes les lois et toutes les répressions.

Le mal est grand, je n'ai pas cherché à l'atténuer ; il faut y couper court si l'on veut sauver le malade. —

Le Père Hyacinthe le disait naguère avec éloquence :

« Ce n'est point la courtisane qui est nouvelle dans le monde, c'est la place qu'elle y occupe (1). »

(1) Le R. P. Hyacinthe, *La Famille*. (Conférences de Notre-ame.)

Autrefois, la courtisane était de privilège aristocratique ; elle exigeait de la dépense, du luxe, des toilettes. Aujourd'hui, si les riches la paient encore, les pauvres l'ont pour rien. La courtisane s'est démocratisée ; je l'ai dit : elle est dans la famille et s'appelle du nom commun de prostituée (1).

Relevons la femme par le bien-être, et l'homme par l'exemple du respect de soi-même et du droit d'autrui.

(1) Parmi les causes de second ordre qui entretiennent la prostitution dans les villes, je n'omettrai pas de parler de l'impudeur des propriétaires des habitations. Dans leur avidité sordide, ils ne regardent pas aux personnes et ne rougissent point de loger la prostituée à côté de la mère de famille. — La question a de l'importance au point de vue de la décence publique et de la bonne police des cités. Il est clair que si les propriétaires refusaient de louer leurs logements aux prostituées, celles-ci se trouveraient fort embarrassées. Le nombre n'en serait point diminué sans doute, mais il arriverait inévitablement qu'elles se retireraient dans un coin de la ville encore inhabité et finiraient par le peupler tout entier. C'est ce qui est arrivé pour certaines villes. — Ne pouvant trouver à se loger dans les quartiers de commerce, les prostituées se sont créé un quartier reculé duquel elles ne sont plus sorties. J'ai remarqué ce fait dans les villes du Nord et particulièrement à Hambourg, à Amsterdam et à Anvers. — Dans les villes du Midi, au contraire, vous trouvez la fille publique répandue dans tous les quartiers de la ville. Cet état de choses s'accorde assez généralement avec la moralité des populations. J'ai eu occasion de faire cette observation, que chez les populations les plus morales, la prostitution était reléguée dans un quartier à part. La règle est loin d'être rigoureuse, mais il semble assez naturel qu'une ville dissimule le mal qui la corrompt comme le blessé cache, par pudeur, une plaie honteuse. La prostitution donne le goût de la prostitution, et le contact, avec les parties malsaines d'une population, finit par en corrompre les parties saines.

V

Il ne faudrait pas croire que l'homme soit moins touché que la femme par le fléau.

Par l'effet naturel d'une loi de réaction trop souvent méconnue, l'homme, qui aide à la misère par la séduction, reçoit le premier le coup de la prostitution qu'il a fait naître. Le jeune homme se gâte, toute illusion s'évanouit, toute générosité s'efface, toute tendresse s'émousse, toute ardeur s'épuise en lui au contact de la femme publique. S'il s'en tenait à un peu de dégoût ! Mais quelles réflexions ne lui viennent pas après une première initiation à la vie des ruelles et des brélans ! Comme il apprend vite à persifler ce qu'il estimait, à ressembler à tout le monde pour être homme plus tôt. Comme il s'enivre d'une préférence et s'infatue de bonne heure, puis comme il revient sur lui-même, désespère, répugne au travail et devient sceptique pour échapper à sa conscience. — Le beau fils ! Que ses parents doivent en être fiers ! Il ne les fréquente encore qu'à cause du besoin qu'il a d'eux. — Le beau mari pour une jeune fille ; il ne saura point se respecter en elle ! — Le vaillant père de famille à son tour ; il ne connaîtra pas son bonheur et manquera à ses enfants

comme il aura manqué à sa femme! — Encore, que le jeune homme se marie. Car le goût des plaisirs fait aux sens une sorte d'habitude de jouir qui arrive à dominer l'homme et l'éloigne de plus en plus du mariage. Et s'il se marie; cela est triste à dire : qui m'assure qu'il ne transmettra pas, par l'hérédité, à ses enfants et à ses neveux le fruit amer de ses désordres? — Quel avenir est ouvert à l'espèce humaine! Encore quelques siècles et, si nous continuons, la race déjà déprimée pourra avoir perdu jusqu'à la force de se reproduire.

En un mot, l'homme est frappé dans sa virilité, dans son intelligence et dans sa force d'âme par la prostitution. Et cette puissance destructive, jalouse de la vertu, enlaçant l'homme, l'énervant, le rapetissant, l'entraîne enfin dans le gouffre que lui-même a creusé sous ses pas.

CHAPITRE III

DES ENFANTS NATURELS. — DES TOURS.
DE LA PEINE DE MORT CONTRE L'INFANTICIDE.

I

Mais la prostitution n'a pas seulement ces effets. Non contente d'éloigner l'homme du mariage, par l'habitude du plaisir, elle lui rend le mariage impossible soit en le faisant père d'enfants que la honte l'empêche de reconnaître, soit en le jetant dans le monde, enfant lui-même sans nom et sans protection.

La population des enfants naturels chez nous est de 1,800,000.

Il en naît par an 75,000 sur lesquels 50,000 sont abandonnés (1).

Sur 1,005,735 enfants nés en France dans la même année, on relève, les mort-nés étant négligés, 928,749 enfants légitimes et 77,004 enfants naturels (2).

Ces chiffres donnent pour rapport 12,06. Or, le rapport des naissances naturelles aux naissances légi-

(1) Paul Lacombe, *Le Mariage libre*.

Emile Acolas, *Nécessité de refondre l'ensemble de nos codes*.

(2) *Annuaire du Bureau des Longitudes*. 1869. — Ces malheu-

times était seulement 8,11 pour cent en 1836; 7,80 pour cent en 1841 et 8,20 pour cent en 1854; en 1801 ce rapport ne s'était pas élevé au delà de 4,82 pour cent. — Il a presque triplé depuis, puisque nous trouvons aujourd'hui la proportion effrayante de 12,06 pour cent. — Voilà un résultat qui est bien fait pour nous montrer les progrès de l'immoralité publique par l'accroissement du nombre des enfants naturels.

Les enfants naturels sont assez rares dans les campagnes. C'est dans les villes, où la prostitution se réfugie, qu'ils naissent presque tous. Leur nombre serait trois fois plus considérable dans les villes; et, dans le département de la Seine, on compterait sept fois plus d'enfants naturels que dans les campagnes, et plus de deux fois autant que dans les villes. — Il y a un rapport constant entre l'état des mœurs et le nombre des enfants naturels. Dans les campagnes où la nature protège l'homme contre lui-même, peu de naissances d'enfants naturels; dans les villes

reux enfants sont voués à l'abandon ou à une mortalité précoce. • La mortalité des enfants d'un jour à un an, pendant une période de huit années (1853-1860), est, pour la France entière : enfants légitimes, 33,52 0/0. La disproportion est plus frappante dans les départements où règne l'industrie des nourrices; département d'Eure-et-Loir, enfants légitimes, 25,95; enfants illégitimes, 95,87. C'est presque la totalité. En 1862, la mortalité des enfants assistés a été de 90,50 0/0 dans la Loire-Inférieure. » M. Jules Guérin attribue en partie ces résultats désastreux à l'alimentation prématurée. — Jules Simon, *L'Ouvrier de huit ans*.

où la prostitution est organisée, dans le département de la Seine et à Paris où elle compte toute une armée de femmes, un très-grand nombre d'enfants naturels.

II

Quand on réfléchit à la situation que nos préjugés, plutôt que la loi, préparent à l'enfant naturel dans notre société, on se demande comment il est possible que les pères de ces enfants aient pu, un moment, oublier qu'ils allaient donner naissance à d'innocentes créatures destinées, par une polarisation nécessaire de la justice, à porter jusqu'à la mort le poids de leur inhumain oubli. — Et pourtant, je le dis dès à présent, il n'y a de remède à ce mal que le mariage. Car le mariage étant d'institution sociale, ce mal est une sorte d'affirmation de la justice sur laquelle la société est assise. La loi offre cependant au père un moyen d'atténuer les effets de la naissance d'un enfant naturel; elle lui permet de le reconnaître (1). Alors l'enfant a un nom, il a presque une famille; il devient réellement membre du corps social. C'est certainement une manière de progrès de notre sentiment d'humanité que la reconnaissance en plus grand nombre des enfants naturels.

(1) Code civil, articles 334 à 342.

A Paris, sur 15,472 enfants naturels nés la même année, 11,884 sont restés sans nom, 3,588 seulement ont été reconnus ; soit un cinquième environ du nombre total (1).

En France, si l'on tient compte que les villes donnent le jour à trois fois plus d'enfants naturels que les campagnes, on est frappé de cette remarque que les enfants naturels sont reconnus en plus grand nombre dans les campagnes. Ainsi sur 68,632 enfants naturels nés pendant l'année 1853 ; dont 25,900 ont été reconnus, la population des campagnes en a reconnu 16,070 et la population des villes seulement 8,832 (2).

(1) *Annuaire du Bureau des Longitudes. 1869.*

(2) ENFANTS NATURELS RECONNUS (1853)
SUR 68,632 NAISSANCES :

		ENFANTS NON RECONNUS					
Pour la France moins le départe- ment de la Seine.	}	PAR le père.	PAR la mère.	PAR le père et la mère.	NON aban- donnés.	TROUVÉS	
		Population urbaine	2.264	5.355	1.313	14.070	6.047
		Population rurale..	1.318	12.311	2.378	9.707	807
		Total pour toute la France moins le dép. de la Seine.	3.645	17.666	3.691	23.777	6.854

Dictionnaire statistique de Maurice Block.

Parmi la population rurale, un plus grand nombre d'enfants a été reconnu à la fois par le père et la mère; mais comme d'autre part nous trouvons parmi la population urbaine un plus grand nombre d'enfants reconnus par le père, soit 2,264 enfants, il n'est pas étonnant que le nombre des enfants naturels reconnus par les père et mère, parmi la population urbaine, soit seulement de 1,313 enfants. Si j'ajoute, en effet, 2,264, chiffre des enfants reconnus par le père, à 1,313, chiffre des enfants reconnus par les père et mère dans les villes, et que je compare cette addition à celle que fournissent les deux chiffres 1,381 et 2,378, du tableau ci-joint, lesquels représentent les mêmes reconnaissances pour les campagnes; je trouve 3,577 d'un côté et 3,756 de l'autre, ce qui tend bien à prouver que les reconnaissances par le père d'un côté et par les père et mère de l'autre s'équilibrent à peu près, puisque lorsqu'il y a plus de reconnaissances par le père, il y en a moins par les père et mère à la fois et réciproquement.

Il est constaté toutefois que le nombre des reconnaissances par la mère est, dans tous les cas, beaucoup plus considérable que celui des reconnaissances par le père : ce qui accuserait la force du sentiment qu'on a toujours reconnu à la maternité et le peu de développement qu'aurait encore le sentiment peut-être moins vif mais tout aussi naturel

de la paternité. Dans les campagnes, le nombre des enfants reconnus par la mère est neuf fois plus considérable que celui des reconnaissances par le père; ce qui montre que la prostitution n'a pas encore corrompu la population rurale autant que celle des villes.

Il faut remarquer encore que parmi les enfants qui ne sont pas reconnus, et 45 pour cent sont reconnus soit par un seul de leurs parents soit par les deux, il n'y en a qu'un nombre relativement très-faible qui soit complètement abandonné. Mais l'avantage reste toujours aux campagnes. Le tableau ci-dessus nous donne, parmi la population urbaine, 6,047 enfants trouvés et 807 seulement parmi la population rurale : et l'on compte en général un peu plus du cinquième des enfants naturels abandonnés dans les villes, et 3 pour cent seulement dans les campagnes. Est-ce que le grand remède à la naissance si multipliée des enfants naturels et au nombre toujours trop grand des enfants trouvés ne serait pas encore la pratique générale du mariage?

III

Pour les enfants naturels, il y a la reconnaissance; pour les enfants abandonnés, il y a les hospices des

enfants assistés. M. Husson nous apprend que le nombre des enfants admis à l'hospice des Enfants Assistés à Paris a diminué; mais ce n'est pas du tout, comme on pourrait le supposer, parce que le nombre des enfants abandonnés a diminué, c'est « grâce aux promptes évacuations sur la province (1). »

Autrefois il y avait les tours. C'est à la suppression de ces tours qu'il faudrait attribuer, suivant certains philanthropes, la perpétration du mal. Ils ne voient point, tout d'abord, que quand bien même les tours seraient rétablis, s'il y avait plus d'enfants recueillis, il n'y aurait pas moins d'enfants abandonnés; qu'il y en aurait même davantage puisque les tours provoquent à l'abandon des enfants. Les enfants sont abandonnés par misère, par honte, par inhumanité; en un mot, par des raisons toutes matérielles ou toutes morales auxquelles l'ouverture ou la fermeture

(1) A. Husson, *Étude sur les hôpitaux*.

ANNÉES	ENFANTS ADMIS en dépôt.	ENFANTS ADMIS abandonnés.
1854	2,044	3,441
1861	1,651	3,768

On voit que malgré • les promptes évacuations sur la province, • qui ne font que déplacer le mal, le nombre des enfants admis abandonnés s'est élevé de 3,441 à 3,768.

des tours sont parfaitement indifférentes. Mais les partisans du rétablissement des tours allèguent le nombre croissant des avortements et des infanticides et ils font remarquer que la honte, ce puissant ressort du crime chez la mère, n'aurait plus d'effet si la malheureuse fille-mère était assurée de pouvoir se décharger de son enfant vivant, sans découvrir le secret de sa naissance. Cette objection est plus sérieuse et demande quelques éclaircissements.

Les lois du 28 juin 1793 et du 27 frimaire an V ne parlaient point de tours, mais prescrivaient la plus entière liberté pour ceux qui viendraient déposer leurs enfants dans les hospices. La Convention, avec un sens profond de l'humanité mais dans une inspiration plus philosophique que pratique, avait décrété que des récompenses nationales seraient distribuées aux filles-mères et que leurs enfants seraient adoptés par la patrie (1). Aucun peuple n'eut jamais de plus généreuse pensée pour déraciner un mal aussi dégradant pour l'espèce humaine.

C'est au décret du 19 janvier 1811 qu'est dû l'usage des tours. On comprend que les facilités qu'il donne (la mère n'a plus qu'à porter son enfant dans ce berceau que la société lui offre les bras tendus vers elle et les yeux détournés) ont dû ar-

(1) Décret. — 28 juin 1793.

Décret. — 17 pluviôse an II.

rêter dans une grande proportion les effets inhumains de l'hallucination particulière qui porte la mère à sacrifier son enfant lorsqu'elle sent qu'elle ne peut pas le reconnaître à la face de la société. Ainsi de 1826 à 1832, c'est-à-dire pendant une période antérieure à la suppression des tours, le nombre des infanticides a été de un pour 10,174 naissances et 336,455 habitants; de 1847 à 1853, au contraire, le nombre des infanticides a été de un pour 5,718 naissances et 212,559 habitants; soit le double par rapport aux naissances (1).

Ces chiffres ont une importance qu'il est impossible de méconnaître. Beaucoup d'esprits se sont préoccupés de la situation des enfants abandonnés, depuis M. Hubert-Valleroux, M. Esquiros, l'abbé Gaillard, M. Curel, jusqu'aux membres de la commission des enfants trouvés et jusqu'à M. de Melun qui proposait à l'assemblée législative le rétablissement des tours (2) : concours d'efforts qui témoigne de l'intérêt humanitaire de la question. — Il est démontré que le système du bureau d'admission, à côté de certains avantages, présente l'inconvénient considérable de la divulgation du secret de la nais-

(1) Rapport au Ministre de l'intérieur sur les tours, les abandons, les infanticides et les morts-nés de 1826 à 1854, par M. de Watteville. 1856.

(2) *Moniteur* du 3 août 1850.

sance et de celui des *expositeurs*, agents de misère qui se chargent, à prime, du transport et du dépôt des enfants et exercent souvent sur les pauvres mères une déplorable pression (1). On pourrait néanmoins objecter encore, contre les tours, la possibilité pour les père et mère légitimes d'imiter l'exemple si plein de dégoût de l'immortel amant de Thérèse. S'il faut en croire Necker, à la fin du dernier siècle, le plus grand nombre des enfants trouvés était né de gens mariés (2) : ce qui, par parenthèse, mettait Rousseau dans la règle loin de le mettre dans l'exception. C'était peut-être là une sorte de protestation contre l'organisation sociale, autant qu'un effet de la misère. Depuis, nous avons fait quelque progrès dans le bien-être et le sentiment de l'humanité ; et aujourd'hui, le nombre des enfants, nés du mariage, ne figure plus que pour un dixième dans le chiffre des enfants trouvés (3). Il est à espérer, et il y a tout lieu de croire, que cette proportion diminuera encore. Elle sera toujours trop grande. Mais l'objection ne me semble avoir aucune force contre le rétablissement des tours. Car les parents qui

(1) Je trouve, dans la même année, 74 condamnés pour expositions d'enfants.

Compte général de l'administration de la justice criminelle. 1867.

(2) *Administration des finances de la France*, t. III, chap. XVI. — Rapport de Barrère à la Convention du 22 floréal an II.

(3) De Vatteville, *Annuaire de l'économie politique*. 1851.

abandonnent leurs enfants sont ou des malheureux qui n'ont point les moyens de les nourrir, ou des lâches dans l'âme de qui tout sentiment humain est mort. Il faut secourir les malheureux et abandonner les lâches au murmure de leur conscience en même temps qu'au mépris de leurs semblables. Dans l'état actuel de nos mœurs, en face de la prostitution, en face des enfants naturels qui en sont le fruit, en face des enfants abandonnés par honte, par misère, par inhumanité ; je crois fermement que le rétablissement des tours aurait un effet salutaire. Il soulagerait beaucoup d'infortunes, assurerait l'alimentation à un plus grand nombre d'enfants, ravirait à une mort anticipée des êtres humains dont la société se trouve cruellement frustrée et arracherait, enfin, à la justice vengeresse, des femmes qui ne sont jamais mères, mais qui ne sont pas toujours coupables !

IV

Pour clore ce chapitre, nous ajouterons qu'à raison des conditions malheureuses faites à la femme et de l'influence physiologique que ces conditions exercent manifestement sur sa moralité ; à raison aussi de l'état d'hallucination que la science a re-

connu chez la mère qui tue son enfant, nous inclinons à demander l'abrogation de l'article 302 du Code pénal en ce qui regarde l'infanticide. Si la peine de mort doit subsister dans nos lois, ce ne doit pas être assurément contre des femmes à qui leur état misérable fait perdre le sentiment de la personnalité, avant même le temps de leur crime. Et à cet égard, quelque rare que soit l'application de la peine de mort contre l'infanticide (elle a été prononcée une fois seulement sur 156 condamnations en 1867), nous demandons que notre législation ne reste pas en arrière de celle de plusieurs pays qui, s'ils n'ont pas tout à fait aboli la peine de mort contre l'infanticide, ont établi dans leurs lois des distinctions qui ne permettent d'appliquer cette peine que dans des cas définis (1).

(1) Voir le code Autrichien de 1803, le code Bavarois de 1813 et l'ancien code des Deux-Siciles.

CHAPITRE IV.

DE LA RECHERCHE DE LA PATERNITÉ.

DE LA RECONNAISSANCE DES ENFANTS INCESTUEUX ET ADULTÉRINS.

DU DROIT DES ENFANTS NATURELS SUR LES BIENS

DE LEURS PÈRE ET MÈRE.

I.

Les désordres antisociaux de la prostitution et, en général, tous ses effets sont bien la démonstration la plus éclatante de la force de l'institution du mariage. Je sais que les partisans des unions libres s'en vont disant que c'est le mariage qui crée de toute nécessité ces désordres, tandis que c'est le mariage qu'ils devraient proposer pour y remédier. Nous avons déjà montré que si ces désordres existaient, c'est que le mariage n'était pas pratiqué d'une manière assez générale, et nous avons, chemin faisant (tâche qui est loin d'être achevée), relevé les causes diverses qui font obstacle à cette généralisation. A

défaut de démonstration, l'embarras dans lequel se reconnaissent les défenseurs de l'union libre devant la question des enfants naturels, des enfants abandonnés, etc... prouverait assez contre leur système. A côté d'eux, tous les esprits qui veulent apporter des soulagements, des atténuations aux effets rigoureux qui résultent nécessairement de la constitution morale du mariage, se placent visiblement dans la même impasse. Au lieu de porter leurs efforts dans les principes et à la base même de l'institution sociale, au lieu de s'attaquer au problème de la misère, de la prostitution, de l'éducation morale tout entière à refaire, ils perdent leur temps à discuter sur les tours et sur la recherche de la paternité. Ni les tours rétablis, ni la recherche de la paternité admise, n'avanceraient d'un pas la solution du problème. Le rétablissement des tours aurait des effets salutaires, sans diminuer le nombre des enfants abandonnés, à quoi surtout l'on veut viser. La recherche de la paternité, tout en rendant quelques pères à leurs enfants, à moins que la loi ne fit violence aux personnes, ne diminuerait pas la prostitution, ni le nombre des enfants naturels, bien que reconnus. Nous n'avons qu'à jeter les yeux sur l'Angleterre. Mais je ne veux point équivoquer.

Je commence par déclarer que le rétablissement des tours serait bien, que la recherche de la pa-

ternité serait bien ; mais cette franchise qui ne coûte rien à celui qui admet tous les droits, tous les soulagements aux maux sociaux et en général tout ce qui est juste, même ce qui semble impraticable, ne m'empêche pas de rappeler que le mal est ailleurs et autre le remède. Pourquoi n'est-il pas clair à tous les esprits que ce qui est juste est seul praticable et qu'ainsi le mariage est seul juste ? Abstractivement, dans le mariage la paternité est de fait : il n'est pas besoin de la rechercher, cela est juste, simple, naturel. Hors le mariage, la paternité est insaisissable et vous voulez qu'il soit juste de la rechercher alors que cela est impraticable ? Là encore la nature des choses donne raison au mariage en condamnant aux ténèbres les théories et le monde qui s'agitent en dehors de lui.

Qui n'a pas dit son mot sur une question où il est si facile de s'abandonner à des sentiments d'humanité que je partage, et si difficile de découvrir quelque solution qui ne soit la ruine de l'institution du mariage ou sa confirmation absolue ? — Oui, il y a des misérables qui abandonnent leur enfant avec la femme de qui ils le tiennent. Ils se sont rendus méprisables, coupables devant la morale, j'en suis d'accord. Mais coupables devant la loi qui réprime ? qui le soutiendrait ? Irez-vous jusqu'à les punir dans leur personne comme vous les puniriez dans leurs

biens ? Si vous réclamez des peines, des condamnations, vous serez entraîné à des sévérités que vous réprouvez à l'avance. Pourtant il faut choisir : car en matière de pénalité, il n'y a de limite que dans la gravité qu'attache au délit la croyance morale ou religieuse du législateur. Pourquoi ne réclamerai-je pas, dès lors, une pénalité contre les célibataires, une autre contre les gens qui vivent en concubinage, une autre contre ceux qui viennent en présentant leurs enfants dans leurs bras, fatiguer la justice et corrompre ses oreilles ? — Est-ce qu'en me plaçant au point de vue rigoureux, exclusif, intolérant, sectaire de la morale du mariage, ma réclamation ne serait pas justifiée ? — Vous voulez des punitions contre les inhumains, les lâches, les parjures dans une matière où la certitude manquera toujours, et pour des faits si intimes, si personnels, que je me demande jusqu'à quel point il est bien-séant que vous interveniez. Vous les demandez au nom de l'humanité sans doute, au nom de la morale. Vous voulez donner du cœur à ceux qui n'en ont point et faire la leçon aux hommes par l'éducation du châtiment : et je n'aurais pas, au même titre, le droit de punir ceux qui échappent à ma loi qui est le mariage ? Mais lequel serait le moins raisonnable de nous ?

Cependant il faut vivre en société et, s'il est bon

et charitable de multiplier entre soi les concessions, il faut soutenir son droit et n'y souffrir aucune atteinte. — Dans ces termes, la question devient celle-ci : L'enfant abandonné a-t-il un droit ? Oui, certainement, si la preuve peut être acquise. Car de même que je reconnais à l'enfant un droit sur la fortune de son père dans la famille, l'humanité me commande de lui reconnaître le même droit hors la famille. Le droit sur la fortune du père, c'est le moyen pour l'enfant de vivre et de se développer. Qui le législateur protégerait-il s'il ne protégeait l'enfant ? — La femme ? — On peut supposer qu'elle a agi de plein gré, avec connaissance entière, bien que le cas soit très-rare ; mais l'enfant ? — Seulement, pour donner un père à l'enfant abandonné, il faut prouver le père, pour ainsi dire : et c'est là que s'accuse l'impuissance de nos moyens. Les auteurs de notre code civil l'ont bien senti, et lorsqu'ils ont écrit : « ... Dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être, sur la demande des parties intéressées, déclaré père de l'enfant. » (Code civil, art. 340) : nos législateurs ont été admirables de sagesse. Car, avec une pénétration de raison qu'on ne retrouve dans la législation d'aucun peuple moderne, ils ont précisé le seul cas où la paternité portât sa preuve écrite dans le fait même. Mais ils

n'ont pas admis la recherche de la paternité. Aux yeux du philosophe, la question est indifférente. Car autoriser la recherche de la paternité, en vérité, c'est la même chose qu'autoriser le dépouillement des hiéroglyphes. Néanmoins, il est bon que le champ des investigations de la justice demeure toujours aussi libre que celui des investigations scientifiques, et je n'aurais pas interdit la recherche de la paternité, d'autant moins qu'elle est presque dans tous les cas impossible à prouver, dès lors que la polyandrie qui résulte de la prostitution permet de mettre en avant, pour un seul enfant, la paternité putative de plusieurs hommes.

Il est toutefois telle circonstance, je le reconnais, où la paternité peut être établie d'une manière plus approximative. Lorsqu'un homme vit notoirement en concubinage avec une femme, qu'ils cohabitent depuis plus d'une année, que les présomptions de fidélité de la part de la femme s'appuient sur des témoignages certains ; il y a neuf raisons, sur dix, de croire la paternité démontrée. — Mais il ne manque à l'union d'un homme et d'une femme, dans ces conditions, qu'un titre légal pour que les obligations naturelles qui découlent d'une pareille situation soient imposées de droit et l'union valable aux yeux de la justice. On comprend, ici, comment Auguste fut conduit à faire du concubinat une sorte de mariage

d'un ordre inférieur mais légal, et comment Proudhon ait pu redemander qu'un titre émanant de la loi fût décerné au concubinat pour simplifier l'action de la justice, relever l'homme et la femme aux yeux de la société et remettre en honneur le mariage, toujours supérieur par le rang que lui aurait conservé l'estime des hommes.

Sauf cette circonstance, quelle sorte de preuve peut être admise? Les juges prononceront-ils sur le serment de la femme tout simplement, comme en Angleterre, ou bien sur le serment et sur une conversation en public, comme en Suisse (1)? — Condamneront-ils à une indemnité? ce qui serait raisonnable; ou à épouser? ce qui ne le serait plus, comme nous l'avons montré; puisque le législateur ferait de la victime du séducteur, la victime aussi du mari. Le cas de séduction est grave. Mais là encore les preuves manquent. Cependant les lois sont souvent dépassées par la moralité publique, et la recherche de la paternité paraît admise aujourd'hui par le sentiment moral commun. J'en donnerai pour preuve un certain nombre de jugements rendus contre des séducteurs malgré l'article 340. (Riom, 11 juillet 1818. — Caen, 6 juin 1850. — Montpel-

(1) En Saxe aussi la recherche de la paternité est permise. Le père est simplement tenu, par la loi, de nourrir l'enfant jusqu'à l'âge où il peut travailler.

ier, 10 mai 1861. — Bordeaux, 22 novembre 1852. — Douai, 3 décembre 1853. — Cassation, 24 mars 1845. — Paris, décembre 1860. — (Voyez la *Gazette des tribunaux* du 28 décembre 1860) (1).

II

Pour les enfants incestueux ou adultérins, je comprends toute la valeur de l'article 335 du Code civil qui en interdit la reconnaissance, et je ne consentirai pas à admettre en leur faveur la recherche de la paternité. Car ici, il y va de l'honneur de l'institution du mariage, de l'honneur des familles, de la pudeur sociale; et en vérité, je le demande à tous les hommes de cœur, y a-t-il une loi possible contre

(1) Il y a chaque année des affaires de cette nature terminées par jugement. Le compte général de l'Administration de la justice civile (1867), signale deux affaires de reconnaissance d'enfant naturel et deux affaires de reconnaissance de recherche de la maternité terminées par jugement.

Le petit nombre des affaires relatives à la reconnaissance d'enfants naturels s'explique par l'interdiction même de la loi. Celui des affaires relatives à la recherche de la maternité, qu'ici le hasard a rendu le même, tend au contraire à prouver l'excellence de la loi qui admet la recherche de la maternité. (Code civil, art. 341.) Le législateur avait bien pensé des mères. Il savait que peu de mères abandonnent leur enfant à moins qu'elles ne soient misérables ou inhumaines; et comme la maternité peut tous jours se prouver, il était juste de permettre à l'enfant de rechercher sa mère comme l'oiseau recherche l'aile qui l'a couvé et qui doit l'abriter. La recherche de la maternité se défend d'elle-même, et il n'est pas besoin de la soutenir quand personne ne songe à la contester.

de si flagrantes turpitudes et de si indignes lâchetés? Et détruirait-on, par un châtement, ce que la conscience ne sait plus flétrir, ni reprocher? Avec les tours et la recherche de la paternité pour les enfants naturels, c'est assez de concessions pour que la prostitution s'entretienne encore longtemps. — Pour les enfants incestueux et adultérins, ou l'abandon avec les tours, ou la famille avec la honte secrète! C'est tout ce que peut la société. Elle laisse, il est vrai, d'innocentes victimes sur le champ de misère où elle combat pour son honneur, sa force et sa durée : mais qu'y ferait la loi? Rien. Les hommes seuls y peuvent tout : et les hommes se font par l'éducation.

III

Je n'essaierai point non plus d'échapper à la difficulté que soulève la question du droit des enfants naturels sur les biens de leurs père et mère. Je dirai mon opinion en quelques mots.

Une école plus sentimentale que philosophique, plus charitable que juste, voudrait assurer aux enfants naturels, dans la succession de leurs parents, les mêmes droits que possèdent les enfants légitimes. On pourrait répliquer d'un mot aux adeptes de cette école : Que faites-vous du mariage? Que faites-vous de la famille? — Et cette réplique serait sans ré-

ponse. Car le premier intérêt qui soutient les institutions sociales est un intérêt de justice. — Or, il n'est pas juste que l'enfant né en dehors du mariage compte comme s'il était né du mariage et rentre tout à coup dans la famille dont il n'a jamais fait partie. Cela n'est pas juste; cela n'est pas même sensé. Comment, voici un enfant né en dehors de la famille, élevé en dehors d'elle, sans rapport avec ses frères, enfants légitimes, avec la femme de son père, épouse légitime : et le jour où son père mourra il viendrait s'asseoir au foyer, qui lui est resté fermé jusque-là, pour y recueillir une part de fortune ? La mère de ses frères, qui n'est pas la sienne, aurait mis des biens en commun pour les voir partager, un jour, par un enfant qui ne peut être pour elle qu'un étranger ? — Ou ne faites point de différence entre les enfants naturels et les enfants légitimes, ou conservez dans la suite des différences que vous aurez établies la même mesure de justice qui vous aura conduit à les faire.

L'enfant naturel reconnu a été traité avec justice par notre législation. Il a droit à des aliments : il a droit à une part de la succession de ses père ou mère. La loi n'a point établi en sa faveur un droit de réserve ; mais par l'article 757 (Code c.) il profite du bénéfice de la réserve (art. 913, Code c.) puisqu'il hérite, dans le cas le plus défavorable, du tiers de la

portion qu'il aurait eue s'il eût été légitime (art. 757, Code c.). Il hérite de la totalité des biens lorsque ses père ou mère ne laissent pas de parents au degré successible (art. 758, Code c.). Ajoutez que la jurisprudence, à défaut du texte de la loi, a consacré pour l'enfant naturel, dans la succession de ses père ou mère, un véritable droit de réserve (Cassat. 26 juin 1809. — Cassat. 29 juin 1857...) (1) : et, dites-moi, de bonne foi, si le législateur pouvait se montrer plus juste et plus charitable envers l'enfant naturel, sans violer les droits de la famille et du mariage et sans porter à ces institutions, qui sont le fondement de la société, un coup qui eût été mortel ?

Quant aux enfants incestueux et adultérins, les mêmes raisons qui nous ont fait accepter les articles 331, 335 et 342 du Code civil justifient les articles 762 à 765 et nous rallient à eux. Ces raisons nous font repousser l'assimilation que la Révolution voulait faire, par l'organe de Cambacérès, entre les enfants légitimes et les enfants adultérins, allant, en cela, plus loin que le décret du 12 brumaire an II qui avait précédemment proclamé l'identité des droits des enfants légitimes et des enfants naturels sur les biens de leurs parents.

(1) Devilleneuve et Carette, *Recueil général des lois et arrêts*. — Treilhard, *Exposé des motifs du titre des successions*. (Discussion du Code civil.) — Frédéric Mourlon, *Répétitions écrites sur le 2^e examen du Code Napoléon*, chap. III, sect. I, § 7.

CHAPITRE V

DE LA LÉGITIMATION PAR MARIAGE SUBSÉQUENT.
SITUATION MORALE DES ENFANTS NATURELS. — DES PENSIONS
ALIMENTAIRES

I

A part la reconnaissance, la loi offre encore à l'homme un moyen, le plus radical, de régulariser la naissance de l'enfant dont il se reconnaît le père : c'est la légitimation par mariage subséquent (Code civil. — Art. 331 à 333).

Le nombre des mariages par lesquels des enfants naturels ont été légitimés est plus grand que ne permettraient de le supposer les chiffres que j'ai fait connaître précédemment.

Sur 10,000 mariages, la proportion des mariages légitimant des enfants naturels a été, pour le département de la Seine, de 973 mariages, et pour les autres départements de 274. Le département de la Seine, à

lui seul, légitime donc près de quatre fois autant de naissances que tous les autres départements de France réunis. — Tandis que le nombre des mariages subséquents représente dans le département de la Seine le dixième du chiffre total des mariages, ce nombre ne représente pas, dans le reste de la France, le trentième du même chiffre (1). — Lorsqu'on compare ce résultat à celui que donnaient tout à l'heure les naissances et les reconnaissances d'enfants naturels (pages 101 et suivantes), il semble que les habitants des campagnes bornent l'accomplissement de leur devoir à la reconnaissance de leurs enfants naturels. Comme pour se mettre en paix avec leur conscience, ils font l'indispensable et non le mieux.

La population du département de la Seine et celle de Paris en particulier, qui ne reconnaît qu'un très-petit nombre d'enfants naturels, en légitime le plus grand nombre par mariage subséquent : rachetant ainsi, de la manière la plus généreuse et la plus juste, les premiers entraînements de l'amour. Faut-il l'attribuer à l'esprit d'indépendance et aux sentiments chevaleresques de cette population voltairienne? — De 1847 à 1851, le nombre des enfants naturels légitimés par le mariage subséquent à

(1) *Statistique de la France*, par Maurice Block. 1851.

Paris, par année, a varié entre 1,277 et 1,333 enfants. — En 1849, ce nombre était pour Paris de 1,274, et pour le département de la Seine de 1,629 (1).

En permettant la légitimation par mariage subséquent, la loi a manifestement prouvé qu'elle ne prétendait refuser aucun moyen à l'homme consciencieux qui veut du même coup élever sa concubine au rang d'épouse et donner un nom à ses enfants. Ce moyen est tellement simple, tellement honnête et juste que chacun y aurait recours, si la prostitution ou le concubinage était le fruit de l'amour et de l'entraînement de la jeunesse plutôt que celui de la sensualité et de l'avilissement des caractères. C'est une disposition très-sage que la légitimation ne puisse avoir lieu que par le mariage ; d'abord parce que différemment le mariage serait détruit dès l'instant qu'un autre moyen légal permettrait au père de pouvoir constituer une famille avec des enfants sans mère, et ce moyen ne m'inquiète guère : car qui se flatterait de le découvrir ? En second lieu, parce que la reconnaissance simple ne suffit plus dès que la légitimation est possible et que cette possibilité est, pour la conscience du père, la plus forte sollicitation au mariage. Sous ce rapport, l'effet de la loi a été particulièrement heureux, puisque la statistique vient de

(1) Voir : Recherches statistiques sur la ville de Paris et le département de la Seine. 1849.

nous le prouver : un plus grand nombre de mariages a eu lieu et aussi un plus grand nombre d'enfants déclassés se sont retrouvés maîtres d'eux et du monde que le préjugé aurait soustrait à leur action.

II

Cependant, il est des cas où le défaut d'un moyen de légitimation autre que le mariage subséquent peut se faire sentir comme une injustice de la loi ou un oubli du législateur. Quand par exemple la mère de l'enfant naturel est morte, quel moyen reste-t-il au père pour légitimer son enfant? Il peut l'adopter; c'est une pratique contre laquelle nos lois ne possèdent point d'obstacles. Mais la question s'il est conforme à l'esprit et à la lettre de notre Code civil qu'un enfant naturel puisse être adopté, théoriquement, n'est point décidée.

On peut supposer d'autres cas du même ordre. Celui qui présente le plus de gravité est peut-être quand le père et la mère de l'enfant naturel se trouvent dans le rapport de parenté prévu par l'article 161. Je ne dirai point qu'en autorisant la légitimation par le mariage subséquent soit du beau-frère avec la belle-sœur, soit du neveu avec la tante, la loi consacrera l'inceste. Car, comme on le verra

plus loin, les rapports du frère avec la sœur, du père avec la fille, du fils avec la mère, portent seuls à nos yeux, au point de vue du droit naturel, le caractère de l'inceste. Les rapports sexuels entre beau-frère et belle-sœur, ou entre oncle et nièce, sont adultérins si l'un ou l'autre est marié et simplement scandaleux s'ils sont libres. Dès lors, le plus honnête moyen de faire cesser le scandale est le mariage ; et j'admets, dans ce cas, la légitimation par mariage subséquent, parce que le père et la mère étant libres, l'enfant ne peut être adultérin et qu'il y a plus de moralité dans un tel mariage qu'il n'y a d'immoralité dans le fait de rapports sexuels entre parents à ce degré : la loi me semblant devoir offrir au mariage autant de facilités qu'elle peut qui ne blessent point la morale. Par les mêmes raisons, je n'admettrais, à aucun égard, la légitimation par mariage subséquent d'un enfant né du commerce adultérin d'un beau-frère, par exemple, avec sa belle-sœur, devenue veuve, lorsque la naissance de cet enfant se rapporterait aux circonstances prévues par les articles 312 et suivants (C. C.). Ce cas tomberait sous l'application de l'article 335 (C. C.) qui interdit la reconnaissance des enfants incestueux ou adultérins et de la partie de l'article 331 qui interdit, à plus forte raison, la légitimation de ces enfants par mariage subséquent. C'est la loi même et

les tribunaux en ont toujours consacré la lettre et l'esprit.

Mais à l'égard des enfants nés du commerce du beau-frère avec la belle-sœur, lequel est considéré par la loi comme incestueux, la Cour de cassation a rendu un arrêt dont la doctrine tend à établir que la dispense accordée par le chef de l'État, pour le mariage entre beau-frère et belle-sœur, efface le caractère de l'inceste. Il est écrit, en substance, dans cet arrêt « ... qu'il ne faut pas exagérer les conséquences de l'article 334 qui ne comprend les mots « autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin que pour être mis en harmonie avec l'article 334 » ... « Qu'on objecte en vain les termes de l'article 335, puisque ce n'est pas au fruit de l'inceste, mais d'une union purgée, par l'effet des dispenses, de son vice originel, que la reconnaissance et la légitimation profitent... » (Cassat. civ. 22 janvier 1867.) (1). — J'avais donc raison en établissant des distinctions, particulièrement à l'égard de l'inceste, d'autant que la jurisprudence de la Cour de cassation les a consacrées. Et dès lors que l'effet des dispenses peut effacer le caractère de l'inceste, où est l'inceste? Et pourquoi des dispenses, à moins qu'on ne les conserve dans la loi comme un moyen de rendre à volonté telle ou telle union incestueuse?

(1) Devilleneuve et Carette, *Recueil général des lois et arrêts*.

En résumé, nous souhaiterions de voir établi, pour certains cas, un moyen de légitimation autre que le mariage subséquent. Qu'on accorde au père la faculté de légitimer un enfant par testament, comme cela a été déjà proposé. Quelque imparfait que soit ce moyen, le principe aura été reconnu. Et nous demandons avant toutes choses qu'il le soit *pour les cas que nous venons d'examiner.*

III

Si la légitimation par le mariage subséquent redresse, bien que dans une faible proportion, les effets de la prostitution, la naissance même des enfants naturels devient un obstacle au plus grand nombre des mariages. On a remarqué que peu d'enfants naturels se mariaient, soit que la société, souvent pleine de préjugés contre eux, étouffe de bonne heure dans leur cœur le sens matrimonial, soit qu'une loi du sang semble leur imposer la même condition qu'à leur mère. — Ainsi la prostitution qui ravit au mariage une très-grande partie de la population, ajoute encore au nombre des célibataires par les enfants naturels.

Il faut cependant décharger l'honneur des enfants naturels d'une supposition injuste. On croit généralement qu'à raison de l'abandon de leurs

parents et des difficultés qu'ils rencontrent dans la société, les enfants naturels se trouvent en majorité parmi les criminels. Loin de là, la proportion des enfants naturels parmi les criminels est extrêmement faible. Tandis que le rapport entre le nombre des enfants naturels et celui des enfants légitimes donne 12 %, le rapport entre le nombre des criminels enfants naturels et les autres accusés donne à peine 3 % (1). — La prostitution elle-même n'est point aussi criminelle qu'on pourrait croire. — Ce n'est assurément pas elle qui favorise les attentats à la pudeur et les viols. Elle serait plutôt faite pour en diminuer le nombre sinon pour y mettre obstacle tout à fait. Sur 828 crimes, on suppose que 51 sont commis par suite de concubinage et de débauche. Les dissensions domestiques et les querelles à l'intérieur des ménages en causeraient un bien plus grand nombre : 147, suivant la même statistique de l'administration de la justice, ce qui ne prouve rien contre le mariage mais tout contre les maris. Le mariage demande une éducation. . .

(1) Sur 4,607 accusés, 157 étaient enfants naturels. D'autre part, 62 hommes et 106 femmes accusés avaient eu des enfants naturels et avaient vécu en concubinage (*).

Je ferai remarquer que pour tous les autres cas, les hommes sont en majorité et qu'ici ce sont les femmes.

(*) Voir Compte général de l'administration de la justice criminelle en France. 1867.

L'avortement et l'infanticide, voilà bien les crimes ordinaires de la prostitution. Il y a certainement plus d'avortements que d'infanticides; mais les avortements échappent plus facilement à la justice. — Pour 55 femmes accusées d'avortement, 199 sont accusées d'infanticide: et tandis que sur les 55 premières, 33 sont acquittées, sur les 199 accusées d'infanticide, 43 seulement sont acquittées. Que la prostitution conduite à l'infanticide, c'est une conséquence qui s'explique. Mais que les passions abritées, tempérées, satisfaites, trouvent encore le chemin du crime, au sein même des familles: qui le croirait si les chiffres n'étaient là pour le prouver?

Sur ces 156 femmes condamnées pour infanticide, une d'entre elles, mère légitime, avait tué son enfant pour se soustraire à l'obligation de l'élever, dix autres, épouses adultères, avaient étouffé le reproche vivant de leur faute et deux autres encore jeunes, filles flétries avant leur mariage, avaient cru échapper par le crime à la juste vengeance de leurs maris (1)!

(1) Nous le mettons en note, car cela est, en vérité, trop honteux et trop triste à dire: nous avons l'assurance que ces 156 femmes condamnées pour infanticide ne représentent pas le vingtième, le trentième peut-être pas, des mères qui étouffent leurs enfants. Leur moyen ordinaire n'est point la violence; mais par une ruse inhumaine qui déguise le crime de tous les dehors de la tendresse maternelle, en donnant le sein à leurs enfants, ces misérables semblent les presser avec amour tandis qu'elles les étouffent à petit feu en fermant

Mais il y a encore pour notre société un plus grand sujet de honte : 15 hommes et 207 femmes ont été impliqués dans les crimes d'infanticide ; 10 hommes et 45 femmes dans les crimes d'avortement. — Contrairement, 5 femmes se sont rendues coupables de viols et d'attentats sur des enfants au-dessous de 15 ans, et 818 hommes ont commis les mêmes crimes !

Si j'insiste sur ces chiffres, qui se rapportent cependant à mon sujet, c'est pour mieux montrer que la prostitution est très-loin d'être la plus grande source des crimes ; qu'à côté, au-dessous et aussi au-dessus d'elle, il y a des coupables. Pour que l'homme, qui doit être le courage et la générosité, non-seulement s'oublie jusqu'au viol, mais trempe aussi les mains dans l'infanticide et l'avortement, pour que la femme, qui doit être la pudeur et la grâce vertueuse, se dégrade et se méconnaisse jusqu'à tuer la pudeur chez l'enfance par la violence, il faut que cette société soit rongée par un mal pire que la prostitution qui ne peut être elle-même qu'un effet.

leur bouche à l'air et aux cris. Cela dure huit jours, dix jours. La mère pleure ; la voilà si malheureuse ! quitte l'hôpital et tout est fait. Tous les jours, dans nos hôpitaux, il y a des mères qui tuent ainsi leurs enfants ; et l'impunité leur est assurée. Ce sont les infanticides scandaleux, commis par des mains inhabiles, sans expérience, avec éclat, à la face de tout le monde, qui seuls arrivent en justice. Les cours d'assises condamnent 156 malheureuses malhabiles autant qu'inhumaines : et il existe peut-être plus de quatre mille coupables et plus de quatre mille victimes !

IV

Si ce peut être une preuve de la moralité des parents à l'égard de leurs enfants et des conjoints entre eux que le petit nombre des demandes de pensions alimentaires portées devant les tribunaux, nous devons faire connaître le chiffre total de ces affaires qui a été de 1,364 pour une même année.

Nous n'avons rien à dire contre le principe des pensions alimentaires. Loin de prétendre réduire le nombre des cas qui y obligent, nous souhaiterions que la loi étendît l'obligation des pensions alimentaires en ligne collatérale, aux frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, et jusqu'aux domestiques dans la proportion convenable. Car pour accorder nos mœurs avec les institutions nouvelles, je ne vois plus de place pour les domestiques, dans la famille, qu'entre une condition servile dont la dégradation entretient dans leur cœur, avec le sentiment de la révolte, la moquerie et la haine, et une condition d'égalité morale et de droits établis qui rende au serviteur l'estime de soi-même et de celui qu'il sert. Pour cela, la pension alimentaire accordée aux domestiques après un temps de service déterminé sera un auxiliaire ; le reste est affaire d'éducation et le maître tient l'é-

ducation du domestique en son pouvoir par la politesse du langage et l'intelligence des ordres.

Sur 1,364 pensions alimentaires : 1,131 ont été demandées par des ascendants, 131 par des conjoints, 102 seulement par des descendants (1). Quelle conséquence peut-on tirer de ces chiffres si ce n'est qu'il y a fort peu de parents et de conjoints qui se soustraient à leurs devoirs et que la loi en imposant l'obligation de la pension alimentaire s'est trouvée d'accord avec les inspirations du cœur humain ?

Notre code pourrait imiter les dispositions très-humaines que contenaient l'ancien code des Deux-Siciles et celui de Sardaigne. Nous retrouvons ces dispositions dans le code civil italien. « L'obligation alimentaire incombe à l'époux, aux descendants, aux ascendants, au gendre et à la belle-fille, au beau-père, à la belle-mère, enfin aux frères et aux sœurs... » (Code Italien. — Titre V, sect II, art 142) (2). — Bien que cette obligation demeure subordonnée, pour les frères et sœurs, à la condition qu'ils soient infirmes ou dans l'impossibilité de gagner leur vie, nous souhaiterions vivement de voir les articles 205 et 206 de notre Code civil modifiés et étendus dans le sens des principes contenus dans les articles 139 à 146 du code italien.

(1) *Compte général de l'administration de la justice civile en France. 1867.*

(2) Th. Hue, *Le Code civil italien et le Code Napoléon.*

CHAPITRE VI

INFLUENCE DE L'ESCLAVAGE ET DE LA MISÈRE SUR LE MARIAGE

I

Parmi les causes qui influent sur le mariage, il en est de plus profondes que celles que nous venons d'examiner. Pour les découvrir, il est nécessaire de pénétrer plus avant dans le dédale de nos mœurs, de nos lois et particulièrement des conditions pathologiques et sociales de la vie humaine.

L'esclavage, la misère, le célibat forcé, les appétits de tout ordre, l'égoïsme, la dot, le malthusianisme, l'infécondité des mariages, les infirmités et les maladies du corps sont des causes qui agissent sur les mariages, sur leur nombre, sur la manière dont ils sont pratiqués, sur l'accord du mari avec la femme à l'intérieur des ménages, sur l'adultère et, en général, sur la moralité publique autant qu'agissent les causes

déjà reconnues et que pourraient faire celles qui prennent leurs effets dans les défauts de notre législation et les égarements de notre littérature (1).

II

La misère est un véritable esclavage. Aussi elle empêche autant de mariages qu'elle crée de prosti-

(1) Il est encore d'autres causes qui influent sur le nombre des mariages.

1° La proportion des adultes de 20 à 30 ans. Nous avons vu précédemment que les hommes de cet âge se mariaient en plus grand nombre.

2° Les décès, qui diminuent de fait la population, et nécessairement le nombre des adultes de 20 à 30 ans.

3° Les armées permanentes, dont l'action est plus dissolvante que la mort, désorganise le mariage, accroît la prostitution et entretient la misère.

4° Les épidémies, qui suppriment la misère par la mort.

5° Les révolutions, qui jettent toujours quelques troubles dans les rapports sociaux.

6° Enfin la cherté des vivres est une cause très-influente sur la proportion des mariages. Ainsi pendant l'année 1847 qui a été une année de cherté, le nombre des mariages est tombé en France du chiffre de 270,633, en 1846 à celui de 249,797. En Angleterre, même résultat pour les mêmes années; le nombre des mariages est tombé de 145,664 à 135,845 : soit, en somme, 7 à 8 0/0 de diminution dans le nombre des mariages.

Ainsi la justice a établi l'accord le plus harmonieux entre la prospérité et la paix publiques et le nombre de mariages. N'aurions-nous pas le droit d'en faire un argument de plus en faveur de la moralité du mariage ?

N. B. Nous énumérons ces causes en note, sans y insister, parce qu'elles se trouvent déjà développées dans plusieurs ouvrages, notamment dans la *Statistique de la France*, de Maurice Block.

tuées. Si l'on ne croit pas à l'effet de la misère, qu'on recherche celui de l'esclavage. Ouvrons le livre de M. Cochin. — Parlant de nos colonies, et s'appuyant sur le témoignage de M. de Broglie, ce philanthrope affirme que les esclaves, jusqu'en 1840, vivaient dans le concubinage le plus effréné. — De 1838 à 1847, il y eut 6,175 mariages parmi la population libre et 1,854 parmi la population esclave. La raison, dit M. Cochin, qui cite ici M. de Tocqueville? « C'est qu'un homme ne se marie point quand il est dans sa condition de ne pouvoir jamais exercer l'autorité conjugale, quand ses fils doivent naître ses égaux et qu'ils sont irrévocablement destinés aux mêmes misères que leur père... » (1).

L'émancipation étant venue, le bien-être à sa suite, tout changea : « 40,000 mariages, 20,000 enfants légitimés, 30,000 enfants reconnus : tel fut le beau présent offert en moins de dix ans à la société coloniale par l'émancipation » (2).

Ce sont là de bons résultats à noter et je les crois tout à fait propres à convaincre de la moralité du mariage. Ces résultats sont loin d'être isolés et les faits observés par un autre philanthrope, M. Villermé, corroborent parfaitement les premiers. Dans certains

(1) A. de Tocqueville, *Rapport sur la proposition de M. de Tracy*. 1840.

(2) Augustin Cochin, *De l'abolition de l'esclavage*.

centres ouvriers, la prostitution ne s'explique que par l'interdiction des mariages, effet d'une loi plus inhumaine que prévoyante. « Dans la haute Alsace, il y a beaucoup d'unions concubinaires qui ne résultent ni du libertinage ni de l'immoralité. Les conjoints sont de pauvres émigrés suisses ou allemands qui ne peuvent pas se marier sans une autorisation de leur gouvernement ou des magistrats de leur paroisse ; et cette autorisation ne s'accorde jamais aux indigents. A Mulhouse plus qu'ailleurs, on voit un grand nombre de ces unions que la loi n'a point sanctionnées et parmi ceux qui les ont formées, on en trouve beaucoup dont la conduite est, d'ailleurs, irréprochable. Enfin, ce qui n'a lieu peut-être dans aucune grande ville manufacturière, beaucoup plus de la moitié des enfants légitimes y sont reconnus par les pères au moment de la naissance (1). »

Dans diverses parties de l'Allemagne et de la Suisse, les pauvres ne peuvent se marier que sur l'autorisation des magistrats et lorsqu'ils ont remboursé les avances d'assistance qu'on leur a faites. A Fribourg, à Saint-Gall, à Berne, dans l'Unterwald, les époux doivent verser une certaine somme dans la caisse des pauvres. A Fribourg en Brisghau et à Francfort-sur-le-Mein, ils doivent prouver des moyens de subsis-

(1) Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les fabriques*.

tance ; en Thurgovie, ils doivent posséder 300 florins. A Fribourg en Brisghau, on compte trois générations sans mariages et l'on peut voir des maisons, dans lesquelles vivent réunis plusieurs enfants, qui ont la même mère et des pères différents. A Furth, à Erlangen, à Schwabach, les enfants naturels sont en même nombre que les enfants légitimes : et les malheureux, épargnant les frais du mariage, passent leur vie dans un concubinage désordonné (1).

Selon M. Frégier, deux causes principales font obstacle aux mariages des ouvriers : 1° l'exemple des compagnons qui vivent dans le concubinage ; 2° le défaut d'argent pour se procurer les papiers exigés par l'autorité, payer les frais d'église et autres (2). Cette dernière cause est celle qui empêche le plus de mariages. Comme pour les malheureux suisses et allemands, cette sorte d'impôt forcé, prélevé sur la caisse du pauvre couple qui entre en ménage, éloigne du mariage beaucoup d'ouvriers à qui le concubinage est devenu la plus commode habitude. Je me demande toutefois si ceux qui n'ont pu épargner suffisamment pour acquitter ces frais sont les mieux faits pour entrer en ménage. — Je veux bien que le moins d'obstacles

(1) Naville, *De la charité légale*. (Cité par M. Villermé.)

(2) Frégier, *Les classes dangereuses de la population dans les grandes villes*. (Cité par M. Villermé.)

que possible soient apportés au mariage et je repousse particulièrement les théories qui interdisent la misère comme une indigne. Mais je veux aussi que l'homme ait le courage de vivre seul tant qu'il sent qu'il ne gagne pas assez pour vivre à deux, à trois, à quatre... Je veux qu'il ait cette force et cette conscience. Pour lui aider, répandons plus de bien-être et que les frais exigés par l'autorité soient la plus faible des dépenses du nouveau ménage.

Les mariages précoces ont lieu surtout parmi les ouvriers du midi de la France et ceux qui observent la chasteté. La prospérité industrielle est une cause active de la multiplication du nombre des mariages; et la population s'accroît en général beaucoup plus dans les centres industriels qu'ailleurs. Au contraire, les crises, comme nous l'avons vu, diminuent le nombre des mariages. — Enfin, les ouvriers indigents ont presque toujours plus d'enfants naturels et craignent moins que les autres de les reconnaître (1).

(1) Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les fabriques*. — « Le rapport moyen des mariages aux naissances légitimes est en France comme 1 à 3,89; celui des mariages aux naissances totales comme 1 à 4,24; celui des naissances illégitimes aux naissances légitimes comme 1 à 9,25. » Ibid. 1840.

CHAPITRE VII

DU CÉLIBAT FORCÉ DES RELIGIEUX ET DES RELIGIEUSES

I

En énumérant les causes qui, comme l'esclavage, font obstacle au plus grand nombre des mariages, je dois au moins citer le célibat forcé des religieux et des religieuses.

La statistique générale de la France compte 234,348 membres du clergé des divers cultes, dont les quatre cinquièmes doivent être catholiques puisque, sur plus de 38,000,000 d'habitants, on compte seulement 846,619 protestants et 89,048 israélites et que le chiffre de 234,348 est composé de 147,489 femmes qui ne peuvent être attribuées ni aux protestants ni aux israélites ; ni les uns ni les autres ne possédant, que je sache, d'ordres de religieuses.

Voilà donc 200,000 personnes, hommes et femmes, en majorité, à qui le célibat est imposé ! Voilà le mariage frustré de 200,000 couples ; la population frustrée d'au moins 400,000 enfants, qui eux-mêmes se seraient reproduits ! Mais un peu moins de mariages et d'enfants ne serait rien, si le célibat forcé n'avait d'autres conséquences au point de vue de la morale. Il n'est pas besoin d'insister beaucoup pour démontrer d'une manière générale le danger dont les célibataires menacent la moralité publique. « Je soutiens, disait Mirabeau, qui ne voulait pas entendre parler de l'ouverture des cloîtres avant que les religieux eussent le droit de se marier, je soutiens, « que ce serait aux dépens de l'ordre public que les religieux rentreraient dans la société, si vous ne leviez pas le dernier obstacle qui les empêche de s'unir à elle par toute espèce de pacte honnête et légitime. »

« Représentez-vous des milliers de religieux sortis en peu de temps des cloîtres, répandus soudain dans le monde ; considérez que cette foule de célibataires, dont beaucoup sont jeunes ou dans la force de l'âge, vont être frappés de mille objets nouveaux, en proie à mille tentations qu'ils n'ont point été appelés à combattre. N'est-il pas à craindre que l'on ne voie paraître au grand jour plus de désordres éclatants que la malignité même n'en a peints de

cachés au fond des cloîtres? — Quoi! le célibat que les législateurs ont tous réprouvé comme un symptôme et une source de corruption, comme un signe de décadence des mœurs sociales, vous le regarderiez, prêtres, comme un état d'excellence et de sainteté? — Ah! soyez seulement parfaits comme les Apôtres, comme saint Pierre, comme les premiers évêques : devenez comme eux « *mari d'une seule femme.* » C'est toute la perfection que le ciel et la terre vous demandent (1). »

C'est aussi tout ce que vous demande la statistique, tirée de l'exposé de la situation de l'empire, et que voici : « Pendant une période de trente mois, du 1^{er} janvier 1861 au 1^{er} juillet 1863, les maîtres des 34,873 écoles publiques laïques ont donné lieu à 99 condamnations judiciaires dont 19 pour crimes et 80 pour délits. Dans le même espace de temps, les maîtres des 3,531 écoles publiques congréganistes ont donné lieu à 55 condamnations, dont 23 pour crimes et 32 pour délits (2). » C'est-à-dire que, proportionnellement, les écoles publiques congréganistes comptent cinq fois et demie plus de condamnations que les écoles publiques laïques, et en général douze fois plus de

(1) Extrait d'un projet de discours de Mirabeau sur le mariage des prêtres.

(2) Extrait de l'Exposé de la situation de l'Empire à l'ouverture de la session (1863-1864).

condamnations criminelles que ces mêmes écoles. Et il ne s'agit ici que des écoles publiques ! Or, il existe aussi des écoles congréganistes privées ; mais nous ne savons pas ce qui s'y passe.

II

Bien fanatique qui accuserait ces malheureux. Ils sont hommes. C'est le célibat qui les énerve, qui les corrompt, qui les avilit, qui les martyrise. Et si, comme nous le verrons, une loi morale révélée par la statistique, fait que le plus grand nombre des criminels se rencontre parmi les célibataires ; comment ces religieux, célibataires, y échapperaient-ils ? Leurs condamnations ne s'adressent pas à l'homme, mais à l'institution : et ce sont nos tribunaux qui ont infligé ces condamnations ! De qui attendre une réforme ? — De la loi ? — Est-ce que la loi peut forcer les hommes à se marier, bien qu'au point de vue social le mariage soit un devoir évident ? Mais elle peut empêcher au moins qu'une religion, qu'une église n'établisse une règle contraire à sa morale en imposant le célibat à toute une classe d'individus ? Pour cela, il faudrait que ces individus fussent citoyens tandis qu'ils sont avant tout religieux : — ils sont électeurs pour leur compte et souvent pour le compte

des autres. Mais ils ne sont point soldats. Ils forment une société qui n'est point la nôtre et qui leur crée véritablement un droit à part. « La constitution française doit donc rester si imparfaite, que sous son empire on puisse trouver encore des individus qui jouiront des bienfaits de la patrie, sans appartenir à la patrie? Qui seront protégés par les mêmes lois que les vrais citoyens, et qui seront dispensés des plus essentielles de ces lois? Qui, à la face des hommes, pourront, que dis-je, devront abjurer la qualité d'hommes; et qui, toujours stériles parmi les abeilles de la ruche politique, essaieront de réaliser une théorie que la nature combat sans cesse, que la société ne peut reconnaître sans se détruire (1)? »

III

Lorsque la loi d'un État a dit : Le mariage est bon, il est moral, j'y encourage tout le monde; il y a quelque témérité à lui répliquer : — Pour votre monde soit, mais non pour le mien. — Si la loi le souffre, il n'y a rien à dire : L'Église a raison, qu'elle soit catholique, manichéenne, saint-simonienne, mormonne ou divinatoire, en quelque

(1) Extrait d'un projet de discours de Mirabeau sur le mariage des prêtres.

manière que l'on voudra. Demain, si un prophète venait établir parmi nous une secte polygame, la loi le laisserait-elle faire ? Il n'y a guère apparence : et cependant quelle inconséquence ne serait-ce pas, puisque la loi accepte le principe du célibat dans l'Église (1) ? Je ne l'en blâme pas. Je la blâmerais de ne pas admettre, d'un autre côté, la polygamie chère à une autre église, par la raison très-simple qu'il n'y a pas un plus grand désaccord entre la morale sociale et la polygamie qu'entre elle et le célibat forcé. Les hommes de la Révolution qui ont travaillé à la constitution civile du clergé ont fait preuve de la plus honnête naïveté et leur tentative, nécessairement destinée à échouer, a été plus généreuse qu'intelligente. S'emparer de la religion catholique abandonnée par l'Allemagne, l'Angleterre, la Hollande, la Suisse, la nationaliser française en séparant l'église de France d'avec l'Église romaine par une organisation toute civile : quelle belle entreprise et comme elle était digne de ces grands hommes ! Mirabeau s'élevait contre les religions nationales, il redressait et ranimait, devant l'assemblée étonnée et émue, le

(1) — Je sais bien que notre code civil ne fait pas acception de la qualité de prêtre et que, par exemple, l'officier de l'état civil aurait le droit de consacrer le mariage d'un ecclésiastique malgré ses vœux de célibat. Mais la loi, qui est l'organe de la société, tolère le célibat forcé. — Je demande simplement si elle tolérerait la polygamie ?

spectre sanglant de la Saint-Barthélemy lorsqu'on proposait de déclarer nationale la religion catholique, et il faisait justement tout ce qui était nécessaire pour la rendre telle! — Quelle inconséquence! — Et quelle injustice que cette institution civile du clergé! Ne voit-on pas qu'elle était une violation flagrante des droits de l'Église, une violence à ses dogmes et à ses traditions, l'asservissement de ses ministres? A quoi pouvait-elle conduire, sinon à l'œuvre de Napoléon I^{er}, au concordat de 1801? Et quelle sûreté pouvait offrir une révolution qui se faisait baptiser par une église rebelle, dont elle croyait se gagner l'appui par les moyens qui étaient précisément les plus propres à le lui ravir?

Mais les hommes de la Révolution prétendaient mettre leur conscience d'accord avec des principes qu'elle repoussait; et ils pensèrent apaiser la colère de la souveraine menacée dans son pouvoir, en la jetant aux pieds de son esclave habituel. Ils en vinrent à dire que les « évêques qui apporteraient soit directement, soit indirectement quelque obstacle au mariage des prêtres seraient déportés et remplacés (1); » et se mêlèrent, de très-bonne foi, d'autres soins qui n'étaient point leur affaire. Leur affaire était de décider si l'Église devait subsister devant

(1) Décret du 19 juillet 1793.

les institutions nouvelles, si elle ne les menacerait point, si elle ne leur déclarerait point la guerre et ne finirait pas par les détruire. Ne le croyant pas, ils devaient abandonner l'Église à elle-même sans se mêler de ses dogmes. Notre loi civile a laissé subsister l'Église, elle lui a, de plus, fait sa place dans la société, il est juste dès lors que l'Église soit maîtresse chez elle, seule arbitre de ses dogmes et de ses croyances : et il est de toute logique que les inconvénients du célibat, aussi bien que ses crimes, soient supportés par la société qui a fait à l'Église cette situation (1).

(1) Les célibataires ne furent pas honorés chez tous les peuples, ni de tout temps à l'égal des prêtres catholiques.

A Sparte, ils étaient exposés à diverses humiliations.

• On cite l'exemple de Dercyllidas, qui avait commandé les armées avec tant de gloire. Il vint à l'Assemblée ; un jeune homme lui dit : « Je ne me lève pas devant toi, parce que tu ne laisseras pas d'enfants qui puissent un jour se lever devant moi (*) ». •

Si même il fallait ajouter foi à tout ce qu'on nous rapporte des Spartiates, celui qui était demeuré célibataire jusqu'à un certain âge était condamné à traverser nu les rues de la ville et il se voyait exclu des jeux publics.

Quoi qu'il en soit, ces exemples nous apprennent comment était considéré le célibat à Sparte et il nous montre que quand le mariage est en honneur chez un peuple, ce peuple tire de ce sentiment une force et un respect qu'aucune loi ne peut donner.

(*) J.-J. Barthélemy, *Voyage du jeune Anacharsis en Grèce*.

CHAPITRE VIII

INFLUENCE DE LA DOT

I

La dot : autre obstacle, autre cause de dégénérescence. Peut-on dire combien de jeunes filles le défaut de dot empêche de se marier ? Je dois marquer la place importante qu'occupe la dot dans le détail de nos mœurs. Loin d'accuser, à mes yeux, la prospérité, c'est la misère qu'elle exprime. L'homme seul gagne à peine de quoi se suffire, peut-il se charger de femme et d'enfants ? Et si, sans réflexion et sans conscience, il prend la charge d'une femme, ne reculera-t-il pas devant celle dont les enfants le menacent, et quels moyens n'emploiera-t-il pas alors pour éviter d'en avoir ? — C'est à cela, hélas, que se réduit l'économie d'une société !

Le désir de vivre en travaillant de moins en moins, qui est dans la nature, et que l'introduction des machines dans toutes les branches de l'activité humaine a satisfait en partie en le rendant plus vif, les besoins de luxe créés par une civilisation raffinée,

« les privations et excitations des besoins accidentels » que M. Charles Lucas classe en seconde ligne parmi les causes des crimes (1), toutes les cupidités qui aveuglent sur le choix des moyens ont tellement corrompu les diverses couches de notre société, qu'il n'y a plus de distinction parmi les hommes que dans le vice. — J'ai connu un misérable qui à vingt ans avait épousé sa patronne deux fois plus âgée que lui. Après avoir mangé toutes les économies de la dame, le jeune époux s'était livré à toutes sortes de débauches. Il avait quitté sa première femme, pris une concubine qu'il laissa enceinte, et s'étant rendu coupable d'attentats à la pudeur et de viol sur plusieurs petites filles de huit à douze ans, il s'en alla mourir à la Nouvelle-Calédonie où il avait été condamné à passer le reste de sa vie.

L'ambition d'arriver de bonne heure à une situation ou tout au moins de soutenir le genre d'existence dans lequel ils ont été élevés, pousse les jeunes gens à la recherche d'alliances dont la fortune est la première condition. Le jeune avocat, le jeune médecin, veulent un cabinet qui, plutôt que leurs talents, attirera la clientèle ; le jeune avoué, le jeune notaire veulent une bonne étude, une fructueuse charge par-dessus tout, et la vie de garçon a tant de

(1) Charles Lucas, *De la Réforme des prisons ou de la théorie de l'emprisonnement*. 1836.

charmes qu'ils ne se marient guère les uns et les autres que pour « faire leur position. » Le jeune commerçant ne peut pas s'établir sans capitaux, le jeune ouvrier, lui-même, n'entrera pas en ménage sans quelque avantage alors que le concubinage lui est si commode. Que devient le sentiment de l'amour, ce que le cœur de l'homme renferme de plus précieux, avec un tel commerce de femmes légitimes ?

« La dot à la laideur prête beaucoup d'appâts,
» Mais la beauté sans dot ne se mariera pas. »

Notre poète Ponsard connaissait son temps. — Et comment se conduira la femme qui sait qu'elle n'est qu'un chiffre dans le ménage ; et le mari qui n'aime ni sa femme, ni aucune autre ? Les enfants, s'ils viennent, seront-ils une joie ou un embarras ? Et un jour, le père et le fils ne se disputeront-ils pas la même maîtresse, s'ils ne se la partagent ? — Que nous tendions tous à plus de bien-être, cela est juste et naturel, surtout à proportion que notre condition est malheureuse ; et, en résultat, le progrès des sciences et de l'industrie nous y conduit. Mais, par une antinomie que reconnaît facilement l'observateur, à mesure que l'homme se décharge sur la machine des travaux pénibles et trouve plus de facilités à vivre en travaillant moins, à mesure aussi les fortunes se

distancent et l'inégalité, qui est la suite de cet effet, ressuscite les vieilles haines de classes et de partis en rendant chaque jour une révolution sociale plus menaçante.

Le problème de la misère est donc bien celui qui domine tous les autres. La misère, qui crée la prostitution des rues, crée aussi par la dot une sorte de prostitution qui s'est, à son tour, introduite dans le mariage. La dot s'explique et se justifie dans l'état actuel de nos mœurs, qui ne s'expliquent ni ne se justifient devant aucune morale, et c'est à leur réforme qu'il est nécessaire d'appliquer toutes nos forces et toutes nos espérances (1).

(1) « Lorsqu'ils sont indépendants des questions de fortune, les mariages se contractent moins entre des personnes de même famille et de même condition : de là résulte entre les diverses classes de la société une fusion féconde en résultats. » Les classes moyennes, en Angleterre, ont soutenu par là chez elles un certain niveau moral. — « L'ordre de choses établi en Angleterre est évidemment celui qui assure le mieux le classement social des femmes, la dignité des maris, l'amélioration physique et morale de la race. » (Le Play, *La Réforme sociale en France*.)

Ces conséquences sont très-bien déduites. La dernière surtout a une importance particulière. Pour conserver une race forte, les physiologistes s'accordent que les familles doivent mêler leurs alliances le plus possible et que l'amour doit être la cause déterminante des mariages. Certaines familles qui s'obstinent encore, par un reste de tradition aristocratique, par orgueil de leur fortune et par suite de préjugés qui rappellent le moyen âge, à ne point s'allier à des familles étrangères, nous montrent par le dépérissement qui les a frappées, le vrai moyen à employer pour ramener la vigueur dans le sang de nos enfants et la beauté de la force dans notre race.

CHAPITRE IX

DES CAUSES ET DES EFFETS DE L'INFÉCONDITÉ DES MARIAGES

I

A part les causes toutes physiologiques et pathologiques qui rendent l'homme et la femme inféconds, le même égoïsme, le même besoin de luxe, la même infortune, qui font que l'homme recherche la dot avant la femme, rendent aussi les mariages improductifs. L'homme a le secret de l'impuissance et il en use contre le vœu de la nature et contre l'humanité. A-t-il ce droit?

On sait toute l'importance du problème de la population. Si la population s'accroît suivant la progression géométrique $\div 1 : 2 : 4 : 8 : 16 : 32 \dots$ les subsistances ne s'accroissent que suivant la progression arithmétique $\div 0 . 1 . 2 . 3 . 4 . 5 \dots$ C'est dans ces termes que Malthus a formulé la solution du problème. On connaît les conséquences qui en ont

été tirées : Le monde est en danger, il faut par tous les moyens moraux ou immoraux, justes ou injustes, mettre obstacle à l'accroissement menaçant de la population ; car voici le temps prévu où les hommes, manquant de subsistances, il ne leur restera de ressource que de se dévorer entre eux.

Quels moyens employer ? La contrainte morale, l'émigration, l'allaitement prolongé, l'avortement, l'union libre. — Qu'est-ce que ce langage ? Par contrainte morale, les malthusiens entendent que l'homme doit se marier tard, avoir avec sa femme aussi peu de rapports qu'il pourra, enfin qu'il doit prendre ses précautions pour rendre la copulation improductive.

Se marier tard, c'est encourager la prostitution, et je proposerai alors de restaurer pour les prostituées le sacerdoce antique, à moins qu'on ne trouve plus simple, comme le voulait faire la Convention pour les filles-mères, de leur décerner une récompense nationale.

Avoir avec sa femme le moins de rapports que possible, c'est une contrainte inutile si l'on n'use enfin du grand moyen qui est de rendre la copulation inefficace. A ce jeu misérable de l'amour, à ce calcul souvent trompé de l'égoïsme, l'homme s'épuise. Tous les médecins sont d'accord qu'en se raidissant contre l'épanouissement de son être, en

un moment que la nature a marqué pour l'oubli de l'âme et l'abdication de toute volonté, le malheureux résorbe pour ainsi dire la propre vie qu'il veut retirer à son enfant et ne ressent que faiblesse après cet effort.

Par l'émigration, que prétendrait-on? Priver d'hommes un grand nombre de femmes? Établir, par l'émigration, la polygamie comme un effet nécessaire de la disproportion créée entre le nombre des femmes et celui des hommes. A tout le moins, les pays qui recevraient ces émigrés en enverraient d'autres de chez eux dans le pays d'où les premiers seraient venus.

Par un allaitement prolongé, un médecin, M. Loudon, a cru atteindre le but si cher à l'école (1). Il imagine que l'allaitement fait par la mère étant prolongé pendant trois ans, avec les neuf mois de la gestation, on obtiendrait, à coup sûr, quatre années d'intervalle entre deux naissances. Le système de l'allaitement par la mère a beaucoup d'avantages et il n'est pas nécessaire d'être malthusien pour le recommander. Mais où M. Loudon a-t-il pris ses trois années d'allaitement avec l'infécondité pour résultat? Comme le fait très-bien remarquer M. Naquet (2), à qui j'emprunte ces théories, la durée extrême de

(1) Loudon, *Solution du problème de la population*.

(2) Alfred Naquet, *Religion, Propriété, Famille*.

l'allaitement ne doit pas dépasser dix-huit mois et une femme peut très-bien concevoir pendant l'allaitement, surtout si l'allaitement avait déjà duré plus d'un an. Le vrai est donc, comptant dix-huit mois pour l'allaitement et neuf mois pour la grossesse, que les accouchements ne se reproduiraient qu'à vingt-sept mois d'intervalle pour les mères nourrissant leur enfant. Si c'est un moyen de limiter la population, il est trop naturel pour qu'aucun cœur humain le repousse.

Mais rien ne vaut le système de ce docteur, qui ne vend point son procédé sans l'appareil de son invention, « pour l'extraction ou éradication des germes. » Et sur quel beau raisonnement ce philanthrope maçonne son œuvre de destruction ! — J'ai le droit de retenir le germe : Je suis donc maître de la reproduction. Étant maître de la reproduction, j'ai sur le germe en fécondation le même droit que sur le germe à l'état neutre d'autant plus (l'hypocrite montre ici le bout de l'oreille) que j'ignore l'instant où la spermatozoïde pénètre l'ovule. J'ai donc le droit de détruire le germe fécondé... Qui m'achète un appareil pour « l'extraction ou éradication des germes ! » — C'est à ce charlatanisme clandestin, digne des galères, que finissent par tomber ces tristes sophistes. Malgré leur habileté, il serait aisé de leur montrer qu'ils entendent mal leur affaire. Car, quoi

de plus simple que la castration de toutes les femmes au moyen de l'extraction de l'ovaire ; et quelle fureur d'aller décrocher l'enfant lorsqu'il serait si facile de tuer la mère pour ne laisser à l'homme qu'un instrument de plaisir ! C'en serait fait, d'un coup, de l'espèce humaine : le problème serait résolu et la génération avide pourrait crever de l'indigestion des subsistances.

II

Je veux préciser, maintenant, le débat entre les malthusiens et nous ; car je fuis ce terrain de discussion inhumaine, et je n'ai plus à parler du système des unions libres qu'on propose encore comme un remède à l'accroissement de la population et que j'ai déjà réfuté. Entre l'école malthusienne et nous, la question ne peut plus être que celle-ci : L'homme a-t-il le droit d'user des moyens que la science lui a enseignés en vue d'un péril, mathématiquement prévu, dont l'espèce entière deviendrait la victime ?

Si le péril à éviter n'est point le but, la question n'a plus de sens. Car « il n'y a pas de droit contre le droit ; » et la discussion est inutile. Mais le péril est-il si clair ? Quand bien même il serait certain qu'un jour les subsistances manqueraient aux hommes,

si on ne recourt pas à un moyen pour en limiter le nombre, je demande si le moment est bien choisi pour mettre ce moyen en pratique. Comment ! c'est dans le temps que l'Amérique appelle de tous les points du globe des millions de travailleurs, que le pâturage et le labourage, « ces deux mamelles de la France, » pressées par des mains courageuses, font rejaillir le lait nourricier de ses enfants jusqu'aux extrémités du continent; c'est dans le temps que l'Algérie reste à coloniser et que les jeunes peuples qui nous entourent nous menacent par le nombre, c'est alors que vous osez proposer vos moyens pour nous amoindrir et nous anéantir !

De tous ces moyens, en est-il un seul qui soit humain ? Comment supprimer la vie, d'une manière ou de l'autre, sans commettre un crime ? L'enfant au sein de sa mère est-il moins vivant et son assassin moins coupable ? Mais vous aimez mieux parler de l'enfant qui n'est pas encore conçu et qu'on peut empêcher ? Sur ce pied, vous vous sentez plus forts ; et cependant nous venons de voir que le premier moyen qui s'appelle la contrainte morale conduit certains sophistes à la conclusion logique qui s'appelle l'avortement. Certes, MM. Guizot, Rossi, Dunoyer, etc... n'ont point voulu recommander l'avortement, et cependant, j'avoue que ce jugement : « il a insisté, nous l'avons dit, sur tout ce que le concubi-

nage a d'inconvénients pour l'ouvrier ; mais en faisant avec raison l'apologie du mariage, il n'a pas parlé des devoirs qu'il impose et montré notamment à quel point la vertu qu'on est convenu de désigner sous le nom de contrainte morale est, pour les familles ouvrières et pauvres, une impérieuse nécessité ! » J'avoue que ce jugement de M. Dunoyer, sur un mémoire présenté à l'Institut (1), ne me semble pas fait pour rassurer un concurrent et qu'il me fait trembler à l'avance pour la décision qui sera portée sur ma faible raison.

A dire le vrai, je ne sais rien de plus inhumain et de plus immoral que cette prétendue contrainte qu'on masque du nom de la vertu, et ses défenseurs en accusent d'autant mieux l'immoralité qu'ils la proposent moins comme un moyen de limiter la population que comme la meilleure solution du problème de la misère. Au lieu de s'appliquer à extirper du sein de notre société la misère, dont le spectacle attendrit leur âme, les malthusiens donnent des conseils. Les familles ouvrières et pauvres en rient et font des enfants en dépit d'eux et de la misère : ce qui leur assure au moins la force et l'influence du nombre en attendant mieux. — Quel conseil aussi que la contrainte morale ? Comment

(1) Dunoyer, *Rapport à l'Académie sur le concours* : « Des classes dangereuses d'une grande ville. » (1836-1837.)

ceux à qui vous l'adressez y comprendraient-ils quelque chose, et quel espoir pouvez-vous former de voir ce conseil suivi ? Au lieu de proposer la contrainte morale aux ouvriers et aux pauvres, j'aimerais mieux que vous leur interdisiez le mariage et que vous leur conseilliez franchement la prostitution, dont l'infécondité est bien plus certaine par les raisons que nous avons déjà expliquées. Vous leur fermez, par leur prix exagéré, les plaisirs dont vous prenez à satiété ; et vous vous flattez que ceux qui n'ont de plaisirs faciles que le commerce de leur femme, vont pratiquer avec elle votre contrainte morale ? Et à eux, qui ont le plus besoin d'encouragement et d'espérance, vous voulez refuser la joie et l'attachement des enfants ? — Est-ce connaître le cœur humain et la justice ?

Ainsi, votre théorie veut le mariage avec la contrainte morale, c'est-à-dire, pour ceux à qui vous la recommandez, avec la prostitution ; et elle veut encore la famille sans les enfants, c'est-à-dire une contradiction. — Néanmoins, cette théorie a fait des adeptes et elle possède aujourd'hui toute une école de praticiens. Considérez le fruit amer de ses progrès parmi nous :

« On comptait en France, de 1829 à 1833, quatre naissances par mariage ; de 1834 à 1838, il n'y en avait plus que 3,8 ; de 1839 à 1843, 3,4 ; pour la

période de douze années comprise entre 1851 et 1852, 3,06. Est-ce prudence? Est-ce imprudence? Très-probablement l'une et l'autre. On ne veut pas faire des malheureux, ou plutôt, car cette prudence homicide n'est guère à l'usage des meurt-de-faim, on ne veut pas se charger d'enfants; on veut diviser la fortune en deux, avec l'espoir que chaque enfant doublera sa part et que la famille gardera son rang. Les familles pourront garder leur rang, en effet, avec ces calculs égoïstes, mais la France ne gardera pas le sien. La diminution du nombre des mariages au profit de la débauche, l'infécondité des mariages, la mortalité excessive qui pèse sur les enfants assistés, sont des sujets de méditation aussi sérieux qu'une guerre, car c'est en effet la guerre à l'intérieur, avec toutes ses conséquences de dépopulation et d'appauvrissement (1). »

A part les causes d'impuissance propres aux individus et dont un comité d'hygiène, comme on verra plus loin, diminuerait singulièrement l'effet, à part aussi cette autre cause que nous avons signalée : que la fécondité des mariages paraît être en raison inverse de l'âge des époux au-dessous de vingt ans, et que la France possède moins d'adultes que d'autres peuples, notamment que l'Angleterre (ce

(1) Jules Simon, *L'Ouvrier de huit ans*.

qui doit avoir aussi son explication dans les faits particuliers à notre ethnologie), où trouver la raison de notre dégénérescence si ce n'est dans notre égoïsme ? On pourrait accuser la misère qu'on suppose plus volontiers la coupable. Mais les chiffres repoussent toute supposition semblable et prouvent que la misère est une mère féconde qui ne sait point tromper la nature. Elle n'a donc que faire des moyens qu'on lui propose et dont l'égoïsme, plus corrupteur que la misère, semble si bien s'accommoder. Elle garde ses haillons, et aussi la simplicité des premiers âges à laquelle elle nous convie pour nous retremper.

Les Hébreux ne savaient point ce que c'était que se soustraire aux lois de la nature, et il y a longtemps que Tacite écrivait : « En Germanie, on tient pour un acte infâme et horrible de limiter le nombre de ses enfants ou de faire périr ceux qui viennent au monde, et les bonnes mœurs ont là plus d'empire qu'ailleurs les bonnes lois. » Aussi, quand les Juifs ont été dispersés, ils ont trouvé assez de leurs enfants pour en clairsemer l'univers entier ; assez de sang et de vigueur pour survivre à toutes les persécutions. Et de nos jours, les Germains, fidèles à la pratique de leurs ancêtres, couvrent les deux tiers des continents et des mers et, fiers de leur puissance, menacent les restes appauvris des Latins.

CHAPITRE X

SI LE PARTAGE FORCÉ EST UNE CAUSE DE L'INFÉCONDITÉ DES MARIAGES

La question peut paraître surprenante ; elle est cependant toute résolue aux yeux de l'école qui professe la liberté de tester, et dont M. Le Pla s'est fait l'un des chefs les plus décidés. Il fonde son opinion sur l'observation de faits qu'il invoque et qu'il méconnaît, puisqu'ils sont contre lui. Il est plein d'admiration pour l'Angleterre et il soutient que les mariages y sont féconds parce que l'homme y est maître absolu de la disposition de sa fortune.

Or il est faux, en premier lieu, que les mariages soient plus féconds en Angleterre que chez nous. La statistique nous a déjà montré que si la diminution du nombre des naissances par mariage avait été, en France, depuis trente ans, de 0,62 p. 100 environ ;

la même diminution, s'il faut en croire la statistique, aurait été en Angleterre beaucoup plus considérable. Les mariages seraient donc moins féconds chez nos voisins. Faut-il l'attribuer à la liberté de tester ?

Je ne veux pas simplement répondre aux adversaires qui soutiennent que le partage forcé est cause de l'infécondité des mariages, que la liberté de tester produit au moins les mêmes effets. Je commence par leur prouver, par les chiffres, que les mariages sont moins féconds dans le pays modèle où règne la liberté de tester. Et je leur demande, ensuite, comment ils prétendent expliquer la relation qu'ils établissent entre une disposition de la loi civile et un fait d'observation statistique tel que l'infécondité des mariages. Je n'ai pas à défendre ici notre système des successions ; ce qui m'entraînerait en dehors du programme déjà si étendu de ce mémoire. Je trouve ce système plein de justice et d'humanité, et j'en suis le partisan le plus résolu. J'en veux parler seulement en ce qui regarde la discussion présente, laquelle va servir à en mieux faire ressortir la moralité. Pourquoi, en effet, les mariages seraient-ils plus féconds là où la loi ne prescrit à l'homme aucune obligation dans le partage de ses biens ? On ne peut l'expliquer que par l'effet d'un égoïsme autrement cruel que la contrainte morale.

Le grand objectif des partisans de la liberté de tester, il n'y a pas à le dissimuler, c'est l'indivision de la fortune, et, par l'indivision, la transmission, à travers les siècles et sur une seule tête, des plus pesantes richesses. Dans ces conditions, l'homme qui possède un enfant doit se trouver heureux : il a un héritier qui rendra son nom et sa fortune impérissables ; le premier-né recevra tout et les autres enfants rien, de telle sorte que la liberté de tester sera la liberté de laisser la fortune tout entière à un seul enfant quand elle ne sera pas la liberté de la laisser à l'Église ou à quelque intrigante. Aux yeux de certains partisans de la liberté de tester, le mieux que l'homme puisse faire, ayant la liberté de sa fortune, est de la transmettre entière à l'aîné de ses enfants ; aux yeux d'autres partisans de cette même liberté, le mieux que l'homme puisse faire est de laisser sa fortune à l'Église. Seuls, quelques esprits de bonne foi, trop rares pour être suivis, soutiennent la liberté de tester pour la liberté, sans se rappeler que la première éducation de la liberté doit se faire par la loi et qu'il est des devoirs dont celle-ci ne peut souffrir l'oubli.

Dans le système de nos adversaires, la contrainte morale n'a donc plus de sens ; elle est bonne tout au plus aux malheureux qui n'ont point d'héritage à léguer ou qui sont trop pauvres pour

partager leur misère entre leurs enfants. Les gens riches n'ont que faire de cette contrainte qu'on n'observe pas toujours facilement : et dès lors qu'ils sont assurés que leur fortune ne sera point divisée, qu'est-ce qui pourrait retenir leur passion et les empêcher de faire autant d'enfants qu'ils en auraient envie ? Les cadets et leurs frères se tireront d'affaire comme ils pourront. Ils sauront qu'ils n'ont pas à compter sur la fortune de leur père, quitteront leur famille de bonne heure et feront leur nid à mille lieues de la patrie ! Pendant ce temps, les splendeurs de l'ancien régime recevront un nouveau lustre, l'aristocratie se restaurera, la grande propriété s'engraissera des sueurs de la petite ; mais on fera beaucoup d'échanges et des enfants, sans les compter.

Ainsi, dès que l'on recommande l'indivision des fortunes et qu'on soutient, dans ce but, la liberté de tester, on est sans cœur pour les enfants. Si l'on était humain, le moins du monde, loin de se réjouir de la fécondité des mariages dans le système de la liberté de tester, on devrait se déclarer franchement malthusien et soutenir qu'un enfant suffit à qui ne veut point partager son bien entre plusieurs. Au contraire, avec le système que vous appelez le partage forcé et qu'il faudrait nommer le partage de la justice, tout engage l'homme à suivre le vœu de la nature. S'il s'y soustrait, c'est par égoïsme, puisque moins il a

d'enfants et plus la part dont la loi lui permet de disposer est considérable.

L'enfant possède un droit naturel sur les biens de ses parents. Si la définition du Code est exacte, ce droit résulte manifestement d'un quasi-contrat; car la naissance de l'enfant est le fait de la volonté du père, et celui-ci contracte bien par là même, envers l'enfant, tout au moins l'engagement de le nourrir et de l'entretenir jusqu'à son entrée dans la vie sociale (1). Pour nier des vérités aussi simples, il faudrait avoir perdu tout sens humain. Le père fera plus ou moins pour son enfant : ce peut être une question de mesure. Reconnaissez-vous qu'il lui doit quelque chose? — Le moins possible. — Vous n'osez pas soutenir qu'il ne lui doit pas au moins les aliments? — Dès lors, votre liberté de tester n'est pas absolue, et nous ne différons que sur la proportion. Vous la faites très-large, en vue de certains effets, et nous la faisons très-réduite, en vue d'effets contraires. Quels sont ces effets et qui décidera de leur mérite? — Vous visez à la transmission des biens dans l'indivision et avouez vous-même que l'arme des aristocraties consiste dans la liberté testamentaire. Vous visez encore à la reconstitution des biens du clergé; mais laissons ce point, quoi-

(1) C. C., article 1371. — C. C., article 913. — La quotité disponible suffit à la liberté testamentaire.

qu'il soit du même ordre. Nous voulons, au contraire, la plus grande division des fortunes et nous prétendons maintenir ainsi une certaine égalité entre elles; nous favorisons la petite propriété et nous fondons sur cet établissement la démocratie. Vous êtes avec l'ancien régime, nous sommes avec le nouveau. Qui décidera entre nous? — La raison des peuples. — Et maintenant, quant au rapport que vous avez établi entre le régime des successions et l'infécondité des mariages, qu'en reste-t-il? — Le nombre des naissances par mariage a diminué en Angleterre plus qu'en France. — Cette réponse suffirait. — Mais je puis encore vous objecter qu'en Prusse la population a augmenté avec une rapidité qui nous a effrayés tous plus d'une fois, et cependant la Prusse possède le même régime que nous sur les successions. De ces diverses observations, il résulte donc qu'il n'y a aucune relation à établir entre la loi qui règle les successions, chez un peuple, et l'infécondité plus ou moins grande qu'y présentent les mariages. — La cause de l'infécondité des mariages est ailleurs. — Suivant ce que nous avons établi plus haut, il faut la chercher dans notre impuissance et dans notre égoïsme, dont une science incomplète et une croyance malsaine entretiennent parmi nous les effets.

CHAPITRE XI

DES EFFETS DE LA LOI SUR LA MAJORITÉ, LE CONSENTEMENT DES PARENTS ET LES PROHIBITIONS

I

Nous devons rechercher, et c'est à quoi nous nous sommes attaché jusqu'ici, quelles sont les causes qui font obstacle au mariage, soit dans les mœurs et les conditions de la vie, soit dans la législation; et nous devons proposer en même temps les moyens qui nous semblent propres à atténuer, ou même à effacer entièrement l'effet de ces diverses causes. Parmi celles tirées de la législation, qui ont visiblement une importance de second ordre, je place la fixation d'âge, le consentement des parents et les prohibitions, qui pèsent plus ou moins sur le mariage comme de véritables interdictions.

Je ne trouve rien à dire à l'article 144 du Code civil. Le développement physique de l'homme ne lui permet pas de se marier avant 18 ans, et celui de la femme ne lui permet pas non plus le mariage avant 15 ans. — La Convention avait été un peu avant en décidant qu'un jeune homme, à 15 ans révolus, et une jeune fille, à 13 ans révolus, pouvaient s'unir (1). — Mais la majorité fixée pour le mariage par l'article 148 du Code civil me paraît un peu élevée, et la condition du consentement des parents trop rigoureuse. Mon opinion s'explique d'autant mieux, que chez nous la majorité civile et politique de l'homme a été fixée à 21 ans, tandis que dans presque tous les pays, en Allemagne particulièrement, cette majorité est 23 ans en moyenne. — Je demande si celui qui a le droit de commettre les actes principaux de la vie civile et de la vie politique, qui fait le commerce et élit un représentant, ne devrait pas posséder aussi le droit de se marier sans le consentement de ses parents, duquel il se passe, d'ailleurs, pour tout le reste. Serait-ce que l'exercice d'une profession, le choix d'un représentant, sont, aux yeux de la loi, des actes moins importants que le mariage? L'intention de la loi est évidemment de protéger le jeune homme contre lui-même,

(1) Décrets. 20 septembre 1792. — 7 septembre 1793. (Toullier, livre I, titre V, sect. 4^{re}, 499.)

de le retenir au moment où il est censé devoir faire un choix qui doit être le malheur de son existence, puisque ses parents le désapprouvent. Alors, pourquoi cette loi ne le protège-t-elle pas au moment où il va s'engager dans une affaire que ses parents lui déconseillent et qui doit être ruineuse pour ses intérêts, à moins qu'il n'arrive que ses parents se soient montrés moins sages dans leurs conseils qu'il ne s'est montré habile dans son entreprise? Et pourquoi ne le protège-t-elle pas encore lorsqu'il va déposer dans l'urne électorale le nom du candidat le plus antipathique à sa famille? La loi prétend aussi protéger la jeune femme en ne la livrant pas sans garanties à un homme que l'ardeur de l'âge pourrait entraîner, parce que cet âge est celui auquel l'amour est le plus vif. Que l'article 148 du Code civil empêche par là un grand nombre de mariages « d'amour, » la conséquence n'est point douteuse à mes yeux.

C'est de 20 à 25 ans que l'âme du jeune homme est ouverte aux sentiments les plus désintéressés; c'est à cet âge qu'il se sent fort, plein de vie, capable d'aimer sans satiété et de travailler pour toute une famille. Et c'est à ce moment de la vie que la loi met obstacle à l'expansion de cette virilité qui est cependant le germe de toutes les vertus et de toutes les grandeurs? Avouons que cette

loi encourage notre égoïsme et que les fruits d'une éducation toute dirigée vers la convoitise reçoivent d'elle leur pleine maturité (1).

On dit que les mariages « d'amour » sont ordinairement malheureux et on en fait un argument contre ces sortes d'union. Le fait, cependant, est tout naturel. Dès que l'amour, que tout dans la vie actuelle contribue à étouffer dans nos cœurs,

(1) Je trouve, à ce sujet, une lettre de Francklin qui vient à l'appui de l'opinion que je soutiens, et qui montre que dans un état de civilisation qui rend de bonne heure l'homme indépendant, les mariages jeunes sont les plus désirables pour le bonheur de l'homme et de la femme et l'harmonie sociale. — Francklin répond à l'ami qui lui avait demandé conseil sur la question : « ... Vous pouvez vous souvenir que lorsque vous m'avez consulté à ce sujet, je vous ai dit que la jeunesse de part et d'autre ne me paraissait pas un obstacle. En effet, si j'en juge par les mariages que j'ai été à même d'observer, je suis porté à croire que ceux qui sont contractés dans la jeunesse offrent plus de chance de bonheur... — Il est des circonstances particulières à raison desquelles la prudence peut conseiller quelquefois de différer à entrer dans cet état, mais en général, quand la nature nous y a disposés physiquement, la présomption est en faveur de la nature, qui n'a pu se tromper en nous donnant le désir... *Les enfants venus tard*, dit le proverbe espagnol, *sont de bonne heure orphelins*... Chez nous, en Amérique, les mariages se font ordinairement au matin de la vie; nos enfants sont élevés et établis dans le monde à notre midi; et quand nos affaires sont terminées, nous avons à nous la journée pour jouir gaiement de notre loisir. Le ciel bénit de tels mariages en nous accordant plus d'enfants; et comme parmi nous l'usage des mères, conforme au vœu de la nature, est d'allaiter et de nourrir elles-mêmes leurs enfants, on en élève un plus grand nombre. De là, dans nos contrées, ce rapide progrès de la population qui n'a point d'égal en Europe. Enfin, je suis fort aise que vous soyez marié, et je vous en félicite cordialement. » (Lettre écrite de Londres à John Alleyne, le 9 août 1768.) (Ch. Renouard, *Mélanges de morale, d'économie et de politique* de B. Francklin. 1826.)

a reçu le coup de l'usage, l'homme ivre depuis quelque temps se réveille, jette le regard autour de lui : il n'aperçoit que riches et pompeuses unions, bonheur apparent, aisance qui lui manque peut-être. Alors il se prend à regretter de n'avoir écouté que les inspirations du sentiment dans un temps où les hommes n'ambitionnent et n'estiment que les succès de la fortune. C'est faiblesse j'en conviens, mais cette faiblesse est naturelle et elle ne saurait rien prouver contre l'amour. Elle montre seulement la nécessité de modifier nos mœurs par un plan d'éducation tout différent de celui qui nous a été appliqué; et cette nécessité est si impérieuse et se lie si intimement au changement que nous demandons, qu'avant d'aller plus loin, je dois déclarer net que ma proposition n'aura droit à aucune considération si on la détache de l'ensemble des réformes que nous continuons de soumettre à l'attention des esprits.

Les parents ont souvent raison dans leur conduite : ils ont pour s'éclairer l'amour pour leurs enfants et l'expérience de la vie. Mais souvent aussi, par cela même, ils tiennent trop de compte de l'intérêt et pas assez de l'âme. Il serait bon que par une réforme de la loi favorisée par la transformation des mœurs, une génération de parents fût préparée aux concessions que celle-ci est in-

capable d'accorder. L'enfant est homme aujourd'hui plus tôt qu'autrefois. Il entre jeune à l'atelier et aux études; il se trouve prêt de bonne heure pour la vie de citoyen et de père de famille. Et comment serait-il l'un sans l'autre? — Il est donc nécessaire de mettre notre législation en harmonie avec les besoins nouveaux qui affranchissent l'homme par une responsabilité anticipée, laquelle a sa source dans le travail.

Voyez le jeune homme au milieu de sa famille. Ses parents le retiennent-ils au foyer domestique comme autrefois? — Non, plus. — Il va, cherche sa vie, se fraie le chemin à travers les hommes et les choses; l'ambition le tourmente, l'exemple de ses amis l'encourage, il veut « arriver; » maçon, ébéniste, peintre, commerçant ou juge : et jeune! — Enfin, quel meilleur moyen pour augmenter le nombre des mariages et réduire, avec la prostitution, le nombre excessif des enfants naturels, que d'autoriser l'homme à se marier plus jeune? Nous avons vu que l'infécondité des mariages était en raison du nombre des mariages au-dessous de 20 ans. Mais immédiatement au-dessus de 20 ans, ils sont les plus féconds. Je souhaiterais donc de voir le jeune homme autorisé à se marier dès l'âge qui a été fixé pour sa majorité civile et politique. Je comprends la nécessité d'une limite d'âge et la con-

venance qui met l'enfant dans l'obligation respectueuse de demander à ses parents l'autorisation pour un acte qui intéresse toute une famille ; cela est très-sage , très-bien institué. Mais cela étant admis, qu'est-ce qui pourrait s'opposer encore à la réforme que nous proposons ? Si la majorité civile et politique, qui se trouve presque partout en rapport avec l'état général des peuples, avait été fixée chez nous à 23 ans, comme dans la plupart des États secondaires de l'Allemagne, j'aurais adopté 23 ans pour le mariage. Cette majorité étant 21 ans, j'adopte 21 ans, sauf à laisser aux parents le moyen d'élever quelque peu cette majorité en prolongeant entre six mois et un an la durée des actes respectueux, au principe desquels je me rattache complètement. — Les actes respectueux rappellent les enfants à la soumission et les parents à l'indulgence et aux concessions ; ils peuvent donc beaucoup pour empêcher le démembrement de la famille et méritent par là d'être maintenus dans la loi (1).

(1) Pour mieux indiquer la valeur et faire ressortir l'effet de l'institution des actes respectueux, voici le nombre total des mariages qui ont été précédés d'actes respectueux.

Pour le département de la Seine, 80.

Pour le reste de la France, 1,365.

En tout 1,445 mariages avec actes respectueux sur une moyenne de 279,000 mariages, la même année. (*Dictionnaire statistique* de Maurice Block. 1854.) — Est-ce trop ?

A l'égard de la jeune fille, pour les mêmes raisons que pour le jeune homme et pour maintenir entre eux le même rapport d'âge que celui fixé par l'article 148 de notre Code, je proposerais qu'à 18 ans elle fût maîtresse de se marier et je prolongerais aussi pour elle la durée des actes respectueux entre six mois et un an ; ce qui donnerait plus de temps à la réflexion des jeunes gens et plus de flexibilité à la volonté des parents.

Le consentement du père et de la mère n'a pas été exigé de tout temps. On sait qu'à Rome les enfants comptaient seulement dans la famille du père. La mère n'était pas capable de puissance même à l'égard d'enfants naturels. Saint Augustin lui donna quelque autorité en exigeant son consentement pour le mariage des filles qui n'étaient point supposées en âge de raison. Mais il laissait les filles plus âgées maîtresses absolues de leur choix (1). Notre Convention nationale n'exigeait que le consentement du père. Si le père était mort, celui de la mère suffisait. Pour les mineurs orphelins, l'autorisation était donnée par un conseil de famille composé de quatre parents et d'un juge de paix. Ce conseil ne pouvait motiver son refus que sur le

(1) Voir Troplong, *De l'Influence du christianisme sur le droit des Romains*.

désordre notoire de l'une des personnes ou son défaut de réhabilitation après une peine infamante (1).

II

L'article 148 de notre Code civil porte aussi que le consentement du père suffit, mais seulement en cas de dissentiment. Nous serions disposés à reconnaître au consentement de la mère la même valeur qu'à celui du père et par conséquent à supprimer la dernière partie de l'article, qui porte qu'en cas de dissentiment, le consentement du père suffit. Il me semble que si l'on veut relever la femme de la prétendue subordination où la tiennent quelques-unes de nos lois, la manière la plus juste de le faire est de donner à la volonté de la mère, dans une question qui engage le bonheur de ses enfants, la même action qu'à la volonté du père. Ma proposition n'est pas d'ailleurs éloignée de la pensée du législateur. Il veut le consentement du père et de la mère comme par respect pour celle-ci, seulement son respect ne va pas jusqu'à faire que si

(1) Décrets du 20 septembre 1792, 7 septembre 1793. (Laferrière, *Essai sur l'histoire du droit français.*)

le mari n'est pas d'accord avec sa femme, il ne puisse se passer de cet accord. Comme nous, le législateur a pensé que la puissance paternelle était suffisante, qu'elle avait assez d'occasions de s'exercer pour qu'elle n'eût pas, au moins dans la question du mariage de ses enfants, quelque condescendance à l'égard de la volonté de la mère.

Le père peut diriger l'éducation et l'instruction de ses enfants, influencer le choix de leur carrière et dans tous les actes que les enfants ne se permettent point d'ordinaire sans le consentement de leurs parents, exercer une action souveraine (1). N'est-il pas juste qu'au moment où les enfants vont contracter mariage, s'allier à une personne inconnue, à une famille nouvelle, leur mère soit appelée à les conseiller et que, devant la loi, sa voix ait la même portée que celle du père ? La mère est souvent plus clairvoyante dans le choix de la femme de son fils et du mari de sa fille. Elle a pour décider ce choix avec sûreté un sens qui manque parfois à l'homme, et je n'engagerai ni un fils ni une fille à se séparer de sa mère sur ce point délicat, que, par une sorte de pénétration naturelle, elle éclaircit toujours pour le bonheur de ses enfants. — Au reste, dans le fait, le père et la mère

(1) Articles 372 et suivants, 389, 384, 336, 397, 390, 402, 477.

se trouvent d'accord le plus souvent et il y a d'autant moins à craindre d'exiger le consentement de la mère dans tous les cas, que je gagerais, si l'on pouvait débrouiller le fait, que presque partout c'est la femme qui détermine le mari, c'est la mère qui emporte la décision par la confiance qu'elle montre dans le choix auquel elle s'est arrêtée : et, en fin de compte, il est juste que le triomphe appartienne à l'influence morale à laquelle il revient nécessairement.

Quant aux dispositions du Code (articles 150 et suivants), qui exigent le consentement des ascendants à défaut de celui du père et de la mère, du tuteur *ad hoc* pour l'enfant naturel non reconnu, du conseil de famille à défaut d'ascendants, nous n'avons rien à y contredire.

III

Pour les prohibitions, lesquelles faut-il admettre et lesquelles rejeter, dans le but de ne rendre les mariages ni moins faciles ni moins nombreux, tout en demeurant d'accord avec la morale ? C'est demander où s'arrête l'inceste et où commencent les rapports moraux des sexes entre parents.

Chez les Hébreux, les prohibitions étaient à peu près les mêmes que chez nous. « Dans les deux législations, le mariage entre parents et alliés en ligne directe, entre parents collatéraux au degré de frère et de sœur, est absolument interdit. L'analogie nous paraît exister encore quant au mariage des beaux-frères et belles-sœurs. En règle générale, il est prohibé par les deux législations ; mais chez les Hébreux, le droit d'épouser successivement deux sœurs et la loi du lévirat, chez les Français l'autorisation royale, font intervenir des exceptions. Le mariage entre les parents au degré d'oncle et nièce, tante et neveu, n'est jamais autorisé chez les Hébreux ; il peut l'être en France. L'union des alliés au même degré, proscrite par le Lévitique, est laissée par le Code civil entièrement libre. Il est donc permis de dire, en prenant les deux législations dans leur ensemble, que la loi juive est plus sévère que la nôtre (1). »

La loi d'un peuple se modifie suivant ses progrès moraux et l'on comprend que les prohibitions durent varier suivant les temps dans la législation d'un même peuple. A Rome, ce ne fut que sous le règne de Claude qu'il fut permis d'épouser la fille de son frère, mais il n'était pas permis d'épou-

(1) Victor Hennequin, *Introduction historique à l'étude de la législation française.*

ser la fille de sa sœur. On admettait aussi le mariage d'une patricienne avec un affranchi, mais non celui d'une affranchie avec un patricien : ce qui ne peut s'expliquer que par le préjugé aristocratique des Romains dans les choses du mariage (1).

Mêmes variations dans l'Église : « Les prohibitions ou empêchements de mariage entre parents et alliés étaient autrefois fort étendus, et la discipline ecclésiastique avait beaucoup varié sur ce point dans les différents temps (2). »

Le Code civil (articles 161 à 164) a déterminé de nombreuses prohibitions. Celles que contient l'article 163 me frappent plus que les autres. Car la faculté accordée par l'article suivant au chef de l'État de lever ces prohibitions annule presque absolument l'article 163 précédent, en démontrant qu'aucune raison morale ne peut expliquer la prohibition du mariage entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu, puisque la loi elle-même n'admet point que la morale peut dépendre de la volonté du prince. En analysant les prohibitions portées à l'article 162 (C. C. 164, 184, 187, 190, 348, 736, 738 et la décision impériale du 7 mai 1808), je trouverai aussi difficilement la raison morale de la prohibition du

(1) Voir J. Denis, *Histoire des théories et des idées morales dans l'antiquité*.

(2) Toullier, *Droit civil français*.

mariage entre beau-frère et belle-sœur qui peut être également levée, depuis la loi du 16 avril 1832, par la volonté du chef de l'État (art. 164 modifié) (1).

(1) Les dispenses pour mariage, accordées pendant une année, sont au nombre de quatorze cent trois pour une moyenne de 280 à 300 mille mariages. Elles se répartissent de la manière suivante :

DISPENSES

D'ÂGE.	DE PARENTÉ.	D'ALLIANCE.
Article 145 du Code civil.	Article 164 du Code civil.	Loi du 16 avril 1832.
9	145	1,249

(Compte général de l'administration de la justice civile en France. 1867.)

Pendant l'année 1854, on avait compté :

Entre neveux et tantes.....	36 mariages.
Entre oncles et nièces.....	106 —
Entre beaux-frères et belles-sœurs.	641 —

En somme..... 783 mariages avec dispenses.

Entre cousins - germains, le nombre des mariages avait été de 2,527 : le tout pour une moyenne annuelle de 279 mille mariages. (Voir *Dictionnaire statistique* de Maurice Block. 1854.)

Si l'on compare ces résultats aux précédents, on trouve que le nombre des mariages avec dispenses s'est accru de 1854 à 1867 de près du double, sans que le nombre total des mariages se soit accru très-sensiblement. Je demande si ce n'est pas là un signe suffisant de la nécessité de réformer la loi ?

N. B. — Le chiffre des dispenses d'âge n'a pas été compté, comme étant négligeable.

Je n'ai point parlé davantage des mariages ayant été l'objet d'oppositions, parce que je ne trouve rien à reprendre ni à l'esprit très-sage, ni à la lettre très-claire de la loi sur les oppositions, et que cette loi ne m'a point paru avoir sur le nombre des mariages une influence appréciable. (On compte seulement 122 mariages ayant été l'objet d'oppositions sur 279 mille.)

Pour ce qui est des rapports sexuels des membres d'une même famille, père, mère et enfants entre eux, l'inceste me paraît manifeste. Mais le mariage du beau-père avec sa belle-fille, de la belle-mère avec son gendre, du beau-frère avec sa belle-sœur, porte-t-il le caractère de l'inceste ? Et pourquoi la loi le prohibe-t-elle ? — Il me semble qu'à l'exception de l'union du frère avec la sœur (je ne puis supposer ni le mariage du père veuf avec sa fille ni celui de la mère veuve avec son fils), toutes les unions entre parents ont dû être prohibées pour d'autres raisons que l'inceste. — L'état des mœurs, les idées morales courantes, les convenances particulières, le souci de mettre plus ou moins de division dans les fortunes, celui de forcer les familles à multiplier leurs rapports entre elles par des alliances plus étendues et de répandre par là dans la société un esprit de tolérance et un sentiment de fraternité qui la raffermît, le soin très-grave d'éviter l'épuisement des générations par des mariages qui portent à leur suite l'impuissance, l'infécondité ou l'hérédité ; toutes ces raisons ont dû dominer l'esprit du législateur en lui faisant prohiber les unions entre proches, et je ne saurais qu'applaudir à tant de prudence.

En résumé, l'article 164 (modifié), qui rend loisible au chef de l'État d'autoriser, pour des causes graves, le mariage entre l'oncle et la nièce, le ma-

riage entre la tante et le neveu, le beau-frère et la belle-sœur, témoigne suffisamment par lui-même que ces mariages n'ont rien qui choque à l'excès nos idées morales ; et il nous paraît pouvoir disparaître avec les prohibitions portées aux articles 162 et 163 précédents qui en sont la raison, sans aucun dommage pour la morale et avec grand profit, au contraire, pour le respect dû à nos lois, lesquelles nous semblent devoir fixer ce qui est permis et ce qui est défendu hors de l'effet de toute volonté particulière.

CHAPITRE XII

SI LE MARIAGE DOIT ÊTRE INTERDIT POUR CAUSE D'INFIRMITÉ OU DE MALADIE (1)

I

En principe, le mariage doit être libre, accessible à tous, facilité à tous. Mais en dehors de ces cas de prohibition et d'interdiction déterminés par la loi et desquels nous n'avons rien à dire ; sans vouloir diminuer le nombre des mariages ni porter atteinte à

(1) Je dois rappeler ici que le jugement rendu par l'Institut sur ce mémoire ne saurait à aucun égard le rendre solidaire des doctrines qui y sont exposées et particulièrement des idées qui sont mises en avant dans ce chapitre.

Leur témérité, dont nous avons d'ailleurs parfaitement conscience, aurait pu nous épargner cette déclaration.

Mais nous avons tenu à publier ce mémoire dans son imperfection première pour obéir à un sentiment de bonne foi, qui va presque au sacrifice de l'amour-propre, et aussi pour mieux témoigner de la libéralité de nos juges.

la liberté des personnes, par respect pour l'institution et dans l'intérêt du bonheur des hommes ; dans l'état actuel, en présence d'une race déjà appauvrie et avec la prostitution qui est devenue, c'est une contradiction trop manifeste, une véritable soupape de sûreté pour la moralité de nos sociétés, n'y aurait-il pas lieu d'apporter au mariage une interdiction très-sévère, qui ne priverait d'ailleurs d'aucune sorte de compensation ceux qui en auraient été frappés ?

Cette interdiction consisterait à refuser l'autorisation de se marier à certains individus atteints de maladies essentiellement héréditaires, d'un diagnostic certain et pour ainsi dire évident. La difficulté, en pareille matière, serait plutôt juridique que pratique. Car, au point de vue pratique, rien ne serait plus simple que la constitution d'une commission d'hygiénistes devant laquelle tout jeune homme qui voudrait se marier serait appelé à se présenter. Pour la jeune fille, un pareil procédé ne serait peut-être pas moins important que pour le jeune homme. Mais il présenterait trop de difficultés pour être admis dans tous les cas qui exigeraient l'examen des organes sexuels. Outre les raisons de pudeur, qui ne seraient pas facilement vaincues, l'introduction du spéculum ne saurait être pratiquée sans le déchirement de l'hymen. Cependant un grand

nombre de maladies contagieuses ou héréditaires et de vices de conformation peuvent être parfaitement constatés chez la femme sans la moindre atteinte à sa pudeur. Par exemple, les syphilides cutanées et les accidents externes, les vices de conformation du bassin, l'aménorrhée constitutionnelle et toutes les autres affections, communes aux deux sexes, et dont le diagnostic peut se faire sans découvrir les organes.

Quand on réfléchit aux suites qu'entraînent les vices de conformation du bassin, assez fréquents chez les jeunes femmes, on se demande comment il est possible d'hésiter devant l'interdiction du mariage, quelque atteinte que cette interdiction paraisse porter à la liberté et peut-être à la moralité des personnes ? Les opérations césariennes, presque toujours mortelles, et qui le plus souvent ravissent la vie à la mère et à l'enfant, les céphalotriptides, qui en sacrifiant l'enfant à la mère n'opèrent pas moins un véritable meurtre, tous les accidents graves qui accompagnent les accouchements pénibles seraient évités si le mariage était interdit dans le cas de vices de conformation du bassin. Le législateur qui tolère la céphalotriptide, dans l'intérêt de la mère, ne devrait-il pas plutôt empêcher ce qui, en rendant la femme mère, conduit au meurtre de l'enfant : le mariage ?

Parmi les maladies communes aux deux sexes, la

phthisie avec l'épilepsie embrassent le plus grand nombre des cas (1). Les inconvénients du mariage des phthisiques ou des épileptiques sont trop évidents pour qu'il soit nécessaire d'y insister. Outre les crises qu'éprouvent ces malades et qui doivent mettre dans la vie du ménage, à la place du charme, le dégoût, les enfants qui naissent d'eux sont presque infailliblement voués aux mêmes accidents pathologiques. Les phthisiques et les épileptiques me paraîtraient donc devoir être interdits du mariage les premiers. A côté d'eux on pourrait placer les arthritiques et les scrofuleux. — Mais l'arthritisme est une diatèse tellement répandue, sous ses formes diverses, et la scrofule est elle-même si générale, qu'en interdisant les arthritiques et les scrofuleux, on ferait du mariage une exception, ce qui ne saurait être le but du législateur. L'hérédité de l'arthritisme et de la scrofule n'étant point généralement certaine et présentant beaucoup moins d'inconvénients, et de bien moins graves, que celles

(1) Voir *Traité philosophique et physiologique de l'hérédité naturelle* dans les états de santé et de maladie du système nerveux, par le Dr Prosper Lucas.

L'auteur étend l'observation des effets de l'hérédité jusque dans les faits de l'ordre moral : qualités, défauts, habitudes, etc... Pour lui, la phthisie n'est pas exclusive au poumon, elle peut léser d'autres organes; et beaucoup d'enfants mourant de méningite tuberculeuse tiendraient cette maladie d'ascendants phthisiques.

des autres maladies, il n'y aurait pas de raison suffisante d'en faire un cas d'interdiction (1).

Mais il reste deux classes de malades sur lesquels il semble qu'il n'y ait point à hésiter : je veux parler des syphilitiques et des alcooliques. Pour les premiers, s'ils étaient confirmés par des accidents récents ou actuels, l'interdiction du mariage serait non-seulement un véritable bienfait pour les enfants, mais pour l'humanité tout entière. Pour les alcooliques, la commission d'hygiène instituée apprécierait le degré d'alcoolisme auquel le mariage pourrait devenir dangereux.

Nous proposerions donc, à part les aliénés et les cas particuliers dont nous avons parlé, quatre classes générales d'interdits du mariage : 1° les phthisiques, 2° les épileptiques, 3° les syphilitiques, 4° les alcooliques. Pour ces quatre catégories de malades, le diagnostic est facile et les désavantages du mariage si manifestes, tant à l'égard de la société tout

(1) Cependant le docteur J.-G.-A. Lugol réclame l'interdiction du mariage pour les scrofuleux; car, pour lui, l'hérédité de la scrofule est certaine.

Mais comme ce savant médecin paraît faire de la scrofule l'origine la plus générale de la tuberculose et qu'il évalue au cinquième de la population le nombre des scrofuleux, nous avons lieu de supposer que l'interdiction qu'il réclame doit atteindre en même temps les phthisiques tuberculeux; ce qui nous rapprocherait de son opinion. (Voir. J.-G.-A. Lugol, *Recherches et observations sur les causes des maladies scrofuleuses.*)

entière qu'à l'égard des conjoints et de leurs enfants, qu'on comprendra sans peine pourquoi l'interdiction du mariage est pour ces malades une évidente et impérieuse nécessité, et comment cette interdiction devient, pour la propagation des maladies héréditaires, un des moyens prophylactiques les plus puissants (1).

II

Ces explications étant bien entendues, la difficulté juridique paraît plus simple à résoudre.

Il faut décider si le législateur a le droit, même dans un intérêt supérieur, après avoir institué le

(1) Le législateur pourrait se préoccuper aussi de l'infécondité de l'homme qui tient à l'absence des spermatozoaires dans le sperme. Mais si le législateur a pour devoir d'éviter, par les lois, la naissance d'enfants voués à la mort rapide et aux souffrances sans soulagement, il ne me semble pas que celui d'assurer la fécondité des mariages par des investigations qui répugnent à la nature et à la dignité de l'homme, soit aussi impérieux ni aussi clair.

A Lacédémone : « Aux qualités de l'âme, les deux époux devaient joindre une beauté mâle, une taille avantageuse, une santé brillante. Lycurgue, et, d'après lui, des philosophes éclairés ont trouvé étrange qu'on se donnât tant de soins pour perfectionner les races des animaux domestiques, tandis qu'on néglige absolument celles des hommes. Ses vœux furent remplis et d'heureux assortiments semblèrent ajouter à la nature de l'homme un nouveau degré de force et de majesté. En effet, rien de si beau, rien de si pur que le sang des Spartiates. » — (J.-J. Barthélemy, *Voyage du jeune Anacharsis en Grèce.*)

mariage, de l'interdire pour des causes qui ne dépendent point de la volonté humaine ? Il me semble d'abord que la loi qui confère un droit tel que le mariage, non-seulement le peut limiter mais le doit, puisqu'il s'agit de l'intérêt de tierces personnes. Est-ce que la limite d'âge n'est pas une interdiction jusqu'à l'année fixée par la loi ? Est-ce que la loi ne reconnaît pas des incapables ; et peut-on dire que les mineurs et les incapables sont atteints dans leur liberté ? — Les malades seront mineurs et incapables devant le mariage. — Quand je commets un acte qui n'engage que moi, tout ce qui, dans la loi, met obstacle à mon action est une limitation de ma liberté ; alors j'ai le droit de relever la tête et de dire de la loi qu'elle est oppressive. — Mais dès que mon action engage avec moi d'autres êtres humains, la loi n'a-t-elle pas lieu d'intervenir et ai-je le droit d'appeler violence à ma liberté ce qui n'est que protection pour celle d'autrui (1) ?

(1) Les lois humaines limitent nécessairement la liberté dès qu'elles ont pour but la protection des personnes et celle des intérêts. Nos lois, très-protectrices, parfois plus qu'on ne souhaiterait, offrent mille exemples de cette vérité. Vendre, acheter, donner, se marier, tester, sont des actes libres, mais que les lois réglementent, c'est-à-dire limitent dans leur liberté absolue. La rescision pour lésion des sept douzièmes, la réserve légale, les limites d'âge en toute matière ; dans l'ordre politique, les conditions d'élection et d'éligibilité sont autant d'exemples que ma mémoire m'offre en ce moment à citer.

A-t-on jamais songé à réclamer contre les conseils de révision ?

Est-ce que le mariage, par nature, exigerait moins de garanties

Il faut regarder, d'autre part, quelles causes justifient l'interdiction qu'on veut introduire. N'est-il pas vrai que moins ces causes dépendront de la volonté humaine, moins la liberté sera atteinte? J'empêche un aveugle de mettre le pied dans un fossé, j'empêche un malade de se laisser mourir. Est-ce que je porte atteinte à leur liberté? Et si le pauvre aveugle chemine avec son enfant sur le dos et que le malade soit une femme enceinte, mon devoir est-il assez clair, et l'humanité qui me commande dans l'occurrence ne me crée-t-elle pas un

que le service militaire? — Est-ce que les conséquences seraient de moindre importance? — Le conseil de révision est la garantie du faible, de l'infirme, comme il est, en même temps, la garantie de l'État.

J'entends bien que mariage et service militaire ne sont point même chose, que le contrat qui lie deux époux n'est pas de la même nature que le contrat qui intervient entre le soldat et l'État, que l'un est de sa nature absolument libre et que l'autre résulte d'obligations particulières.

Mais sans aller jusqu'à cette théorie quasi-communiste qui met l'individu, en toutes matières, dans la dépendance de l'État, n'est-il point équitable, n'est-il point moral d'accorder à l'État le droit d'empêcher, autant que faire se pourra et dans des conditions d'impartialité et même de tolérance aussi larges que l'exigeront l'état de nos mœurs et nos habitudes d'indépendance, des mariages malheureux, dégradants, mortels aux conjoints, mortels aux enfants et qui dépriment chaque jour de plus en plus le niveau de notre race?

Je le demande sincèrement, est-ce que déjà, dans les familles prévoyantes, les parents ne se préoccupent pas de la santé des jeunes gens? — Il s'agit de faire intervenir une loi, aussi modérée que possible, qui supplée à l'imprévoyance des familles ignorantes ou intéressées. Ce sera une loi de protection, une loi essentiellement morale; et bientôt, chacun, sachant en apprécier le mérite, ne répu- gnera plus à s'y soumettre.

droit suffisamment imprescriptible et indiscutable ? Le législateur a donc le droit d'éviter que certains enfants naissent dans des conditions morbides, prévues avec certitude, qui les vouent ou à une mort prématurée ou à une vie languissante ? Seulement, ce droit doit être limité à des cas sagement déterminés. La liberté par la loi n'est jamais, pour ainsi dire, qu'une question de frontière naturelle. — La liberté de l'homme devant le mariage, au point de vue de l'intérêt sanitaire de l'époux engagé et des enfants, doit-elle être absolue ? Sinon, quelles limites lui doivent être imposées ? Évidemment les moindres possibles. En réduisant les cas d'interdiction à des classes très-générales de maladies parfaitement connues, en composant un comité d'hygiène offrant toutes les conditions de science et d'indépendance, en commençant l'application de cette législation nouvelle par degrés, insensiblement, et à l'égard de sujets manifestement incapables, nous pensons que la mesure proposée aurait les effets les plus salutaires et qu'elle s'attirerait bientôt la reconnaissance de la société tout entière. — Maintenant l'on demande ce que deviendraient les interdits, et si l'interdiction du mariage les empêcherait de donner naissance à des enfants ? Les interdits deviendraient ce qu'ils pourraient. Je sais bien que le plus grand nombre se rejeterait dans

la prostitution qu'il contribuerait par là à entretenir. Il faudrait le sacrifice d'une génération pour toutes les autres : on aurait plus d'armes, plus de force contre la prostitution avec une génération forte et régénérée qu'avec une génération affaiblie. Il est d'observation constante que les hommes les plus portés à l'amour sont mous, sans caractère, efféminés, doués d'un système cellulaire comparable à celui des femmes. Les rapports naturels qui existent entre le moral et le physique de l'homme sont ici parfaitement saisissables. Une génération forte, à l'âme virile, tendrait plus au mariage qu'à l'amour efféminé et à la prostitution. Il n'y a pas de bien qui s'obtienne sans mal, pas de travail sans résistance, d'action sans pertes de forces. Si on pouvait extirper de la société la prostitution et retremper la race sans sacrifices, la quadrature du cercle et le mouvement perpétuel seraient possibles. Quoique cela soit triste à dire, la mesure proposée est d'une application beaucoup plus simple avec la prostitution qu'à son défaut, puisque la prostitution offre une compensation toute préparée aux interdits du mariage. Passe pour les hommes, dira-t-on, mais pour les femmes ? Pour celles-ci, les cas d'interdiction seront naturellement beaucoup plus rares, et d'autre part la femme vierge s'accommode beaucoup mieux que l'homme de la continence. Ce sont nos

détestables habitudes de plaisirs qui nous ont préparé des femmes si ardentes à la volupté, tandis que la nature avait réglé nos passions pour la satisfaction et le bonheur universels. Quant aux enfants auxquels les interdits pourraient donner le jour, en dehors du mariage, voici ce qu'on peut répondre à l'objection. Des physiologistes ont prétendu que les excitations sensuelles et les impressions vives de l'amour exercent une influence déterminante sur les effets de la copulation. Plus le plaisir qu'éprouve la femme serait vif, moins facilement elle serait fécondée. Les excès de coït produiraient aussi chez la femme des accidents tels que déviations du col de la matrice, catarrhes de l'utérus, ulcères de la matrice, qui rendent la fécondation très-difficile. Enfin la chute de l'œuf nécessaire à la fécondation serait moins fréquente et moins facilement déterminée chez la femme qui se trouve en contact passager avec l'homme, qu'elle ne le serait chez la femme qui cohabite avec son mari; et ce fait paraît vrai à ce point que des malthusiens se sont avisés d'en faire un argument en faveur des unions libres. D'autres physiologistes expliquent les mêmes effets par les précautions de toute nature que prennent d'ordinaire les femmes publiques. Les plus prudents se contentent de constater le fait sans chercher à lui donner des explications qu'ils croient sans valeur.

Quoi qu'il en soit, la prostitution n'est point prolifique, et la science ne fait que constater ce que la statistique a établi ailleurs. La naissance d'enfants malades, phthisiques, épileptiques ou autres n'est donc pas à craindre. Et s'il est admis que l'application, avec modération et justice, de la législation proposée ne constitue pas une atteinte à la liberté humaine, que la nécessité ne justifierait pas, ni que les avantages de la restriction ne compenseraient, le service rendu à l'espèce humaine sera vite apprécié et ses effets porteront jusqu'aux générations les plus reculées. Je me borne à ce point de vue.

Je me bornais, en effet, à ce point de vue, dans le mémoire déposé à l'Institut. Le rapport de l'honorable M. Charles Renouard ayant fait mention de ce chapitre, je devais en laisser juge le lecteur.

J'ai fourni depuis des explications sur cette partie de mon travail. C'est sans doute la plus aventureuse et celle qui soulèvera le plus d'aversion et, peut-être même, le dégoût. Je ne me le dissimule aucunement. Je veux prouver, au contraire, que mon propre système ne répugne pas moins à mes mœurs et à mes goûts qu'à ceux du lecteur le plus délicat.

J'ai exposé l'idée dans son absolutisme. C'est un

procédé de logique, conforme à la nature de mon esprit et pour lequel, je l'espère, personne ne me tiendra rancune. En voulant montrer comment l'idée pourrait devenir pratique, je sais que je vais froisser encore beaucoup de croyances toutes faites. J'ai donc besoin de déclarer que même en passant à la pratique et en formulant mon projet en articles de loi, je n'entends pas y insister ; j'entends seulement fournir, à titre d'expérience, une idée et rien de plus. — Certainement cette idée ne sera pas expérimentée. Mais le problème sociologique ayant été posé, j'ai dû lui chercher une solution. — Je ne m'inquiète, pas plus que de raison, si la solution sera appliquée. Il m'aura suffi de prouver qu'elle pourrait l'être.

Le philosophe n'a pas pour devoir de trouver des solutions selon le goût du public, mais simplement selon la raison et l'expérience générales. Lorsqu'un aussi considérable problème de sociologie est posé, il n'y a pas apparence que l'endurcissement de la société dans les mœurs qu'il s'agit précisément de réformer, soit une solution proposable.

J'aurais pu me borner à demander plus de sévérité dans l'examen des conditions de santé, conseiller aux parents plus d'attention, éveiller leurs craintes, leur faire toucher du doigt les conséquences cruelles d'une trop grande facilité sur ce point, et

terminer par des considérations de circonstance sur le rapport nécessaire entre l'éducation générale des mœurs publiques et la petite réforme proposée. Car il faut évidemment un grand degré d'avancement chez les peuples, pour que la pratique de ce qui est juste et moral rende chez eux la loi inutile. Cela eût suffi certainement au bon goût. Mais cela n'eût suffi ni à mon esprit, ni à la réforme que j'aurais voulu introduire.

Il est trop facile, en France, de perdre les idées les plus justes par le ridicule de la nouveauté, pour que ceux qui s'avisent d'en produire de cette sorte ne prennent pas la précaution d'établir que leurs idées sont au moins aussi pratiques qu'équitables.

Dans le projet de loi que je vais formuler, la liberté n'aura rien à souffrir. Et cependant, il ne serait pas inutile de remarquer que l'homme ne peut jouir de la même liberté en société qu'à l'état de nature. La liberté est essentiellement conditionnelle. Je suis libre, mais à la condition de n'avoir commis ni crime, ni délit.

Vous voulez, à l'égard du mariage, une liberté absolue, comme la liberté de prendre des plaisirs, à la seule condition que la paix publique ne sera point troublée. — Soit. Rien de plus simple. — Mais alors la prostitution mérite, de votre part, une protection spéciale. Vous la lui accordez, en

effet ; et, en ceci, vous êtes conséquent avec votre façon de comprendre et de pratiquer le mariage.

Mais est-il possible, est-il humain, est-il sage que vous laissiez des millions de pauvres diables, ignorant toutes choses, exposés aux suites, mortelles à eux-mêmes, mortelles à votre race, de mariages malsains et corrupteurs ? — Vous croyez, de bonne foi, qu'il suffira de les avertir ? — Lorsqu'un cheval est emporté, il ne suffit pas de crier gare ; il faut barrer le chemin.

Certes, ce sont les mœurs qui devraient, ici, faire l'œuvre de la loi. — Chez un peuple, où chacun posséderait des connaissances assez générales et tiendrait une conduite assez morale pour rendre une telle loi inutile, les mœurs seraient toutes puissantes et l'avertissement même serait souvent hors de propos. Mais ce peuple serait un peuple de demi-dieux ; et là où il n'y a que des hommes réunis, il faut que la loi, qui n'est que la raison des plus sages, fasse l'œuvre des mœurs selon l'humanité et la morale.

Cela peut être très-regrettable, assurément. Il serait plus simple que notre société eût atteint ce degré où la misère, la maladie, l'ignorance seraient le cas de quelques hypocondres qui auraient voulu se distinguer de leurs semblables.

N'étant point parvenue à cet état heureux, la so-

ciété ne me semble ni absolument digne , ni absolument maîtresse de la liberté ; et, sans faire tort à cette passion, qui est souvent de pur décor, il est permis et il est utile d'en prévenir les dangers par d'humaines mesures. — Il suffira de mettre la pratique nouvelle en rapport avec nos mœurs. Car, pour qu'elle ait son effet, il est nécessaire de la mesurer à la force *minima* que nous sommes capables d'opposer au préjugé.

Voici donc ce qui pourrait être proposé pratiquement :

Projet de loi.

Considérant que les mariages qui ont pour effet de donner naissance à des enfants, voués à la mort rapide ou aux souffrances prolongées, sont un crime de lèse-humanité ;

Considérant que le nombre de ces mariages tend à s'accroître de jour en jour ;

Considérant que la société a le devoir de protéger les enfants, sans porter atteinte à la liberté des personnes ;

Considérant que les mariages entre époux, sains de corps et d'esprit, sont un des éléments essentiels de la paix et du bonheur publics, en même temps que de la puissance des États ;

Considérant qu'il existe un certain nombre de maladies dont le diagnostic et les effets sont certains ;

Les philosophes, médecins, moralistes, législateurs, humanitaires proposent :

1° Une commission *consultative* d'hygiène est instituée. Elle est appelée à donner son avis sur la santé des personnes qui veulent se marier.

2° Les parties devront fournir la preuve qu'elles ont passé devant la commission d'hygiène.

3° Si l'avis de la commission leur a été contraire, il sera néanmoins passé outre au mariage.

4° Le maire, dans ce cas, devra simplement rappeler aux familles l'avis de la commission d'hygiène.

5° Chaque commission sera composée de tous les médecins des cantons compris dans l'arrondissement, et siégera au moins une fois par mois au chef-lieu d'arrondissement.

7° Une commission supérieure, composée de délégations des commissions d'arrondissement, siégera au chef-lieu de département, et se réunira à la requête des parties intéressées qui auront toujours le droit d'appeler devant elle, des jugements rendus par les commissions consultatives d'arrondissement.

Dans ce projet, la seule obligation de la loi est que les jeunes gens se présenteront devant une

commission consultative qui donnera son avis aux familles, sans que cet avertissement puisse empêcher le mariage. Il l'empêchera de fait, nous l'espérons, dans la plupart des cas. Mais les jeunes gens et leurs parents ne seront pas obligés par la loi de tenir compte de l'avis de la commission d'hygiène. — Est-ce que les droits de la liberté ne sont pas suffisamment respectés ?

La société doit avertissement et protection à tous, particulièrement aux ignorants, aux faibles, aux malheureux. Elle ne doit empêcher aucune action, naturellement libre, surtout de celles qui ne sauraient nuire à autrui. Mais elle a le devoir de guider les aveugles, de secourir les faibles, d'aider aux impuissants. — Ici, le droit de la société me paraît établi sur deux éléments considérables : l'intérêt de l'homme et de la femme, unis l'un à l'autre et qui ne sauraient vivre heureusement dans un état maladif à l'avance prévu ; l'intérêt des enfants qui ont, si je pouvais dire, le droit de ne pas naître pour souffrir. A cet intérêt se lie celui de la force de la race, qui est un intérêt social de premier ordre.

On me dira : Mais l'éducation des mœurs publiques suffirait. Dans la pratique ordinaire, les familles consultent leur médecin sur la santé des jeunes gens appelés à s'unir. — Oui ; chez les

classes élevées, cette pratique est presque générale. Mais chez les paysans, chez les ouvriers, chez les pauvres, chez les plus nombreux ?

Et puis, croyez-vous que si je supposais que l'éducation des mœurs publiques pût suffire, je prendrais délibérément le parti de m'attirer tant de critiques et m'exposerais, si résolûment, à faire douter beaucoup de bons esprits de l'excellence du mien ? — Non, ma foi. — L'espèce humaine est une espèce fort intéressante. Les sociétés sont des œuvres d'art qui méritent certainement de patientes études. Mais il en est de si fatalement engagées dans leurs voies naturelles, et il y a raisonnablement si peu d'espérance de les en faire sortir, que je me demande si le ridicule de prétendre à ce résultat n'est pas, pour la dignité de l'esprit, un danger plus grand que pour la société de suivre ces conseils. Aussi, je ne tiens qu'à l'idée, qui, par elle-même ou par la pratique, sera toujours toute-puissante.

Oui ou non, voulons-nous retremper notre race ? Oui ou non, voulons-nous refaire un peuple ? — Le projet d'apporter plus de moralité et plus de santé dans les mariages, vaut bien celui d'embriquer toute la nation. L'État ne s'y montrerait pas plus dans toute sa force et dans tous ses droits. — Les peuples puissants ont toujours abdiqué une partie de leur liberté dans une organisation sociale

qui mettait partout l'État au-dessus de l'individu. — Si aujourd'hui nous ne prétendons qu'à plus de bien-être ; alors, développons la vie individuelle, faisons de l'art, de la musique, beaucoup de musique, du commerce, de la science, de la philosophie ; faisons de l'esprit, de la richesse ; mais ne nous mêlons pas de reconquérir et la gloire militaire, et les provinces conquises , et la force de maintenir un si beau rang.

Cette solution, après tout, serait acceptable. Le génie français s'en accommoderait peut-être, comme de la condition même de son développement et de son éclat. — Un tel peuple pourrait être encore, par l'esprit, le plus grand peuple du monde, s'il était jamais capable de se contenter d'avoir de l'esprit. Mais il manquerait toujours de cette force qui fait les grands États politiques (1).

(1) Cette partie, qui vient à la suite du chapitre XII, est la seule qui ait été ajoutée au texte. — Nous n'y attachons, nous le répétons, d'autre prix que l'idée.

CHAPITRE XIII

DE L'ADULTÈRE ET DE SES EFFETS

I

Je veux parler de l'adultère avant d'examiner la législation sur la séparation de corps et sur le divorce. J'ai pour raison que l'adultère étant le coup le plus grave porté à l'amour et à l'honneur, il est le plus grand péril pour le mariage et devient la cause la plus générale de sa dissolution de fait ou de droit.

Quelle est, en effet, la première des causes de divorce ou de séparation de corps inscrite dans notre Code (art. 229, art. 306) ? C'est l'adultère. — Pour qu'il y ait adultère aux yeux de la loi, « trois circonstances sont nécessaires : l'union consommée des sexes, le mariage de l'un des agents, le dol ou

la volonté coupable de la part de la personne mariée » (1).

On peut croire conséquemment que l'adultère existe pour l'homme comme pour la femme et que là où il y a adultère pour l'un, il y a adultère aussi pour l'autre. Mais la loi ajoute à ces circonstances générales des circonstances particulières qui tendent à faire de l'adultère de l'homme une exception légale. Il n'y a adultère de l'homme, aux yeux du Code, que lorsqu'il a tenu sa concubine dans la maison commune (art. 230 C. C.). On a beaucoup discuté là-dessus. L'opinion la plus générale est que l'adultère du mari n'existe pas dans le cas de relation accidentelle avec une femme demeurant dans la maison, ni dans le cas de relation suivie avec une femme qui ne demeure pas non plus dans la maison commune, mais, comme dit le Code Pénal, dans la maison conjugale. C'est l'opinion de M. Mourlon et de beaucoup de jurisconsultes (2). Et cette opinion tend évidemment à établir qu'à proprement parler il n'y a pas d'adultère du mari. La statistique de l'administration de la justice en France pourrait démentir l'assertion ; car elle compte 68 séparations de corps pour adultère du mari ; et il

(1) Chauveau Adolphe et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*. 1834-1843.

(2) M.-J. Oudot, *Du droit de famille*.

est surprenant et honteux, en vérité, que lorsque la loi exige pour constituer l'adultère de l'homme entraînant la séparation de corps, non-seulement que la concubine ait des relations suivies avec le mari et que ces relations aient pour siège la maison conjugale, mais que la concubine soit entretenue par le mari, fût-elle domestique prise par la femme elle-même, à son service, un aussi grand nombre de cas d'adultère du mari ait pu être relevé. Si l'on considère, d'autre part, que chacune des trois circonstances précédentes, prises isolément, peut constituer le cas d'injure grave à l'égard de la femme, lequel entraîne aussi la séparation de corps (1), on s'explique trop facilement comment presque la totalité des demandes en séparation est portée par la femme contre le mari (2,544 sur 2,944), et se trouve classée dans la catégorie si compréhensive des excès, sévices et injures graves : ce qui n'est point fort honorable pour les maris, puisque, s'ils échappent à la séparation par le pharisaïsme de la loi, ils ne peuvent y échapper, dans le second cas, bien qu'adultères dans tous les deux. Il est bon de noter toutefois, qu'aux yeux de la loi, le mari adultère peut être considéré comme coupable d'une injure grave à l'égard de sa femme et condamné, pour

(1) V. Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*. (Art. 231 C. C.)

ce chef, à la séparation, ce qui est une manière de reconnaître l'adultère de l'homme sans vouloir en faire un délit.

Ainsi, dans la catégorie des excès, sévices et injures graves, beaucoup de cas d'adultère du mari peuvent se trouver impliqués, d'autant mieux que cette catégorie comprend le plus grand nombre des demandes en séparation de corps (2,720 sur le chiffre total de 2,924.)

On aurait pu supposer que les cas de séparation de corps pour adultère de la femme étaient les plus nombreux : ce que nous voyons chaque jour autour de nous aurait suffisamment justifié une pareille supposition. Toutefois l'adultère de la femme ne figure que pour 119 cas de séparation de corps. Une raison en est, assurément, que l'adultère de la femme, pour lequel la loi admet toutes sortes de preuves (1), est néanmoins très-difficile à établir. Pour l'adultère du mari, comme il n'a point de corps sans les circonstances qui le constituent aux yeux de la loi et que ces circonstances sont naturellement manifestes, il est d'une constatation beaucoup plus simple, mais qui doit être aussi rare que la réunion des trois circonstances indiquées. Il a donc pu encore se rencontrer en

(1) Articles 312, 313. — Loi du 6 décembre 1850. — 315 C. C., 321 C. P., etc.

France, pendant une même année, 68 misérables assez cyniques, assez indécents, assez oublieux de tout respect et de tout devoir pour entretenir leur commerce scandaleux à côté de leur ménage, jeter ainsi à l'honneur d'une épouse la plus grave injure, à sa fidélité le plus ironique défi, et faire descendre dans une âme tranquille la colère, la honte, le regret et le désespoir. De tels hommes ne sont pas seulement adultères, ils sont coupables de mort morale et c'est comme tels qu'ils devraient être punis (1). Mais l'exemple de ces maris ne prouve rien à l'égard du principe que ces explications laissent encore incertain.

(1) La proportion entre les cas d'adultère du mari et ceux d'adultère de la femme a varié depuis vingt ans. Sur 1,807 demandes en séparation de corps qui ont eu lieu annuellement en France de 1851 à 1860, 114 étaient formées pour adultère de la femme (soit 6 %) et 91 pour adultère du mari (soit 5 %). (Voir *Dictionnaire de la conversation et de la lecture*.) Le nombre des demandes a plus que doublé. On compte aujourd'hui 68 cas pour adultère du mari contre 119 pour adultère de la femme, ce qui donne une proportion de presque le double. Si l'on tient compte que la femme est presque toujours demanderesse et qu'un nombre inappréciable de cas d'adultère du mari se trouve juridiquement compris dans la catégorie des cas d'excès, sévices et injures graves, on reconnaît qu'en somme, dans le mariage, la moralité est du côté de la femme.

L'adultère est cause de crimes.

Sur 18,584 crimes relevés de 1826 à 1850, les comptes rendus de l'administration de la justice criminelle en attribuent 893 à l'adultère, soit 48 pour 1,000. De 1851 à 1860, on en relève 46 sur 8,307, soit 56 sur 1,000. (*Dictionnaire de la conversation et de la lecture*.)

Le compte général de l'administration de la justice criminelle en France (1867) estime que, sur 828 crimes, 25 sont commis par adultère.

La femme et l'homme sont-ils égaux devant l'adultère ? En un mot, les époux se doivent-ils mutuellement fidélité, comme il est écrit à l'article 212, et la loi est-elle conséquente avec elle-même ? Si nous nous tenons à la loi, évidemment non ; et sa pensée est tellement claire que si le mari n'est ni assez sot, ni assez vil pour entretenir sa maîtresse dans la maison conjugale, la femme ne peut réclamer contre lui, ni la séparation pour cause d'adultère, ni aucune peine, quelque flagrante que puisse être l'*infidélité* du mari, pour ne point employer des termes étrangers au Code. — Comment expliquer les distinctions établies par cette législation ? Est-ce que le législateur aurait senti qu'en imposant à l'homme le même devoir de fidélité qu'à la femme, il avait méconnu et dépassé les lois de la nature même ? Est-ce qu'après avoir posé en principe la fidélité mutuelle des époux pour la bonne morale, le législateur ne pouvant se décider à admettre l'adultère du mari, aurait jeté dans nos lois, pour ne désespérer ni la justice, ni la femme, et sans compter sur la lâcheté des hommes, cet article 230 qui devait faire de l'adultère du mari l'exception la plus rare ?

Je crois fermement me tenir dans l'esprit de nos lois, en soutenant que pour elles l'adultère du mari n'existe point. Cependant les hommes sages qui

ont édicté ces lois ont dû s'inspirer d'autres raisons que du sentiment plus ou moins confus soit de leur propre vertu, soit de l'état des mœurs, soit de leur pouvoir pour fixer la morale sur un point si délicat. Ils ont dû descendre jusqu'à l'observation des lois de la nature, et comme ayant aperçu clairement que la femme n'a point la même destination que l'homme, ils avaient respecté dans la loi les différences qu'a marquées la nature dans les droits et dans les devoirs de l'un et de l'autre; ils ont pensé devoir définir l'adultère de l'homme ainsi que nous avons vu.

L'homme travaille au dehors plutôt que chez lui, et s'il s'amuse, il trouve le plaisir si facile et l'amour si libre autour de lui qu'il n'a plus conscience que tous ces plaisirs ne sont point pour lui, ni que toutes ces femmes ne lui appartiennent. Pour le mari, que reste-t-il de l'infidélité ? Un souvenir, quelquefois le dégoût ; peut-être, au contraire, le désir de recommencer. Quoi qu'il en soit, dans l'état de nos mœurs, où nous continuons de raisonner, de l'infidélité du mari : aucun blâme, à moins qu'il ne tire vanité

d'une maîtresse. — Pour la femme, l'infidélité entraîne le déshonneur ; le repos et l'affection ravies au mari et aux enfants par l'amant et l'adultérin, brisent l'unité d'amour créée par la mère dans la famille. Parfois, l'adultère entraîne la femme à l'infanticide, comme nous l'avons vu plus haut.

L'homme produit le germe, mais ce n'est pas lui qui porte l'enfant ; il peut l'élever mais non le nourrir, comme la femme avec son lait. Il doit, pendant les derniers temps de la grossesse de sa femme, se priver d'elle, la soigner, veiller à sa santé. — On a fait le compte du temps pendant lequel l'homme devait se tenir éloigné de sa femme : de quatre à huit jours chaque mois pendant les menstrues, de deux à quatre mois avant et deux mois après l'accouchement, sans parler de l'allaitement qui exige des ménagements ; et on en a fait un argument pour excuser ou pour nier l'adultère de l'homme. Il est possible qu'au milieu des plaisirs qui le sollicitent, l'homme appelé à faire la loi ne se soit point senti naturellement assez continent pour se convaincre lui-même d'adultère. J'avoue que toutes ces considérations sont justes et que notre législation sur l'adultère du mari me paraît rendre très-fidèlement l'état de nos mœurs. Mais est-ce que l'homme occupé par un travail attachant n'est pas naturellement capable de la continence qu'exigent les empêche-

ments physiques de sa femme ? On livre aujourd'hui une jeune fille délicate, sinon malade, à un jeune homme épuisé. Peut-on raisonner avec égard à cet état de choses ? Normalement, dans les conditions ordinaires de santé, combien de temps la femme prend-elle pour ses relevailles ? Dix à douze jours. Grâce à Dieu, nous voyons encore quelques femmes robustes et courageuses reprendre leur travail après ce temps, et la continence de leurs maris peut ne pas dépasser un mois. C'est une autre erreur que la continence soit plus difficile et plus pénible à l'homme marié qu'à la femme mariée. Le jeune homme devient incontinent à mesure qu'il prend l'habitude du plaisir ; mais l'homme marié vit avec des habitudes dont la régularité modifie tout à fait ses besoins et ses goûts, et la continence que le jeune homme ne peut souffrir devient pour le mari l'occasion d'un repos que la nature a prescrit et qui, le plus souvent, est le bienvenu. Le couple conjugal s'accorde avec les lois physiques : il est, pour ainsi parler, la synthèse supérieure du problème des rapports humains, et ces lois s'harmonisent avec l'organisme social ; autrement la société serait absurde. Comme le mariage est pour l'homme et la femme la meilleure condition de santé, la fidélité mutuelle est pour l'un et pour l'autre un devoir naturel dont l'observation rentre dans le plan du légis-

lateur, prophète de la pensée intime de la nature. Quand bien même ce que je viens d'avancer ne serait point vrai, est-ce que devant la morale, devant la conscience, l'homme se reconnaît sur sa personne un droit qu'il refuserait à la femme sur la sienne ? Que la supériorité intellectuelle de l'homme lui ait valu l'obéissance de la femme et la faveur de la loi dans l'administration des biens, dans l'exercice du pouvoir de chef de famille, cela est justifié. Il est d'évidence que la femme n'a point pour destination de faire la guerre, d'aller aux champs, aux ateliers, de faire le commerce, de faire les lois, etc... et que les fonctions qui reviennent naturellement à l'homme lui donnent, dans le détail de la vie sociale, des droits différents de ceux de la femme. J'ai déjà montré que si la femme possédait les mêmes droits que l'homme en tant qu'être humain, elle possédait des droits différents en tant qu'être social. Je demande donc simplement si la supériorité sociale de l'homme, consacrée dans la loi, lui donne dans le mariage un droit que la femme n'aurait point ; s'il y a un droit d'adultère pour l'homme, en d'autres termes, si l'adultère est une question sociale ou une question humaine, une question du domaine de la loi ou une question du domaine de la conscience. Car, si c'est une question purement humaine, purement de cons-

cience, elle devra échapper naturellement à toute législation et à toute action de la loi.

Je vois dès à présent toute la différence qui ressort des principes mêmes, entre l'adultère de l'homme et celui de la femme à l'égard des effets sociaux, et la sévérité de la loi pour l'adultère de la femme est à l'avance justifiée, puisque la naissance d'enfants adultérins vient jeter la division dans la famille et l'inégalité dans la société. Mais résulte-t-il de l'innocuité des effets de l'adultère du mari un droit pour celui-ci ? — A quoi d'abord cette innocuité est-elle due ? — A la prostitution. Sans elle, le mari adultère serait nécessairement séducteur ou complice d'adultère et son action aurait les mêmes effets que celle de la femme et pourrait devenir punissable au même titre. Est-ce ensuite à l'innocuité des effets que doit être mesurée la moralité de l'acte ? S'il en était ainsi, que de crimes passeraient pour innocents ! Là n'est pas encore le débat. Je prends l'homme avec sa conscience, la femme avec son amour ; et dans le silence de la paix domestique, j'interroge leurs sentiments. Est-ce que le mari n'aime point sa femme ? — A défaut d'amour, il lui doit le respect. — Est-ce que la femme n'aime point son mari ? — A défaut d'amour, elle lui doit l'honneur, et tous les deux se doivent mutuellement la justice. — L'homme doit-il fidélité à sa femme ? Qu'il réponde lui-même. A

côté d'elle, en face d'elle, tout lui parle d'attachement, de fidélité, de tendresse. A tromper son mari; quelle femme pense pour peu qu'elle aime ? Que rien ne vienne troubler le ménage, qu'aucun étranger ne s'y présente pour usurper l'amour, qu'aucune séduction n'y pénètre pour surprendre la faiblesse humaine : où sera la place pour l'adultère ? En soi, l'infidélité est le coup de grâce porté à l'amour. Qui la commet n'aime déjà plus et perd le droit et le moyen d'être aimé. — Quel homme de cœur osera exiger de sa femme un attachement qu'il ne garde point pour elle ? Et quelle femme aimante ne souffrira point de se voir trompée ? — Observez maintenant la conduite de l'amant avec sa maîtresse. S'ils s'aiment tous deux, celle-ci montre autant de jalousie que le premier. Ils se font l'un à l'autre mille serments de fidélité. Ils ne prononcent pas une parole d'amour qui ne soit pleine de cette espérance ou de cette crainte ; ils se surveillent l'un l'autre et se quitteront à la moindre infraction, au moins pour un moment. L'amour jaloux se dévore. L'amant, pour s'attacher sa maîtresse, sacrifie tout, tant il est vrai qu'il n'est pas d'amour sans fidélité ! L'amour est égoïste, soupçonneux, tyrannique ; il se veut seule idole, seule ambition, seule puissance, et s'immole tout, parfois jusqu'à l'honneur. A combien d'entraînements les jeunes gens ne se laissent-

ils pas conduire : promesses , engagements , dettes ? Quelques-uns , pour sceller l'amour , souhaitent un enfant et s'enchaînent pour la vie ; quelques-uns descendent jusqu'au crime pour leur maîtresse. Celle-ci , de son côté , met tous les artifices de l'amour au service de l'intérêt , et cela naturellement ; le plus souvent pour le plaisir , parfois par suite d'une passion vraie. Si elle aime sans intérêt , — et l'on n'aime guère autrement , — la maîtresse , pour s'attacher son amant , l'épuise par l'excès des plaisirs : c'est son moyen ordinaire et le plus terrible. L'amant se croit aimé d'autant , se laisse faire et rend l'âme dans l'ivresse de la volupté. Combien sont morts dans cette ivresse ?

Ainsi , il existe , entre l'homme et la femme qui vivent ensemble , une promesse secrète de fidélité qui est le nerf de l'amour et le lien de l'union. Là où ce lien est brisé , il n'y a plus ni ménage , ni famille. Ces faits sont dans la nature des choses et je crois démontré qu'ils touchent à ce que la conscience possède de plus intime et de plus délicat.

III

Le point que nous venons de débattre n'est point fixé dans la morale contemporaine. La morale n'est

pas encore constituée. Il faut travailler à la constitution de la morale. Je ne crains pas de dire que la croyance actuelle s'éloigne de notre opinion et tend à considérer l'adultère de l'homme de plus en plus légèrement. Qui sait si ce n'est pas parce que les femmes elles-mêmes y trouvent aussi leur compte? Cependant un professeur de morale n'oserait pas, je crois, avancer publiquement que l'homme ne doit point fidélité à sa femme. Il dirait plus volontiers avec Sénèque : « Tu sais qu'il y a de l'injustice à demander la fidélité à ta femme quand tu séduis celle d'autrui : tu sais que tu ne dois pas plus avoir de rapports avec une concubine que ta femme avec un adultère. » La morale romaine était peut-être plus sévère que la nôtre sur ce point; bien que nous soyons aussi capables de plus de sévérité dans les mœurs que d'un plus étonnant relâchement. Notre race est faite pour la vertu autant qu'aucune race indo-européenne. Le climat de la France est tempéré, son sol fécond, son peuple généreux. Ce peuple a laissé une tradition d'honneur dans l'histoire; ses temps monarchiques furent les plus brillants. Il veut former aujourd'hui une démocratie : il lui faut la vertu.

Ce qui fait le plus grand défaut aux sociétés, ce sont les mœurs : instrument le plus puissant des réformes sociales. Malheureusement, les mœurs se

font toutes seules par le travail de perfectionnement des sociétés, comme la toile que tisse l'araignée sur son passage ; si bien qu'on retrouve un peuple dans ses mœurs et qu'un peuple a toujours le gouvernement, les lois et les mœurs qu'il mérite. — C'est affaire aux philosophes et aux penseurs de réformer les mœurs par de nouvelles croyances morales. Créer une opinion commune sur un point incertain, voilà le moyen. — Nous possédons encore assez de sens moral pour comprendre que l'adultère du mari, s'il rencontre aujourd'hui quelque tolérance, équivaut à l'adultère de la femme devant la justice. Nous disons encore d'un mari qu'il trompe sa femme, et si nous ne lui en voulons pas autrement, nous ne l'en estimons pas davantage : cela suffit. Si demain l'adultère était considéré comme un abus de confiance et puni comme tel, qui oserait le commettre ? Étant admis que les époux se doivent mutuellement fidélité, l'adultère constitue un véritable abus de confiance. Nous ne disons pas seulement une femme infidèle, nous disons aussi un caissier infidèle.

Notre Code a préféré classer l'adultère parmi les attentats aux mœurs. Je le veux bien ; seulement quelle peine doit-on infliger à cette sorte d'attentats ? car de la peine dépend l'effet qu'on veut produire dans la transformation des mœurs. Cette peine

sera-t-elle la même pour l'homme et pour la femme? Sera-t-elle afflictive ou infamante? « Pour que la punition soit complètement morale, il faut qu'elle tourne au bien de ceux qui la subissent (1). » Est-ce le cas de la loi actuelle? Nous avons déjà montré que, selon elle, il n'y a pas vraisemblablement d'adultère du mari. La loi ne punit donc le mari infidèle que dans le cas de l'article 230 (C. C.). Et par quoi? Par la séparation de corps. Il est vrai qu'avant 1816, la loi ne permettait pas à l'adultère divorcé de se marier avec son complice. (Art. 298 C. C.) Mais est-ce que cette disposition ne devait pas le plus souvent faire les affaires de l'adultère plutôt que le punir! Dans tous les cas, la punition serait assez légère puisque rien n'empêche les coupables de continuer leur commerce : la loi se refuse seulement à le sanctionner, ce qui est de bonne morale et s'explique suffisamment. Seul, le complice de la femme adultère se trouve puni par la même peine qu'elle (art. 338 Code pénal), et aussi de plus par une amende. C'est l'unique cas dans lequel l'homme et la femme adultère soient égaux devant la peine portée par la loi. Mais c'est le complice, ce n'est point le mari, de telle sorte que le seul homme adultère, aux yeux de notre loi, ce serait

(1) Baudrillart, *Etudes de philosophie morale et d'économie politique*.

le complice de la femme adultère : le mari qui trompe sa femme, dans les circonstances exceptionnelles que l'on sait, risquant tout au plus la séparation de corps, déjà, en quelque sorte, accomplie, par lui, quant à la cohabitation (1).

C'est contre la femme que toute la soif de vengeance de l'homme, que toute la rigueur de la loi sont tournées. Les peuples anciens punissaient de mort la femme adultère. Les Hébreux étaient particulièrement cruels sur ce point : ils lapidaient la femme adultère. Les Athéniens, tout en reconnaissant le droit pour le mari de tuer les coupables qu'il avait surpris en flagrant délit, lui permettaient aussi de se venger par mille tourments de celui qui l'avait offensé. Et leur philosophie pénale, plus sensée en cela que celle des autres peuples, avait décidé que le mari n'aurait droit qu'à une amende dans le cas où la femme n'aurait cédé qu'à la force, car la sé-

(1) La morale indoue, la morale juive, la morale grecque, la morale romaine étaient toutes d'accord sur l'adultère.

Dans ses enseignements au peuple, Jeseus Christna disait : « Il n'y a pas de plus grand pécheur que celui qui convoite la femme de son prochain. »

C'est toujours le complice qu'entendent les anciens lorsqu'ils parlent de l'adultère de l'homme. Et notre Code, malgré la définition juridique de l'adultère, qui fait que le complice non marié n'est pas considéré lui-même comme adultère, se trouve cependant tout à fait d'accord avec Jeseus Christna, puisque le complice est le coupable qu'il punit le plus sévèrement.

C'est dans la pénalité que nous retrouvons l'héritage des anciennes idées indoues, juives et romaines.

duction était considérée comme plus dangereuse et plus coupable que la violence. Les Romains usaient, comme les Hébreux, de la peine de mort contre l'adultère (1). Enfin, il n'y a pas encore longtemps, dans le Massachusets, l'adultère était puni de mort par la loi, « et plusieurs personnes subirent, en effet, la mort pour ce crime (2). »

Notre législation n'est ni moins vengeresse ni moins inhumaine. L'article 324 du Code pénal excuse le crime du mari qui assassine sa femme et le complice au moment où il les surprend en flagrant délit dans la maison conjugale. S'il ne surprend pas sa femme en flagrant délit, le mari peut dénoncer l'adultère (art. 336 C. C.), obtenir la séparation de corps (art. 306 C. C.), et faire appliquer à sa femme la peine de trois mois à trois ans d'emprisonnement (art. 307 C. C., 337 C. P.) (3). Le moins que la

(1) Cependant il y a des exemples d'exceptions. « Malgré la loi *Julia de adulteriis*, qui reconnaissait au père de famille le droit de tuer immédiatement les coupables pris en flagrant délit d'adultère, Adrien avait relégué dans une île un père offensé qui avait tué son fils pris en flagrant délit avec sa belle-mère, et le jurisconsulte Marcien, en rappelant cet exemple dans ses *Institutes*, pose le principe que la puissance paternelle doit consister dans la piété et non dans l'extrême sévérité : *Nam patria potestas in pietate debet, non in atrocitate consistere.* » (Dig. XLVIII, 9-5. Marcien.) E. Laferrière, *Mémoire sur la doctrine des jurisconsultes romains.*

(2) A. de Tocqueville, *La Démocratie en Amérique.*

(3) En Angleterre, un bill passé en 1857 a constitué une cour spéciale qui peut prononcer le divorce pour cause d'adultère de la femme. Mais il faut pour cela que la conduite du mari ne soit point répréhensible.

loi accorde au mari, c'est le droit de faire enfermer sa femme qu'il peut d'ailleurs toujours tirer de prison en consentant à la reprendre. (Art. 309 C. C. et 337 C. P.) — On sait, au reste, que, fort heureusement, la séparation de corps est rarement accompagnée de l'emprisonnement, bien qu'à présent la peine de la prison puisse être appliquée sans entraîner la séparation de corps (art. 336-337 C. P.).

Comment justifier cette législation ? Elle marque dans la peine une différence encore plus grande que celle qu'elle avait établie dans le droit. Est-ce d'une telle loi qu'il faut attendre la réforme de nos mœurs ? Pour nous rendre meilleurs est-il besoin d'emprisonnement ? Si, comme j'ai essayé de l'établir, l'adultère, qu'il vienne du mari ou de la femme, est un fait de conscience, de vie intime et d'une appréciation si délicate, la loi n'y doit point intervenir. En posant en principe l'égalité de l'homme et de la femme devant l'adultère, je n'ai fait qu'affirmer l'égalité de deux êtres moraux devant la conscience humaine. Par rapport l'un à l'autre, l'adultère est, pour l'homme comme pour la femme, un délit de conscience, un manque à la foi promise ; en cela l'un et l'autre ne relèvent que d'eux-mêmes. Cela est si vrai que l'adultère blesse plus ou moins l'amour et altère plus ou moins la paix du ménage

selon la délicatesse de l'âme et qu'il se rencontre, hélas ! des familles où l'adultère est admis comme un divertissement réciproque, quand il n'est point souffert comme un gagne-pain.

IV

Quelle peut être la conséquence de l'égalité du mari et de la femme devant l'adultère au point de vue de la peine à infliger ? La peine doit être proportionnée au dommage causé, et j'ai dû reconnaître que si, par rapport au couple conjugal et à la foi promise, l'adultère du mari était aussi coupable que l'adultère de la femme, l'adultère de la femme avait inévitablement des conséquences que n'a point l'adultère de l'homme ; grâce, encore une fois, il ne faut pas l'oublier, à la prostitution, grâce à nos mœurs. Mais je ne veux pas raisonner dans l'abstraction, je ne sors point de la réalité, et je n'hésite pas à dire que, dans l'état actuel, la loi qui punit plus sévèrement l'adultère de la femme est pleine de sens social bien que tout à fait dépourvue d'humanité. Et elle ne peut manquer d'en être dépourvue, puisqu'elle prétend punir un fait qui, de sa nature, n'a de juge que la conscience et de châtiement que la honte et le regret. Mais il y a dommage.

C'est l'auteur du dommage que la loi doit atteindre, et cela est juste. Et il ne faudrait pas demander pour le voleur et pour l'assassin ce que l'on demande pour l'adultère. Voyons donc le dommage et si la peine répond à l'effet qu'on en attend.

C'est d'abord l'honneur du mari outragé. Qu'il se sépare de sa femme. — Rien de plus naturel. — Qu'il la fasse enfermer. — A quoi bon ? — Il peut priver ses enfants d'une mère encore pleine de tendresse pour eux ; car il n'y a pas de rapport entre le cœur de l'épouse et celui de la mère. Autrefois, on se vengeait, on se battait. C'était une assez sotte manière, bien qu'elle fût pleine d'honneur, que de laver un tel outrage au péril d'une existence à laquelle la femme ne tenait plus. Pendant que le mari et l'amant croisaient l'épée, la dame du chevalier adressait pour lui des vœux à la Vierge, et le galant victorieux prenait la belle à son compte. Combien de pauvres roturiers ont de la sorte laissé de veuves aux habiles et nobles seigneurs ? C'était le bon temps. Aujourd'hui le mari ferme les yeux, on le dit complaisant. — On lui prête la main dans une affaire pour s'acquitter envers lui : il ne se fâchera pas, il a besoin de vous. — S'il est honnête homme et maître de lui, au lieu d'exposer sa vie pour une satisfaction que l'opinion publique ne réclame plus, il chasse sa femme, lui rend sa dot et la méprise. Il sent que

le dommage est tout moral et que le châtiment de la coupable ne peut lui redonner ni l'honneur ni le repos. Le mari trompé a mille fois raison de renvoyer sa femme : c'est le seul parti, s'il a le courage de le prendre, — car il faut qu'il ait assez de force d'âme quand la séparation de corps, qui entraîne toujours la séparation de biens, ne lui laisse point assez de ressources (1), pour aimer mieux vivre de son travail que des fruits d'une fortune à laquelle il devrait sacrifier l'honneur. — A tout hasard, pourquoi se battrait-il, quand il n'a pu se venger en surprenant les coupables en flagrant délit ? — Le duel est une sorte de lâcheté et, dans ce cas, un contre-sens. Quelqu'un m'insulte ; au lieu de me jeter sur lui pour me venger aussitôt, ce qui serait naturel et ce qui est seul excusable, je ne sais quelle manière d'entendre l'honneur veut que je me contienne et demande poliment à l'agresseur s'il veut m'accorder réparation. Alors, tandis que j'aurais pu l'accabler sous l'effort de l'indignation et de la colère, il faut que je présente ma poitrine aux coups d'un insulteur qui sera un assassin s'il est habile aux armes. Et l'amant de ma femme pourrait être cet insulteur ? — Pour une femme méprisable, j'irais livrer ma vie à un misérable plus misérable qu'elle ? — Je l'é-

(1) Article 311 C. C. — Cet article doit couvrir bien des lâchetés !

triangle de mes mains si je puis, mais je ne lui offre pas le moyen de me tuer après m'avoir volé l'honneur, l'amour et le repos. C'est à l'exploitation de ces idées d'honneur, qui sont le renversement de la raison, que se préparent ces jeunes séducteurs qui passent la moitié du jour dans les salles d'armes. — Non, rien ne peut réparer l'infidélité d'une épouse : répudiation, prison, vengeance à main armée, assassinat, rien ne suffit. L'épouse infidèle est morte pour le mari et la mort ne se répare pas.

C'est pourquoi nous n'infligerions aucune pénalité à l'adultère.

Cependant il y a, dans le cœur humain, un besoin de vengeance qui est le besoin même de justice, auquel la loi doit satisfaire ; j'en tombe d'accord. La satisfaction la plus morale qu'on lui puisse donner n'est assurément pas la prison. Quand je dis la satisfaction morale, je montre assez l'idée que j'attache à la pénalité. Si la loi n'a pour but que la vengeance, tout est bon comme pénalité : la prison, la mort, la torture même, selon le degré de civilisation. Mais si la loi a pour but la réparation du dommage, elle n'a qu'un moyen pour y atteindre : c'est le perfectionnement moral du coupable. La prison est-elle une école de perfectionnement ? Quand on enferme un voleur, on veut à la fois venger, faire un exemple et empêcher le vol. Le meilleur moyen

d'empêcher le vol est-il d'enfermer le voleur ? Pendant qu'il est enfermé, soit ; mais après ? Et faut-il emprisonner tous les hommes pour prévenir tous les vols possibles ? Mais je le veux bien ; vous privez le voleur de la liberté dont il ne sait pas user, sans lui donner les moyens d'en user plus honnêtement. Avez-vous les mêmes raisons pour emprisonner la femme adultère ? Voulez-vous empêcher qu'elle trompe encore son mari ? — Qu'importe ? La première faute est tout ; et cela est si vrai, que c'est sur cette première faute que vous la condamnez.

Les Grecs connaissaient mieux que nous le cœur humain. Ils dirigeaient les hommes par l'amour-propre, par la honte, par l'honneur. Comme la liberté est l'éducation de la vertu, sa privation est l'éducation du vice. La prison corrompt l'être humain, surtout lorsqu'il lui reste quelque sentiment dans l'âme. La crainte qu'elle inspire, et celle qu'elle laisse à qui l'a subie, peut retenir beaucoup de malheureux ; mais la crainte est de toutes les armes morales la plus pernicieuse au cœur humain ; elle est au premier chef le nerf de tous les despotismes et l'agent de tous les avilissements. C'est, au contraire, en s'adressant aux sentiments généreux, et la honte est peut-être le sentiment le plus généreux, que les législateurs des petites républiques grecques prétendaient faire l'é-

ducation de leurs peuples. Voulaient-ils, comme à Sparte, préserver la jeunesse de l'ivrognerie, ils lui donnaient en spectacle des esclaves dégoûtants d'ivresse ! Voulaient-ils, comme à Athènes, punir les femmes adultères, ils leur interdisaient l'entrée des temples ! Les lois établies par Zaleucus étaient pleines de sagesse. « Elles conduisaient les hommes par l'honneur plus que par la crainte. Cependant il punissait l'adultère par la perte de la vue. Il eût été plus humain et plus juste de prévenir ce qui, dans cette action, peut être un véritable crime, en donnant plus de liberté pour la dissolution des mariages. Du moins n'eut-il point l'absurde injustice de ne punir qu'un sexe d'une faute que l'autre a partagée nécessairement. (1) » — Dans un temps plus rapproché, et sur le sol français, dans la ville d'Albi, si l'on en croit une ordonnance de Guillaume de Vezian, juge de la cour séculière de l'évêque, ceux qui avaient été surpris en adultère devaient parcourir tout nus les rues de la ville, après quoi il leur était fait remise, suivant la coutume, de toute pénalité (2). Je ne proposerai pas le même moyen, assurément : car ceux qui s'y soumettraient pour

(1) Condorcet, *Tableau historique des progrès de l'esprit humain*.

(2) *Dictionnaire de la conversation et de la lecture*. — (Ordonnance datée du mercredi avant la Saint-Jacques de l'an 1278 et citée par M. d'Auriac dans son *histoire de l'ancienne cathédrale et des évêques d'Albi*.)

échapper à une peine plus sévère ne feraient pas un grand sacrifice à leur pudeur, et la population de nos villes en serait plus réjouie que moralisée. Je préférerais le moyen des Athéniens, plus philosophes que nos juges et nos évêques, et je n'admettrais pas volontiers d'autre punition que la honte pour ceux qui auraient manqué à la pudeur. — Je me trouverais encore d'accord avec l'esprit de nos lois, puisque l'adultère est qualifié par elles d'attentat aux mœurs. — Que la peine adoptée consiste dans l'interdiction de l'entrée des temples ou dans un costume particulier, ou dans tout autre stigmate de honte ou de châtiment, peu importe ; pourvu que le moyen soit tout moral, l'effet le sera sûrement. — — Ou une peine de cette nature ou rien ; voilà pour le châtiment des coupables. — Que l'homme descende en lui-même et qu'il se rappelle cette parole de tolérance : « Que celui qui n'a pas péché jette la première pierre à la femme adultère. »

Quant aux conséquences de l'adultère, celles-ci étant plus graves pour la femme, puisqu'elles portent atteinte au mariage et à la famille par la naissance d'un enfant étranger, c'est le vœu de la nature même que la femme soit frappée plus durement, quelque excusable que je la voie dans l'état de nos mœurs. — Mais comment sera-t-elle punie ? Par la séparation d'abord, qui devient un droit pour

l'époux offensé, par le désaveu de paternité (art. 312 et suivants C. C.) auquel je reviendrai. — Il est juste que le mari ait le droit de ne point prendre à sa charge l'enfant qu'il ne reconnaît pas pour le sien. Il me semble que ce droit, qui résulte des suites de l'adultère de la femme, peut devenir pour elle une véritable peine afflictive, et je trouve ici tout naturellement le châtiment de la femme dans le droit du mari. Si la loi s'en était tenue à cette justice, je ne l'aurais reprise en rien, bien qu'elle m'offre encore la matière de quelques observations.

CHAPITRE XIV

CAUSES QUI EXPLIQUENT L'ADULTÈRE ET AGISSENT SUR LA MORALITÉ DES MÉNAGES

I

Avant que de passer outre à la séparation de corps et au divorce, je dois, pour accomplir à mon tour la tâche de moraliste, indiquer les causes les plus générales de l'immoralité des ménages. Cette remarque achèvera de justifier l'indulgence que j'ai montrée dans la pénalité de l'adultère.

Les vices naturels à l'homme, l'éducation souvent impuissante à les corriger, et parfois très-capable de les développer, l'instruction mal comprise et mal appliquée, le mauvais exemple des parents, le défaut de famille, le milieu social, les relations, l'atelier, les lieux publics, les spectacles, les travaux pénibles qui font rechercher les plaisirs faciles,

l'amour contrarié, la disproportion des âges, celle des conditions sociales, les outrages du temps à la beauté et à la force, la crédulité naturelle aux femmes, la soif du gain facile, l'envie, le besoin de luxe, l'incompatibilité des goûts, de l'humeur, du caractère, l'impéritie des maris inhabiles dans le gouvernement de leurs ménages, tantôt trop soupçonneux et trop despotes, tantôt trop confiants et trop débonnaires, les froissements des relations de tous les jours, la curiosité naturelle aux femmes et à l'amour, l'avarice et la lâcheté qui répugnent au sexe ; d'un côté la séduction toujours éveillée, de l'autre la prostitution libre, facile, provocatrice, sont autant de causes qui exercent une action considérable sur la fidélité des hommes, la vertu des femmes et l'harmonie domestique. Chacune d'elles pourrait fournir le sujet d'un développement spécial. Ce développement trouvera mieux sa place dans le chapitre par lequel nous voulons terminer ce travail et où nous rechercherons l'influence de la littérature contemporaine sur les mœurs : car toutes ces causes font le fond ordinaire de nos romans et de nos morceaux de théâtre.

Ici, nous voulons parler seulement des causes les plus générales parmi celles qu'on n'indique point d'ordinaire, bien qu'elles aient une importance de premier ordre. Il est vrai qu'elles offrent

peu de prise à l'art et peut-être moins encore à la morale qui voudrait souvent s'affranchir des conditions physiques de l'espèce humaine et de la vie organique. Je n'ai pas cru néanmoins devoir les passer sous silence ; quoi qu'il en puisse coûter à la pudeur qui, de sa nature, n'est point scientifique. Car, après avoir critiqué les lois et essayé la philosophie de l'adultère, je dois compléter ma démonstration en montrant les causes qui conduisent le plus sûrement à l'adultère et excusent la faute en l'expliquant.

Sous le nom de causes pathologiques, je réduis celles dont je veux parler aux trois principales que voici : 1^o maladies et affections des organes génitaux, 2^o impuissance absolue ou relative, 3^o incompatibilité ou disproportion des appétits sexuels. — Les maladies et affections des organes génitaux viennent au premier rang, parce qu'elles ont généralement pour effet du côté de la femme, comme l'impuissance du côté de l'homme, l'infécondité, à laquelle je rattache un très-grand nombre d'adultères. Ces maladies sont toujours plus graves chez la femme, parce qu'elles entraînent presque toutes la stérilité, tandis qu'elles n'ont point cet effet chez l'homme. Les leucorrhées, les catarrhes de l'utérus, les ulcérations du col de la matrice, les métrites chroniques, les vices de conformation et

maladies de la vulve , du vagin et de la matrice, sont des empêchements au coït, plus sérieux et plus fréquents que les maladies génitales chez l'homme, uréthrites ou autres. Ces maladies sont aussi beaucoup plus fréquentes chez la femme.

On comprend combien un homme doit être embarrassé lorsqu'il se voit engagé dans les liens du mariage avec une femme affligée de ces maladies, dont les unes surviennent aux jeunes filles mêmes, et les autres aux femmes mariées après un premier ou un second accouchement, si toutefois ces maladies n'ont point empêché l'accouchement. — Le mari doit prendre soin de la malade, il ne peut plus attendre d'elle les plaisirs de l'amour; tous deux y répugnent et l'homme surtout puisqu'il risque d'aggraver l'état de sa femme et s'expose lui-même à contracter, dans son commerce avec elle, une affection génitale. La stérilité d'ailleurs, de quelque cause et de quelque part qu'elle vienne, en laissant une place vide dans le ménage, dénature le mariage et fait perdre souvent tout sens moral à la femme. La maternité est si bien faite pour elle, qu'avec la maternité, tout l'être féminin est emporté et anéanti. Il n'est point de mari, si aimé qu'il soit, qui puisse faire jaillir ce flot de tendresse inépuisable, de dévouement constant, d'amour qui tient aux entrailles; et il n'est point de femme

qui puisse contenir longtemps ce flot dans son cœur sans le briser. Comprend-on tout ce qu'est l'enfant et tout ce qu'il peut sur la femme ? Qu'est-ce que le lit nuptial sans le berceau ? Une couchette d'amour ! Mais le berceau ? C'est la mère, c'est la famille ! — On le croit vide et la femme y a déposé, dès le premier jour, son amour, son espérance ; l'avenir ! — Et si l'enfant ne vient pas, c'est tout cela qui meurt pour la femme et qu'elle ensevelit dans son âme. — Le pouvoir de l'enfant est immense : — Qui est-ce qui retient la femme au foyer ? Qui est-ce qui y ramène le mari ? Qui est-ce qui apaise toute querelle, fait taire toute colère, provoque tout pardon ; rapproche, unit, enlace, enchaîne ? — Qui est-ce qui absorbe tout le cœur et tout le cerveau de la mère ? — Qui est-ce qui retient la femme près de céder au séducteur ? — L'enfant ! — Il est l'âme du ménage, la vie de l'intérieur, l'attrait de l'homme, l'ange de la paix domestique, l'idole de la femme, la lumière de sa conscience, le plus sûr gardien de l'honneur conjugal. Faut-il chercher si loin la raison de l'adultère quand la femme est sans enfant ?

L'impuissance peut avoir les mêmes effets, tant par rapport à l'infécondité que par rapport aux plaisirs de l'amour. Si l'impuissance est absolue, que fera la malheureuse jeune fille ? Si l'impuis-

sance est relative , qu'elle procure des plaisirs incomplets, insuffisants et stériles : quel encouragement à l'adultère ! « Le mari ne pourra, en alléguant son impuissance naturelle , désavouer l'enfant. » (Article 313. C. C.). *Is pater es quem justæ nuptiæ demonstrant.* — Sans qu'il y ait malice ni corruption de sa part , la femme souffre de l'état d'impuissance de son mari, elle sent d'instinct que l'amour a d'autres attraits et d'autres ardeurs , et dans son ignorance, elle peut parfois prendre pour de l'indifférence ce qui est le plus grand effort d'un homme qui peut aimer beaucoup mais qui est infirme. L'impuissance se présentant en général comme une suite des maladies que nous avons proposées pour causes d'interdiction du mariage, on voit que si notre proposition était admise, non-seulement on aurait évité l'hérédité, mais au sein des ménages mêmes , le dégoût et l'adultère qui en est la suite. — Les effets du dégoût avaient été bien compris par les Hébreux. Le Deutéronome avait prévu le cas et il avait admis la dissolution du mariage pour cause de dégoût, *propter fœditatem.* (Deut. xiv et s.)

Quant à l'incompatibilité ou à la disproportion des appétits sexuels , j'imagine que les auteurs de la loi sur le divorce en avaient compris l'importance, aussi bien que celle de tous les inconvénients dont la révélation blesse la pudeur, en autorisant

la dissolution du mariage par consentement mutuel (art. 233 C. C.), sans explication ni commentaire de la part des époux. — Quelles que soient les causes de l'incompatibilité ou de la disproportion des appétits sexuels, lesquelles peuvent être par-dessus tout le tempérament et certaines habitudes de lubricité, le fait est vrai, et il conduit inévitablement à l'adultère les époux qui sentent le défaut de proportion dans leur goût pour les plaisirs de l'amour. Car si ce défaut n'a point d'effet pour ceux qui ne le sentent pas, dès qu'il est senti il pousse à la recherche de plaisirs plus vifs et plus fréquents et l'adultère est au bout de la patience épuisée et des bonnes intentions vaincues.

Ajouterai-je enfin à ces trois causes principales les infirmités physiques de toute nature qui, exposées à notre vue et à notre contact, produisent également chez nous l'impression du dégoût ? — Le rachitisme, les tumeurs, les eczémas, les rhumatismes, les dyspepsies, les dartres, les cicatrices difformes, les écrouelles, les hémorroïdes, les hernies, l'ozène, l'urétrite chronique, qui affligent un si grand nombre d'individus, peuvent produire, par le dégoût, les mêmes effets que les maladies génitales, l'impuissance et la disproportion des appétits sexuels ; c'est-à-dire entraîner à l'adultère.

I I

Si l'on veut avoir une idée plus frappante de nos infirmités et de la manière dont elles sont répandues, qu'on s'arrête un instant devant ce tableau : « Figurons-nous que nous sommes convoqués à une fête nationale, comme celle de l'ancienne Grèce : c'est la fête de la jeunesse française. Le bel âge dans sa fleur, la patrie dans son printemps, comme on disait à Athènes, va s'épanouir sous nos yeux. Tous les jeunes garçons qui viennent d'accomplir leur vingtième année et qu'on va saluer du nom d'hommes sont là réunis, au nombre de 325,000, et le défilé commence. Voici d'abord, comme avant-garde, ceux qui n'ont pas atteint la taille militaire ; on en compte 18,106 dont la stature est inférieure à 1 mètre 560 millimètres, soit 4 pieds 10 pouces, la taille des tambours d'autrefois. Le second groupe où l'on a placé les faibles de constitution, les rachitiques, les poitrinaires, est seul presque une armée ; car il comprend 30,524 unités chétives. Suivent les éclopés ou les mutilés de naissance ou par accident, auxquels on a mêlé ceux qui sont tourmentés de varices, de douleurs rhumatismales, de hernies, trois catégories for-

mant ensemble 15,988 jeunes hommes. Les bossus, les pieds-bots et les pieds-plats font bande à part, et ils sont 9,400. Ceux qui sont affligés dans l'un de leur sens, la vue, l'ouïe, l'odorat, sont au nombre de 6,934. Un certain bourdonnement, un étrange cliquetis de paroles annoncent les bègues dont je compte 963, et les édentés, qui sont 4,408. Voici venir, au nombre de 5,444, une phalange où la débauche précoce, à ce que je crains, a dû faire des ravages. Détournons les yeux pour ne pas voir 2,529 pauvres garçons atteints des maladies de la peau. Apparaissent (triste coup d'œil !) 5,243 goitreux et scrofuleux, et, ce qui est plus triste encore, 2,158 malheureux chez qui l'altération du système nerveux produit la paralysie ou les convulsions, la folie ou le crétinisme. Laissez passer un dernier groupe de 8,236 têtes où sont confondues les infirmités diverses, les anomalies pathologiques. Dans cette revue du bel âge de la vie, nous avons déjà compté 109,000 êtres infirmes ou difformes. On a besoin de respirer et de s'épanouir enfin à la vue de la saine et vaillante jeunesse : elle est représentée par 246,000 jeunes garçons entrés dans leur vingt et unième année, en bon état de croissance, en possession de tous leurs membres, sains de corps et d'esprit (1). »

(1) André Cochut, *Revue des Deux-Mondes* du 1^{er} février 1867. Article cité par M. Jules Simon (*L'Ouvrier de huit ans*).

Cent neuf mille sur trois cent vingt-cinq mille : cela fait près du tiers ; et c'est la majorité des deux tiers valides qui sera prise pour le service militaire ! Ce sont les infirmes qui se marieront et feront des enfants. La loi du 21 mars 1832 et la loi du 1^{er} février 1868 (malgré l'article 30 qui permet aux militaires de se marier, sans autorisation, dans les trois dernières années de leur service dans la réserve), ces lois sont coupables devant la morale, coupables devant le mariage, complices de prostitution, complices d'adultère ; et les hommes qui les ont faites ont perdu le droit de se montrer sévères pour des fautes qu'ils ont rendues inévitables.

CHAPITRE XV

DE LA SÉPARATION DE CORPS ET DE SES EFFETS.

I

Il me semble que le moyen d'éviter l'adultère et toutes les suites des mariages entre époux mal faits pour s'unir, serait, par-dessus tout, l'interdiction du mariage aux infirmes, plus d'amour dans les choix, plus de facilités dans la loi, moins de misère dans les conditions sociales. Ce moyen serait simple, naturel, tout à fait digne des hommes. La santé, la raison, la conscience, les bonnes mœurs, le bien-être en seraient les éléments; et l'indissolubilité du mariage serait devenue une vérité descendue dans la pratique générale. Mais les conditions dans lesquelles se développe aujourd'hui la société ne permettent point de raisonner dans la

première hypothèse, et en attendant que les hommes sachent enfin prévenir les abus et les inconvénients du mariage par plus de sagesse, il faut chercher dans les lois ce qui peut les diminuer ou en atténuer les effets et proposer résolûment les moyens propres à préparer la pratique du mariage la plus véritable et la plus morale. — Je crois qu'en outre de ce qui a été déjà proposé, le divorce, réduit à des cas sagement limités, rendrait au mariage le service que la morale attend des lois.

Le principe de l'indissolubilité du mariage n'est pas seulement dans la religion catholique, il est dans la morale; et cependant les peuples qui pratiquent encore aujourd'hui le mariage avec la plus grande austérité dans les mœurs ont admis avec Luther et la Réforme le principe du divorce : et la séparation de corps, qu'on appelait, dès 1804, le *divorce des catholiques* et qui s'offrait alors, concurremment avec le divorce, au choix des Français, s'est maintenue seule depuis, nous présentant en fait la dissolution du mariage comme une concession à nos faiblesses, et en droit l'indissolubilité comme une concession à la morale. Je ne demanderais pas mieux, pour ma part, que de voir proclamé le principe de l'indissolubilité du mariage et abrogée la loi sur la séparation de corps. Mais si, pour répondre à l'état de nos mœurs, on croit utile de

maintenir un principe de séparation entre époux, mieux vaut mille fois le divorce que la séparation de corps, au point de vue de la morale. Par cela seul qu'il permet les secondes noces, le divorce élève la morale en favorisant le mariage et évite tous les inconvénients d'une dissolution qui est de fait sans être de droit. A l'égard de l'adultère, dont nous venons de parler, il est évident que les époux qui auraient eu des motifs graves de le commettre auraient préféré recourir au divorce qu'ils auraient obtenu pour ces mêmes motifs : et leur action aurait été plus morale, puisqu'en se dégageant de la foi promise ils n'y auraient point manqué. Mais il faut dire les inconvénients de la séparation de corps et de la législation à laquelle elle a donné lieu pour mieux montrer, plus tard, les avantages du divorce à tous les égards.

II

En commençant par parler de l'adultère, nous avons traité à l'avance tout ce qui se rapporte à la plus générale des causes, tant de séparation de corps que de divorce. Nous n'avons donc plus à insister sur cette première cause de séparation de corps à laquelle notre Code a assigné la première place. —

Suivant l'article 306 (C. C.) la séparation de corps peut être demandée dans le cas où il y a lieu à la demande en divorce pour cause déterminée, c'est-à-dire que la séparation de corps peut être demandée aussi pour excès, sévices ou injures graves (231 C. C.) et pour condamnation de l'un des époux à une peine infamante (232 C. C.). — Nous avons vu comment certaines circonstances d'adultère pouvaient être considérées comme injures graves et déterminer la séparation de corps. Nous ferons d'un mot la critique de l'article 232 dont le vice nous paraît être tout entier dans la définition que fait le Code Pénal des peines infamantes. Sont, en effet, déclarées peines infamantes : les travaux forcés à temps, la détention, la réclusion, le bannissement, la dégradation civique. Pourquoi pas aussi l'emprisonnement ? De la sorte il peut arriver, comme l'observe très-bien M. Marcadé, que la femme, dont l'époux a subi plusieurs fois la prison pour vol, soit tenue de vivre avec lui ; tandis que la femme du maire condamné à la dégradation civique (art. 430 C. P.) pour la publication d'une loi, aura le droit de se séparer de corps (1). Nous demanderions donc, tout d'abord, que l'appréciation du caractère d'infamie, porté par la peine, fût laissée aux juges au moins

(1) V. Marcadé, *Explication théorique et pratique du Code Napoléon*.

en ce qui concerne la séparation de corps et le divorce.

Parmi les causes déterminées, il y en avait une autrefois que nous souhaiterions de voir rétablie : c'est l'émigration qui était une cause spéciale de divorce. Il était juste, en effet, étant admis le principe du divorce, que l'époux abandonné pût se remarier après un certain temps de l'absence d'un conjoint dont il n'avait pas de nouvelles et dont la mort pouvait être présumée. La Convention avait établi cette cause de divorce dans un but facile à comprendre. Elle devait d'abord être appréciée par des arbitres de famille (1). Bientôt l'époux qui pouvait prouver que son conjoint avait émigré obtenait le divorce sans aucune citation (2).

A côté de l'émigration, se place l'absence dont l'article 115 (C. C.) fixe la déclaration après quatre années. Il nous paraît qu'à l'égard du divorce, la déclaration d'absence devrait avoir lieu après un temps moindre ; après deux ou trois années au plus. Nous nous fonderions sur cette considération qu'après deux ou trois années passées sans nouvelles de sa part, une personne peut être présumée morte, et que la mort dissolvant naturellement le mariage, il

(1) Décret, 8 août 1792.

(2) Décret, 24 vend. an III. — E. Laferrière, *Essai sur l'histoire du droit français*.

ne serait ni juste ni raisonnable de retenir un vivant dans des liens légaux avec un mort. C'est dans ce sens que les articles 115 à 119 et 139 (C. C.) pourraient être modifiés (1).

III

Quels sont maintenant les effets de la législation sur la séparation de corps? J'ouvre le Code Civil (livre I, Tit. VI, Sect. II, art. 267, 268, 269, 270) et ce qui me frappe aussitôt c'est le titre même de la section : « *Des mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en divorce pour cause déterminée.* » Car ce sont précisément ces mesures provisoires à l'égard du divorce qui sont devenues définitives à l'égard de la séparation de corps ; si bien et si justement que la séparation de corps indéfini-

(1) Le Code civil italien ouvre plus de facilités que le nôtre à la séparation de corps. J'y trouve que la séparation peut être demandée pour cause d'*abandon volontaire* (t. V, chap. x, art. 150). Ne serait-il pas juste d'ajouter cette cause à celles que nous venons d'examiner, bien que l'émigration puisse, jusqu'à un certain point, être considérée comme abandon volontaire? En Italie, la séparation peut être encore demandée par consentement des époux, simplement, sauf l'homologation du tribunal. (Art. 158.) — Th. Huc, *Code civil italien*.

ment provisoire est tout à fait un divorce. Il me semble que cette remarque est de nature à rendre plus sensible l'imperfection de la loi. Tandis qu'un des époux demeurerait privé des enfants pendant le cours de l'action en divorce, avec la séparation de corps il en demeure privé à jamais (art. 267). Tandis que la femme pouvait quitter le domicile du mari pendant la poursuite, demander une pension alimentaire et devait justifier de sa résidence dans la maison qui lui avait été désignée par le tribunal, et aujourd'hui par le président seul (art. 878 C. Pr. C.), à défaut de quoi le mari pouvait lui refuser la provision alimentaire (art. 268 et 269) : avec le régime de la séparation de corps, cette situation provisoire faite à la femme et au mari est devenue définitive. Et, comme il est naturel et nécessaire que ce qui était institué pour demeurer provisoire ne puisse devenir définitif sans produire des effets différents, ces dispositions sont devenues, dans la séparation de corps, intolérables à ceux qu'elles frappent, en favorisant toutes sortes d'abus et d'inconvénients. On peut résumer toute la législation sur la séparation de corps à ces deux articles 268 et 269. Car ils ne portent atteinte ni à l'indissolubilité du mariage, ni à la puissance maritale : « En privant le mari de ses droits de père, la loi le maintient dans ses droits d'époux et la femme est retenue sous son

autorité et sous sa tutelle (1). » (Cassation, 13 novembre 1844.)

Cependant, le mariage n'étant point dissous, les enfants devraient demeurer soumis au père, suivant l'article 373, alors même que celui-ci serait défendeur. Mais, d'un autre côté, l'article 302 donne au tribunal le droit de confier les enfants à l'un ou à l'autre des époux ou à une tierce personne, suivant l'intérêt des mineurs, et l'article 303, en rendant aux père et mère le droit de surveiller leurs enfants dans quelques mains qu'ils aient été placés, rétablit la puissance paternelle ; ce qui fait qu'en résumé, les articles 268 et 269 laissent subsister, sans atténuation, tous les effets du mariage.— 1° Devoir de fidélité.— 2° Devoir de se fournir réciproquement des secours pécuniaires.— 3° Devoir d'assistance.— 4° Incapacité de la femme.— 5° Droit de successibilité réciproque.— 6° Droit de jouissance légale des père et mère sur les biens de leurs enfants (2) ; et tous les autres effets que nous avons dits et que mentionne le Code. Cette contradiction, qui fait de la séparation de corps un mode de mariage à distance, qui devient pour deux époux un nouveau célibat forcé et qui rappelle assez exactement ces alliances féodales de

(1) J. Tissot, *Le mariage, la séparation et le divorce*.

(2) Mourlon, *Répétition écrite sur le premier examen du Code Napoléon*.

jeunes seigneurs avec de nobles damoiselles qui ne sortaient jamais des couvents et ne voyaient leur mari qu'à travers les grilles de leur prison ; cette contradiction amène aujourd'hui dans la pratique des conséquences monstrueuses que le législateur ne pouvait pas prévoir mais dont la preuve devrait suffire pour faire réformer la loi.

IV

Comme, avec la séparation de corps, tous les effets du mariage subsistent, le mari tient sa femme *in manu* (art. 215 à 218 C. C.) et a le droit de la surveiller dans l'habitation qui lui a été assignée, puisque la femme lui doit encore fidélité. Or un homme ne peut surveiller sa femme que par jalousie, par intérêt ou par curiosité. S'il la surveille par jalousie, pourquoi avoir plaidé pour éloigner de lui une femme qu'il aime encore et qu'il aurait pu tenir chez soi et surveiller de plus près ? S'il la surveille par intérêt, il peut user de moyens lâches et déshonorants pour se faire donner de l'argent, puisqu'il a le droit d'entrer, même nuitamment, chez sa femme et, pour ce faire, de requérir la police. S'il la surveille par curiosité, il est un plaisant mari,

tout près de revenir à l'amour ou de s'abaisser à l'intérêt.

Le mari peut traîner sa femme devant les tribunaux, la faire condamner pour adultère, cela ne peut faire doute, à moins que le jugement de séparation n'ait été rendu contre lui pour la même cause (art. 336 C. P.). — Que de tortures morales infligées à deux êtres humains dont l'un ne souhaite plus que la mort de l'autre et quelquefois la précipite par le poison, pour hâter sa délivrance et renaître à la liberté ! — Pour le plus délicat des deux, pour la femme surtout, la séparation de corps est un supplice intolérable. — Est-ce vivre que d'avoir à repousser sans cesse des investigations scandaleuses, des perquisitions dégradantes ; que d'avoir à demander, pour le moindre acte de la vie civile, une autorisation devenue humiliante ; et si les enfants ont été confiés à la femme, que de les envoyer à un homme qui ne peut plus être leur père, quand la femme n'est point forcée de souffrir que ce père leur rende visite jusque chez elle ! La puissance maritale et la puissance paternelle, naturelles dans le mariage et si facilement supportées la plupart du temps dans la vie en commun, deviennent une véritable tyrannie dans la séparation. Les hommes délicats dédaignent d'en user, mais les grossiers en abusent ; et alors quel désespoir pour la femme ! Elle pourra se trouver dans la

nécessité de repousser jusqu'à des propositions que la situation nouvelle permet de considérer comme une insulte, et des avances déplacées, enhardies par l'illusion du droit marital et redoutables par la bassesse de celui qui les aura pu faire. La loi protège-t-elle la vertu de la femme séparée de corps ? Si le mari se rapproche de sa femme et use de son ancien droit sur elle, où est la séparation de corps ? A moins que la loi n'assimile au viol le fait de la violence du mari à l'égard de sa femme séparée, et le punisse comme tel, la vertu de la femme est sans protection et la séparation n'est plus rien quant au corps. Ce n'est certes pas moi qui réclamerais cette rigueur, mais si l'on veut être conséquent et faire de la séparation de corps une réalité, il faut absolument donner des garanties à la femme contre l'amour rétrospectif et l'ardeur renaissante d'un mari brutal, et punir pour viol, plus ou moins sévèrement, l'outrageux époux. On répondra que le mariage n'étant point dissous, le mari ne peut être accusé de viol à l'égard de sa femme. Alors il n'y a point de séparation de corps ? Et la conclusion que je formule est juste et nécessaire à ce point, non-seulement aux yeux de la raison, mais aux yeux de la loi elle-même, que l'action en désaveu de paternité, réglée par la loi du 6 décembre 1850 (art. 313 modifié) « ne sera pas admise, aux termes mêmes de cette loi, s'il y a

eu réunion de fait entre les époux. » C'est donc que la réunion de fait entre les époux porte quelque atteinte à l'institution de la séparation de corps, puisque cette action fait perdre au mari un de ses droits les plus considérables (depuis la législation de 1850 à qui revient l'honneur insigne de l'avoir reconnu). Pour être conséquente, la loi aurait dû, dans ce cas, rendre nuls tous les effets de la séparation de corps. Car la réunion de fait, qu'elle soit accidentelle ou constante, c'est la réunion de corps : et comment la séparation de corps serait-elle en même temps dans la réunion de corps ? Comment produirait-elle les mêmes effets ?

Parfois les situations se compliquent. Le mari refuse à sa femme l'autorisation nécessaire à l'accomplissement d'un acte avantageux pour elle ; lui dispute l'affection de ses enfants ou la femme la dispute au mari, suivant que le jugement a remis les enfants à l'un ou à l'autre, et suivant les moyens de séduction que le mari ou la femme peut exercer par sa fortune sur des enfants que les cadeaux touchent plus que tous les autres soins. — M. Legouvé, dans son livre : *Les pères et les enfants au XIX^e siècle*, a su, par un tour pittoresque, rendre saisissantes les principales conséquences de la séparation de corps dont il se déclare l'ennemi irréconciliable. De toutes les anecdotes qu'il raconte, j'en citerai une seu-

lement parce que l'auteur la donne pour juridiquement authentique.

« Le baron*** avait deux fils, un de trois ans, un de six mois, encore à la mamelle. Sa femme obtint contre lui un jugement de séparation de corps pour violences et sévices. Les deux enfants furent confiés à la mère par le tribunal. Le lendemain, le père enlève l'aîné, et ils disparaissent tous deux pendant douze ans. Au bout de douze ans, un ami de M^{me} de B... entre chez elle et lui dit tout ému :

» — J'ai vu votre fils.

» — Où ?

» — A Lyon.

» — Chez qui ?

» — Dans une maison religieuse.

» — Qui vous l'a fait reconnaître ?

» — Sa ressemblance avec votre second fils ; deux frères seuls ont une telle parité de traits.

» — Quel nom porte-t-il ?

» — Duval.

» M^{me} de B... court chez le ministre de la justice, obtient de lui une recommandation pour le préfet du Rhône, qui charge le commissaire de police d'accompagner M^{me} de B... au pensionnat. Le lendemain, à l'heure des classes, ils pénètrent à l'intérieur. Ils s'assoient sur un banc dans un

» coin de la cour d'entrée, pendant que le directeur va chercher le jeune Duval. M^{me} de B... a couvert son visage d'un voile pour que son émotion ne la trahisse pas. Après quelques instants, le directeur reparaît, tenant un enfant par la main. M^{me} de B... l'attire à elle, le regarde ; c'était bien le même visage, les mêmes yeux ! Toute tremblante, elle commence doucement :

» — Comment vous nommez-vous, mon enfant ?

» — Duval, madame.

» — C'est votre nom de famille ; mais votre nom de baptême ?

» — Philippe.

» — Philippe était bien le nom qu'elle avait donné à son fils.

» — Y a-t-il longtemps que vous êtes à Lyon ?

» — Un an seulement, madame.

» — Avant de venir à Lyon... où étiez-vous ?

» — J'ai été en Italie et en Allemagne.

» — Est-ce que vos parents ne sont pas français ?

» — Si, madame.

» — Ils existent toujours ?

» — J'ai encore mon père.

» — Et votre mère ?

» — Ma mère est morte.

» — Depuis quand ?

» — Depuis douze ans.

» — Ne vous rappelez-vous rien de votre enfance,
» de votre mère ?

» — Rien du tout.

» — N'avez-vous pas de frère ?

» — J'en avais un, mais mon père m'a dit qu'il
» était mort.

» A ce mot et se voyant ainsi, elle et son second
» fils, rayés, non-seulement de la vie de cet en-
» fant, mais de sa mémoire, M^{me} de B... sent les
» larmes qui la gagnent ; elle se lève et s'éloigne.
» Est-ce bien son fils ? Elle n'en doute pas. Mais
» comment convaincre la justice ? Le moyen était
» bien simple : M. Duval devait venir le lendemain
» voir son fils. M^{me} de B... s'aposte avec le commis-
» saire de police dans une maison voisine ; à trois
» heures paraît dans la rue un homme qui se dirige
» vers la pension.

» — C'est mon mari, s'écrie la femme.

» En effet, il entre et demande son fils, Phi-
» lippe Duval. Plus de doute ! il n'y avait plus qu'à
» exécuter le jugement.

» La mère et l'enfant partent pour Paris ; le père
» les suit. La mère met son fils dans un collège et
» le tribunal décide que le père n'aura pas le droit
» de le voir. Que fait-il alors ?.... Vous allez tou-
» cher du doigt une des plus monstrueuses incon-
» séquences de cette loi qui maintient les noms

» de toutes les choses qu'elle détruit. M. de B...,
» séparé de son fils, privé de le voir, n'en restait
» pas moins nominativement et ironiquement dé-
» positaire du pouvoir paternel ; il s'en souvient,
» et dans sa rage de se voir arracher son fils, il
» a recours pour le reconquérir au plus bizarre
» expédient. Le temps avait marché, l'enfant était
» devenu un jeune homme ; le père alors s'arme
» d'un article du Code civil, émancipe son fils et
» lui fait savoir qu'il est maître de sa personne,
» que par conséquent il peut quitter le collège et
» revenir avec lui.

» — Mais la mère que fit-elle ?

» — Elle ne pouvait rien faire.

» — Elle pouvait demander l'annulation de cet
» acte d'émancipation.

» — A quel titre ?

» — Au titre du pouvoir que la loi lui conférait
» sur son enfant.

» — Vous voulez dire : le jugement, non pas la loi
» La loi ne reconnaît d'autorité paternelle qu'au père.

» — Mais puisque le père avait été déclaré indigne
» de diriger son fils, il ne pouvait pas rester ca-
» pable de l'émanciper.

» — Pourquoi cela ?

» — Parce que c'est contradictoire, parce que
» c'est absurde, parce que c'est impossible !

» — Absurde aux yeux du bon sens, oui ; aux yeux
» de l'équité, oui ; dans l'intérêt de l'enfant, oui.
» Mais la loi de séparation ne connaît que les prin-
» cipes, elle veut avant tout que ces principes aient
» l'air d'être respectés ; et, au nom de cette fiction,
» l'émancipation est valable. »

La loi, en effet, ne peut se démentir, et ce fait est très-propre à fixer l'attention sur une matière difficile où le hasard des circonstances met souvent en défaut la prévoyance des lois.

C'est généralement à la fleur de l'âge que les époux demandent à se séparer. Ils n'ont pas toujours à eux deux cinquante ans ; et il ne leur est pas possible de se remarier ! Quel appoint pour le concubinage et la prostitution ! Si c'est le mari qui est adultère et qu'il soit maître de son bien, quelle bonne fortune : le voilà libre avec une maîtresse qui ne pourra lui réclamer mariage ! Si c'est la femme qui est adultère, elle se trouve privée de tout appui moral. Admettons que s'étant repentie, elle trouve un homme qui consente à la réhabiliter par le mariage, elle ne pourra pas accepter sa main. Qu'elle soit libre et peu vertueuse, elle part avec son amant et continue de vivre avec lui. — Qui est-ce qui se nuit dans ce cas ? Qui est-ce qui se fait tort ? La société, la morale. « Sur quinze époux séparés, il y en a dix qui s'organisent en mariage irrégulier. » Et sur

dix unions pareilles, sept donnent lieu à des naissances illégitimes (1). La société devient complice innocente de ces situations.

Elle est sans pitié pour la femme séparée de son mari. Au regard du monde, la femme a tort dès qu'elle est seule; c'est une manière de comprendre le mariage qui prouve sans doute le respect instinctif et profond que lui porte l'opinion, et l'opinion a peut-être raison. Car quelles réflexions peut éveiller une femme seule, jeune presque toujours, libre suffisamment, oisive le plus souvent, voyageuse par distraction sinon par passion, habituée à l'audace par l'usage de la liberté; hors son sexe par sa situation exceptionnelle et par l'action, répugnante aux mères de famille et aux prudes, pleine d'attraits pour les jeunes gens et brillante à leurs cœurs comme une promesse de bonne fortune, vertueuse ou non toujours soupçonnée et toujours courtisée! Une telle femme, si elle a de l'honneur, se trouvera bientôt plus malheureuse qu'en ménage. Elle ne rencontrera ni respect, ni indulgence, ni amitié vraie. Ah! si elle pouvait rechercher un mari! Mais l'amant seul lui est permis. Et si elle le prend, quelles récriminations? Elle aura traité dans le déshonneur le nom d'un homme honorable!

Est-ce le monde qui a tort? — Nullement. C'est

(1) Voir E. Legouvé, *Les pères et les enfants au XIX^e siècle*.

la séparation de corps. Elle brise le respect, brise l'honneur, brise le bonheur, brise le droit; elle veut conserver le mariage et elle désunit le père d'avec la mère et disperse la famille. Qui la continue? Les bâtards, s'il en naît. C'était une des conséquences les plus grotesques de la loi que celle qui imposait au mari les enfants de l'amant de sa femme séparée (1). Il faut avouer que les législateurs avaient fait bien bon marché de ce qui est le plus cher au droit et à l'honneur des hommes. Il a fallu attendre jusqu'au 6 décembre 1850 pour que la grâce législative descendît faire la lumière dans l'esprit et dans le cœur de ceux qui font les lois et leur dicter la

(1) Pour ajouter à la valeur des arguments produits contre le système de la séparation de corps, je rappellerai le cas d'un de nos plus illustres avocats. (Voir le procès en diffamation de Jules Favre contre Laluyé. Septembre 1871.)

Certainement la loi eût condamné M. Jules Favre. Mais le cœur humain l'avait déjà absous.

Le jury, en condamnant M. Laluyé, bien qu'il n'eût à prononcer que sur la diffamation, a été plus loin qu'il ne pensait. Il a déclaré que M. Jules Favre, qui avait outragé la loi, s'était cependant conduit selon le cœur humain.

C'est qu'en effet, à défaut même du cœur humain, la raison ne saurait admettre, de quelque intérêt social qu'il y aille, que les enfants, nés du commerce d'une femme séparée avec son amant, soient justement considérés comme les enfants du mari.

La loi du 6 décembre 1850 a donné, en partie sur ce point, satisfaction à la raison, en admettant le désaveu de paternité dans le cas de séparation de corps. Pour devenir tout à fait équitable, dans ce système de la séparation de corps, la loi devrait accorder à l'amant de la femme séparée *le droit de reconnaître les enfants nés de leur commerce*. Nous n'avons pas besoin d'ajouter que le divorce serait infiniment préférable; car, ici, il aurait au moins le mérite de résoudre toutes ces difficultés et ces contradictions. (Note ajoutée.)

bonne pensée de rendre au mari le droit de désavouer des enfants qui ne peuvent être les siens.

On a vu tout à l'heure quel argument nous a fourni cette loi. Achéons par quelques considérations statistiques.

V

« Dans les procès civils, le nombre seul des affaires est un symptôme des imperfections de la loi (1). » Combien comptons-nous d'affaires de séparation de corps en une année ? — 2,944. — Est-ce assez pour accuser les imperfections de la loi ? Ce nombre a plus que doublé depuis dix ans et il tend à s'accroître encore.

Puisque nous parlons statistique, je dois dire que ce qui me frappe d'abord, c'est la disproportion entre le nombre des demandes formées par les femmes et le nombre de celles qui sont formées par les maris. Les demandes formées par la femme s'élèvent à 2,544 sur 2,944, c'est-à-dire presque à la totalité (2). — N'aurait-on pas le droit d'en induire que

(1) Ch. Renouard, *Mémoire sur la statistique de la justice civile en France*.

(2) 275 sont fournis par le mari et 125 reconventionnellement, ce qui fait bien 2,944 demandes sur lesquelles 2,181 ont été accueillies.

la séparation de corps est plus particulièrement le moyen de la femme puisqu'elle en use presque exclusivement? L'institution semble faite à son profit, elle se présente comme l'unique refuge des femmes malheureuses, maltraitées, dégoûtées, blessées, et, en effet, elle pourrait être une véritable institution de protection à l'égard de la femme. L'homme trouve tant de compensations dans notre état social, que la pensée ne peut lui venir aussi souvent qu'à la femme de se débarrasser d'une compagnie qui ne le gêne pas autant que la sienne peut gêner. Aussi la loi devrait-elle faire à la femme une condition meilleure; et si la femme ne peut trouver cet adoucissement que dans un second mariage, ne pas lui créer une condition plus dure après avoir établi une législation dans le but de la protéger. Actuellement, la séparation de corps est un châtimement dont la femme ne peut soupçonner toute la rigueur et qu'elle ne s'offre à subir, en général, que par suite de cet état de l'âme qui ne nous permet point d'imaginer un mal pire que celui dont nous souffrons. Je suppose encore que beaucoup de femmes hésitent et reculent devant la séparation de corps; ce sont celles que je plains le plus. La séparation de corps cause peut-être plus de mal par la retenue qu'elle impose et les sen-

lies. (*Compte général de l'administration de la justice civile en France. 1867.*)

timents très-honnêtes qui empêchent d'y recourir que par les conséquences qu'entraîne son application. Pour beaucoup, c'est avec l'indissolubilité forcée, le malheur forcé, le dégoût forcé, la guerre intérieure forcée, le ressentiment forcé, la haine forcée, le désespoir, l'enfer dans le ménage. Est-ce que les législateurs auraient prétendu forcer l'accord et l'union des maris et des femmes en rendant la séparation ouverte plus redoutable ? Je ne sais si dans ce cas les conditions de la vie en commun ne seraient pas plus dures, et si les législateurs auraient atteint leur but. Quoi qu'il en soit, il y a, soit du côté de ceux que la rigueur de la loi retient, soit du côté de ceux qu'elle n'effraie point, de grands maux, de cruelles douleurs, d'intéressantes tristesses, de sincères sentiments, toute une partie de l'humanité contristée et souffrante : et les législateurs n'ont plus le droit de se raidir contre d'aussi éclatantes misères !

Les enfants aussi retiennent bien des pères et des mères au bord de l'abîme de la séparation. Je voyais justement leur influence quand je disais d'eux qu'ils sont le lien tout puissant, le gage certain, la raison dernière et toujours présente de l'harmonie conjugale. Les demandes en séparation sont à proportion plus nombreuses du côté des ménages sans enfants, étant donné que les ménages sans enfants

sont le petit nombre. Sur 4,343 demandes, 1,790 étaient formées par des gens mariés sans enfants (1). Sur 2,819 demandes, 1,822 étaient formées par des époux ayant des enfants et 996 par des époux sans enfants (2). Ce sont, nous le répétons, les condamnations pour excès, sévices et injures graves qui sont les plus nombreuses. La même statistique en compte 2,720. Pour adultère de la femme, elle en compte 119; pour adultère du mari, 68; pour condamnation à une peine infamante, 37. — Quant aux désaveux de paternité, ils sont au nombre de 57. Ce nombre forme par rapport au chiffre général des mariages et à celui des demandes en séparation de corps, une proportion peu importante.

(1) Voir Tissot, *Le mariage, la séparation et le divorce*.

(2) *Compte général de l'administration de la justice civile en France. 1867.*

CHAPITRE XVI

DU DIVORCE ET DE SON INFLUENCE MORALE

I

« Un jour Julef, roi d'Agra dans l'Indostan, ayant appris que dans la première année de son règne 2,000 mariages avaient été dissous, interdit le divorce. Les mariages et les naissances diminuèrent aussitôt. Les adultères augmentèrent ainsi que les crimes qu'ils font naître; à tel point qu'en une année, 300 hommes et 65 femmes furent traduits pour empoisonnement et crime sur leurs conjoints (1). »

M. Tissot, à qui j'emprunte cette instructive anecdote, ne nous dit point si le roi Julef rétablit le di-

(1) J. Tissot, *Le mariage, la séparation et le divorce.*

vorcée. Il n'avait pas cependant le choix des moyens, et pour peu qu'il eût de sagesse et d'humanité, il dut rétablir une institution qui était bonne pour son peuple puisqu'elle le protégeait contre le crime.

Le divorce a sa raison d'être dans le degré de civilisation des peuples. Toute l'antiquité l'avait admis, pour des raisons diverses ; et cependant l'indissolubilité du mariage n'en était pas moins regardée comme un principe certain. « Sous l'empire des Védas le mariage était considéré comme tellement indissoluble que la mort même d'un des époux ne pouvait rendre à l'autre sa liberté, si des enfants étaient issus de cette première union (1). » Et pourtant Manou prescrivait de remplacer la femme stérile après huit années de stérilité (2). — Le mariage n'ayant eu primitivement en vue que la progéniture il était naturel que ce fût un droit dans l'antiquité de répudier la femme stérile. Les Romains, les Grecs et presque tout l'Orient connurent ce droit et cette pratique. C'est dans le même but et dans le même intérêt que chez les Romains, à Athènes même et à Sparte, comme chez les Hindous et chez les Hébreux, la veuve laissée sans enfant épousait le frère de son mari ou un parent pour que celui-ci lui suscitât des

(1) Louis Jacolliot, *La Bible dans l'Inde*.

(2) Lois de Manou, IX, 81.

enfants qui devaient passer pour les enfants du défunt (1). Moïse permettait le divorce, mais le mari n'avait pas le droit de reprendre la femme qu'il avait répudiée. (Deut., xxiv, 3-4.) La raison en était que la femme répudiée s'était souillée en se livrant à un autre. Mais c'était le mari qui en était cause en l'ayant répudiée (Deut., xxiv, 4) (2), ce qui était tout à fait dans l'esprit juif, si admirablement représenté par Jésus s'écriant dans le sermon sur la Montagne : « Et moi je vous dis que quiconque aura épousé celle que son mari aura répudiée commet l'adultère. » (Saint Mathieu, v, 32.)

A Rome, le divorce présenta, selon les temps, plus ou moins de facilités. Sous l'empire, les Romains en avaient tellement abusé qu'on voyait les femmes demander elles-mêmes leur répudiation pour passer, avec leur dot, dans les bras d'un nouveau mari, tant elles étaient peu assurées de conserver leur situation dès lors que leurs maris avaient non-seulement le droit de les répudier mais celui de les céder aux autres comme une chose. Cicéron ré-

(1) Lois de Manou, IX, 65, 146. — Deutéron., 25. — Xénophon, Gouvernement de Lacédém. — Plutarque. — Solon, 20. — Lois de Manou, IX, 121. — Troplong, *De l'influence du christianisme sur le droit civil des Romains*.

(2) Voir de très-curieux détails dans le Code rabbinique : *Eben Haezer*, traduit, par extraits, par MM. E. Sauteyra et Charleville. — Salvador : *Histoire des institutions de Moïse et du peuple hébreu*. — Pastouret, Hennequin, etc.

pudiait Terentia pour se mettre en état de payer ses dettes en épousant une seconde femme et Auguste, bien que lui-même eût fait enlever Livie à son époux Tibérius Néron, essayait de mettre un frein à tant d'abus par des rigueurs sans effet. — Constantin n'osait pas imposer à tous ses peuples l'interdiction du divorce. Sa constitution de 331, confirmée par Honorius en 421, retirait tous les prétextes légers à la répudiation ; et cependant « la femme répudiée au mépris des prohibitions pouvait se remarier après un an ; le mari, que sa femme avait abandonné, en lui intimant qu'elle divorçait avec lui, avait aussi la liberté de contracter sur-le-champ un second mariage. Dans le cas de divorce légal, un second mariage était permis au mari que sa femme avait forcé à la répudier. La femme qui avait eu des raisons légales de provoquer le divorce pouvait convoler après cinq ans d'épreuve (1). » Ces facilités ne furent point trouvées suffisantes et Théodose le Jeune dut remettre en vigueur le droit des Prudents. On revint même au divorce par consentement mutuel, et Justinien à son tour se sentit impuissant contre le divorce (2).

Le christianisme ne réagit que bien faiblement

(1) Troplong, *De l'influence du christianisme sur le droit civil des Romains*.

(2) Voir Troplong, *ibid.*

et bien lentement contre cet état de choses : sa morale n'était point faite sur ce point et l'on retrouve toutes les hésitations de l'Église, dans cette question, à propos des secondes noces. — Saint Paul les avait recommandées aux jeunes veuves. Les Pères les avaient consacrées au concile de Nicée. Pour sa part, saint Augustin affirmait la légitimité des secondes, troisièmes, quatrièmes et cinquièmes noces (1). L'indissolubilité du mariage n'était pas encore formulée comme un dogme de l'Église. On peut comprendre toutefois qu'à une époque de gestation religieuse, pour ainsi parler, alors qu'il fallait établir le respect des dogmes de la religion nouvelle par de sévères pratiques, le divorce ait pu être considéré avec une horreur toute sainte. Mais dès que la société fut régulièrement constituée par la nouvelle Église, à un excès de rigueur dut naturellement succéder un excès de relâchement. Les peuples nous ont offert plus d'un exemple de ces révolutions où la religion semblait mise en péril par la pratique des mœurs.

L'histoire nous enseigne donc que le divorce fut, suivant les peuples et suivant les temps, tantôt un droit, tantôt une tolérance des lois religieuses et civiles ; et la pratique presque universelle qu'en fit

(1) Voir Troplong, *ibid.*

l'espèce humaine, et qu'elle en fait encore aujourd'hui, montre suffisamment le caractère qu'il faut attacher à cette institution.

II

Dans la morale supérieure, le mariage est indissoluble pour toutes les consciences, pour tous les esprits : dans les mœurs il trouve des raisons de dissolution, et dans les lois il doit rencontrer la sévère indulgence de la justice.

Je serais très-éloigné d'admettre que le divorce doit être établi au nom de la liberté humaine, comme prétendaient le soutenir quelques métaphysiciens de la Révolution et comme le soutiennent encore certains partisans des unions libres. Je m'explique assez mal leurs raisons et je me demande ce qu'ils peuvent entendre par un mariage qui ne dépend que du caprice de l'homme ou de la femme. S'ils sortent du mariage indissoluble, ils tombent dans le concubinage et la prostitution ; il n'y a pas de demi-parti, et, à la vérité, un divorce libre serait la négation pure et simple du mariage. Sans doute, le mariage est une association, mais est-ce, comme vous le dites, une association dans laquelle les parties sont entièrement libres de leur action ? Serait-ce une as-

sociation de la nature de celles que forment les hommes pour l'exploitation d'une industrie ou d'un commerce ? Ce que l'homme et la femme mettent dans l'association du mariage, le mettent-ils dans une association ordinaire ? Suffit-il à l'un ou à l'autre de reprendre son argent pour que tout soit dit ? Quelle idée vous faites-vous donc du mariage ? Et que serait une liberté qui donnerait à l'homme le droit de rompre un engagement qu'il avait la liberté de ne pas prendre ? Je ne comprends pas le mariage autrement qu'indissoluble. Toute union qui n'est pas indissoluble s'appelle union libre, concubinage, fornication, du nom que l'on voudra excepté du nom de mariage. Voilà pour la théorie, et cette vérité est absolue. Dans la pratique, il arrive que les causes diverses, que nous avons étudiées dans ce mémoire, amènent dans le mariage des éléments de désunion qui font que l'indissolubilité devient plus choquante pour la morale que la séparation même. Ces causes tiennent en partie de l'état de nos mœurs, en partie de l'état même de nos personnes ; elles n'ont rien, à la vérité, de flatteur pour notre orgueil, et quand elles nous précipitent au divorce, quelque réfléchi que soit notre résolution et de quelques honneurs que puissent nous entourer les hommes, nous sommes presque toujours, malgré cela, d'assez tristes personnages. — Parce que ces causes accusent l'im-

perfection de nos mœurs et notre propre infirmité, faut-il n'en pas tenir compte ? Et ne peut-on pas soutenir que le divorce, réduit à des cas très-déterminés, serait pour notre moralité le meilleur moyen d'éducation et le gage le plus certain du perfectionnement qui nous doit conduire à faire de l'indissolubilité une pratique réelle et consciencieuse ?

Je ne puis pas dissimuler combien je suis pénétré de cette vérité : que la morale souffrira moins avec le divorce qu'avec une prétendue indissolubilité dont nos mœurs sont le plus amer et le plus constant persiflage. Mieux vaut le divorce que la fornication, que la prostitution, que l'adultère, qui sont devenus l'élément le plus dissolvant du mariage et de la famille ; mieux vaut le divorce que la séparation de corps qui est un mensonge et qui est devenue la plus radicale expression de la liberté du célibat dans le mariage.

Le législateur doit prendre garde d'établir des lois qui ne seront point observées. Il y a peu de signes qui accusent mieux les vices d'une société que le défaut de respect pour les lois qui y sont établies, quand ces lois sont justes et morales. En voulant se tenir trop fermement à l'indissolubilité du mariage le législateur peut aller contre son but, éloigner du mariage au lieu d'attirer à lui, le rendre insupportable, au lieu de le rendre tolérable ou même at-

trayant et prêter la main à un plus grand relâchement des mœurs, au lieu d'y amener plus de sévérité. J'aime mieux, pour ma part, une législation moins relevée et qui ne dépasse pas le niveau de la moralité générale, parce que seule elle est efficace et seule elle est moralisatrice, qu'une législation de demi-dieux dont les hommes se rient et qui n'est, tout au plus, propre qu'à les faire paraître plus misérables.

III

Je n'ai point voulu jusqu'ici considérer l'indissolubilité autrement que comme un principe de morale. Car, en tant que dogme religieux, l'indissolubilité n'est pas un instant soutenable au point de vue de la loi civile. Dès lors qu'elle est un dogme, l'indissolubilité du mariage n'a pas plus d'importance à mes yeux qu'aucun autre dogme religieux ; et législateur civil, je ne dois pas m'en soucier plus que je ne ferais, par exemple, de la transsubstantiation pour établir un traité de commerce. Ceux qui repoussent le divorce, parce que l'indissolubilité est pour eux un dogme de l'Église, n'ont aucune raison de se mêler de la législation et celle qu'ils mettent en avant est précisément la raison qu'on pourrait invo-

quer contre eux pour leur imposer silence au nom de la liberté de conscience dont ils se montrent les plus grands ennemis. Car, mieux l'indissolubilité est un dogme, plus le divorce doit être libre; à moins que vous n'admettiez que le dogme peut s'imposer par la violence des lois, comme il s'imposait par le fer et par les supplices dans des temps moins humains et moins raisonnables. Je sais bien que les législateurs de 1816 étaient catholiques avant que d'être hommes. C'est pourquoi ils ont aboli le divorce au nom de la religion; et c'est pourquoi j'ai le droit d'en demander le rétablissement au nom de la liberté de conscience (1). Catholiques fervents, pratiquez l'indissolubilité; je vous honore. Vous aurez marqué très-haut la place des vertus chrétiennes. Mais laissez de grâce, sinon par justice au moins par charité,

(1) M. Valette considère l'abolition de la séparation de corps comme « une véritable violence faite aux consciences religieuses. » Il est donc vrai, pour la même raison, qu'à l'égard de ceux qui n'ont pas la même conscience religieuse, l'abolition du divorce est aussi « une véritable violence faite aux consciences religieuses. » Voici comment s'exprime M. Valette : « La Révolution française, trompée par de fausses vues, non-seulement introduisit le divorce et en rendit l'usage facile, mais le favorisa même outre mesure en abolissant la séparation de corps (2^{me} loi du 20 septembre 1792, § 1, art. 1 à 7); ce qui était une véritable violence faite aux consciences religieuses, car on excluait la séparation de corps d'une manière absolue et non pas seulement dans l'hypothèse où la partie défenderesse aurait posé l'alternative entre la renonciation à la séparation de corps et le divorce. (Comp. C. Nap., art. 310.) » — Valette, *Explication sommaire du livre 1^{er} du Code Napoléon*.

le divorce établi comme une porte de salut ouverte aux petits de ce monde!

Ainsi, quand vous faites de l'indissolubilité du mariage un principe religieux et que vous rejetez le divorce au nom du dogme, j'en réclame le rétablissement au nom de la liberté de conscience. Si vous faites de l'indissolubilité un principe de justice et que vous rejetez le divorce au nom de la morale, je vous demande de le rétablir, pour pallier les effets immoraux qui tiennent à l'état de nos mœurs et particulièrement aux conditions funestes dans lesquelles se contractent parmi nous le plus grand nombre des mariages. La législation de 1803 (articles 229 à 306 C. C.) pourrait nous rallier, sauf en ce qui concernerait les articles 230, 232 et tous ceux qui ont été l'objet de notre précédente critique. La remise en vigueur de cette législation serait assurément le meilleur moyen d'en découvrir les défauts et de montrer les réformes qui y seraient devenues nécessaires. L'exemple de l'Angleterre, de l'Amérique, de l'Allemagne, de la Prusse, de la Suisse, nous encourage (1). Nos législa-

(1) En Angleterre, jusqu'en 1857, les cours ecclésiastiques pouvaient accorder la séparation, à *mensâ et toro*, pour adultère. C'était comme la séparation de corps chez nous, à moins que la Chambre des Lords n'intervint pour prononcer le divorce. Mais ces cas ont toujours été très-rares et on sait qu'en Angleterre les procès en divorce sont ruineux et prennent un temps désespérant. Il faut être très-riche et très-patient pour plaider devant la Chambre haute. — Depuis 1857, les cours ecclésiastiques ont conservé le droit de prononcer

teurs avaient essayé de l'imiter en 1831, en 1832, en 1848. Reprenons leur projet. Soyons avec saint Épiphane et saint Ambroise, avec l'Église d'Orient, avec les vingt papes qui autorisèrent vingt de nos rois à répudier vingt reines, avec Luther et la Réforme, avec la Révolution, avec Napoléon en 1813, avec la Chambre des députés en 1831, avec M. Crémieux en 1848, contre tous les esprits, toutes les églises, toutes les écoles, tous les pouvoirs qui n'ont compris ni l'humanité, ni leur temps, ni la civilisation : et proposons résolûment le rétablissement du divorce, non plus comme un principe de justice, mais comme un principe de tolérance.

IV

Si l'on me demande maintenant si j'attribue une influence au rétablissement du divorce au point de vue de l'accroissement du nombre des mariages, je ne puis répondre par des résultats précis. Mais il

la séparation *à mensâ et toro*. L'action en dommages-intérêts a été supprimée; mais la cour spéciale du divorce instituée par le bill de 1837 peut infliger une amende au profit du mari (1). — On retrouve bien là le caractère des lois anglaises, toujours fort sages, mais où l'avarice est trop souvent employée au service de la morale; par où il arrive que, chez nos voisins, la crainte de payer fait plus pour la vertu que le sentiment du bien.

(1) Voir le *Dictionnaire de la conversation et de la lecture*.

n'est pas contestable que la crainte de se trouver retenus dans des liens indissolubles doit arrêter beaucoup de jeunes gens malgré leur goût pour le mariage ; et qu'ainsi le régime de la séparation de corps est peut-être un des plus graves obstacles au plus grand nombre des mariages. Beaucoup de jeunes filles surtout doivent éprouver ce sentiment, qui ne permet pas aux esprits réfléchis et aux cœurs qui savent se dominer, d'abandonner une condition heureuse pour une condition nouvelle qu'elles ne peuvent avoir l'espoir de changer si elles devenaient malheureuses. En demandant le divorce, réduit à des cas justement limités, nous demandons un encouragement au mariage, une contre-assurance de bonheur conjugal : nous plaidons surtout la cause du plus faible, de la femme dont le divorce deviendrait la plus ferme garantie, la plus sûre protection, le plus honorable abri : et nous avons la conscience de faire plus, par là, pour la femme, que ne pourraient faire mille adorateurs du droit de la femme aussi épris que M. Stuart-Mill.

CHAPITRE XVII

CAS DE NULLITÉ

Nous sommes tout disposé à admettre la nullité du mariage dans certains cas déterminés où la morale est blessée par des effets qu'elle n'a pu consentir ; mais nous voudrions, pour le respect dû au mariage, que ces cas fussent extrêmement réduits. Plus la loi aura accordé de facilités pour le divorce, plus elle devra se montrer sévère à admettre la nullité : et réciproquement, avec le régime de la séparation, la loi doit se montrer plus facile sur la nullité. Il y aurait bien un moyen d'amener, d'une manière détournée, les effets du divorce ; ce serait précisément de multiplier les cas de nullité. Mais après m'être prononcé pour le divorce, je manquerais au bon droit et à la bonne foi, si je ne demandais pas de voir les cas de nullité très-limités.

Il me semble qu'il est plus moral et plus juste de prévenir les mariages qui pourraient donner lieu à la nullité; et en reconnaissant au ministère public le droit de s'opposer aux mariages, dans tous les cas dirimants, je crois faire assez pour justifier ma sévérité à l'égard des cas de nullité, ayant accordé suffisamment pour prévenir un mal dont la nullité n'est que le remède. Que le ministère public soit vigilant et il aura évité la nullité dans tous les cas dirimants : voilà toute une catégorie écartée. Si l'on veut admettre aussi l'action du ministère public dans la demande en nullité, et nous y serions d'autant plus disposé que le régime de la séparation de corps serait plus obstinément maintenu, on aura complété le système de l'intervention du ministère public, et la satisfaction morale des parties y aura peut-être beaucoup gagné.

De tous les cas de nullité, les plus considérables sont les cas d'erreur dans la personne. Celui du forçat est trop connu pour que nous y insistions (1).

(1) « On se souvient avec quelle anxiété tout le monde suivit dans les journaux l'affaire où fut soulevée cette question du mariage d'un forçat en 1860, 1861 et 1862. — La cour de Paris n'admit pas la nullité (4 février 1866). La cour de cassation décida le contraire par arrêt du 11 février 1861. Cette sentence, rendue après un délibéré de plusieurs jours, était attendue avec une véritable impatience, et elle fut accueillie avec une sorte de satisfaction générale. Lorsqu'enfin, après le renvoi de l'affaire à la cour d'Orléans, la cour suprême, toutes chambres réunies, changea subitement de jurisprudence, cet arrêt

Nous nous bornerons à examiner seulement si la révélation de la syphilis et l'impuissance peuvent être admis comme des cas de nullité. Si on les assimile au cas d'erreur dans la personne, nous admettons, en raisonnant dans l'absolu, qu'ils puissent entraîner la nullité du mariage. Car la présomption de santé doit être absolue et générale. Mais pour la syphilis, il faudrait déterminer, pour condition, qu'elle eût été révélée quelques jours après le mariage et par des accidents récents, qui indiqueraient qu'elle aurait été contractée peu auparavant. Si, en effet, la syphilis avait été contractée très-longtemps avant et qu'elle ne se fût révélée que par des accidents secondaires ou tertiaires, elle n'offrirait de danger qu'au point de vue de l'hérédité, et je ne sais pas si alors il serait juste que le mariage pût être annulé. Si la syphilis, au contraire, avait été contractée après le mariage, elle pourrait donner lieu, non plus à la nullité, mais au divorce, ou tout au moins à la séparation de corps parce qu'elle pourrait être, dans ce cas, considérée comme injure grave. Je n'en dirai pas autant de la communication d'une maladie vénérienne que certains jurisconsultes considèrent comme

définitif (24 avril 1862) fit naître d'unanimes regrets : on se demande encore aujourd'hui si la cour de cassation a prononcé son dernier mot sur cette grave question. • (E. Glasson, *Du consentement des époux au mariage.*)

une injure grave, parce qu'il est scientifiquement impossible d'établir si le mari est atteint de cette maladie par le fait de son commerce soit avec sa propre femme, soit avec une autre femme, ou par le simple fait d'une maladie antérieure, devenue chronique sous l'influence de son commerce avec sa femme même. Aussi, à nos yeux, la révélation ou la communication d'une maladie vénérienne ne constituerait ni un cas d'injure grave pouvant entraîner séparation de corps ou divorce, ni à plus forte raison un cas de nullité.

Pour l'impuissance, il faudrait inscrire dans la loi les preuves qui seraient admises et malheureusement elles ne sont pas de la nature de celles qui se peuvent apprécier par des juges. C'est dans ces divers cas que la nécessité du comité d'hygiène que nous avons osé proposer s'accuse et se justifie mieux en nous faisant entrevoir combien, avec ce système, les mariages seraient plus sains et plus heureux, et nos lois moins embarrassées (1). A part la virginité

(1) « L'existence de l'un des faits suivants, ignorée de l'autre époux, devrait encore donner lieu à la nullité. La qualité de prêtre ou de moine, la folie, l'épilepsie, certaines maladies contagieuses et incurables. » — E. Glasson, *Du consentement des époux au mariage*.

... En Allemagne, dans les États secondaires catholiques, l'impuissance est admise comme cause de nullité et dans les États protestants comme cause de divorce... L'erreur sur la personne est, dans tous les pays, une cause de nullité. La législation prussienne, plus

de la femme, qui est une preuve décisive, je ne crois pas que dans les conditions actuelles, la loi en pourrait admettre d'autres. Il y aurait bien encore l'infécondité, mais comme elle est plus souvent le fait de la femme que celui de l'homme, on risquerait, en introduisant cette preuve, de manquer à la vérité et à la justice dans la plupart des cas.

J'admettrais donc la nullité dans le cas unique où l'impuissance pourrait être attestée par la virginité de la femme quand elle aurait été conservée après quelques mois de mariage : et je donnerai ouverture et place à tous les autres cas d'impuissance dans le chapitre du divorce par consentement mutuel ; l'impuissance tendant naturellement, comme je l'ai expliqué, à augmenter la disproportion des appétits

• radicale sur ce point que la législation des autres États, autorise la demande en nullité pour une erreur quelconque sans l'existence de laquelle le contrat n'aurait pas eu lieu. (E. Glasson, *ibid.*)

On voit encore par là que le comité d'hygiène dont nous avons proposé l'innovation, pour éviter les mariages malheureux et funestes à la vie et à la santé des enfants, rentre absolument dans l'esprit de la législation suivant laquelle la folie, l'épilepsie, certaines maladies contagieuses et incurables seraient admises comme causes de nullité, et aussi dans l'esprit de la législation prussienne (une législation qui existe, celle-là), et qui autorise la demande en nullité pour une erreur quelconque • sans l'existence de laquelle le contrat n'aurait pas eu lieu. •

Ne vaudrait-il pas mieux prévenir ces mariages qu'ouvrir des facilités pour les rendre nuls ? Il me paraît plus humain et plus juste de les prévenir. La liberté individuelle n'a pas moins à souffrir de l'annulation de ces mariages que des moyens proposés pour les prévenir.

sexuels et à introduire, entre les époux, cela est triste à dire mais cela est humain, des causes de lassitude, d'ennui, de dégoût, de répulsion, qui provoquent à la désunion.

J'examinerai en dernier lieu un cas très-spécial. On a beaucoup discuté depuis quelque temps pour décider si le refus du mariage religieux après le mariage civil pouvait constituer un cas de nullité et l'on a été jusqu'à vouloir faire de cette question un objet de législation.

Je conçois tout ce que la félicité humaine et l'harmonie sociale ont à gagner dans l'accord des croyances religieuses. Je sens combien l'âme délicate d'une jeune croyante peut être profondément troublée, et le bonheur d'un ménage empoisonné à jamais, par le refus du mari de faire sanctifier son union par les cérémonies du culte (1). La religion est femme et elle parle plus à l'autre sexe qu'à nôtre, puisqu'à cette heure elle ne tient encore à l'humanité que par la grâce féminine. La femme est le trait d'union sympathique entre Dieu et nous. Aussi je laisserais non point la femme à la religion, mais la religion à la femme, sans contestation et sans obstacle. — Mais la législation doit-elle intervenir sur

(1) Voir sur ce sujet : *Le mariage au point de vue chrétien*, par madame la comtesse Agénor de Gasparin (chapitre intitulé : *Nécessité d'une même croyance entre les époux*).

un point de conscience si délicat et réglementer des rapports qui me semblent devoir demeurer à la libre convenance des parties ? Une jeune fille ne doit-elle point connaître son fiancé ? Ses parents n'ont-ils pas tout le temps de la marier et de s'assurer qu'ils vont la donner à un homme sur lequel ils peuvent compter, et d'accord, sur toutes choses avec eux et avec elle ? Une simple question de la jeune fille ou de la famille, avant les fiançailles, peut éviter tout embarras et toute erreur.

Si le mari, sans avoir promis le mariage religieux, vient à le refuser, je comprends que ce refus puisse passer pour injure grave et motiver, sur ce chef, la séparation de corps. Cette jurisprudence a déjà été consacrée (arrêt du 29 janvier 1859. — Cour Imp. d'Angers) (1). — Je préférerais le divorce à la séparation de corps parce qu'en tout état de cause, je trouve le divorce plus moral. — Mais si le mari, après avoir promis le mariage religieux, manquait à sa parole, le refus du mariage religieux ne me paraîtrait plus constituer le cas d'injure grave, mais celui d'erreur sur la personne. Car la fidélité à la parole donnée, l'honneur, en un mot, doit être une présomption générale ; et la femme, alors, pourrait

(1) Voir aussi : un arrêt de la Cour de Montpellier, 4 mai 1847. — Un jugement du tribunal de Trèves, 1845. — *Demolombe*, tome IV. — Thierret, *Revue de législation*, 1846. — Aubry et Rau, d'après *Zachariæ*, tome IV. — (Voir : Note Devilleneuve et Carette.)

dire : « Je croyais épouser un homme d'honneur, j'ai été trompée ; je demande la nullité du mariage. » Ce serait justice.

A quelque religion qu'on appartienne, quelque système philosophique que l'on professe, si l'on veut être juste et montrer un esprit vraiment libre, on doit reconnaître que la vie en commun dans le désaccord des croyances religieuses, est un châtiment que les hommes n'ont point le droit d'infliger à leurs semblables. Si l'amitié succède à l'amour dans le mariage, l'amitié, comme disait Cicéron, n'a pas de plus solide fondement qu'une même croyance et une même opinion sur les choses divines et humaines. Ainsi dans le cas de simple refus, considéré comme injure grave, nous admettrions la séparation de corps ou mieux le divorce. Dans le cas de refus, *après promesse formelle*, nous admettrions la nullité, parce qu'à nos yeux, cette circonstance constituerait non plus l'injure grave, mais l'erreur sur la personne.

Si la distinction que nous établissons de la sorte et les conséquences que nous en tirons semblaient excessives ; si, d'autre part, les deux cas distingués étaient considérés comme un seul et même cas, celui d'injure grave, nous repousserions la séparation de corps pour admettre le divorce. Telle serait notre jurisprudence.

Quant à déclarer, par une loi, que le refus du mariage religieux entraînera de droit et, dans tous les cas, la nullité du mariage civil, ce serait subordonner absolument le mariage civil au mariage religieux, la loi au culte : ce serait replacer l'Église au-dessus de l'État et redescendre au moyen âge. — De fait, le mariage civil serait supprimé, et l'institution moderne n'aurait plus de sens. — Je doute que chez le peuple, qui a eu le premier la gloire de séparer la morale de la religion et d'asseoir une société nouvelle sur des lois raisonnées et non plus sur des révélations, une pareille conséquence puisse être jamais admise. Les tendances actuelles nous en éloignent chaque jour davantage : et le récent congrès de jurisconsultes réuni cet été (1869), à Heidelberg, vient de fournir, en proclamant le mariage civil, la preuve que ces tendances sont de plus en plus universelles et de plus en plus accusées (1).

Cependant, M. Batbie a insisté. Il voudrait « que devant l'officier de l'état-civil, les conjoints déclarent s'ils entendent célébrer leur mariage religieusement ou non. Si non, le mariage civil serait définitif ; si oui, la loi ne reconnaîtrait le mariage

(1) Allusion au célèbre congrès allemand qui se prononça à l'unanimité pour le mariage civil et émit le vœu de le voir introduit dans la législation de tous les peuples modernes. — (Il faut se rappeler que cet ouvrage a été écrit en 1867.)

qu'autant qu'on justifierait de la célébration religieuse. Ainsi se concilierait le droit individuel avec l'intérêt général et satisfaction serait donnée à la liberté de conscience d'une manière pleine (1). »

M. Duverger a pris à tâche de répondre à M. Batbie et il a fait ressortir très-nettement les conséquences d'un pareil système (2). M. Huc en avait déjà signalé tous les inconvénients (3). Nous ne saurions mieux faire, en vérité, que de renvoyer à ces auteurs avec qui nous tombons d'accord, puisqu'ils considèrent le système de M. Batbie comme devant subordonner le mariage civil au mariage religieux, en faisant du second la condition du premier et en jetant au sein de la société française un élément de division aussi contraire à l'esprit de nos lois qu'aux progrès de la raison.

(1) Batbie, *Révision du Code Napoléon*. — Bressolles, *Revue de législation*, 1846. — V. Marcadé. — *Ibid.* — 1846. — Et: Explication du Code Napoléon, art. 160. — (Voir note Devilleneuve et Carette.)

(2) Duverger, *Revue critique*, 1866.

(3) Th. Huc, *Le Code civil italien*.

CHAPITRE XVIII

INFLUENCE DE LA LITTÉRATURE CONTEMPORAINE SUR LES MŒURS AU POINT DE VUE DU MARIAGE

Après avoir recherché l'influence qu'exercent sur le mariage les mœurs, les conditions de l'existence sociale, les conditions pathologiques de la vie humaine et la législation, j'essaierai de montrer l'influence que la littérature contemporaine exerce à son tour sur le mariage, à travers les mœurs. Négliger ce point de vue serait oublier que l'homme possède la faculté esthétique, que la vie de l'imagination occupe la première place dans les rapports et dans les œuvres des hommes et que pour connaître l'homme tout entier, dans ses manifestations diverses, il est nécessaire de le considérer sous le côté de l'art.

L'art apparaît au premier plan de l'histoire des sociétés. La religion elle-même, première institution sociale, n'est primitivement qu'une œuvre d'art.

Comme l'art écrit l'histoire et la philosophie des peuples, il écrit la morale. L'institution du mariage autant que les autres est ce que veut l'art, respectée ou méprisée suivant l'idée du beau et du bien. Or, c'est l'art qui développe le plus vivement en nous l'idée du beau et du bien. Par ce côté, il est le maître de notre âme. L'art possède donc sur les mœurs une action directe et dominante. Il importe de montrer comment cette action s'exerce au point de vue qui nous occupe et si elle a été favorable au mariage que la littérature, de tous les genres de l'art, a le plus souvent inspiré et auquel elle a fourni le plus de sujets de compositions.

I

J'attribue à la littérature une influence capitale sur les mœurs, non pas qu'elle soit maîtresse de les former, mais seulement de les relever ou de les égarer. Les mœurs accusent moins le degré de civilisation d'un peuple qu'elles ne font pressentir celui auquel il est capable d'atteindre, et la littérature fait entrevoir les mœurs qui se préparent plutôt qu'elle ne reflète celles sur lesquelles elle peut agir. La littérature présente donc, à notre étude, ce double avantage et ce double intérêt, qu'on y retrouve le présent et

qu'on y entrevoit l'avenir de nos mœurs : et nous allons découvrir tout à la fois ce que nous sommes et ce que nous menaçons de devenir. Pour cela, sans dérouler tout entier le vaste tableau de l'état de l'art parmi nous, je m'attacherai à en dévoiler les côtés les plus en lumière, en m'efforçant de tout rapporter à l'objet principal de ce mémoire qui est le mariage.

La littérature est l'éducation supérieure du sentiment moral, tout ce qu'elle prodigue à notre imagination réagit sur nos cœurs. Une poésie, un roman, une tragédie, c'est un monde mis en mouvement dans notre imagination, et celle-ci est la plus active des facultés de notre âme. Ce qui nous touche dans l'art, c'est le beau, l'idéal. Mais il dépend de l'artiste d'élever ou d'abaisser cet idéal, et suivant qu'il l'élève ou l'abaisse, il anime ou étouffe, en nous, le sentiment qui l'a inspiré lui-même. L'artiste est donc en quelque manière maître de la beauté ; il est aussi maître de la morale. Car il existe un rapport nécessaire entre le beau et le bien. L'homme est naturellement crédule, confiant, imitateur ; il croit ce qu'il entend, s'abandonne à ce qui le séduit, imite ce qu'il voit. C'est pourquoi l'éducation peut tant sur l'homme, pour ne pas dire qu'elle peut tout. — Qu'il lise un roman, il cherchera un modèle dans le héros qu'il sera tenté d'imiter. Moins son esprit aura de culture et plus cette disposition lui sera

naturelle. Qu'il assiste à un drame ou à une comédie, il se passera en lui toute une évolution de la pensée et du sentiment. Il sera impressionné par le côté que l'auteur aura voulu. C'est un effet de l'art, qu'il peut faire illusion et donner au faux les couleurs du vrai, d'autant plus que, de notre temps, les œuvres d'art sont devenues le plus souvent des plaidoyers et que l'artiste, passé au rôle d'avocat, n'est plus tenu à la vérité, mais au gain de sa cause devant le public.

L'art exerce ainsi sur l'homme une influence manifeste. Il est l'organe de l'idéal et l'idéal exerce son empire sur le plus grand nombre des esprits. — La littérature, qui est de tous les genres de l'art le plus actif, le plus communicatif, est aussi le plus dangereux. Ce n'est pas sans raison que nous interdisons à nos enfants les lectures et les spectacles où le faux et le vice jouent le rôle de la vérité et de la vertu; et nous leur rendons à eux et aux hommes incultes, enfants comme eux, le plus grand service, en ne les abandonnant aux lueurs incertaines de l'art moderne qu'après les avoir longuement pénétrés de l'éblouissante lumière de l'art ancien (1).

(1) On a avancé souvent que certains romans avaient inspiré beaucoup de criminels. Rien n'est plus réel. On assurait encore, tout récemment, qu'un assassin devenu fameux, après avoir lu et médité le *Juif-Errant*, avait pris pour modèle et pour idéal le plus hideux personnage du roman. Si cela est vrai, comme il semble, Eugène

Avant la découverte de l'imprimerie, deux pouvoirs, deux forces existaient seules dans le monde, l'Église et la royauté, Dieu et le roi. Ces deux puissances animaient toute l'humanité; elles faisaient la croyance, le dévouement, le courage, la raison, le droit, comme les mœurs, comme tout le reste. L'imprimerie rendit possible la Renaissance. A la place de la Fable du *Renard* et du *Roman de la Rose*, à la place des scènes de la Passion, et des drames religieux dont l'Âne de Balaam faisait les principaux frais, naquit, avec la renaissance des lettres grecques et latines prolongée jusqu'à nous, une littérature nationale depuis le roman jusqu'au théâtre, depuis Rabelais jusqu'à Corneille et aux modernes. Le peuple commença d'apprendre à lire dans les chefs-d'œuvre de la langue et dès lors la révolution sociale devint assurée comme la suite heureuse de la révolution qui venait de s'accomplir dans les lettres. Lafontaine reprenait la tradition d'Ésope et de Phèdre, Corneille, Racine, Voltaire, celle d'Eschyle, d'Euripide et de Sénèque (1), Molière faisait revivre

Sue devra prendre sa part de la condamnation qui a frappé le coupable. — Il y aurait un travail intéressant à faire : ce serait de rechercher l'influence de la littérature au point de vue criminel. Quelle curieuse et instructive enquête! Que d'ouvrages à condamner! Je regrette de ne pouvoir entreprendre ici une pareille tâche. Ce chapitre en aurait reçu une grande lumière.

(1) Voir sur Phèdre et sur Sénèque : D. Nisard, *Étude de mœurs et de critique sur les poètes latins de la décadence*.

Aristophane et Térence, Mirabeau rappelait Démosthène et dépassait Cicéron ; à deux mille ans de lui-même, l'esprit humain se retrouvait et il reprenait, à travers les siècles, comme par l'effet d'une météorose idéale, l'éclat de son éternelle grandeur ! Ce fut le second âge de l'humanité. Dès qu'il s'était appris lui-même, qu'il avait pu discuter son âme, sa conscience et la vie, et le monde, et Dieu, l'homme éveillé s'était replacé, d'un seul effort, à son rang véritable, et la face des choses s'était renversée. Au xvi^e siècle, l'étude et l'étonnement ; au xvii^e siècle, la poésie et l'allégresse dans le repentir ; au xviii^e siècle, le verbe, la parole, l'action, la justice ; au xix^e, la science. Et quoi encore ? — La science, la méthode, l'observation, la critique, ont changé tout à fait les procédés et les habitudes de l'esprit et les besoins de la société nouvelle ont ajouté à ce changement. La presse, le journal a fait dans notre siècle la même révolution qu'avait produite, au xvi^e siècle, l'imprimerie. — Rousseau, M^{me} de Staël, Balzac, ont inauguré le roman et le roman a fait des mœurs nouvelles. L'art a laissé le beau et s'est emparé de la réalité. L'absolu, le général, l'universel, ont été abandonnés pour le relatif, le particulier, l'individuel. Au lieu de peindre l'homme, la femme, l'humanité, on a peint un caractère, un individu, un type, une Julie ou une Corinne.

Le théâtre a suivi la mode, et tournant le dos aux maîtres et dédaignant les grands modèles, il s'est jeté à la rencontre de petits faits et de scandaleuses aventures pour nous servir des scènes de la vie de garçon ou d'amour de fille publique.

A son tour, enfin, la petite presse, qu'on appelle aussi la presse légère, est venue, suivant le caprice du jour, prélever, sur le bon sens et la moralité publique, l'impôt des entreprises financières. — L'art est devenu chiffre. Chaque œuvre se pèse le poids de l'or ; tant pour un roman, tant pour une toile, tant pour un drame. Le roman le plus acheté et le plus lu est le meilleur ; le tableau le plus achalandé est du plus grand artiste ; le drame qui dépasse cent représentations est le plus méritant. L'artiste est un produit plus petit que l'unité et l'art une quantité plus petite que zéro. L'œuvre est une fraction dont l'art est le dénominateur. Admirable système décimal des œuvres et chefs-d'œuvre humains ! — L'industrialisme de notre littérature répond à l'état de nos mœurs et lui donne sur elles une action toute particulière. C'est à plaisir qu'il faut viser : mais c'est à plaisir qu'on se trompe et qu'on trompe autrui. Le goût est désorienté, il devient mode. Mais la mode c'est le caprice, quelque chose dont l'essence est le changement, et de là vient que les auteurs préférés du public n'ont pas toujours le même succès. La

mode a changé pendant qu'ils travaillaient à leur ouvrage. — Que ferai-je pour la prochaine exposition ? se dit le peintre. — Une femme nue. Les femmes nues sont à la mode et se vendent bien. — Qu'écrirai-je pour cet hiver ? se demande le romancier ou l'auteur. Je traiterai de la femme adultère. Cela prend très-bien. — Quand une œuvre d'art un peu supérieure se produit, c'est un étonnement et une stupeur. Est-ce que le goût viendrait à changer ? — Et pourquoi pas ? Est-ce que vos héroïnes et vos héros ne sont point mortels ? Les offrez-vous pour d'éternels sujets d'étude et d'admiration ? — Nous étudions et nous admirons encore les anciens parce qu'ils nous offrent des modèles aussi impérissables que le vrai et que le beau. Si seulement nous savions les imiter ! Ils n'avaient aucun souci de la mode. Quand ils donnaient des traits à l'amour, c'était la passion naturelle à l'âme humaine dans toute sa complexité, et non l'amour de Jacques ou de Louise. Ils mettaient tout leur esprit, tout leur talent, et ils en avaient beaucoup, à la recherche de la vérité morale. Il n'y avait pas, à leurs yeux, de question pouvant se débattre entre hommes, qui valût une discussion sur l'éthique ou sur l'esthétique. Quel beau temps que celui où les hommes s'assemblaient sous la voûte du ciel pour interroger la nature et demander à la raison, pour le bonheur de tous, la

vérité! On peut dire que leur grandeur dépendit de l'idée qu'ils s'étaient faite du bien et du beau. Ils avaient mis l'un et l'autre dans la vertu, et c'est ainsi que chez eux la vertu devint l'objectif supérieur de la morale et la divine inspiratrice de l'art.

De toutes les vertus, la plus difficile à mettre en action, la vertu conjugale, a trouvé chez les anciens une poésie, un langage et une conduite qui enflamment d'amour et d'admiration pour le devoir. C'est chez Homère et chez Euripide particulièrement, qu'il faut chercher ces joies de l'âme qu'excitent en nous les incomparables modèles de la vertu. — Quel type est plus pur que celui de la Pénélope d'Homère! Où trouver une femme plus pénétrée de ses devoirs d'épouse, mieux instruite des dangers de l'amour, plus pleine de pudeur avec les hommes? Quelle scène touchante que la reconnaissance de Pénélope et d'Ulysse; comme l'épouse se montre chaste, prudente, réservée! Elle se sent auprès d'un mari qu'elle aime et qu'elle avait perdu l'espoir de revoir jamais; et cependant elle se contraint. Ce n'est que lorsque Ulysse lui a parlé des plus minces détails de leur ménage, que Pénélope s'abandonne à la tendresse qui déborde son cœur. Quel mari ne souhaiterait pas de posséder une compagne capable d'une réserve aussi difficile à garder? Quelle idée Homère se faisait de la vertu pour l'avoir ainsi imposée à son héroïne

et quelle entente de la morale que d'avoir si bien fermé à tout regard la chambre des époux, qu'eux seuls en peuvent connaître la place et le détail ! Comparez à cela les péripéties du théâtre moderne, et vous sentirez de quel côté est demeuré l'art véritable.

Dans Euripide, Alceste se dévoue pour son mari le roi Admète et ce dévouement est récompensé par Hercule qui ramène Alceste des enfers à son époux infortuné. Admète avait accueilli Hercule comme un hôte bien venu, en lui cachant sa douleur, alors qu'Alceste venait de mourir. Là encore, Alceste réapparaît comme une statue insensible et ce n'est que peu à peu que les deux époux se trouvent rapprochés. Le grand tragique grec paraît ne point faire de différence entre les devoirs de l'homme et ceux de la femme. En se dévouant pour son mari, Alceste lui recommande de ne point souiller sa couche, de ne point injurier à sa mémoire en prenant une autre compagne ; et la chose paraît si naturelle et si simple à Admète, qu'il promet tout ce qu'Alceste lui demande et ajoute aux consolations qu'il lui donne son serment de fidélité. L'antiquité est pleine de tels exemples et chaque fois que l'art moderne a voulu s'élever, il n'a eu, pour ainsi dire, qu'à imiter l'antiquité.

Dans Shakespeare, Porcia, femme de Brutus, prétend à la vraie place de l'épouse et se sent faite pour ne point partager seulement la couche de son mari,

mais aussi les tristesses que celui-ci lui cache. Pour éprouver si elle est digne d'une telle confiance, Porcia se fait elle-même une blessure profonde à la cuisse et, par le courage qu'elle montre dans la douleur, rappelle à son mari qu'elle est la noble fille de Caton et la digne épouse de Brutus. — Shakespeare a su réserver à l'épouse un rang élevé. Il en fait véritablement la compagne de l'homme, et cette tendance à faire de la femme l'égale de l'homme dans le mariage, rattache Shakespeare aux modernes.

Dans les Danaïdes de Gombaud (1), et celles de Lemierre (2), Hypermnestre fait échapper son mari à la mort, dont son père lui avait ordonné de le frapper ; et nous retrouvons chez nos poètes la touchante admiration d'Eschyle et d'Ovide pour l'épouse respectueuse de la foi conjugale et pleine d'amour pour son mari.

La Lucrèce de Tite-Live, celle de Shakespeare, celle de notre poète Ponsard, ajoute à l'amour, l'honneur, et meurt pour l'exemple de la femme chez tous les peuples et dans tous les temps. Qu'on ne voie dans sa mort que l'honneur outragé, elle en est encore plus belle. Car le sacrifice de la vie nous est

(1) Gombaud, 1646.

(2) Lemierre, 1758.

J. Demogeot, *Tableau de la littérature française au XVII^e siècle*, avant Corneille et Pascal.

plus amer lorsqu'il n'a pas l'amour pour mobile. Que d'ailleurs elle le veuille ou non, Lucrèce outragée n'est plus maîtresse de ses jours ; et ne serait-ce que pour obéir à la pudeur et échapper aux regards troublés de son âme, elle doit se frapper. Lucrèce demeurera l'expression la plus élevée de l'honneur conjugal. Où trouverons-nous, parmi les modernes, de pareils modèles de dévouement, d'amour et d'honneur ? Où trouverons-nous aussi un type de douceur, de soumission, de respect, comparable à l'infortunée Grisélidis, à Gilette dans Boccace, à Hélène et à Imogène dans Shakespeare, à Palombe dans Camus, évêque de Beley ; et quelle différence y a-t-il entre ces héroïnes, si ce n'est que la touchante marquise de Saluce du *Décameron* est la plus malheureuse de toutes (1) ?

Mais ce sont les veuves qui, chez les anciens, fournissent le degré le plus élevé de la vertu conjugale.

Pour les anciens, ce n'est pas assez que la femme se montre pleine de fidélité, pleine de dévouement, qu'elle conserve le souvenir et l'honneur de son mari, même après la mort ; elle ne doit point lui survivre (2).

(1) Voir Saint-Marc Girardin, *Cours de littérature dramatique*.

(2) C'était l'usage de beaucoup de peuples de l'antiquité, Thraces, Gètes, Grecs, que la femme la plus aimée suivit son mari dans la tombe. (Voir Max-Müller.) La mythologie teutonique conserva aussi des traces de cet usage. La loi brahmanique, à une certaine époque.

Dans Euripide, *Enone*, malgré l'ingratitude de Paris, se fait dévorer, à l'admiration de ses compagnes, par la flamme qui lui a ravi son mari. Dans les *Suppliantes*, Evadné monte sur le bûcher de Capanée. Dans la *Cyropédie* de Xénophon, et chez le vieil Hardy, la vertueuse Panthée, si généreusement protégée par Cyrus, envoie combattre Abradate, son mari, pour le succès des armes de son protecteur. Abradate est tué et Panthée se couche sur le sein de son cadavre pour se donner le coup de la mort (1).

Dans Corneille, la veuve ne se sacrifie pas de ses mains, mais si elle survit à son mari, c'est pour en

alla jusqu'à faire un droit pour la première épouse d'être brûlée avec son mari. (*A history of ancient sanskrit literature*. — Voir *La femme dans l'Inde antique*, par M^{lle} Clarisse Bader.)

Montaigne, que nous allons citer, était bien renseigné.

(1) C'est dans le chapitre intitulé *De la Vertu*, que Montaigne écrit : « C'est bien aultre chose des femmes indiennes : car estant leur coustume, aux maris d'avoir plusieurs femmes et à la plus chère d'elles de se tuer aprez son mary, chascune, par le desseing de toute sa vie, vise à gagner ce poinct et cet advantage sur ses compaignes ; et les bons offices qu'elles rendent à leur mary ne regardent aultre récompense que d'estre préférée à la compaignie de sa mort... Un homme escrit encores en nos iours avoir veu en ces nations orientales cette coustume en crédit, que non-seulement les femmes s'enterrent aprez leurs maris : mais aussi les esclaves desquelles il a eu iouissance ; ce qui se fait en cette manière :... » Et Montaigne nous apprend les détails de cette euthanasie. Selon sa coutume, il ne loue ni ne blâme, il observe, constate, raconte ; c'est au lecteur de découvrir les sentiments que Montaigne ne laisse pas percer et c'est une tâche souvent difficile. Ici, la place marquée dans le livre de Montaigne, au passage que je viens de citer, indique assez nettement l'idée que Montaigne se faisait de la vertu, et nous pouvons croire qu'il ne devait pas être sans estime pour la manière dont les femmes de l'Orient manifestaient leur fidélité conjugale.

conserver le souvenir impérissable. Il y a une sorte de vertu supérieure à prendre la force de ne point échapper à la douleur par la mort, pour épuiser toute l'amertume des chagrins, des regrets, des cuisants souvenirs, des espérances perdues; il semble qu'il faille pour cela une âme plus virile, plus religieuse, plus patiente, plus grande en un mot. Telle est Cornélie dans la mort de Pompée, qui nous représente en même temps la fidélité et le courage dans l'adversité. Telle est Pauline dans Polyeucte. Mais ici, intervient un troisième personnage que nous n'avons pas encore rencontré et qui a été jusqu'alors inconnu, c'est l'amant. Corneille l'a introduit, mais de quelle manière! Sévère sait qu'il ne doit rien attendre de Pauline que le souvenir d'une tendresse dont elle voudrait se mieux défendre, et Pauline elle-même ne peut souffrir la pensée que la mort de Polyeucte puisse être une espérance pour Sévère. Polyeucte sait l'amour de Sévère pour Pauline et combien celui-ci est cher à sa femme; mais il n'a rien à craindre de Pauline, elle connaît ses devoirs. Dans les tragédies de Corneille et de Racine la lutte s'engage entre la passion et le devoir, entre l'amour et la vertu. Mais c'est toujours la vertu qui l'emporte et la grandeur de la lutte rend la victime plus belle et plus théâtrale.

Il faut remarquer aussi que l'âme des amants,

ouverte aux sentiments les plus purs, ne sait point dissimuler une passion dont l'ardeur est si noble et le but si généreux. Le mari connaît la passion de sa femme, il n'a pas à en souffrir, il n'a rien à en redouter, non plus que de celui qui en est l'objet; tout se passe à cœur ouvert et de bonne foi. Savons-nous tout ce qu'est la bonne foi ? L'amour est naturel; c'est la mauvaise foi qui ne l'est pas. — Pauline ne doit rien cacher à Polyeucte : au contraire, elle doit prévenir son mari contre les dangers de sa propre amitié pour Sévère et de sa faiblesse vis-à-vis de lui : elle puise dans l'aveu de son amour une force que son mari ne doit point essayer d'étouffer et qui la maintient au-dessus des lâches complaisances du cœur.

Racine a senti comme Corneille que l'honneur de l'amour, que la noblesse de cette passion ne serait rien sans la bonne foi; et comme Pauline éloigne Sévère dans *Polyeucte*, dans *Mithridate* Monime éloigne Xipharès que le devoir ne lui permet plus d'aimer. Les mêmes sentiments animent Zénobie dans le *Rhadamiste* de Crébillon, Amestris dans le *Grand Cyrus* de M^{lle} de Scudéry, et la *Princesse de Clèves* de M^{me} de Lafayette. L'épouse se défend d'un amour étranger à son époux et elle s'appuie sur lui pour s'en défendre.

Ce qui prouve encore mieux chez ces auteurs la

connaissance du cœur humain, et le respect des sentiments naturels, c'est que tout en faisant de leurs héroïnes des modèles de vertu, ils leur laissent toutes les faiblesses de la femme et du cœur humain en général, comme s'ils voulaient montrer que les conditions dont dépend la vertu la rendent entièrement humaine. Monmie, Zénobie, Amestris, la Princesse de Clèves, ne se sont point placées au-dessus des autres femmes; la tendresse qu'elles éprouvent pour leur amant et la fidélité qu'elles veulent garder à leur époux leur font un premier devoir de renoncer à revoir celui qu'elles aiment encore, et toutes conjurent leur amant de ne jamais reparaitre à leurs yeux. Voir celui qu'elles aiment est le plus grand danger. Elles le sentent et n'essaient point de lutter inutilement. Au contraire des femmes qui se font des fanfaronnes de vertu et qui succombent, elles se montrent telles qu'elles sont, amoureuses et faibles; aussi, elles s'imposent mille sacrifices, suscitent elles-mêmes les obstacles, et leur vertu triomphe. Nous ne voyons point non plus les maris jaloux de leurs femmes, et la raison nous en paraît être, ici encore, la bonne foi mise dans l'amour. Cette bonne foi est peut-être ce qui manque le plus aux contemporains, et ce défaut a contribué à donner à notre littérature une tendance et des effets tout différents.

II

Henri Heine, qui observa et critiqua si bien notre société, avait déjà fait la remarque que chez nous les héroïnes des tragédies sont toujours des femmes mariées, tandis que chez les Germains, Allemands ou Anglais, ces mêmes héroïnes sont toujours des jeunes filles ; et il semblait en donner pour raison que chez les peuples de race germanique, c'est la jeune fille qui est l'objet de tous les hommages (1). Mais Henri Heine ne nous dit pas pourquoi la jeune fille est, de la part de ses compatriotes, l'objet de tous les hommages. Il trouve très-bon que la jeune fille soit élevée librement et la femme mariée tenue dans la dépendance, et très-mauvais que les Français aient mis à la mode la sotte et immorale coutume qui fait de la femme mariée l'objet de la galanterie générale. Pour moi, je crois reconnaître, dans la différence

(1) • Le désaccord moral entre le mari et la femme est, en France, le fumier et l'engrais le plus fécondant pour la comédie. Le mariage, ou plutôt l'adultère est le point de départ de toutes ces fusées comiques qui s'élèvent avec tant d'éclat, mais laissent derrière elles de mélancoliques ténèbres, sinon une odeur repoussante... Les héroïnes de la tragédie allemande sont toujours des jeunes filles, en France ce sont toujours des femmes mariées et les complications qui en résultent ouvrent peut-être un champ plus vaste à l'action et à la passion. • (Henri Heine, *De la France.*)

même de l'éducation que reçoivent nos jeunes filles et celles de nos voisins, ce qui explique la différence de nos sujets de tragédie. Non-seulement, comme le reconnaît Henri Heine, la femme mariée permet plus d'action sur le théâtre, et le peuple français aime l'action par-dessus tout, mais la différence d'éducation et celle de la race, qui éloignent nos voisins du drame par la raison qui nous le fait aimer, rendraient chez nous une jeune fille, héroïne de tragédie, moins populaire. C'est précisément parce que nous élevons les jeunes filles sous la surveillance vigilante de leurs parents que nous avons pour elles un certain respect, surtout dans la littérature; et c'est par esprit de libre action et de libre discussion, par tempérament politique et philosophique si je puis dire, que nous mettons sur la scène la femme mariée, c'est-à-dire la femme libre, en lutte entre la passion et le devoir. — La femme mariée ne doit relever que de sa conscience. C'est au mari de la guider. On lui confie sa jeune femme enfant; son devoir et son intérêt est d'en faire un être raisonnable. Aussi, dans beaucoup de nos comédies et de nos drames, voyons-nous le mari, qui n'a pas pris assez de soins de sa femme et l'a surveillée avec trop de négligence, ridiculisé par les auteurs et accablé par l'ironie du public: ce qui devient presque la justification de l'adultère.

Tout se discute chez nous, surtout le devoir ; et il est beaucoup de consciences, qui s'estiment délicates, prêtes à soutenir le paradoxe que l'épouse adultère peut être la plus honnête des femmes. C'est à croire parfois que les *Provinciales* n'ont pu encore nous désapprendre le secret de *diriger l'intention* selon la méthode des Escobar, des Sanchez, Suarez, Lessius et autres. Si ce n'était encore qu'hypocrisie, nous en pourrions guérir avec un peu de bonne foi, mais c'est égarement de la raison, obscurcissement de la conscience, incertitude morale, déroute des mœurs. On allègue les torts du mari, son ineptie, son impéritie, sa morgue, ses goûts, ses maladies, ses exigences hors de mode, ses occupations hors tout plaisir, etc.... et voilà l'adultère justifié ! Je veux bien qu'un grand nombre de circonstances puissent expliquer l'adultère ; nous-même nous en avons énuméré plusieurs et l'indulgence que nous avons montrée pour les malheureux qui n'ont, ni dans l'esprit ni dans le caractère, assez de la force qui fait que nous pouvons arriver à suffire à nous-même, cette indulgence ne peut nous rendre suspect et nous met au contraire ici tout à fait à l'aise pour apprécier l'influence de notre littérature. Lorsque nos pièces de théâtre et nos romans regorgent de ces scènes d'adultère où le devoir succombe le plus souvent sous la passion ; lorsque chaque morceau de

littérature est un thème de discussion sur l'adultère et qu'il résulte de toutes ces belles imaginations que l'amour est la loi unique des âmes, supérieure au devoir ; quel désarroi moral n'en doit-il pas résulter ? Il faut que l'adultère soit le plus grand mal moral de nos temps pour alimenter notre littérature avec une fécondité si inépuisable.

Dans un de nos drames les plus récents, *Patrie*, de M. Victorien Sardou, l'héroïne Dolorès est la maîtresse de Karloo, l'ami de son mari ; et pourtant l'auteur a su donner à sa pièce un dénouement moral en immolant un amour coupable au sentiment plus noble de l'honneur patriotique. Karloo qui a trahi l'amitié ne consent pas à trahir sa parole ; il a juré au mari de Dolorès, mort pour la patrie, de tuer de sa main l'espion qui a livré le secret de l'insurrection et bien que l'espion soit une femme et que cette femme soit précisément Dolorès, l'infortuné Karloo tient parole et, après ce beau trait, se précipite dans le bûcher où expirent ses amis en l'insultant : On se demande comment ce jeune amant patriote n'aurait pas dégoûté le spectateur de lui et de la pièce sans ce dénouement tragique ; et l'auteur a mis si peu de courage dans cette âme d'insurgé, qu'il lui faut la vue hallucinante du bûcher et l'insulte publique de ses amis pour le décider à donner la mort à la complice de tant de crimes. Si M. Sardou

avait sacrifié un amour honnête aux mêmes sentiments d'honneur, il eût été un grand artiste. Mais il n'y aurait eu ni coups de poignard, ni tant d'action. Il semble que le vice seul soit actif et que nos littérateurs soient tous convaincus que le public français aime l'action par-dessus tout et que s'il lui est indifférent que le vice triomphe, il ne lui est pas du tout égal qu'il ne soit pas mis en mouvement.

Victor Hugo et Alexandre Dumas ont fait de bons drames. Mais Antony a laissé une impression trop durable : car le fameux mot de la fin : « Elle me résistait, je l'ai assassinée, » peut bien excuser la femme adultère aux yeux de son mari, mais ne l'excuse nullement auprès du public. Le père et le fils Alexandre Dumas ont d'ailleurs une autre spécialité, celle des bâtards et des filles séduites, filles ou mères. Ils défendent cette clientèle avec une véritable tendresse et un talent qui peut faire illusion.

M^{me} Aubray a un fils qu'elle a élevé avec ses *idées*, dont le fond est la tolérance. Ce jeune phénomène, carabin et spiritualiste, devient amoureux d'une charmante dame qui se dit veuve et possède un enfant qui doit être orphelin. La belle veuve se trouve être l'ancienne victime et encore la maîtresse d'un ami de la maison. M^{me} Aubray change fort à propos ses *idées*; mais le fils tient bon, et pour récompenser la jeune femme de s'être laissé séduire et de lui avoir

si bien préparé la paternité, il l'épouse aux applaudissements de la salle. Quelle est la grisette sortant de là qui ne se sera flattée de l'espoir d'épouser quelque jour un fils de famille; et quel est le fils de bonne maison enclin à épouser sa dernière maîtresse qui ne se sera cru assuré d'y faire consentir sa mère?

Il est devenu de mode, de faire trôner au théâtre, tour à tour avec la femme adultère, la femme séduite, prostituée, grisette, mère ou fille. Cela semble naturel puisqu'elle trône dans la société; et, jusqu'à ce que le public prenne le courage de siffler, nous n'aurons pas d'autres distractions, puisque ce sont des distractions (1).

(1) • Qui ne reconnaît dans *la Comtesse de Lys* la digne sœur de *la Dame aux camélias*; qui ne voit que c'est encore l'éternelle histoire de cette race effrontée qu'on nous remet pour la centième fois sous les yeux? Quelles mœurs étranges on nous montre dans ces étranges salons! Où avons-nous jamais rencontré cette espèce de grandes dames qui fouillent dans les tiroirs, qui lisent les lettres des autres, qui se conduisent comme des grisettes en gaieté et qui reçoivent des jeunes gens de minuit à deux heures du matin, comme des lorettes en cours de sentiment? En aurons-nous bientôt fini avec ces héroïnes, et la courtisane va-t-elle remplir tout le théâtre de son infamie? La scène va-t-elle devenir une succursale littéraire des mauvais boudoirs? Si j'insiste, c'est que le mal est grand et que l'habitude semble prise de voir le théâtre impunément livré à l'excentricité dévergondée des sens. » (E. Caro, *Études morales sur le temps présent. — Le sensualisme dans la littérature.*)

Pour avoir encore une plus haute idée de l'état moral de notre art littéraire, qu'on jette en passant les yeux sur les affiches de nos théâtres: *la Vie parisienne*, *la Belle Hélène*, *En classe mesdemoiselles*, *l'Œil crevé*, *Pan dans l'œil*, *Un troupier qui suit les bonnes*, la

J'ai cherché la sanction, le châtement ; je ne l'ai rencontré que rarement et mal choisi. Nous ne savons point ce qu'est l'adultère et nous ne pouvons savoir le punir.

Dans *le Supplice d'une femme*, qu'il faut sans doute attribuer à MM. de Girardin et Dumas fils réunis, la coupable souffre une vraie douleur. Sa conscience est mise à nu devant le public, dont la présence seule semble être pour cette femme un supplice insupportable. Son mari devient son juge et il la condamne lui-même à un acte honteux, déshonorant,

Première Nuit des noces, la Fiancée du mardi-gras, le Bâtard, les Croqueuses de pommes, le Démon du jeu, les Pommes du voisin, Un mari dans du coton, le Piège à femmes, les Petits crevés, les Brigandes, etc... Je cite de mémoire et sans respect pour les dates : aussi j'en dois passer et des meilleures. N'est-il pas vrai que ces titres relevés, à eux seuls, « valent un long poème ? »

Je sais que de tout temps le peuple a déserté le grand art pour l'art burlesque. A Rome, Térence était insupportable et Plaute très-applaudi parce que le premier ne mêlait pas, comme faisait le second, au bon latin le langage de la place publique. Aussi, au milieu des comédies de Térence, le peuple quittait la salle pour courir au cirque, aux éléphants et aux funambules (*). — Il semble que ce soit une loi de l'histoire que le peuple doive se retrouver, dans toutes les sociétés et à tous les âges de l'humanité, avec des traits communs. La faculté esthétique manque-t-elle donc au peuple ? — Aucunement, mais chez lui cette faculté esthétique est sans éducation et sans développement : ce qui n'est point la faute du peuple, mais bien plutôt celle des artistes et des littérateurs que le mauvais goût de leur public ne peut excuser. Il leur plaît d'avoir un tel juge, qui ne leur demande pas grand effort ; tandis que, par leurs œuvres, ils pourraient s'en créer un autre plus digne de leur talent.

(*) Voir D. Nisard, *Études de mœurs et de critique sur les poètes latins de la décadence*.

qui sera pour elle un vivant reproche, une cuisante morsure, l'indestructible poison de sa vie. C'est peut-être la seule pièce où l'adultère reçoive le châtiment que nous souhaiterions de lui voir infligé. Là, le mari n'est point déshonoré parce qu'il s'institue justicier et la femme devient digne de pitié parce qu'elle souffre et se repent. J'aime mieux cela que le spectacle que m'offrent nos comédies ordinaires dont je ne parle pas. La comédie redevient farce et nous ramène aux pasquinades des comédies italiennes et espagnoles. Il ne faut point y chercher de châtiment à l'adultère ; la comédie y applaudit et elle a trouvé moyen de faire rire en ridiculisant le mari trompé. Avec le rire, en France, on ferait abdiquer le chef de l'État. Rabelais le savait bien et les bouffons de nos rois aussi. Mais il y a des rires sains et des rires malsains, et la comédie a abusé de ces derniers. C'est le rire qui a tué le respect de l'honneur conjugal. Une femme ne trompe point son mari ; elle le rend cocu, et les dupes font rire. Autrefois, si le mari venait à découvrir l'adultère de sa femme, le parterre tremblait, on s'attendait à un crime, tout au moins à un duel, beaucoup de femmes commençaient à pleurer, peut-être pour leur propre compte. Aujourd'hui, le mari hausse les épaules, regarde l'amant de sa femme : « Est-il laid ! — Ma femme n'a pas bon goût. Je suis pourtant mieux que cela. — Enfin, si c'est son idée...

Dis donc, ma femme, qu'est-ce que fait ce petit crevé ?

LA FEMME. — Mon ami, c'est un membre du Jockey-Club.

LE MARI. — Alors, il s'occupe des chevaux ?

LA FEMME. — Non, il s'occupe des femmes.

LE MARI. — Ah ! c'est pour cela qu'il s'occupe de toi. — Dis-moi donc : quelle fortune possède ce petit monsieur ?

LA FEMME. — Des millions...

LE MARI. — Est-ce qu'il t'en a offert un?... »

Et le public ébahi éclate de rire au lieu d'arracher les banquettes, et de faire tomber le rideau. Il ne comprend pas l'injure qui lui est faite. — Si nous rencontrons par hasard sur la scène un bon jeune homme qui manifeste à un ami le désir de se marier : celui-ci le prend pour un fou. « Que vas-tu faire ? Tu es donc trop heureux ? » (Suit une longue démonstration des avantages de la vie de garçon et des inconvénients du mariage.) — Tout cela est devenu proverbial à force d'être vulgaire. Mais à qui le public donne-t-il raison ? A l'amateur de la vie de garçon ; et, qui n'a pas vu, à ce moment, de cyniques maris applaudir aux oreilles de leurs mégères dépitées.

De quelle morale cette littérature procède-t-elle, et quel effet faut-il en attendre ? Je ne puis songer,

sans honte, que les siècles à venir pourront nous retrouver dans des œuvres comme *la Famille Benoiton*, où notre société a paru si ravie de se reconnaître ! Érasme avait bien compris l'espèce humaine en faisant l'*Éloge de la folie*.

III

« De tous les agents de notre dissolution intellectuelle et morale, le plus énergique a été sans contredit le romantisme (1). » Ce romantisme a envahi toute la littérature, et le théâtre en est si nourri et si plein que nos écrivains, tailleurs en nouveautés, s'en vont le ciseau à la main découpant tour à tour une pièce dans un roman et un roman dans une pièce. On se rappelle le succès qu'obtint, quelques années passées, *le Roman d'un jeune homme pauvre*. Le même auteur, ayant fait des progrès, nous a donné récemment *Monsieur de Camors*. Que nous étudions le théâtre contemporain ou le roman, ou l'art, sculpture, peinture ou autre... nous retrouvons partout le même esprit, la même direction, le même procédé. Il n'y a que des degrés dans ce mouvement unique qui va du jour à la nuit, de la raison à l'égarement.

(1) P.-J. Proudhon, *Du principe de l'art et de sa destination sociale*.

Quel littérateur s'est inquiété de la morale, des mœurs, de la vie sociale, de la passion vraie, de l'amour juste, de la vérité belle ? Il s'agit bien de cela ! — La fantaisie, l'idée du jour, la mode, le besoin de vivre, l'ambition des honneurs et des places, dominent l'artiste. Il ne sait plus se mesurer, le goût du public égaré l'égaré lui-même, sa propre inspiration ne lui suffit plus. Quel artiste sera le premier et quelle œuvre la meilleure ? Si le succès est la commune mesure, M. Ponson du Terrail est le plus grand romancier de nos jours après Alexandre Dumas et Paul de Kock ; et *Rocambole* est l'œuvre capitale dans le genre, tellement que je ne sais pas si elle est encore achevée !

M^{me} George Sand ne peut prétendre qu'à un rang inférieur. Je ne lui en assignerai aucun pour ma part. Elle est femme, on ne le voit que trop, et malgré cette qualité, Sainte-Beuve lui-même ne lui a pas montré trop de complaisance. Je laisse la personne bien qu'elle soit fort intéressante et qu'à mon sens il importe toujours quelque peu de la connaître pour mieux juger de ses ouvrages. Quand l'auteur est une femme, la curiosité semble de droit naturel et devient presque de la prudence. On ne peut parler des femmes écrivains sans se demander l'influence qu'elles ont exercée sur la littérature. Ceux qui se sont fait cette question ont bien vite reconnu

que cette influence a été plus funeste qu'utile. Au point de vue du mariage, cela n'est pas contestable. Le mariage n'a jamais été plus mal compris que par les femmes-auteurs. Ce qui prouve que celles qui écrivent ne sont plus femmes. — *Indiana* et *Jacques* nous offrent les deux plus beaux modèles de la morale qu'ont mise à la mode les bas bleus et les écrivains femmelins. *Indiana*, plante exotique, sensitive des colonies, ne pouvant plus se passer des rayons ardents du soleil tropical, prend un amant et tourne sa vie au tragique. Cette créature ne saurait être une femme française. La fin du roman est indéchiffrable. — *Jacques* est le triste héros d'une épopée plus lamentable. L'amour y prend des traits plus vifs et s'empare sur les pauvres âmes humaines d'un pouvoir plus démoralisant et plus effrayant ; on ne sait pas si, mettant à ses pieds le devoir avec le respect humain, il ne va pas devenir du même coup la loi de la chute des corps. Jacques, sur le point de se marier, écrit à Fernande, sa fiancée : « La société va vous dicter une formule de serment ; vous allez jurer de m'être fidèle et de m'être soumise, c'est-à-dire de n'aimer jamais que moi et de m'obéir en tout. L'un de ces serments est une absurdité, l'autre une bassesse. Vous ne pouvez pas répondre de votre cœur, même quand je serais le plus grand et le plus parfait des hommes ; vous ne devez pas promettre de

m'obéir, parce que ce serait nous avilir l'un et l'autre... » Alors pourquoi se marier ? M^{me} Sand se déclare donc partisan des unions libres, elle donne la main au professeur Naquet et à son école. Voilà pour le mariage. Voici maintenant pour l'adultère. — Fernande profite du conseil et prend un amant. Jacques n'y trouve rien à dire ; et comme pour laisser plus de liberté au nouveau couple amoureux, il s'en va tout exprès mourir, de son côté, dans un glacier du Tyrol (1).

Dans *Valentine*, dans *Rose et Blanche*, dans *Lélia*, trouvons-nous plus de respect pour les institutions sociales, pour la pudeur du lecteur ; plus de moralité, plus de connaissance de la vertu ? — Valentine qui se prostitue est moins qu'une femme adultère, et son mari, heureux de pouvoir exploiter sa pas-

(1) Il était réservé à un physiologiste philosophe de montrer que l'amour, tel que l'art moderne le comprend, n'est que l'enflure et la superfétation d'un sentiment naturel. Car « sans barrières et sans obstacles, il peut y avoir beaucoup de bonheur dans l'amour ; mais non du délire et de la fureur... Non, l'amour tel que le développe la nature, n'est pas ce torrent effréné qui renverse tout ; ce n'est point ce fantôme théâtral qui se nourrit de ses propres éclats, se complait dans une vaine représentation, et s'enivre lui-même des effets qu'il produit sur les spectateurs. C'est encore moins cette froide galanterie qui se joue d'elle-même et de son objet, dénature par une expression recherchée les sentiments tendres et délicats, et n'a pas même la prétention de tromper la personne à laquelle ils s'adressent ; ou cette métaphysique subtile qui, née de l'influence du cœur et de l'imagination a trouvé le moyen de rendre fastidieux les intérêts les plus chers aux âmes véritablement sensibles. Non, l'amour n'est rien de tout cela... » Cabanis, *Rapports du physique et du moral de l'homme*.

sion, moins qu'un être humain. — Dans *Rose et Blanche*, une pauvre créature, vendue par sa mère à un amateur, pense sauver sa vertu et la morale en disant à son acquéreur : « Faites, je vous laisse mon corps, je garde mon âme. » — Quant à *Lélia* : ce n'était pas assez de la liberté souveraine de l'amour, de la prostitution, du libertinage ; il manquait à cet ensemble artistique l'amour unisexe. La femme libre, l'adultère, la prostituée, la tribade, n'est-ce pas toute l'époque et ne voilà-t-il pas les plus beaux sujets de gloire littéraire réunis ? Mais M^{me} Sand n'est pas seule et cette gloire n'est pas originale. *Lélia* a sa place à côté de *la Fille aux yeux d'or* de Balzac et de *Mademoiselle de Maupin* de Théophile Gautier qui, non moins que M^{me} Sand, se trouve des titres au panthéon du bon goût et de la saine morale (1).

Tous ces amis de l'humanité savent-ils combien ils ont corrompu de jeunes cœurs ? La fantaisie, le caprice, le dévergondage de leur imagination, la sensualité de leur goût, ont été leur seule règle.

(1) Il faut reconnaître cependant, pour être juste, que les dernières œuvres de M^{me} Sand rachètent fort à propos les premières. Nous citerons volontiers au hasard : *Jean de la Roche*, *Le marquis de Villemor*, *M^{lle} de la Quintinie*, *M^{lle} Merquen*, *Pierre qui roule*, *Malgré tout*, *Césarine Dietrich*, *Francia*... œuvres dont la moralité ne retire rien à l'éclat du talent, toujours très-grand chez la célèbre artiste

Une plus grande corruption des mœurs aura été leur seule influence. Ce qui est moral est seul artistique. Il n'y a pas plus d'art à faire succomber la vertu sur le théâtre ou dans un livre qu'il n'y a de moralité à insulter une honnête femme dans la rue. On peut mettre beaucoup de soins au cadre, si la toile ne vaut rien, l'art reste purement décoratif et ce n'est pas de cet art-là qu'il est question. Nos littérateurs s'abandonnent aux érotismes de la mode, aux aiguillonnements de la concurrence, aux excitations du dehors qui donnent à leur inspiration une soudaineté et une fécondité sans exemple dans les littératures passées; et ils pensent cependant qu'ils font de l'art! S'ils n'avaient encore que la prétention de distraire et de vivre un jour, la corruption que portent leurs œuvres ne serait pas si contagieuse. Car la raison redresse bientôt, même chez les plus ignorants, les écarts de l'imagination. Pour le simple bon sens, ce qui est manifestement invraisemblable ne saurait être un danger sérieux. Mais tous, petits ou grands, prétendent à la science; et le plus grand nombre, quand il ne peut atteindre au beau, sacrifie au vraisemblable. Le théâtre est transformé en académie, le livre en tribune, et non-seulement les mœurs du jour viennent s'y étaler, mais les théories sociales, les discussions morales et quelquefois politiques viennent s'y débattre et reçoivent les solutions

les plus grotesques (1). Que nos littérateurs oublient que le théâtre et le roman ne sont ni le journal, ni la brochure, ni le livre et qu'ils discutent, surtout sur la scène ; cela peut être plus ou moins dans le goût du public, je n'y vois point de mal pour ma part. Qu'ils discutent la justice, le droit, l'institution sociale dans son fondement inébranlable, c'est énorme ; qu'ils s'en moquent, qu'ils en rient, qu'ils s'en amusent, c'est trop. Je ne leur en veux pas de discuter, même ce qui n'est plus en discussion, comme ils font le vol et l'assassinat, par exemple ; il faut à l'art la liberté, et, lorsque la morale n'est constituée tout à fait ni sur la séduction, ni sur l'adultère, les écrivains, les artistes ont le droit de s'emparer de ces questions et j'aime à voir qu'ils s'en occupent. Mais de quelle manière doivent-ils le faire ? Quel concours doivent-ils apporter aux efforts des philosophes, des moralistes, des savants ? Où est le vrai pour eux, où est l'art ? — Où sera la morale ? — Semblent-ils s'en douter ? Le beau, le

(1) M. Louis Reybaud (*), ayant à se prononcer sur la division qu'un auteur avait faite des diverses espèces de romans, en roman *démonstratif* et roman *narratif*, blâmait cette division. Il avait raison. Tous les romans veulent prouver quelque chose, tous laissent une impression et celui qui semble le plus narratif et le plus innocent est souvent le plus démonstratif et le plus pernicieux.

(*) Voir : Rapport sur le concours ayant pour sujet : *De l'influence de la littérature contemporaine sur les mœurs*, par M. Louis Reybaud (Mémoire n° 4).

juste, l'honnête, ne leur paraissent pas pouvoir soutenir le vol élevé de leur art. Ils veulent observer et peindre et ils vont droit à l'exception, ne voyant pas la règle. Lorsqu'ils ont recueilli je ne sais où, parfois dans leur cerveau, parfois dans quelque journal, une anecdote, un fait-divers, ils en font le sujet de leur œuvre ; ils croient faire de la peinture et ils ne font que de la photographie.

C'est à l'introduction de l'esprit scientifique et particulièrement de la méthode d'observation dans les choses de l'art que j'attribue, en partie, la décadence de l'art à notre époque. L'art est la synthèse supérieure des phénomènes humains. L'analyse, l'anatomie, la dissection, lui sont contraires. Autant l'art aime ce qui est général, abstrait, universel ; autant il hait et fuit ce qui est relatif, concret, particulier. Son domaine n'a rien de contingent. L'art est de son essence généralisateur. Hors cette condition, il est sans portée, sans utilité. Il n'a ni pour rôle, ni pour but de nous montrer une vérité mais la vérité, une beauté mais la beauté, une vertu mais la vertu. Objectivement l'art est concret ; subjectivement il est universel, infini. S'il veut nous peindre la vertu, il peut prendre une femme, un jeune homme, mettre en lutte des passions, c'est le moyen ; l'art, le but, c'est notre propre grandeur.

Parmi les œuvres de ces derniers temps, où se

montre le plus en relief le défaut de l'introduction des méthodes d'observation dans l'art, je citerai le roman qui porte pour titre : *Madame Bovary*. — Qu'est-ce que *Madame Bovary*? — Une fille de campagnard, qui épouse à vingt ans un jeune médecin de village, un officier de santé. Celui-ci la rend parfaitement heureuse. Mais la vie paisible et honorable qu'elle mène au début ne lui suffit pas. Elle a lu force romans (qu'eût-ce été si elle avait lu celui dont elle est l'héroïne?), et elle rêve un monde de plaisirs et de voluptés qu'elle espère bien connaître un jour, en dépit de sa position. Son rêve se réalise à moitié. Son mari va s'établir dans un village plus important et elle y fait la connaissance d'un jeune châtelain et d'un clerc d'huissier qui deviennent tour à tour ses amants. Comme elle aime le luxe, elle fait des dettes ; et comme son premier amant, le plus riche, refuse de les payer, elle s'empoisonne et enterre avec elle son mari qui meurt d'amour et de désespoir.

Ce fait-divers a défrayé l'ennui du public pendant quelque temps. Il pouvait être rédigé en entrefilet, comme je viens de faire, et tenir quinze lignes dans un journal. L'auteur, M. Gustave Flaubert, a trouvé moyen de le résumer en deux volumes et la spéculation a réussi.

Que faut-il chercher dans *Madame Bovary*? Rien

autre chose que ce qu'y a mis l'auteur. Est-ce une leçon de morale, est-ce un modèle, un exemple à suivre? Pourquoi *Madame Bovary* se jette-t-elle au cou du premier venu? Est-ce amour? Est-ce soif de volupté? Est-ce orgueil? Est-ce curiosité, besoin, vice naturel? — C'est tout ce qu'on voudra. Voilà le fait tel quel. Il s'est passé dans l'imagination de l'artiste ou dans la réalité sans un incident de plus ni de moins : c'est l'action d'une vie peu intéressante, sans confidence de l'âme. L'auteur dit au public : voilà ce que je voulais te raconter, penses-en ce que tu voudras.

Je ne comprends pas cette manière de faire. La sobriété de la composition et celle du style ont pu donner à réfléchir à beaucoup de lecteurs. Une femme qui trompe son mari, pour le plaisir de le tromper, est dans nos mœurs un fait si simple, qu'au plus grand nombre *Madame Bovary* a semblé la nature prise sur le fait. Mais pour surprendre la nature, mieux eût valu relever le nombre des cas tels que celui de *Madame Bovary*; et après cette constatation statistique, il eût été plus salulaire de donner par un chiffre un avertissement au public. *Madame Bovary* ne pouvait être un sujet d'art; et l'auteur aurait pu mieux employer son talent, beaucoup moins contes-
table que ses œuvres.

Nos fabricants de romans ont un travers que j'ai

trouvé presque général; c'est de nous présenter leurs héros ou leurs héroïnes déjà corrompus par la littérature à laquelle ils travaillent. Sans le secours des romans, les héros de ces drames écrits seraient assez difficilement des monstres. Une fois corrompus par cette littérature fiévreuse, ils peuvent aisément, et sans trop grande invraisemblance aux yeux du public, devenir criminels, assassins, séducteurs, adultères, etc... En vérité les faiseurs de romans ne pouvaient plus artistement se condamner eux-mêmes; et lorsque j'ai pour moi et contre eux la force de leurs propres ouvrages, il me semble que je n'ai plus besoin d'insister. Oui, la littérature contemporaine corrompt nos idées morales et par nos idées corrompt nos mœurs.

IV

De tous les corrupteurs de l'esprit et de la conscience publics, le moins corrupteur et le plus grand artiste peut-être, assurément le plus savant, Balzac, le romancier incomparable, a exercé comme une influence à part. Il a créé tout un monde, toute une époque, tout un art. Son œuvre est une toile immense où toutes les classes de la société ont leur place, où toutes les passions ont leur coloris, leur champ,

leur action. Aussi trouvons-nous à côté de l'amour l'adultère, à côté de la pudeur la lubricité, à côté de l'innocence l'impudicité, à côté de l'honneur l'indignité. A côté d'*Eugénie Grandet*, d'*Ursule Mirouet*, des *Mémoires de deux jeunes mariées* nous trouvons *La femme de trente ans* (1).

La femme de trente ans a été une sorte de révélation. On n'avait pas encore lu le roman, qu'on avait deviné tout ce que le titre renfermait d'observations critiques et de faits nouveaux. On avait cru jusque-là que l'amour était une passion maîtresse, identique dans ses manifestations; et tout à coup l'amour prenait une figure et un âge. L'amour à trente ans n'était plus l'amour à vingt. A vingt ans la femme s'abandonnait : à trente ans elle choisira. Avec la femme de vingt ans, l'homme mettait l'amour dans la passion : avec la femme de trente ans, il y mettra l'amour-propre. L'amour des jeunes filles était simple, tendre, quiétiste : l'amour des femmes sera savant, emporté, plein d'action. Ces différences, vraies dans la nature, ont été admirablement observées par Balzac et l'art qu'il montre à les marquer est le caractère le plus original de son génie. C'est en donnant le pas à l'amour de la femme sur l'amour de

(1) « Balzac, sur le plus beau sujet, a fait un pauvre livre, un très-faible roman. Mais le titre seul vaut un livre. Il fait songer : *La femme de trente ans*. » (J. Michelet, *Nos fils*.)

la jeune fille, c'est en le rendant plus séduisant, plus rempli de promesses, plus complaisant, plus fidèle à l'amour-propre humain que Balzac a suivi la tendance française et porté le plus rude coup au respect et à l'amour des jeunes filles. Il a donné le signal des amours libres et la prime à la femme mariée. En faisant la philosophie de l'adultère et en écrivant *la Physiologie du mariage*, il a admis l'adultère comme un fait scientifique et il l'a analysé sans songer à discuter son existence. Il écrit sous la dictée des faits; il constate. — A quoi bon tant de constatations? Tout cela est pur diagnostic. Et quand vous aurez constaté mille fois que le malade est malade, vous ne l'aurez pas guéri! — Cependant Balzac a su conserver soigneusement dans ses peintures les distinctions de classes, de milieux, de caractères. Ce n'est point dans le monde aristocratique, ce n'est point dans les salons ou les boudoirs du faubourg Saint-Germain qu'il a placé la vertu. A cet échelon supérieur de la société, nous ne trouvons que des femmes adultères, la marquise d'Aiglemont, M^{me} de Serizy, M^{me} de Maufrigneuse, M^{me} de Nucingen, etc... Pour trouver la vertu moyenne, la moralité bourgeoise, il faut descendre jusque dans la boutique de César Birotteau. Deux beaux modèles de vertu conjugale et de dévouement filial se rencontrent dans *La recherche de l'absolu*; mais ces deux modèles sont des Flamandes.

Balzac a tout analysé, épluché, classé, étiqueté : amour, ambition, vertu, faiblesse, grandeur, bassesse ; jeunesse, âge mûr, vieillesse ; jeune fille, femme mariée, mère, adultère, grisette, prostituée ; nobles, roturiers, paysans, prolétaires ; diplomates, militaires, banquiers, avoués, artistes, comédiens, marchands, brocanteurs, joueurs, escrocs, voleurs, assassins ; salons, boudoirs, boutiques, ateliers, champs, casernes, cours d'assises. Chez lui tout est conditionnel, la vertu, le vice, le beau et le laid ; et c'est par ce côté que Balzac est réaliste. Profond observateur, il a reconnu que l'éducation et le milieu social étaient les deux principaux éléments de notre moralité et il a expliqué les différences qui s'accusent dans la moralité générale par celles qui tiennent à l'éducation et au milieu où se développe l'individu. J'irai presque jusqu'à dire qu'en mettant des conditions à la vertu, il en a fait une question de milieu social et par conséquent un être moral essentiellement relatif. « La sainteté des femmes, dit-il, dans *La femme de trente ans*, est inconciliable avec les devoirs et les libertés du monde. Émanciper les femmes, c'est les corrompre. » Il est très-vrai qu'il existe une éducation de la vertu comme il existe une éducation du vice et que certaines habitudes de vice préparent inévitablement à l'une ou à l'autre. Sur ce terrain, les rapports de la morale avec les condi-

tions sociales de l'existence se resserrent, et le problème se pose de nouveau dans toute sa complexité. La situation particulière qu'on prétend faire aujourd'hui à la femme éloignerait certainement de la solution. Aussi je prie en grâce nos littérateurs qu'ils considèrent la liberté dont jouit chez nous la femme mariée, les occupations dont elle a été déchargée et le rôle qu'elle a abandonné dans la famille. Nous avons renoncé à diriger la femme, nous ne visons plus qu'à la tourner à nos plaisirs, nous en faisons, d'un être utile un être de fantaisie, d'un être économe un être prodigue, d'une force de cohésion une force de dissolution, et nous lui parlons de droits tandis qu'elle est disposée, par la nature même, à tous les devoirs.

Les Chinois sont plus raisonnables que nous. Il existe à la Chine une pratique qui prouve combien les Chinois savent apprécier les services que peut rendre à son mari une femme intelligente et dévouée. Il est d'usage, chez ce peuple éclairé, lorsqu'un fonctionnaire s'est distingué par son zèle et son habileté non-seulement de lui décerner des honneurs particuliers, mais d'ajouter à ces honneurs par un brevet spécial, destiné à marquer la satisfaction et la reconnaissance impériale à l'épouse vertueuse qui a fait des charmes de la vie intérieure le plus ferme soutien de la persévérance entreprenante de son

mari (1). Cette pratique pleine d'un attendrissant enseignement, est, je trouve, autrement morale que celle que nos littérateurs tentent d'introduire dans les mœurs au moyen d'un art sans philosophie, sans science, sans sentiment, sans élévation : et j'y vois aussi une leçon pour les généreux initiateurs qui voudraient émanciper la femme jusque dans l'ordre politique. La saine morale, la bonne politique, pour la femme, est de s'attacher un bon mari et d'élever de forts et courageux enfants.

Laissez la femme au foyer domestique si vous ne voulez retirer au mariage, à la famille, leur charme et leur force. Sa place est là et nulle part ailleurs. C'est dans ce cadre, hors duquel elle se déforme, c'est au milieu de ses enfants qui l'appellent et se retiennent à sa robe, c'est appliquée à ouvrir l'intelligence de ces petits êtres par les premières notions des choses, c'est assidue aux soins de l'approvisionnement, à la surveillance des repas, à la propreté du linge et du ménage, que je la veux voir ; c'est ainsi que je l'aime. Elle règne là comme dans une ruche naturelle où tout est ordonné suivant son goût et sa vigilance. Qu'il est doux à l'homme de venir se reposer sous cet abri où la femme a partout répandu

(1) Voir Le Play, *La réforme sociale en France*. — Duverger, *Condition politique et civile des femmes*. (*Revue pratique de droit français*. 1869.)

sa tendresse ! Il trouve ses enfants frais et gais, leur donne le baiser du cœur, les prend sur ses genoux, les interroge ; et les enfants récitent devant leur mère qui sourit, la leçon du matin. Touchant tableau qu'aucun peintre n'a su rendre parce qu'il n'est pas d'aussi grand artiste que la nature.

Laissez donc la femme à sa fonction naturelle. En voulant faire d'elle, pour votre plaisir, un être d'imagination et de création artistique ; de vos mains, vous la précipitez à l'adultère.

V

En résumé : l'art a certainement une destination morale et sociale. Détourné de son but, il n'est plus lui-même, il est phénomène, disproportion, laideur. Car l'art, plus que le reste et parce qu'il a plus d'action sur nous, doit tourner au bien de l'individu et au perfectionnement de l'espèce. Que ferait un orateur qui n'userait de l'éloquence que pour nous amuser ou nous tromper ? Il prostituerait la parole. — Que ferait un peintre qui n'aurait de couleurs que pour mettre nos sens en appétit ? Il prostituerait la peinture. — Que ferait un écrivain, dont la plume ne s'arrêterait pas devant le mensonge, et qui se serait donné la tâche de nous rendre le vice aimable ? Il

prostituerait son pouvoir moral. — Tous auraient rabaissé leur talent et en nous corrompant, en nous égarant, manqué au but de l'art. Parler, peindre, écrire, pour parler, pour peindre, pour écrire : sot et pernicieux métier ! Quand on n'a point d'idée, point de principe, rien à produire qui soit vrai, qui soit moral, qui soit beau, on doit s'abstenir. Écrire surtout quand on n'a rien à dire est une impertinence.

Parce que nous reconnaissons à l'art un but moral et social, est-ce à dire que nous lui refusons l'inspiration et lui retranchons toute liberté ? Où puiserait-il donc une inspiration supérieure si ce n'est dans la beauté morale, et plus de liberté que dans le vrai ? Si le beau, si le vrai empêchaient l'essor de l'art, au lieu de le rendre plus libre et plus large, l'art n'aurait point de sens et il ne saurait plus nous toucher. Il ne nous touche qu'autant qu'il est vrai, c'est-à-dire qu'autant que nous sentons qu'il développe en nous la faculté esthétique que possède chacun.

L'imagination, qui donne à l'idéal sa forme et sa couleur, ne peut être diminuée par l'observance des règles de la vérité et de la beauté morales, et il n'est d'artiste réellement grand que celui qui joint à une imagination puissante et à des connaissances étendues, un jugement sain et un cœur droit. Il est si vrai que l'art a une destination à la fois morale et so-

ciale que ses deux foyers d'inspiration sont le monde moral et le monde social. Une loi de justice veut qu'il rende à l'un et à l'autre ce qu'il leur a emprunté ; et voilà pourquoi la morale et la société, qui entretiennent et fortifient l'art, doivent être, à leur tour, soutenues et perfectionnées par lui. C'est surtout la littérature qui emprunte à la morale et aux phénomènes sociaux ; on voit clairement que sans eux elle ne pourrait vivre un instant.

Nous avons remarqué que de notre temps c'était la séduction, le mariage et l'adultère qui étaient, soit sur le théâtre, soit dans le roman, l'aliment ordinaire de la littérature. Nous avons vu que la littérature honorait la séduction, persiflait le mariage, justifiait l'adultère. — Poètes, littérateurs, artistes, prenez garde de mériter bientôt le sort que Platon faisait à vos pareils lorsqu'il les chassait de sa République !

CHAPITRE XIX

INFLUENCE GÉNÉRALE DU MARIAGE

Pour conclure, je veux dire l'influence du mariage sur l'homme et sur la femme. Quand j'aurai montré par quelques considérations générales et avec le secours de chiffres, dont le jugement est sans appel, qu'il y a plus de moralité, plus de bonheur, plus de travail, plus de force, plus de santé dans le mariage que hors le mariage, ma tâche sera accomplie. Car on pourra juger enfin si le mariage sort triomphant des épreuves de la critique, et il ne me restera plus alors qu'à réclamer une dernière fois la plus prochaine application des mesures que j'ai proposées comme devant tourner nos âmes, nos habitudes, nos mœurs, nos lois, notre art, toutes nos

facultés, toutes les forces de l'individu et de la société à la pratique du mariage la plus générale et la plus morale.

Autant le commerce de la femme, à qui l'homme ne se sent attaché par aucune passion noble, ni par aucun engagement social, étouffe la tendresse de son âme et avilit son caractère; autant le commerce de la femme, qu'il s'est associée pour la vie et qui est devenue la mère de ses enfants, exerce sur l'homme d'influence bienfaisante. La femme développe chez l'homme la sociabilité. Elle polit sa rudesse, plie sa volonté, disperse sa colère. Le regard de l'épouse est une flamme qui chauffe le cœur et ravive le courage du mari. « L'homme n'est pas fait pour vivre seul. » La femme sera, à ses yeux, cette modeste fleur aux suaves parfums, sortie de la nuit pour égayer le jour et de la terre pour vivifier l'âme; précieux objet des soins et de l'amour du prisonnier de *Picciola*. — Aucune passion n'enchaîne autant que l'amour, et le ménage est la plus douce prison pour qui sait s'y sentir libre. — Avec les enfants se scelle le lien conjugal. L'homme devient père, son cœur se dilate, sa force grandit, son front s'éclaire : il est chef de famille, a son pouvoir, punit et pardonne, travaille, veille, secourt, se dévoue, se sent pleinement. L'homme aime le gouvernement parce que la nature a créé pour lui la famille. Il aime

l'action et la responsabilité et règne dans sa maison avec le Dieu de l'univers.

Avec le concours que lui apporte la femme, qu'est-ce qui serait impossible à l'homme? — Comme la famille offre la première image du groupe social, elle offre aussi celle du groupe industriel. La maison devient l'atelier le plus productif, celui où règne le plus grand ordre, où le travail se divise le plus naturellement, où tout est épargné, ménagé, recueilli : le temps, la force, la matière, l'excédant; où se réfugie et s'observe la morale simple et attrayante. — Tous les économistes conviennent que la famille est la meilleure combinaison de travail et l'atelier qui fournit la plus grande somme de produits avec le moins de frais.

Par la famille, la femme est arrachée à la prostitution, l'homme à la débauche, tous deux au crime et les enfants à la misère et à la mort.

La population de la France se divise à peu près également entre les célibataires et les gens mariés. Et cependant sur 4,607 accusés, 2,572 sont célibataires, 1,720 sont mariés et le chiffre des accusés mariés sans enfants, compris dans ce dernier nombre, est proportionnellement supérieur. — Pour 156 infanticides : 22 avortements, 682 viols et attentats à la pudeur sur des enfants au-dessous de quinze ans et 95 avec violence sur des adultes. Pour 8 085 dé-

lits de vagabondage : 402 attentats aux mœurs, 2,763 outrages publics à la pudeur et 159 à la morale publique. — Combien de femmes et d'hommes mariés parmi les condamnés ? — Le plus petit nombre.

Près de sa femme, dans sa maison, avec la responsabilité du père de famille et le souci de ses affaires, comment l'homme penserait-il au crime ? Pour peu qu'il ait d'instruction et de moralité, quelques avances, le désir de s'affranchir par ses propres efforts, il saura se créer un petit établissement, tiendra boutique ou atelier, avec sa femme et ses enfants pour auxiliaires. Plus il aura d'intérêts à ménager, de soins à rendre, d'engagements à remplir ; plus il sera industrieux, actif, moral. Le tiers des accusés ne sait ni lire, ni écrire et la moitié, environ, ne sait l'un ou l'autre qu'imparfaitement. Plus de la moitié exerce un métier pour le compte d'autrui (1). — Il serait à souhaiter que chacun pût

(1) Sur 4,607 accusés :

1,387 exerçaient une profession pour leur compte,

2,799 exerçaient un métier pour le compte des autres,

421 vivaient dans l'oisiveté.

Pour le département de la Seine, la proportion des gens mariés dans le nombre des accusés est moins considérable que pour la France.

Des 4,607 accusés pour toute la France, le département de la Seine fournit le chiffre le plus élevé : 754. Sur ces 754 accusés, on compte

exercer un état pour son propre compte, que la mère ne fût pas le plus souvent forcée de désertier son foyer et ses enfants pour l'atelier, que la jeune fille pût travailler sous l'œil de sa mère. Plusieurs de nos industriels s'efforcent de réunir dans leurs ateliers les avantages et les garanties de moralité de la vie en famille. Il en est temps ; les hommes commencent à sentir le vrai et le juste plus fortement, et l'instruction ne fait pas qu'adoucir les mœurs, elle rend les hommes plus clairvoyants dans leurs propres intérêts. Il faut faire beaucoup, le plus possible pour la justice et l'harmonie sociale ; et vite. Le mariage rentre dans le plan de réforme et de pacification qui sera l'œuvre de ce siècle, si chacun sait comprendre la tâche qui lui revient.

L'homme doit se marier jeune. Je le demandais plus haut : l'expérience me donne raison. — C'est de 23 à 24 ans que l'homme est le plus porté au crime, et à cet âge il est garçon ! — Nous venons de voir, d'un autre côté, qu'une fois marié, tout éloignait l'homme du crime. Ajouterai-je que dès qu'il s'est créé une famille, l'homme se sent attaché au sol, à la patrie. Comment serait-il un véritable

500 célibataires, 140 mariés avec enfants, 78 mariés sans enfants, 24 veufs avec enfants, 12 veufs sans enfants.

(Compte général de l'administration de la justice criminelle en France. 1867.)

citoyen sans être père de famille? — L'homme épargne pour ses enfants, cela va de soi; ne se doit-il pas à eux? Avec un peuple d'hommes mariés, la production générale s'accroît. Citerai-je l'Angleterre, l'Allemagne? — Quelle richesse pour un pays! La moralité générale y atteint bientôt un niveau plus élevé; les vols, les viols, les séductions, les crimes de toute nature y diminuent. La prostitution n'a plus sa raison d'être et se fait un camp à part. Ne serait-ce enfin que dans l'intérêt exclusif de sa santé, de sa longévité et de son repos, l'homme doit se marier. Je n'ai point de chiffres suffisants pour affirmer d'une manière générale si la longévité se rencontre plus souvent chez les gens mariés. Cela semble établi cependant pour les habitants de Paris. Sur un ensemble de 44,724 décès, 13,193 hommes sont morts qui n'étaient pas mariés et 9,984 mariés et veufs; 11,316 femmes sont mortes non mariées et 10,081 mariées et veuves (1). En somme, 24,509 morts non

(1) *Annuaire du bureau des longitudes*. 1869. (150 avaient été déposés à la morgue.)

Voir aussi, à ce sujet, aux numéros 43, 44... de la *Gazette hebdomadaire de médecine et de chirurgie* (novembre et décembre 1871), les articles du docteur Bertillon : — *De l'influence du mariage sur la vie humaine*.

Le docteur Bertillon établit que la mortalité, la criminalité et le suicide, particulièrement, sont plus rares chez les gens mariés que chez les célibataires.

Selon ce même auteur, la mortalité est beaucoup plus grande chez les célibataires et particulièrement chez les célibataires du

mariés contre 20,065 mariés. Et, nous ne devons pas oublier que la population se partage presque exactement par moitié entre les gens mariés et veufs et les célibataires. — D'autre part, le nombre des mariages s'est accru ; et, dans le même temps, la durée de la vie moyenne s'est élevée de 33 à près de 40 ans.

Quant à la santé, des raisons toutes physiologiques et toutes hygiéniques font du mariage sa meilleure garantie. Comptons les avantages de la vie régulière, inappréciables par des chiffres, la suppression des accidents vénériens et syphilitiques, celle des effets que ces accidents déterminent : uréthrites chroniques, rétrécissements, catarrhes de la vessie, cystites chroniques, prostatites, accidents secondaires et tertiaires, spermatorrhées, etc. A ne le considérer même que comme une assurance contre ces maux, fruit des excès et de la débauche ; est-ce que le mariage n'aurait point son prix ? alors surtout que la prime de cette assurance est si légère à payer. J'émetts là, je le sais, une pensée bien positive, mais je la crois tout à fait applicable au temps où nous vivons. Beaucoup de jeunes gens

sexe féminin, bien que pour les jeunes femmes, la mortalité la plus grande soit entre vingt et vingt-cinq ans, très-manifestement à cause des couches.

Les veuves et surtout les veufs meurent en plus grand nombre. (Note ajoutée.)

n'apprécient dans le mariage que cette sorte d'avantages et ils y vont réfugier, comme dans un dernier port de salut, leur santé débilitée et compromise.

Pour ma part, je préfère considérer le mariage comme la loi naturelle de l'union de l'homme avec la femme. C'est la pensée la plus simple. Et sans aller peut-être aussi loin que Mirabeau, je répéterai avec lui en terminant : « Le mariage est l'école la plus sûre de l'ordre, de la bonté, de l'humanité, qui sont des qualités bien autrement nécessaires que l'instruction et le talent. »

FIN.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	a
INTRODUCTION.....	

LIVRE PREMIER.

<u>Du mariage. — Son principe, son but, sa moralité. — Supé-</u> <u>riorité du mariage monogame sur toutes les autres formes</u> <u>d'union des sexes.....</u>	<u>7</u>
--	----------

LIVRE DEUXIÈME.

<u>De l'influence des mœurs, des conditions sociales et patholo-</u> <u>giques de la vie humaine, des lois et de la littérature sur le</u> <u>mariage.....</u>	<u>71</u>
<u>CHAPITRE I. Etat général statistique du mariage.....</u>	<u>71</u>

CHAPITRE	II.	<u>Nos mœurs. — La prostitution, la séduction, l'inceste. — Que le respect pour la femme est un des premiers éléments de la paix et du bonheur publics. — Effets de la prostitution sur l'homme.....</u>	81
—	III.	<u>Des enfants naturels, des tours. — De la peine de mort contre l'infanticide.....</u>	101
—	IV.	<u>De la recherche de la paternité. — De la reconnaissance des enfants incestueux et adultérins. — Du droit des enfants naturels sur les biens de leurs père et mère.....</u>	113
—	V.	<u>De la légitimation par mariage subséquent. — Situation morale des enfants naturels. — Des pensions alimentaires.</u>	125
—	VI.	<u>Influence de l'esclavage et de la misère sur le mariage.....</u>	137
—	VII.	<u>Du célibat forcé des religieux et des religieuses.....</u>	143
—	VIII.	<u>Influence de la dot.....</u>	151
—	IX.	<u>Des causes et des effets de l'infécondité des mariages.....</u>	155
—	X.	<u>Si le partage forcé est une cause de l'infécondité des mariages.....</u>	165
—	XI.	<u>Des effets de la loi sur la majorité, le consentement des parents et les prohibitions.</u>	171
—	XII.	<u>Si le mariage doit être interdit pour cause d'infirmité ou de maladie.....</u>	187
—	XIII.	<u>De l'adultère et de ses effets.....</u>	207
—	XIV.	<u>Causes qui expliquent l'adultère et agissent sur la moralité des ménages.....</u>	235
—	XV.	<u>De la séparation de corps et de ses effets..</u>	245

TABLE DES MATIÈRES

347

<u>CHAPITRE XVI. Du divorce et de son influence morale.....</u>	<u>269</u>
— <u>XVII. Cas de nullité.....</u>	<u>283</u>
— XVIII. De l'influence de la littérature contemporaine sur les mœurs au point de vue du mariage.....	293
— <u>XIX. Influence générale du mariage.....</u>	<u>337</u>

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

DATE DUE

OFFIC. FEB 23 1985

201-6503

Printed
in USA

ITALIA

0111718552

COLUMBIA UNIVERSITY LIBRARIES



8552

ACKB

